8° G
2H5283

Chaliand

Voyage dans vingt ans de guérillas

regards croisés

boréal / éditions de l'aube

“Les avions lâchent des bombes, traillent. Minutieusement. Il est heures du matin : le vrombissement des moteurs nous a réveillés. les chseurs tracent des cercles concentriques qui nous englobent dans les rayons. C’est le onzième bombardement en douze jours.”

“De tous les spécialistes contemporains de la guerre révolutionnaires Gérard Chaliand est l’un des plus cisifs. Il réunit des résultats de recherches et son engagement immédiat dans de nombreux mouvement révolutionnaires.” (*Makers of modestragegy.* Princeton University Press 1986.)

Dans cet ouvrage, il nous entraîne avec lui du Vietnam à l’Angola. l’Erythrée à l’Afghanistan, de l’Amérique centrale aux Philippines : nous croisons là une génération de guérillas, et réfléchissons sur les engagements que chacun y a pris.

Gérard Chaliand

Voyage dans vingt ans de guérillas

éditions de l'aube

Sommaire

Couverture

Présentation

Page de titre

Dédicace

Épigraphe

PRÉFACE

INTRODUCTION - 1973 : LE MYTHE DU CARACTÈRE INVINCIBLE DES GUÉRILLAS

Sous-estimation de la force des gouvernements

La théorie du foco

1966 : AVEC LES MAQUISARDS DE GUINÉE

Sur un tonneau

La chair et l'os

Deux cents élèves

Les paysans renseignent

1967 : VIETNAM, *THE AMERICAN WAY OF DEATH*

1968 : POURQUOI LE NORD-VIETNAM TIENT-IL TOUJOURS ?

1968 : LA COLOMBIE NE PEUT DEVENIR UN NOUVEAU “VIETNAM”

1969 : LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE ENTRE ISRAËL ET LES ÉTATS ARABES

1970 : LE DOUBLE COMBAT DU F.P.L.P.

1972 : LES PALESTINIENS DANS L’IMPASSE

1977 : ÉRYTHRÉE, HAUT MAL DE L’ÉTHIOPIE

1980 : LE COMBAT SANS FIN DES KURDES

1. VU D’IRAN
2. VU D’IRAK ET DE TURQUIE (1985)

1980 : QUE PEUVENT FAIRE LES RÉSISTANTS AFGHANS ?

1981 : L’AFGHANISTAN UN AN APRÈS

1982 : AFGHANISTAN : LA VALLÉE DU PANCHIR

1982 : AMÉRIQUE CENTRALE : LA GUERRE SANS VAINQUEURS

1984 : POURQUOI L’AFRIQUE DU SUD TIENT TOUJOURS...

1985 : LE PÉROU ENTRE ALAN GARCIA ET LE SENTIER LUMINEUX

1986 : L’ÉQUATION ANGOLAISE

1986 : AFRIQUE DU SUD : L’ÉROSION DU POUVOIR BLANC

1987 : VERS LA GUERRE CIVILE AUX PHILIPPINES

À propos de l’auteur

Notes

Copyright d’origine

Achevé de numériser

A Kim

As for me, I am tormented with an everlasting itch for things remote. I love to sail forbidden seas and land on barbarous coasts.

HERMAN MELVILLE

“Ce livre regroupe une série de reportages, écrits entre 1966 et 1987, dont certains étaient restés inédits. Quelques coupes ont été opérées pour alléger l’ensemble et éviter des redites. La distance permet aujourd’hui de mieux juger la pertinence des analyses développées à chaud.”

J.v.

PRÉFACE

L'origine du terme guérilla *(petite guerre) remonte au soulèvement espagnol contre Napoléon. Mais son usage, ses tactiques remontent aux origines de l'histoire. En son essence, la guérilla est une forme de conflit armé, utilisée par des troupes irrégulières, caractérisé par le refus du choc frontal décisif, l'usage du harcèlement et de la surprise.*

L'utilisation de ces techniques est attestée dans la Chine et l'Egypte anciennes, tout comme dans l'Antiquité gréco-latine. La guérilla en tant que tactique est caractéristique d'innombrables jacqueries et révoltes paysannes — dont la guerre des paysans en Allemagne au XVI^{e} siècle est un exemple classique. Caractéristiques des mouvements sociaux comme souvent des mouvements religieux, les guérillas ont été particulièrement vivaces comme forme de résistance à l'agression ou à l'occupation étrangère, notamment durant l'expansion des grands empires : romain, ottoman, napoléonien. C'est aussi le cas lors de l'expansion coloniale européenne au XIX^{e} siècle : les Britanniques rencontrent des résistances acharnées en Birmanie, en Afghanistan, en Afrique du Sud (guerre des Boers), en Somalie, les Français en Algérie, au Vietnam, à Madagascar, en Afrique de l'Ouest. La pénétration portugaise dans l'Hinterland de leurs colonies africaines donne lieu à une série quasi ininterrompue, durant un demi-siècle, d'insurrections meurtrières.

La colonisation russe en Caucase et en Asie centrale, à la même époque, rencontre les mêmes résistances. De même, les Etats-Unis, tandis qu'ils colonisent les Philippines (1898-1901).

Les théoriciens militaires occidentaux du début du XIX^{e} siècle, notamment français et allemands, n'ont pas manqué d'analyser les particularités de la "petite guerre" qui, avec la Vendée, l'Espagne surtout, le Tyrol et les partisans russes contre l'armée napoléonienne, apparaissait soudain comme un phénomène d'une ampleur nouvelle.

Les transformations profondes qui sont à l'origine de la vulnérabilité des armées modernes à la guérilla semblent être l'accroissement considérable des effectifs et l'importance du matériel d'une part, et la naissance du nationalisme moderne d'autre part. En effet, depuis la Révolution, la France utilise cette innovation : la levée en masse. La conscription porte les armées à des chiffres jamais connus et les troupes qui vivaient jusque-là sur leurs magasins se mettent à vivre sur le pays. Les vivres sont certes payés par l'intendance et cette organisation ne pose aucun problème en Italie ou en Europe centrale. Mais en pays pauvre, comme en Espagne ou en Russie, la rareté se fait sentir tandis que le patriotisme joue à plein contre un occupant qui est aussi un prédateur. Les troupes professionnelles du XVIII^e^ siècle, elles, avec leur train de vivres et de fourrage — et leur petit nombre — étaient autonomes.

Pour un Clausewitz par exemple, qui enseigne à l'Académie militaire de Berlin un cours d'une année sur la petite guerre (kleiner Krieg), *la guérilla est une guerre paysanne de résistance patriotique vis-à-vis d'un agresseur. Il la considère comme une technique mineure, ne pouvant emporter la décision et dont la fonction est d'être une force d'appoint de l'armée régulière.*

Après la période napoléonienne, la place occupée par la guérilla en Europe, à l'exception de l'Espagne, de l'Italie et de la Pologne, est tout à fait marginale. A partir de 1830 — et cela jusqu'en 1917 — , avec l'influence croissante des courants socialistes, de l'urbanisation et de la prolétarisation, l'attention est portée sur l'insurrection urbaine (1848-1871). *Aux yeux des stratèges, jusqu'à la seconde guerre mondiale, la guérilla demeure un phénomène mineur, géographiquement marginal, limité aux colonies. Ce qui compte — à juste titre — dans les affrontements entre puissances modernes, c'est la puissance de feu, les gros bataillons, la puissance maritime et, bientôt, la maîtrise aérienne. D'ailleurs, toutes les guérillas coloniales ne sont-elles pas, quelle que soit leur détermination, toujours vaincues ? Dans l'entre-deux-guerres, l'échec d'Abd El-Krim ne vient-il pas l'attester une fois de* plus ?*Même durant la seconde guerre mondiale, sur le théâtre européen, nulle part sauf dans les Balkans (Yougoslavie, Albanie, Grèce) la guérilla ne joue de rôle décisif*

Mais la seconde guerre mondiale inaugure une époque nouvelle. Elle marque, en effet, le déclin politique et militaire des puissances d'Europe occidentale. La défaite initiale face au Japon en Extrême-Orient des

Britanniques, des Français et des Hollandais est lourde de conséquences. Dans un tout autre contexte, l'invasion japonaise de la Chine favorise grandement le renforcement des communistes chinois qui finissent par incarner à la fois le nationalisme chinois et les aspirations à la justice sociale. C'est avec Mao-Ze-Dong que la guérilla, tactique militaire visant à harceler un adversaire plus puissant, est transformée en guerre révolutionnaire. C'est-à-dire en moyen militaire pour parvenir à renverser un régime politique afin de s'emparer du pouvoir.

Mais l'innovation maoïste n'est pas militaire. L'originalité de Mao-Ze-Dong n'est pas véritablement dans ses écrits militaires. Certes, ceux-ci sont intéressants dans la mesure où ils s'opposent à la guerre classique pour privilégier une combinaison de milices, de partisans et d'armée régulière utilisant souvent des techniques d'irréguliers mais la nouveauté est ailleurs. Elle est politique. Elle consiste à utiliser le parti d'avant-garde, innovation léninienne, destinée à organiser et à entraîner le prolétariat pour mobiliser et encadrer la paysannerie.

Propagande généralisée, organisation des masses (les non-combattants comptent autant que les combattants), parti d'avant-garde en tant qu'instrument de mobilisation politique et d'encadrement militaire, il atteint son pouvoir opérationnel sur la société traditionnelle à partir du moment où toutes les implications ont été tirées de la découverte du potentiel révolutionnaire de la question paysanne.

Ce *qui est fondamental, c'est la greffe du parti d'avant-garde sur la paysannerie à l'heure du nationalisme. Nationalisme que l'agression et l'occupation japonaises vont rendre particulièrement vivace dans une paysannerie jusque-là isolée dans son régionalisme ; ce modèle sera repris avec succès par le Viêt-minh qui profite de l'occupation japonaise pour s'organiser, encadrer la paysannerie vietnamienne en mobilisant celle-ci contre le colonialisme français au nom de la libération nationale.*

Presque partout la lutte armée est dirigée par une organisation d'avant-garde dont l'idéologie mobilisatrice où le nationalisme a toujours une part fondamentale, même s'il est accompagné d'objectifs sociaux (ce qui n'est pas toujours le cas) suscite cohésion, discipline, esprit de sacrifice. Cette organisation tend à créer, par l'intermédiaire des cadres moyens qui sont essentiels, un soutien des populations par un processus d'encadrement et de politisation et un usage sélectif de la terreur destiné à liquider les agents de l'adversaire.

Car il s'agit très vite de susciter des hiérarchies parallèles à celles de l'Etat destinées à miner, grâce à une meilleure organisation sociale, la légitimité de celui-ci. De bout en bout jusqu'à la victoire militaire ou à la négociation victorieuse, les problèmes militaires restent étroitement unis et subordonnés au politique. Mais les succès des mouvements de libération ne sont pas automatiques et dépendent d'une série de facteurs. Les échecs n'ont pas manqué : Huks aux Philippines, Malaisie, Grèce et, plus près de nous, la longue série d'insuccès en Amérique latine, en partie due à la théorie du "foco" énoncée par Guevara et systématisée par Régis Debray : le foyer révolutionnaire constitué par une petite avant-garde sans appui populaire présupposant que le déclenchement de la lutte est un catalyseur suffisant pour que les masses opprimées s'y reconnaissent et y adhèrent. La mort du Che en Bolivie clôt cette illusion (1967).

Ce qui reste fondamental, c'est l'émergence du nationalisme de masse au lendemain de la seconde guerre mondiale, d'abord en Asie puis en Afrique, même lorsque la nation n'existe pas. C'est l'affaiblissement des puissances coloniales et leur reconnaissance graduelle du droit des peuples (non européens) à disposer d'eux-mêmes. Si les guérillas les mieux articulées d'avant-guerre comme celle d'Abd El-Krim ont pu être vaincues, c'est aussi parce que les puissances coloniales, fortes du consensus de leur opinion publique, ne doutaient pas de la légitimité de leur domination. Après la guerre, avec le changement de l'esprit du temps et les revendications de plus en plus impérieuses des colonisés, ce qui, jusque-là, était perçu comme l'ordre des choses, bascule. Bien des mouvements armés, en contexte colonial, n'ont pas eu à arracher des victoires militaires souvent impossibles. A force de détermination et de ténacité, des mouvements de libération nationale, compte tenu de la lassitude, et parfois de la sympathie des opinions publiques occidentales, du coût de la guerre et de l'impossibilité d'une solution militaire du côté des dominateurs, ont remporté des victoires politiques. C'est le cas de l'Algérie comme celui du Vietnam du temps des Américains. Mais ces victoires politiques ne sont possibles que contre les démocraties. Celles-ci n'utilisent pas tous les moyens dont elles disposent et, sensibles à leur opinion publique, consentent à négocier d'autant plus qu'une défaite politique n'implique pas de conséquences vitales. Les dictatures, par contre, qu'elles soient totalitaires ou non, n'envisagent pas de négocier avec un adversaire plus faible et n'ont guère d'opinion publique dont il faille tenir compte. Seule la

victoire militaire, lorsqu'elle est possible, permet d'aboutir. Il n'y a pas d'autre solution en Amérique latine (Cuba, Nicaragua, etc.) pour les mouvements sociaux en pays indépendants ou pour les mouvements sécessionnistes en Asie ou en Afrique telle l'Erythrée, par exemple.

Une typologie des conflits armés dans le tiers-monde au cours des dernières décennies amène à distinguer trois catégories principales :

— les mouvements de libération nationale combattant une puissance coloniale ou un occupant étranger,

— les luttes sociales pour un changement de régime en pays indépendant,

— les luttes de mouvements minoritaires, ethniques, religieux, ou ethnico-religieux, à caractère sécessionniste ou non.

Les chances des premières sont, de loin, les plus grandes surtout si elles s'opposent à des démocraties.

Les leçons qu'on peut dégager du dernier demi-siècle en matière de guerre révolutionnaire se *ramènent en définitive à deux points fondamentaux : les conditions les plus favorables sont celles qui permettent de mobiliser les populations autour d'objectifs nationaux. Dans les autres cas, ce qui compte, c'est la faiblesse de l'Etat.*

Le plus important dans une guérilla est son infrastructure politique clandestine au sein de la population. Elle seule permet de durer, quelles que soient les difficultés militaires.

Notons que très peu de guérillas en dehors des colonies européennes ont pu triompher : à Cuba, en partie parce que le castrisme ne se *donnait pas pour une révolution socialiste,* ce *qui lui a garanti l'appui des couches moyennes en ville et la neutralité des Etats-Unis ; au Nicaragua parce que le régime de Somoza a fini par s'effondrer faute et d'appui ;dans la péninsule indochinoise.*

Toutes les guérillas dirigées contre un Etat indépendant en Asie ou en Afrique ont été vaincues ou piétinent (Cameroun, Erythrée, Sahara occidental, Kurdistan, etc.). Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes aura été le droit des peuples colonisés *par les Européens à se libérer de la tutelle de l'Occident. La seule exception est celle du Bangla-Desh, devenu indépendant grâce à l'intervention indienne.*

La période triomphale des guérillas va de 1945 à 1974 (chute de la dictature du Portugal). Il est en revanche intéressant de noter que la guérilla comme technique est utilisée depuis une douzaine d'années contre

des régimes marxistes-léninistes (Angola, Mozambique, Nicaragua et Afghanistan).

*L'utilisation de la guérilla contre les régimes marxistes-léninistes portés au pouvoir eux-mêmes grâce à la lutte armée est innovée par l'Afrique du Sud : Angola, Mozambique. Exemple que les Etats-Unis suivent en armant et en finançant les contras en Amérique centrale, puis en soutenant la résistance afghane et ultérieurement l'*Unita *de Jonas Savimbi.*

Appeler "combattants de la liberté" des mouvements aussi divers et dont la caractéristique commune essentielle est de combattre des régimes se réclamant du "marxisme-léninisme" relève non de l'analyse mais de la propagande politique.

Je ne pense pas qu'il soit possible de dégager à partir de ces expériences une théorie de l'insurrection anticommuniste ayant quelque originalité : les rares écrits américains consacrés à l'Amérique centrale sous cet angle sont des manuels techniques. La résistance afghane, née d'une insurrection spontanée, exprime le refus d'une écrasante majorité des populations afghanes à subir à la fois le régime de Kaboul et l'occupation soviétique. Les contras *dont le noyau initial est formé de somozistes sont sans doute, sur le plan militaire, la plus médiocre troupe de combattants irréguliers des quatre dernières décennies. Sur le plan politique ils n'ont guère le soutien de la population et il est hors de question qu'ils puissent ravir le pouvoir aux sandinistes. Leur résultat le plus notable est d'avoir réussi à obliger le gouvernement de Managua à une mobilisation politique et militaire qui n'a fait qu'accroître les difficultés économiques du pays et à renforcer les lois d'exception.*

Le cas angolais est différent : l'Unita de Jonas Savimbi jouit d'une légitimité anticoloniale — contrairement au Renamo du Mozambique. Aidé par l'Afrique du Sud dès 1977-1978 et depuis 1986 par les Etats-Unis, l'Unita est une organisation solide, efficace et motivée. Le modèle organisationnel adopté par J. Savimbi est — sans l'idéologie — celui du "marxisme-léninisme". Même s'il n'y avait pas, d'un côté et de l'autre, le conflit Est-Ouest et les ingérences régionales, il y aurait dans le cadre interne de l'Angola lui-même un problème ethnique concernant la participation au pouvoir politique des Ovimbundus, groupe le plus important du pays aujourd'hui écarté du pouvoir.

Les guérillas "marxistes-léninistes" continuent, de par le monde, à être actives et remarquablement organisées. C'est le cas du F.P.L.E. de

l'Erythrée, le plus extraordinaire des mouvements combattants des quinze dernières années. Le "Sentier lumineux" du Pérou, idéologiquement aberrant à force de dogmatisme et d'analyses réductrices, est une organisation disciplinée et très difficile à démanteler, tant à la campagne, dans les provinces andines méridionales, qu'à Lima. Quant aux maquis philippins de la Nouvelle armée du peuple, ils feront, j'en suis sûr, parler d'eux dans les années à venir car l'avenir des Philippines pour la prochaine décennie est celui de la guerre civile.

Le temps n'est plus où les guérillas anticolonialistes débouchaient presque toutes sur l'indépendance par le truchement de la négociation. Les luttes dans les pays nouvellement indépendants sont très âpres et aucun gouvernement n'est prêt à accorder même une autonomie, à moins d'y être absolument contraint. Quant à la conquête du pouvoir, elle n'est rien d'autre qu'une lutte à mort.

La guérilla retrouve son caractère classique, celui d'une guerre irrégulière destinée à saigner l'adversaire, non à le vaincre. Pour les mouvements armés qui se situent en marge du conflit Est-Ouest et n'ayant pas d'alliés régionaux, il n'existe guère de soutien politique dans les pays du tiers-monde, plus prompt à dénoncer l'Occident que ses propres injustices.

La guérilla, à l'heure actuelle, apparaît surtout comme une très longue épreuve de volonté sans perspective de déboucher sur la victoire. La contre-insurrection, compte tenu de ses moyens matériels, peut même, avec une base sociale relativement étroite, tenir en échec la guérilla tant que l'Etat est déterminé à faire face.

Les guérillas aujourd'hui ne sont pas moins nombreuses qu'il y a vingt ans. En Amérique latine, les guérillas sont actives dans quatre pays : Salvador, Nicaragua, Pérou, Colombie. En Afrique, dans une demi-douzaine : Polisario dans l'ex-Sahara espagnol, Angola, Mozambique, Ethiopie, Soudan. Mouvements palestiniens et kurdes au Moyen-Orient ; résistance afghane, Birmanie, Cambodge, Timor-est Philippines sont les principales guerres irrégulières d'Asie.

Depuis deux décennies, les terrorismes qui, lorsqu'ils sont l'exclusive technique utilisée par un groupe, ne sont qu'un substitut à la guérilla, sont mieux couverts par les médias que les guérillas. C'est qu'ils ont bien souvent pour théâtre ou pour cible l'Occident.

Les échecs des guérillas rurales, inspirées du foco *cubain en Amérique latine, avaient amené Carlos Marighella au Brésil et les Tupamaros en Uruguay à prôner la "guérilla urbaine". La stratégie des Tupamaros consistait, à travers la spirale violence/répression, à démontrer aux masses le caractère fondamentalement répressif de l'Etat. Mais les Tupamaros furent confrontés au dilemme que rencontre toute organisation clandestine, entre mobiliser et encadrer tout en restant clandestine. Dans la pratique, les Tupamaros, progressivement isolés, finissent par provoquer la venue au pouvoir d'une dictature d'extrême droite renversant le régime démocratique qu'ils combattaient.*

De même échouent les sectes à caractère idéologique des pays industriels démocratiques : Weathermen aux Etats-Unis, Fraction Armée Rouge en Allemagne Fédérale, Brigades Rouges en Italie, Action Directe en France, fondées également sur la présupposition que l'Etat capitaliste démocratique est intrinsèquement répressif et que l'action violente dévoilera cette évidence aux yeux des masses.

C'est en 1968 qu'apparaît, avec le détournement des avions de la compagnie israélienne El Al par le Front Populaire de Libération de la Palestine de Georges Habache, le terrorisme publicitaire. L'incapacité des organisations palestiniennes à mener des opérations en territoire occupé provoque le transfert de la lutte sur le terrain des médias, par l'utilisation d'opérations transétatiques. Le théâtre essentiel de ces opérations est l'Europe occidentale, géographiquement proche, d'accès facile et surtout dotée de médias démocratiques répercutant volontiers le spectaculaire.

Cette innovation est très vite imitée par de nombreux groupes n'ayant pas, comme les Palestiniens ou les Irlandais par exemple, de base de masse. Forme la plus violente de la guerre psychologique, les terrorismes peuvent être divisés en trois catégories[1] *:*

— sectes idéologiques en pays industriels,

— organisations fondées sur un problème de minorités (Irlandais, Basques, etc.),

— terrorismes transétatiques.

Cette dernière catégorie est la plus importante dans la mesure où de nombreux groupes appuyés et parfois manipulés par des Etats (principalement l'Irak hier et aujourd'hui la Syrie, l'Iran, la Libye) pratiquent un terrorisme de diplomatie coercitive.

Pour l'observateur des conflits irréguliers, l'utilisation du terrorisme n'est nullement nouvelle. De nombreux mouvements de libération ont usé du terrorisme (mouvement sioniste, F.L.N. algérien, etc.) en tant que technique d'appoint. La nouveauté chez une partie des groupes terroristes d'aujourd'hui est l'utilisation exclusive *du terrorisme et le fait de n'avoir pas à tester la validité d'une ligne politique en cherchant à gagner l'adhésion organisée d'une population. En* ce *sens, les groupes terroristes sans base de masse et opérant grâce à l'appui circonstanciel d'un Etat se rapprochent de la figure du bandit ou du mercenaire.*

*

Les reportages ici réunis couvrent la période 1966-1987. Certains sont inédits. D'autres ont été publiés et sont la version journalistique d'ouvrages plus substantiels.

Dans mes écrits, la guerre de guérilla occupe une place très importante, de Lutte armée en Afrique *(1967) à* Terrorismes et guérillas *(1985). J'ai observé, sur le terrain, durant plus de deux décennies, nombre des plus importants conflits irréguliers en Asie du Sud-Est, au Moyen-Orient, en Afrique et en Amérique latine : Guinée-Bissau, Vietnam, Colombie, Jordanie et Liban avec les divers mouvements palestiniens, Erythrée, Kurdistan iranien, Afghanistan, tant avec les islamistes qu'avec les musulmans traditionalistes, Amérique centrale, Angola, Pérou, Philippines.*

J'ai vécu, au total, plus d'une année et demie dans des guérillas sur trois continents.

Contrairement aux autres Occidentaux, Français, Britanniques et Américains, je *ne suis pas un spécialiste de la contre-insurrection mais de l'insurrection. J'ai toujours vu, vécu, la guérilla non du côté des forces de l'ordre mais de ceux qui luttent contre l'Etat et cherchent, en général, à s'y substituer.*

J'occupe, pour cette raison, et compte tenu de ma longue et multiple expérience de théoricien de terrain, une place à part et probablement unique.

L'éventail des expériences que j'ai étudiées recouvre à la fois des luttes anticolonialistes, des mouvements marxistes-léninistes opposés à des Etats indépendants, des maquis de groupes minoritaires cherchant à arracher

une autonomie et des mouvements combattant un Etat se réclamant du marxisme-léninisme.

Mes écrits, qu'il s'agisse d'expériences particulières ou de textes plus théoriques comme Stratégies de la guérilla *ou* Terrorismes et guérillas *sont à la fois lus ou étudiés dans divers maquis comme à l'Ecole Supérieure de Guerre ou à Fort Braggs.*

Comme tous ceux qui sont devenus théoriciens de la guerre de guérilla — la forme de conflit la plus usitée au cours des quarante dernières années — je n'ai pas étudié cette technique à l'école. Mes universités à cet égard ont été le terrain et l'étude personnelle.

Ce n'est d'ailleurs pas de façon délibérée que je suis graduellement devenu un spécialiste de la guérilla et, d'une façon plus générale, des conflits irréguliers.

L'esprit du temps, la place importante et quelque peu mythifiée de la guerre de guérilla durant la période anticoloniale, un goût marqué pour l'action, une longue familiarité avec la nature, la capacité de vivre de peu avec satisfaction, une obscure attirance pour la guerre de partisans sans doute liée à l'enfance, ont certes joué leur rôle.

Mais j'ignorais en 1963, lorsque je proposai à Amilcar Cabral de me rendre dans les maquis de Guinée-Bissau, que je deviendrais, une quinzaine d'années plus tard, un des rares spécialistes de ce type de conflit.

Une première tentative au printemps de 1964 se solda par un échec. Je venais de rentrer à Paris après plus d'une année de séjour en Algérie indépendante, plaque tournante à l'époque de tous les mouvements anticolonialistes africains. Amilcar Cabral m'invita à Conakry où nous nous étions connus au cours de l'été 1962.

L'insurrection contre le pouvoir portugais en Guinée-Bissau venait de remporter d'importants succès militaires. Cabral avait lancé une vingtaine d'invitations à la presse internationale. Seuls deux journalistes de l'agence chinoise et moi-même avions répondu à l'appel. L'opération, destinée à faire *connaître la lutte armée en Guinée-Bissau contre les forces coloniales portugaises n'avait de sens que si elle était couverte par un éventail d'opinions point trop étroit. Recevoir, au fort du conflit sino-soviétique, deux journalistes chinois et moi-même pour représenter la presse internationale était absurde. La visite fut remise.*

Je restai cependant quelque temps en Guinée-Conakry, à voir fonctionner l'école de cadres, à discuter avec la direction du Parti, les cadres moyens, à

observer l'organisation de l'insurrection.

En 1966, A. Cabral me proposa de revenir. J'entrai dans les maquis de Guinée-Bissau, sachant du pays, de son histoire, de ses ethnies et du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (P.A.I.G.C.) tout ce qu'un étranger pouvait en savoir avec la ferme intention de décrire la sociologie d'un maquis vu de l'intérieur.

L'intérêt d'un maquis réside dans l'organisation qu'un mouvement donné parvient à mettre en place pour entraîner et encadrer une société — ou une partie de celle-ci.

Lutte armée en Afrique (196 7) *relate comment cette organisation fut mise en place par le P.A.I.G.C. Frank Kitson, l'un des meilleurs spécialistes britanniques de la contre-insurrection, salua dans* Low Intensity Operations[2] *cette contribution éclairant les techniques d'implantation d'un mouvement insurrectionnel. Les compliments les plus sincères sont souvent ceux des gens d'en face.*

La guerre du Vietnam battait son plein en 1967 *lorsque* je me *rendis à Hanoï par Pnomh Penh et Vientiane. Au Sud, la "pacification", malgré la présence d'un demi-million de soldats américains, ne parvenait pas à écraser l'insurrection. Au Nord, l'escalade aérienne, commencée en 1965, ne faisait pas plier Hanoï. Comment le Nord-Vietnam parvenait-il à résister malgré des bombardements plus massifs que ceux de la seconde guerre* mondiale ? *Telle est la question à laquelle j'étais intéressé à trouver réponse en enquêtant, seul étranger à le faire, dans des villages du delta tonkinois, la plus peuplée des régions du Nord-Vietnam.*

Mon enquête Les Paysans du Nord-Vietnam et la guerre *parut au lendemain de mai* 1968 *dans une atmosphère tout naturellement centrée sur l'hexagone et ne fut guère lue en français. Mais l'édition anglaise chez Penguin, plusieurs fois rééditée,* me *porta vers les universités américaines : Yale, Harvard, Berkeley, Stanford, Cornell, U.C.L.A., Princeton où le Vietnam était la grande affaire.*

Mon enquête en Colombie (1968) *fait suite à ma participation à la Conférence de l'organisation de solidarité latino-américaine (O.L.A.S.) tenue à La Havane en été* 1967 *où je critiquai, en vain, la théorie du* foco, *alors vérité officielle à Cuba. Elle illustre le pourquoi des échecs des guérillas latino-américaines au cours des années soixante.*

Les textes publiés sur la résistance palestinienne en 1969-1970 et aux divers mouvements qui la composent cherchaient à montrer que la

Palestine, contrairement aux slogans d'extrême gauche de l'époque, n'était pas le Vietnam, et que la racine du conflit résidait dans le heurt de deux faits nationaux refusant de se reconnaître mutuellement en tant que tels.

Au fil des années j'ai cherché à conceptualiser mes expériences de terrain. A mieux mesurer l'importance de ce qu'on appelle en jargon les conditions objectives tout en faisant *la part du volontarisme, cette vertu nécessaire mais qui ne peut se substituer à toutes les carences. Surtout à une époque où la lutte armée était non seulement sacralisée par certains courants et mécaniquement porteuse de victoire parce que baptisée "guerre du peuple", je prenais le risque d'en analyser, à partir d'expériences concrètes, les faiblesses et les limites.*

Après la période des guérillas anticoloniales, je me *suis plus particulièrement intéressé aux luttes armées des minorités, problème souvent central de maints pays du tiers-monde (Erythrée, Kurdes d'Iran, etc.). C'est à la fin des années soixante-dix que j'ai publié* Stratégies de la guérilla *— peu avant l'intervention soviétique en Afghanistan. Celle-ci marque un tournant. Pour la première fois, non seulement les troupes soviétiques intervenaient dans un pays n'appartenant pas au Pacte de Varsovie, mais étaient confrontées —* ce *qui ne leur était pas arrivé depuis les années vingt — à une guerre de guérilla.*

Je tenais à être témoin de la résistance afghane. Dès le printemps 1980, tandis que les cols étaient ouverts depuis peu, j'organisai mon voyage ; *une demi-douzaine d'observateurs tout au plus m'avaient précédé. Entrer en Afghanistan* me *prit du temps. Quatre tentatives — avec le Jamiat, le Hezb de Y. Khalis, le "Harakat", etc. — échouèrent parce que les Afghans ne tinrent pas leur promesse de départ.*

Le fait d'écrire à la fois pour le Times *de Londres, le* New York Review of Books *et le* Nouvel Observateur *ne paraissait pas éveiller plus d'intérêt chez les Afghans des bureaux de Peshawar que si j'avais été l'envoyé spécial de la* Feuille d'avis *de Neuchâtel. Mais la cinquième tentative fut la bonne. Mes deux premiers séjours en Afghanistan furent très brefs. Mais le troisième, en* 1982, *dans la vallée du Panchir durant une des offensives soviétiques complète utilement mon évaluation de la* résistance : *une guérilla massive, spontanée mais mal organisée et sans stratégie — à l'exception de Mahsoud au Panchir — qui pratiquait comme* je *l'ai écrit un "détournement du léninisme". La perspective pour les Afghans était de durer le plus longtemps possible.*

Quant aux Soviétiques, s'il leur apparaît que l'investissement de l'Afghanistan fut une erreur, il leur est bien difficile de se retirer après un échec et pouvoir conserver au pouvoir leurs protégés de Kaboul.

Contrairement au climat d'optimisme des milieux de gauche et aux craintes des courants conservateurs concernant l'extension révolutionnaire en Amérique centrale, mon enquête au Salvador, Guatemala, Honduras de 1982 exprimait plus que des réserves sur la capacité de triompher du Front Farabundo Marti. La situation socio-économique du Mexique me *paraissait le problème le plus grave de la région. Cela demeure toujours le cas.*

J'ai répondu en 1985 *à une invitation de Jonas Savimbi, désireux de* me *faire jauger la qualité organisationnelle de son mouvement. Rien ne vaut l'enquête de terrain et pas d'expérience où* je *n'ai dû soit abandonner quelque idée reçue, soit apprendre quelque chose de neuf. Cinq semaines, du sud du pays jusqu'au chemin de fer de Benguela, m'ont convaincu de la solidité de l'Unita, de la qualité de ses cadres et du talent d'organisateur de son dirigeant. Comme le signalait Gerald Bender, le meilleur spécialiste américain de l'Angola, ni le M.P.L.A. au pouvoir à Luanda, ni l'Unita ne sont satisfaits de leurs alliés respectifs mais ils n'ont pas d'autre choix.*

Les maquis encore peu connus de la Nouvelle armée du peuple (N.P.A.) des Philippines, contactés en ville et à la campagne lors de la trêve du début de 1987, *m'apparaissent, pour la décennie à venir, devoir cristalliser un des points de tension importants en Asie orientale.*

Toutes les conditions qui provoquent le déclenchement des insurrections : *oppression étrangère, discriminations, injustices sociales, crises, etc., sont à l'œuvre en* ce *siècle finissant et les conflits irréguliers, au cours des années à venir,* ne feront *que* se *multiplier.*

Montréal-Paris, 1987.

INTRODUCTION

1973 : LE MYTHE DU CARACTÈRE INVINCIBLE DES GUÉRILLAS

Tandis que certains éléments conservateurs, en France par exemple durant la guerre d'Algérie, aux Etats-Unis pendant la guerre du Vietnam, n'auront cessé de prétendre que toute guerre révolutionnaire peut être victorieusement combattue (allant même jusqu'à confondre le problème politique et les questions militaires), une fraction importante de l'extrême gauche internationale diffusait ou élaborait le mythe de l'invincibilité de la guérilla. Les exemples à l'appui de l'une et l'autre thèse ne manquaient pas. Du côté des théoriciens ou des tenants de la contre-insurrection, on se prévalait, à juste titre, de la liquidation de la résistance grecque au lendemain de la seconde guerre mondiale, de celle des Huks aux Philippines ainsi que de la patiente réduction de l'insurrection malaise[3]. Les partisans de la guérilla — ou de la guerre populaire — pouvaient, de leur côté, citer l'exemple de la révolution chinoise, de la première guerre d'Indochine, dont Diên Biên Phû fut la conclusion, du succès des guérilleros castristes ; le F.N.L. du Vietnam du Sud, enfin, ne tenait-il pas tête à la plus formidable puissance militaire du monde ?

C'est au tout début des années soixante que le mythe de l'invincibilité des guérillas a pris corps. Les échecs de la Grèce, des Philippines et de la Malaisie étaient loin, soit dans l'espace, soit dans le temps. Aussi le mythe se propagea-t-il grâce notamment à la diffusion des écrits militaires de Mao-Ze-Dong, de la facile victoire des castristes, du retentissement des thèses de Frantz Fanon, d'abord en Amérique latine puis en Afrique, au lendemain de l'indépendance de l'Algérie (la victoire du F.L.N. pourtant était politique et nullement militaire). Notons, en passant, que trop rarement la distinction fut faite — et elle était décisive — entre les guerres de libération nationale contre un élément étranger, colonisateur ou agresseur, et la lutte de classes proprement dite au sein d'une société (même si ces deux

éléments peuvent se combiner dans certains cas). Depuis quelques années néanmoins, le nombre des échecs, des piétinements de maigres forces de guérilla dans des zones sous-peuplées, des reculs, n'a pas manqué d'attirer l'attention sans que les raisons en soient toujours analysées avec rigueur.

Quelques remarques préliminaires s'imposent : l'écho, tant en Amérique latine qu'en dehors du continent — excepté parfois dans les pays mêmes où se déroulait la lutte — , des guérillas dépassait de beaucoup l'envergure réelle des opérations. L'inflation a bien souvent caractérisé des mouvements dont la plupart n'étaient composés que de quelques dizaines de combattants sans base d'appui notable, au mieux de quelques centaines d'hommes. Quelques mouvements guérilleros seulement en Amérique latine ont été, durant les quinze dernières années, par la durée ou l'ampleur, autre chose que des insurrections mineures (Colombie, Venezuela, Guatemala, Uruguay). Cet écho, largement amplifié, tient sans doute à l'occidentocentrisme — les révolutionnaires étaient blancs, donc proches — y compris au niveau culturel (la révolution mexicaine de 1910, à des degrés divers, fait partie intégrante de la sensibilité occidentale). Enfin, la personnalité et le physique de Guevara, ce "condottiere *du vingtième siècle"* ainsi qu'il se définissait lui-même dans sa correspondance, donnaient à la jeunesse une icône où l'identification est à la fois plus directe et plus séduisante qu'avec Ho Chi Minh par exemple.

Sous-estimation de la force des gouvernements

La révolution cubaine n'a pas connu d'extension continentale, malgré les apparences portant à croire celle-ci imminente. En fait, bien que les phénomènes de violence soient traditionnels en Amérique latine, les révolutions sociales, même limitées, y ont été rares : Mexique (1911), Bolivie (1952), Cuba et, depuis peu, Pérou (1968), Chili (1970). C'est relativement peu si l'on considère qu'entre 1930 et 1970 environ cent vingt chefs d'Etat ont été remplacés autrement que par la voie constitutionnelle. L'échec de la baie des Cochons avait porté Cuba et tous les Latino-Américains désireux de promouvoir la révolution à sous-estimer non seulement les difficultés de la mobilisation populaire dans le cadre d'une guérilla mais aussi la détermination des Etats-Unis. Celle-ci se manifestera lors de la crise des fusées (1962), de l'intervention de Saint-Domingue (1965) et, de façon plus discrète, dans la lutte anti-guérilla. Au fil des années, il a bien fallu constater qu'il n'était guère possible de coordonner les forces révolutionnaires à l'échelle de l'Amérique latine, qu'il n'y avait pas de tiers-monde révolutionnaire capable de peser de façon organisée sur l'échiquier mondial, ni de "camp socialiste" désireux d'aider une hypothétique révolution à l'échelle continentale, ni même d'Etat révolutionnaire aussi attentif au développement de la révolution en Amérique latine qu'à ses intérêts nationaux, comme cela apparaissait probable aux yeux d'une importante partie des éléments révolutionnaires au tout début des années soixante.

On peut dire, d'une façon générale, qu'il y a eu, au lendemain de la facile victoire castriste (quelle guérilla, depuis un quart de siècle, peut se prévaloir d'être parvenue au pouvoir après seulement deux années et demi de combats ?), une sous-estimation de la solidité des appareils d'Etat et de leurs organisations répressives — épaulées, lorsque c'est nécessaire, par des forces américaines spécialisées — et une surestimation des conditions objectives et subjectives au niveau de la population. Pourtant, en apparence du moins, les conditions paraissaient favorables : la plupart des gouvernements étaient inefficaces et instables tandis que certains étaient lourdement oppressifs ; aucun ne semblait apte à promouvoir un développement économique et une modernisation des structures politiques

et sociales. L'Alliance pour le progrès était un échec ; compte tenu de la dégradation des termes de l'échange, la part de l'Amérique latine dans le commerce mondial était tombée, en moins d'une quinzaine d'années, de 11 à 5 %. La répartition des revenus était une des plus inégalitaires du monde, tandis que la nécessité de la réforme agraire était patente — aussi les espoirs des éléments révolutionnaires, encouragés par le succès cubain, étaient-ils grands, en déclenchant des opérations de guérilla, de créer les conditions de changements radicaux.

La guerre révolutionnaire, dans sa forme moderne (Chine, Vietnam), n'est pas aisée à caractériser, mais elle comprend, en gros, trois phases distinctes : une première, de type défensif, durant laquelle s'opère l'implantation de l'organisation révolutionnaire au sein des masses ; celle-ci est généralement longue et requiert un travail essentiellement politique. Lorsque l'organisation clandestine et son infrastructure ont acquis de la solidité, une seconde phase est entamée. Il s'agit désormais d'affaiblir peu à peu l'adversaire, d'aguerrir les unités et toujours de continuer à étendre son contrôle sur la population. Lorsqu'un point relatif d'équilibre est atteint, la troisième phase consiste à développer l'offensive avec des unités de plus en plus importantes. C'est, schématiquement, ce qui est arrivé en Chine, en Indochine (1954) et ce qui était en train d'arriver en 1965 au Vietnam du Sud lorsque les troupes américaines sont massivement intervenues pour sauver le régime saigonnais.

Les leçons générales qu'il est possible de dégager des expériences de guerres révolutionnaires partout où celles-ci ont connu des succès peuvent en définitive se ramener à deux points fondamentaux :

1) Il faut que les conditions objectives et subjectives de l'insurrection soient aussi mûres que possible, la situation la plus favorable étant la domination ou l'agression étrangère qui permet de mobiliser les couches les plus larges autour d'un objectif à la fois national et social.

2) Le plus important, dans une guérilla, c'est son organisation et, par-dessus tout, son infrastructure politique clandestine en liaison avec la population. C'est cette dernière qui, par la suite, permet à la guérilla proprement militaire de se développer (recrutement) et de durer.

Ces caractéristiques auront, pour l'essentiel, manqué aux guérillas latino-américaines — même en Colombie, qui a connu dans des conditions particulières[4] la violence armée la plus ample depuis la révolution mexicaine (une guérilla à caractère révolutionnaire parvenant à canaliser en

partie une explosion spontanée de violence). Mais l'une des raisons majeures des échecs des guérillas latino-américaines au lendemain de la révolution cubaine réside dans l'application et la théorie du *foco* (foyer stratégique mobile), formulée par Guevara et systématisée par Régis Debray[5]. Se fondant sur ce qui lui paraissait être les leçons à tirer de la révolution cubaine, Guevara synthétisait en 1960, dans *La Guerre de guérilla*[6], ses conclusions en trois points : les guérilleros peuvent l'emporter sur l'armée régulière ; le terrain fondamental de la guérilla en Amérique latine doit être la campagne ; et surtout — ces deux points ne sont pas originaux — , il ne faut pas attendre que toutes les conditions objectives pour le déclenchement de la lutte soient réunies, le foyer insurrectionnel pouvant, par son existence, les créer. En d'autres termes, Guevara invitait à imiter l'exemple cubain, sans attacher une importance fondamentale à ce qui en faisait la spécificité[7]. Cependant, et ceci est trop souvent négligé, si la guérilla a porté au pouvoir le groupe des survivants qui débarquèrent du Granma, c'est qu'il n'était pas question d'instaurer un régime de type socialiste[8].

Aussi, sans parler de la neutralité des Etats-Unis, de 1956 à 1959, faut-il insister sur la participation à des degrés divers ou la bienveillante neutralité à l'égard de la guérilla castriste, notamment dans les villes, d'éléments issus de couches qui acceptaient volontiers que prenne fin la tyrannie de Batista mais ne souhaitaient nullement ni ne prévoyaient l'orientation prise à partir de 1960-1961. C'est bien après la conquête du pouvoir, en effet, que fut sensible la radicalisation qui devait amener les changements de structures sociales et économiques. L'élément de surprise, sinon de malentendu, qui avait permis à la direction cubaine de donner un caractère de plus en plus radical à la révolution ne pouvait plus se produire.

La théorie du foco

L'exemple cubain allait apporter à la fois un élan révolutionnaire parmi certains éléments de la petite bourgeoisie urbaine du continent et une stratégie ultravolontariste, inopérante sinon suicidaire. Il est vrai toutefois que l'action légaliste des partis communistes latino-américains (très peu d'entre eux d'ailleurs ayant une implantation non négligeable) n'offrait guère de perspectives. C'est entre 1962 et 1965 que quelques partis, soucieux de n'être pas dépassés (Venezuela, Colombie, Guatemala), ont participé à la lutte armée tout en continuant à ménager la possibilité d'être intégrés, en tant que force politique légale, sur l'échiquier national. Ajoutons qu'au cours des années soixante, en marge du conflit sino-soviétique, il devint apparent que l'U.R.S.S. ne souhaitait nullement être mise devant la nécessité de soutenir économiquement un nouveau Cuba sur le continent.

La faiblesse de la théorie du *foco*, qui consiste à entamer directement la lutte armée sans mobilisation sérieuse de la population, est justement de priver la guérilla, pour un temps indéfini, de l'appui populaire. Cela a été abondamment démontré par une série de tentatives avortées entre 1959 et 1967. Echecs en Paraguay (Mouvements du 14 mai en 1959), en Colombie (Mouvements ouvriers, étudiants, paysans, M.O.E.C., en 1961), en Equateur (Union révolutionnaire de la jeunesse équatorienne en 1962), à Saint-Domingue (Mouvements révolutionnaires du 14 mai, en 1963), divers échecs en Argentine (1963, 1964, notamment dans la région de Tucuman), au Pérou (les guérillas de 1965, du M.I.R. et de l'E.L.N.), au Brésil (nombreuses tentatives tout au long de la décennie), au Honduras, au Mexique, en Bolivie enfin avec Guevara. Sans compter les nombreux groupes qui furent démantelés avant même d'avoir pu rejoindre la montagne. Même les guérillas qui ont eu ou ont encore davantage d'envergure, qu'elles soient rurales (Venezuela, Guatemala) ou urbaines (Brésil, 1969-1971, Uruguay), sont dans l'ensemble isolées des masses. Sur une quinzaine de pays où se sont manifestés de façon plus ou moins brève au moins une trentaine de foyers notables, il ne reste aujourd'hui que quelques foyers dans une demi-douzaine de pays ; parmi les plus anciens : au Venezuela, les Forces armées de libération nationale, F.A.L.N. (Douglas

Bravo) ; au Guatemala, les Forces armées révolutionnaires, F.A.R. (César Montés) ; en Colombie, l'Armée de libération nationale E.L.N. (Fabio Vasquez) ainsi que les Forces armées révolutionnaires de Colombie F.A.R.C. (plus ou moins liées au parti communiste) ; au Nicaragua, le Front sandiniste de libération nationale F.S.L.N. (Carlos Fonseca Amador) ; en Uruguay les Tupamaros[9]. On peut très marginalement ajouter les organisations récentes du Brésil (lourdement décimées), du Mexique (circonscrites aux Etats limitrophes comme Sonara et Guerrero, où opèrent, entre autres, le Front armé de libération nationale Emiliano Zapata et l'Action civile nationale révolutionnaire) ainsi que les groupes trotskistes armés d'Argentine.

Il aura manqué — en dehors même des conditions internationales — de nombreux facteurs aux guérilleros latino-américains et, pour commencer, une stratégie et une vue claire de leurs propres problèmes nationaux. En ce qui concerne la stratégie dufoco, Guevara note, dans son *Journal*[10]*,* deux mois avant sa mort, au terme du bilan mensuel qu'il établit après neuf mois de lutte : *"Pas un paysan n'a encore rejoint la guérilla."* La plupart du temps, les groupes combattants n'avaient qu'une connaissance médiocre[11] du terrain social qu'ils entendent mobiliser et ont presque toujours manqué de cadres moyens aptes à le faire. Cette méconnaissance s'étend généralement à l'ensemble des données nationales et, dans le cas des Cubains à l'égard de l'Amérique latine, à une sous-estimation des facteurs nationaux. A cet égard, le mythe du continentalisme latino-américain est assez similaire à celui de la nation arabe. S'il existe une langue, un substrat culturel et une histoire communs, il existe aussi, dans l'un et l'autre cas, des disparités de niveaux de développement économique et culturel très importantes qui ont des influences centrifuges. Le continentalisme, s'il exalte une partie de l'intelligentsia, reste d'autant plus abstrait aux yeux des masses paysannes que l'intégration nationale elle-même est loin d'être achevée dans la plupart des pays. Enfin, il faut souligner l'importance, dans au moins quatre pays où se sont déroulées des guérillas, de la question indienne, qui requiert une attention particulière[12] (Bolivie, Pérou, Equateur, Guatemala).

Auprès de ces facteurs, les interventions généralement très indirectes des Etats-Unis dans le domaine de la contre-insurrection (formation de corps spécialisés à Panama, etc.) restent secondaires. Sous l'angle de la stratégie

politique de la guerre révolutionnaire, où les facteurs de temps, d'espace et de coût sont vitaux, on ne peut que constater le peu de goût en Amérique latine pour la patience, clé de la "stratégie de longue durée" qu'est la guerre révolutionnaire. L'espace, qu'il soit géographique ou social, est presque toujours très limité : foyers circonscrits, peu de secteurs de la société impliqués d'une façon ou d'une autre afin que l'Etat ou sa machine n'ait que peu d'alliés sûrs. Le coût enfin en vies humaines à l'échelon des cadres supérieurs et dirigeants a été extraordinairement élevé : Guevara, Camillo Torrès, Luis de la Puente, Guillermo Lobaton, Fabricio Ojeda, Carlos Marighella, Yon Sosa, Inti Peredo, pour n'évoquer que les plus connus. Ces pertes graves montrent d'elles-mêmes la fragilité des guérillas latino-américaines (en une douzaine d'années de guerre un seul des cinquante membres du comité central du F.N.L. sud-vietnamien est tombé entre les mains de l'adversaire). Certaines caractéristiques sociologiques communes à la plupart des sociétés latino-américaines doivent également être évoquées. Celles-ci, relativement secondaires dans une lutte d'envergure articulée autour d'une idéologie révolutionnaire tendant à homogénéiser, pèsent d'un poids négatif considérable dans l'hypothèse inverse : inflation verbale, accompagnée de peu de capacité au secret ; absence de cohésion de groupe, renforcée par l'obsession de l'autorité — quel responsable d'une dizaine d'hommes ne se proclame "commandant" — , "machisme" et thanatomanie (fascination de la mort) issus en grande partie de la tradition hispanique, aussi sensibles dans les slogans que dans les comportements. Le seul groupe qui paraît, dans une large mesure, ne pas avoir ces caractéristiques, bien qu'il n'ait qu'une infrastructure très limitée au sein de la population, est celui des Tupamaros, issu d'une société urbaine, policée, moderne, avec un rapport au temps de type industriel.

Néanmoins, pour en revenir à l'essentiel, la faiblesse fondamentale des mouvements guérilleros, jusqu'à présent en Amérique latine, une fois la phase de l'implantation locale réussie, est leur incapacité politique à susciter un appareil discipliné articulé sur une infrastructure à l'échelle du pays. Nulle part, en Amérique latine, un tel appareil ne paraît encore en gestation — en fait, seul soutien extérieur sérieux des guérillas, l'Etat cubain, après la mort de Guevara, a renoncé au mythe de l'imminence apocalyptique de la révolution continentale et a dû, bon gré mal gré, réduire son aide — , tout en acceptant de considérer les aspects positifs de régimes comme celui des militaires péruviens dont il n'aurait pas manqué, naguère,

de critiquer le caractère réformiste. Cela est sans doute dû aux problèmes économiques et politiques internes rencontrés par Cuba mais aussi au peu de succès des guérillas dont la plupart, quinze ans bientôt après la Sierra-Maestra, ont été d'éphémères phénomènes et dont quelques-uns piétinent dans de difficiles conditions.

Pourtant, si les guérillas n'ont pas apporté directement de modifications décisives sur un continent où, notons-le, l'Alliance pour le progrès a également été un échec et où les partis communistes n'ont guère pu davantage peser en faveur du changement (sauf au Chili), l'existence des foyers, en plus d'une somme d'expériences, a apporté indirectement bien des transformations. Le sentiment national, par définition dirigé contre les Etats-Unis, véhiculé par les couches urbaines notamment petites-bourgeoises, s'est renforcé au cours de la décennie qui a suivi la révolution cubaine. Ce courant a touché, entre autres, de nombreuses couches d'officiers subalternes, renforcés par le sentiment que les classes au pouvoir sont corrompues et inefficaces tant pour moderniser et développer le pays que pour préserver la dignité nationale. Ainsi l'expérience modernisatrice des militaires péruviens (1968) est le résultat des mouvements guérilleros de 1965. Trois ou quatre pays à peine ont connu depuis dix ans en Amérique latine des changements économiques ou sociaux notables. Partout où une modernisation, sous une forme ou une autre, n'a pas été entreprise, les racines des problèmes qui ont provoqué les guérillas demeurent intactes — aggravées par la poussée démographique (il y aura trois cent quatre-vingts millions de Latino-Américains environ en 1980 et plus de six cents millions à la fin du siècle).

Il est probable, à moyen terme du moins, que contrairement à un slogan naguère célèbre, il n'y aura pas d'autre Vietnam en Amérique latine. Trop de conditions non au déclenchement mais au succès d'une lutte sont absentes ; géopolitiquement, l'Amérique latine, c'est un fait, est davantage dans la mouvance américaine que le Sud-Est asiatique. En dernière analyse, l'opportunité historique de développer à partir d'une organisation une large infrastructure au sein des masses aura manqué. En effet, les guerres révolutionnaires ont été un phénomène issu du contexte de la seconde guerre mondiale : affaiblissement considérable de la domination occidentale et occupation japonaise. C'est cette crise mondiale qui a permis non l'organisation et une certaine infrastructure qui existaient déjà, mais

l’émergence victorieuse de la révolution chinoise. C’est là que trouve sa puissance initiale le long combat du peuple vietnamien.

1966 : AVEC LES MAQUISARDS DE GUINÉE

Les avions lâchent des bombes, mitraillent. Minutieusement. Il est 6 h du matin ; le vrombissement des moteurs nous a réveillés. Les chasseurs tracent des cercles concentriques qui nous englobent dans leur rayon. C'est le onzième bombardement en douze jours. Mais cette fois, les Portugais sont venus en force. Ça en vaut la peine. Dans la région, il y a Amilcar Cabral, le dirigeant du Parti.

Sur un tonneau

La veille, en zone libérée, s'est tenue, au village de Djagali, une grande réunion. Nous y sommes arrivés, après deux heures de marche, au début de l'après-midi. Une plaine, quelques arbres. Il y a au moins trois mille villageois, massés sur deux files ménageant un passage. Des banderoles "Vive l'indépendance", "Vive P.A.I.G.C" (Parti africain de l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert). Accroupis, des joueurs de balafon accompagnent les cris qui fusent à l'arrivée d'Amilcar Cabral. Il est suivi d'une centaine d'hommes en uniforme, armés de mitraillettes. On applaudit. Les cris cessent quand Cabral monte sur un tonneau pour prendre la parole.

Il parle longuement, dans un silence absolu. De la lutte et de son sens, du rôle du Parti, de la nécessité de produire, de la place qui doit revenir aux femmes, de l'indépendance.

"L'indépendance, ce n'est pas seulement chasser les Portugais, avoir un drapeau et un hymne. Le peuple doit être sûr que son travail, personne ne va le voler. Que la richesse du pays n'ira pas dans la poche de quelques-uns. Aujourd'hui, le peuple de Guinée est nu. Il craint encore le fleuve, la pluie et la forêt. Nous lui disons que par son travail le fleuve sera à son service, la forêt sera domestiquée et la pluie sera utilisée. Notre lutte, c'est pour que le peuple ait un travail qui le nourrisse, l'habille ; pour avoir des hôpitaux, pour que les enfants aient des écoles. C'est pour ça que le Parti existe. C'est pour ça qu'on a pris les armes et qu'on va chasser les Portugais."

Dans la moiteur de l'après-midi, où les visages ruissellent, Cabral explique. A la conférence tricontinentale de La Havane, il est le dirigeant qui a produit la plus forte impression. Amilcar Cabrai : souvenez-vous de ce nom, il fera le tour du monde.

Puis c'est la kermesse. Les groupes se forment : des femmes mandingues en grand boubou indigo, de jeunes *balantes,* se mettent à danser. On se promène de groupe en groupe. A l'approche du soir, nous repartons. Les balafons assourdis continuent de jouer. Et les enfants, tout autour des guérilleros courent jusqu'à l'orée de la forêt.

Tout s'est passé sans histoire. A vol d'oiseau, on est à quatre-vingts kilomètres de Bissao, la capitale, tenue par les Portugais qui disposent de

vingt-cinq mille hommes. En Angola, il y a à peine trois fois plus de soldats pour un pays trente fois plus vaste. La lutte armée a commencé au début de 1963. A la fin de la même année, l'état-major portugais reconnaissait que 15 % du territoire échappait à son contrôle. En avril 1964, trois mille Portugais appuyés par l'aviation ne pouvaient, après soixante-cinq jours de combats, reprendre l'île de Como, au sud du pays. En 1965, Lisbonne destituait le colonel Sa Carneiro qui avait qualifié la "pacification" de *"guerre absurde et irrémédiablement perdue"*. Il était le cinquième chef d'état-major envoyé en Guinée depuis le déclenchement de la lutte. Aujourd'hui, le P.A.I.G.C. contrôle la moitié du pays. Ce petit pays de 36 000 km^2 et de huit cent mille habitants est la zone la plus active d'Afrique.

La chair et l'os

Les avions piquent avant de mitrailler. Par rafales sèches. Puis, c'est le son épais des bombes. Au cours de la nuit, un informateur a pu prévenir un des postes portugais de la région. Les Portugais savent certainement que le dirigeant se trouve dans la zone. Ils bombardent avec application toute la matinée. Pourtant, il n'y aura que sept morts et cinq blessés à Djagali. Dissimulés sous un bosquet — un petit groupe d'une quinzaine — , nous attendons que ça se calme.

Tout près, c'est la base de Maké où il y a plus de cent guérilleros. Le jour de notre arrivée, après quarante kilomètres de marche dans la nuit, Cabral les a passés en revue. Uniformes kaki, corrects, presque tous chaussés de sandales de plastique — la propagande portugaise les décrit nus — , ils ont des mortiers, des bazookas, des mitrailleuses lourdes. Chaque homme a une mitraillette. Ils appartiennent aux F.A.R.P. (Forces armées révolutionnaires du peuple). Dans les villages, il y a des partisans sans uniforme, armés de fusils de modèle récent.

Dans cette base s'est tenue, deux jours durant, la réunion des cadres du nord du pays. Une grande case où la lumière pénètre, entre toit et murette de fibres tressées. Deux tables entourées de chaises de paille. On travaille au magnétophone, ça évite la paperasserie.

Les villages autour sont dissimulés par la forêt. Souvent, le village initial a été détruit et c'est ici, dans la forêt de l'Oïo, que les paysans sont venus construire leurs cases. L'accueil dans la dizaine de villages que nous avons visités, a toujours été chaleureux. Chaque fois nous ont été offerts la noix de cola et le sel, souvent un poulet ou du vin de palme. Les paysans connaissent les combattants par leur prénom ; parfois, ceux-ci sont du village même. Partout, les paysans ont élu des comités de Parti : trois hommes et deux femmes qui sont en liaison avec le commissaire politique qui coiffe chaque groupe de combattants.

"Du temps des Portugais, dit un responsable de village, *c'était le travail forcé, l'impôt, les coups de palmatoria et la chicotte. Il y a deux ans qu'on n'a plus vu de Portugais ici. Notre village a été détruit en* 1963. *Avant, ils nous avaient pris le bétail. Maintenant, le Parti nous protège. On travaille pour nous et, aussi, on donne du riz pour les combattants, parce que les*

combattants et nous, c'est comme la chair et l'os. On manque de beaucoup de choses. L'argent, il n'y en a plus : *on s'en sert plus. Depuis deux ans, y'a rien à acheter. Il nous faudrait du tissu pour les vêtements. Cette année, le Parti va faire des magasins pour le peuple. On échangera le riz et l'arachide contre le tissu."*

C'est à la base centrale de Maké, à une trentaine de kilomètres de Maké, que se trouve le déserteur portugais. Il n'est pas le premier — loin de là. Il s'appelle José Augusto Texera Mouraô. Il a vingt et un ans. Son père est ouvrier. Lui, il a été à l'école jusqu'à onze ans. Il est là depuis dix jours ; on lui a donné un transistor pour se distraire et il écoute des *fados* transmis par Radio-Bissao. Il n'a pas déserté pour des raisons politiques. La vie de la caserne lui était insupportable et son caporal-chef aussi.

Deux cents élèves

"Pourquoi j'ai déserté ? Parce qu'on est maltraité. Si tu commets une petite faute, on te frappe ; on te met en prison ; *on te réduit la nourriture. J'ai fait sept mois à Bissao, après deux mois au Portugal. Personne n'était content de venir ici. Mais les officiers nous poussaient de l'avant. Le service, ça dure vingt-quatre, vingt-huit, des fois trente mois. Après on m'a envoyé à l'intérieur, dans un poste, à Bula, où il y a cinq cents hommes. Et pour finir, à Bianbi. On était deux cent vingt. C'est un camp retranché. Le jour, on sort un peu autour du camp, jamais bien loin. On a des corvées, on joue au basket, aux cartes. Le soir, y'a des tours de garde. Les miradors sont allumés et éclairent à plus de trois cents mètres, on attend l'attaque, ça énerve. Si ça arrive, on tire au jugé. Des fois, ça arrive trois fois dans une nuit. Ça énerve. D'autres fois, on attend pour rien et ça énerve encore. Ici c'est tranquille au moins."*

Il faut dire qu'entre deux bombardements, le pays est paisible, dans la journée du moins — la nuit, ce sont les guérilleros qui attaquent. A la base, deux médecins chirurgiens soignent les blessés, quand il y en a — il y en avait une dizaine quand nous sommes passés ; la table d'opération est rudimentaire mais les médicaments ne manquent pas. Des infirmiers formés à l'extérieur forment à leur tour sur place de jeunes auxiliaires. On alphabétise également. Deux cents élèves, garçons et filles, étudient à Morès. Ils ont entre sept et quinze ans. Divisés en sections, tous savent déjà lire et écrire couramment en portugais. Des instituteurs-combattants leur donnent quatre heures de cours par jour. Les interrogations se font au tableau accroché à un arbre. Il y a des compositions trimestrielles et des examens semestriels pour changer de section. Au beau temps de la *Pax lusitania,* les Portugais avaient scolarisé deux mille enfants. En trois ans, le P.A.I.G.C. en a scolarisé quatre mille tout en menant la guerre.

Les paysans renseignent

"Les raisons du succès de notre lutte, dit Chico, le commissaire politique du Nord, *c'est que deux ans avant de déclencher la lutte armée, Cabral a formé des centaines de cadres à Conakry et qu'il en a envoyé des dizaines pour faire le travail d'explication et de mobilisation dans les villages. Quand a commencé la lutte, on n'a pas eu à se cacher des Portugais et des villageois, c'est les paysans qui nous renseignaient sur tous les mouvements des troupes portugaises. Depuis, on a toujours veillé à ce qu'il n'y ait pas de coupure entre les combattants et la population."*

Les avions ont cessé de tourner. Et nous sommes repartis vers la frontière. Au jour prévu, nous avons passé en pirogue le fleuve Farim, cinq minutes avant le passage d'une canonnière portugaise qui patrouillait. Pour rejoindre la frontière, il y a une grande plaine humide et nue à franchir. On y patauge dans le crépuscule. De l'autre côté, des groupes de partisans, tous les trois ou quatre kilomètres, veillent sur notre sécurité.

Ce matin, pendant qu'ils bombardaient Djagali, les Portugais ont envoyé une cinquantaine d'hommes par hélicoptère à la zone frontalière. Ils ont été interceptés par des combattants du P.A.I.G.C. ; ils ont décroché après quelques heures de combat, en laissant plusieurs morts sur le terrain. Quand nous sommes arrivés, la route était libre.

La saison des pluies va commencer. Pour y voir clair, les avions doivent descendre au-dessous de mille mètres. C'est à cette altitude que les guérilleros ont abattu trois appareils l'an dernier. Depuis, des armes lourdes sont arrivées...

1967 : VIETNAM, *THE AMERICAN WAY OF DEATH*

Il n'est pas facile d'aller au Nord-Vietnam. J'ai parcouru le trajet Hanoi-Thanh-Hoa et tout le delta du Fleuve Rouge en command-car, à vélo, en sampan, à pied. Un millier de kilomètres, sur une autostrade, c'est une promenade. Au Vietnam, sous la menace des bombes, avec des routes où l'on roule de nuit, tous phares éteints parfois, avec des ponts de fortune, à 20 km/h de moyenne, c'est une autre affaire. Il y a trois endroits où l'on est relativement tranquille. A l'hôtel Thong-Nhat, à Hanoi, que l'aviation a ordre de ne pas toucher parce qu'il y a les journalistes ; à la campagne, quand les avions sont ailleurs ; et dans les abris.

A Quoc-Tri, un des premiers matins où j'ai quitté Hanoi (vers 6 h), j'ai été réveillé par le bruit des avions. A peine le temps de sortir de la maison d'accueil pour courir vers l'abri sans prendre le temps de mettre un pantalon que j'entends trois détonations. Les traînées blanches des fusées passent tout près des trois avions. Aussitôt les avions se mettent sur l'aile et se séparent en accélérant. Le responsable de la maison d'accueil m'a mis un casque sur la tête et m'a dit : *"Attention aux bombes à billes."* Moi, j'étais partagé entre l'envie de regarder et celle d'être à l'abri. J'ai préféré regarder malgré les conseils de Binh, mon interprète, qui n'a qu'une préoccupation : me ramener en bonne santé à Hanoi. Les interprètes ici sont également chargés de la sécurité des étrangers ; ça veut dire que si on n'a pas le temps de gagner un abri, l'interprète vous couvre de son corps. Que vous le vouliez ou non vous êtes protégé par un corps humain. C'est ainsi que l'année dernière une journaliste a été sauvée. Son interprète, lui, est mort.

Les avions sont montés très haut. J'attends comme au cinéma. Et tout à coup un avion a piqué à une allure fantastique. Je n'ai même pas vu sa manœuvre. Il est arrivé, déjà très bas, à moins de cinq cents mètres, dans un rugissement énorme. Il y a eu quelques explosions. Un bruit de rafales et soudain l'avion a perdu de l'altitude et est allé s'écraser. Ça a duré quelques

secondes. Je n'avais pas d'appareil de photo. Si j'en avais eu un, il ne m'aurait servi à rien. J'étais comme le spectateur qui va voir un championnat du monde en quinze rounds et qui voit le favori s'écrouler K.O. à la première minute. Déjà des gens couraient vers la digue avec des paniers pleins de mottes de terre séchée. Il y avait plusieurs centaines de personnes. Je courais aussi vite que possible pour les rejoindre, Binh sur les talons qui me disait en soufflant : *"L'avion a touché la digue, l'eau passe." Quand* nous sommes arrivés à la digue il y avait déjà des paysans avec des pelles qui versaient de la terre dans un trou large de trois mètres et profond. L'eau filait à vive allure, comme une rivière, par la faille. Les paysans ont lancé les mottes de terre qu'ils avaient dans leurs paniers. Ça a fait des milliers de mottes grosses comme un pain de deux livres. Elles n'ont pas comblé le trou mais le débit de l'eau a ralenti. D'autres paysans sont arrivés avec des paniers et ils ont lancé des mottes. Et tout le monde comblait le trou avec des pelles — "on *va au village,* m'a dit Binh, *ils disent qu'il y a des victimes".* A l'infirmerie du village, il y avait six blessés. Le médecin auxiliaire et la sage-femme s'occupaient d'une jeune fille qui avait le dos criblé de trous. *"Des bombes à billes,* a dit Binh, *c'est une nouvelle* arme : *elles se trouvent dans une* bombe-mère ; *quand celle-ci éclate, ça projette quatre-vingt-dix mille bombes qui elles-mêmes explosent au contact du sol et projettent chacune cent cinquante billes. Quand la bille arrive dans le corps, elle continue de tourner en vrille et tu peux avoir une bille qui perfore en zigzag trente ou quarante centimètres à l'intérieur du corps."* Je n'avais rien mangé ce matin-là, ça valait mieux. Je suis sorti comme le médecin a ordonné de transporter les deux blessés les plus graves à l'hôpital du district. On a traversé le village. Un des arbres était criblé de trous : *"Tu vois, les bombes à billes ne traversent ni le bois, ni le fer,* a dit Binh, *c'est réservé aux hommes." J'ai* enlevé une des petites billes de l'écorce de l'arbre. Elle était minuscule, un enfant l'aurait trouvée trop petite pour jouer avec. Et l'avion ? On a pris des vélos et on est partis dans la direction de la chute de l'avion. On l'a trouvé à huit ou dix kilomètres de là, écrasé dans une rizière, à demi brûlé, sectionné en deux. Autour se trouvaient des miliciens et des miliciennes. C'est la mitrailleuse de Do Thi Dam qui l'a eu, a dit un vieux. Do Thi Dam a vingt ans, un beau visage lisse et des mains délicates. On la verrait plutôt broder que tenir un fusil. Je la regarde sans y croire. Elle sourit, l'avion est là, à ses pieds. Je lui offre une cigarette. Elle ne fume pas. Elle tient deux amis par les épaules maintenant et elle rit.

“Demande-lui comment elle a *fait”, dis-je* à Binh. *“Nous, on est de la milice. Avant il n’y avait pas de filles dans la milice. Maintenant, il y a plus de filles que de garçons. Des officiers nous ont appris pendant deux semaines à nous servir des mitrailleuses et on s’est entraînées. On est posté sur la digue pour la défendre et pour défendre le village. On peut abattre un avion quand il est à moins de mille deux cents mètres. La fusée ne pourrait pas atteindre l’avion parce qu’elle pointe trop haut. Mais nous, on a attendu qu’il pique. C’est souvent leur tactique. Il* faut *attendre sans s’énerver. Quand j’ai vu l’avion au-dessus de moi, rond comme un grand bol, alors j’ai tiré. C’est le premier que j’abats.”*

Les miliciens la regardent, admiratifs. Ils donneraient n’importe quoi pour être à sa place. Il paraît que depuis que les femmes portent les armes, l’attitude des hommes a beaucoup changé.

Des jeunes filles et des jeunes gens, il y en a partout sur les routes, qu’on roule de nuit ou de jour — ce qui arrive parfois — , en pantalon, un carré de nylon bleu sur les épaules quand il pleut, et qui réparent les routes. Une fois le command-car s’était enlisé. Ils sont venus nous aider à le dépanner. Ils riaient en disant : *“C’est la faute à Johnson, avant on roulait sur nos routes asphaltées.”* Ils avaient quinze, seize ans peut-être. *“Et l’école,* je leur ai dit, *vous n’y allez* plus ?” Evidemment, je me disais qu’avec la guerre ils ne devaient plus s’occuper de leurs études. Je me trompais. C’est l’école qui venait à eux. Chaque groupe de jeunes qui doit réparer une route durant quelques semaines est suivi du professeur qui continue à donner ses cours dès qu’il y a un peu de temps libre. *“Vous voyez,* m’a dit le professeur, *ici la guerre c’est d’abord la bataille des communications. Les Américains détruisent les ponts, on en construit d’autres, ils détruisent les routes, on les répare. Mais ça ne suffit pas de réparer. Il faut avancer et pour ça il faut étudier.”*

Les ponts détruits au Vietnam, on les compte par centaines. Mais on continue à passer les fleuves. Pour aller à Nam Dinh, j’ai roulé sur un pont flottant fait de poutres posées sur des sampans. Deux jours après, au retour, il avait changé de place. Une autre fois, près de Phat Diem, vers 4 h du matin, la police civile nous a dit : *“Plus vite, on va enlever le* pont” ; je n’ai rien compris. Et puis on est arrivés : c’était un pont flottant qui pouvait supporter cinq tonnes, qu’on enlevait le matin et qu’on replaçait le soir. Le pont ne figurait sans doute sur aucune photo aérienne. Le seul pont qui reste debout au Vietnam est le pont de Ham-Rong. Il est dans une large vallée

avec une colline de cinquante mètres, tout près. C'est dans la colline que les Vietnamiens ont enterré leur D.C.A. Les avions américains sont venus des centaines de fois. Beaucoup ne sont pas repartis. "C'est *un peu le Vietnam,* dit le commandant de la D.C.A., *touché par les bombes mais toujours debout."*

C'est à cause des bombes à retardement que je suis arrivé avec 12 h de retard au village de Kim Baï. Au début, les miliciens allaient dévisser le détonateur. Alors les Américains ont soudé les détonateurs pour qu'on ne puisse pas désamorcer les bombes. Maintenant, les miliciens enterrent les bombes tombées sur la route et le convoi passe avant l'explosion. Le convoi militaire qui nous précédait est passé. Moi, j'ai dû attendre. Pas de risques pour les journalistes et c'est pendant la nuit que j'ai appris que Kim Baï avait été bombardé.

Au village, il y avait dix-sept morts et vingt-deux blessés. Les avions étaient venus par vagues de trois. Des F-105. Ils avaient détruit une vingtaine de bâtiments en dur dont une pharmacie, une garderie d'enfants, un magasin de riz, la poste. *"On a mis dix ans* à faire *du village ce qu'il est devenu,* fait un responsable administratif. *On a fait des digues pour avoir deux récoltes par an au lieu d'une, des puits pour avoir de l'eau propre, et tous ces bâtiments c'est notre sueur et notre sang. Et ils viennent tout détruire. Ils disent aussi qu'ils ne touchent pas à la population civile. Vous avez le cœur bien* accroché ?*Alors montez dans la voiture, on va à l'hôpital de la province."*

Nous roulons en command-car, dans un paysage de rizières, aux longues tiges très vertes. Dans quelques jours, c'est la dernière récolte de l'année. Il fait très doux et en regardant ces paysans aux chapeaux pointus, qui vont au marché, leurs paniers pleins de légumes, je me sens très loin de la guerre. Pourtant, sur les bords de la route, tous les dix mètres, il y a des trous individuels. Sous les arbres, des camions dissimulés ; l'un d'eux a une fusée SAM sur sa remorque. C'est une fusée sol-air. On les change de place tous les jours. Comme ça, malgré les photos aériennes, les avions ne savent jamais où elles se trouvent.

Lunettes d'écaille, visage fin, le chirurgien parle le français. Il a fait ses études à Paris. On lui a amené six blessés graves. Les autres sont soignés au district. Ce matin, l'un des blessés est mort. *"Il était couvert de blessures. Un jeune, vingt-quatre ans, employé à la poste. Il était atteint au menton, aux jambes, au poumon gauche et au foie. Il avait beaucoup de sang sur*

l'abdomen. Je lui ai fait une transfusion de sang, une piqûre de morphine, des perfusions de sérum et je l'ai opéré. J'ai suturé le foie, épluché les autres plaies, ça n'a servi à rien."

On m'a fait enfiler une blouse blanche et j'ai suivi le médecin. L'hôpital est fait de petits bâtiments cachés sous les arbustes. Le grand hôpital de la province a été détruit en 1966. Celui-ci est récent. Les Vietnamiens disent que les Américains détruisent leurs hôpitaux pour briser le moral de la population. Je ne connais pas le point de vue américain. Mais ce que je peux dire c'est que j'ai vu des dizaines d'hôpitaux détruits. Les blessés reposent sur des lits à moustiquaire. Au pied du lit la fiche de température. Il y a un homme, blessé à la tête, un enfant touché au cou, et trois femmes ; la plus jeune, qui est très belle, a une jambe amputée au niveau du genou. Que peut-on dire dans ces moments-là ? Je suis le médecin qui se dirige vers une petite cabane au toit de chaume, au bout d'une rizière. Les gosses nous entourent, me montrent du doigt et ils rient quand je parle en français. Ils cessent de nous suivre quand nous sommes près de la cabane sans fenêtre. *"La morgue",* fait le médecin. Il fait sombre. Il y a deux tables et dessus deux cercueils. L'un est vide. Le médecin soulève le couvercle du second. Le corps de Nguyen Dinh Hung, vingt-quatre ans, est là, les narines bourrées de gaze, un bandage sanglant sur le ventre, les yeux ouverts.

On m'a offert du thé avant que je ne quitte le village. Les paysans étaient déjà en train de reconstruire. Entre deux bombardements, les Vietnamiens m'ont fait visiter les coopératives. Certaines choisies par eux. D'autres choisies par moi, pour avoir toutes les catégories et pas seulement les établissements modèles. Comme leur agriculture est prospère, les Vietnamiens n'hésitent pas à le montrer. Je ne suis pas agronome. Mais des coopératives, j'en ai vu à Cuba, au Mali, en Algérie, en Egypte, en Inde, dans une vingtaine de pays. Je dois reconnaître que je n'ai jamais rien vu de mieux organisé que les villages vietnamiens. Tous les champs sont cultivés malgré la guerre. Comparé aux pays voisins, le niveau de vie est décent : on mange, on s'habille, on achète des objets utiles. Partout, j'ai vu l'infirmerie et l'école. J'ai vu de nombreuses crèches dans les villages de la province de Thai Binh : une maison en dur, blanchie à la chaux où une trentaine de bébés reposent dans des berceaux suspendus à une tringle par un anneau. En cas d'alerte, la nourrice abaisse la tringle en tirant sur une ficelle et tous les berceaux glissent vers l'abri qui se trouve contre la maison.

J'ai vu aussi beaucoup de maternelles. Les enfants chantent :

“L’avion est méchant
C’est un gros bourdon
Quand il vient piquer
On va dans l’abri.”

Dans chaque classe, entre les bancs, là où était autrefois la rangée, il y a maintenant une longue tranchée cimentée.

J’ai vu beaucoup de troupes de théâtre dans les villages : elles jouent des opéras traditionnels et des pièces. J’ai vu la dernière au district de Hungyen. La troupe, composée de jeunes, revenait du 17e parallèle où ils avaient passé trois mois à jouer devant les soldats. Les grandes stars des Etats-Unis vont à Hong Kong, à Bangkok, à Saigon pour entretenir le moral des troupes américaines. Au Vietnam ce sont de petites troupes d’amateurs qui traversent les zones bombardées, et font jusqu’à vingt-cinq kilomètres par jour à pied, le décor sur le dos pour jouer dans les abris, à la lueur de lampes à pétrole.

C’est une guerre spéciale que les Américains mènent au Nord-Vietnam. J’ai vu une guerre où ils détruisent tout ce que l’homme a construit sans parvenir à empêcher la vie de continuer et les camions de descendre vers le 17e parallèle. Et j’ai vu une guerre où ce sont les gens qui sont bombardés.

J’ai visité le village de Daï-Laï, quarante heures après le bombardement. Il se trouve à plus de cinq kilomètres du pont le plus proche, dans un paysage plat. J’ai visité le village au petit matin par une lumière grise. Il y avait une grande place noire avec des ruines et sept maisons debout. Deux avions étaient venus et avaient largué des bombes incendiaires et des bombes explosives. C’était à 13 h, le 2 novembre. Il y a eu cinquante et un morts et trente-neuf blessés. Il y avait deux cent cinquante-cinq habitants au village de Daï-Laï. Des femmes pleuraient silencieusement. Une jeune femme, soutenue par deux femmes âgées, gémissait à voix haute. Une autre pleurait en balayant des débris devant une maison disparue. Elle éclate en sanglots à mon passage et dit : *“Il* n’a *pas pu* s’échapper *à cause de la chaleur et j’ai vu un bras sortir des flammes.”*

La plupart des paysans et des paysannes se trouvaient déjà aux champs à 13 h, ce jour-là, pour la récolte. Les enfants sont entrés dans les trous creusés dans les maisons mêmes, dès la première explosion. On a retrouvé dans les trous des cadavres carbonisés. Sur les cinquante et une victimes, trente-neuf avaient moins de quinze ans.

Bui Thi Thinh, vingt-deux ans, vice-président du comité administratif de la commune, m'a raconté : *"Il y avait des cadavres carbonisés qui n'avaient plus que la peau tendue sur l'os et les entrailles sorties du ventre* éclaté : *ça n'avait plus forme humaine. Nous avons ramené des bras, des* jambes ; *on reconnaissait parfois que c'était une femme en voyant une touffe de cheveux. Pendant que j'inscrivais les noms des défunts sur le registre, d'autres écrivaient à la chaux sur de petits écriteaux le nom ou l'âge présumé, pour mettre ça sur les tombes. Il y a des cadavres qu'on n'a pas pu identifier, alors on a évalué l'âge par la grandeur du pied et on a marqué enfant de cinq ans ou de dix ans, sans nom sur le cercueil."*

J'ai aussi vu des paysans. Bui Van Ngvu, quarante-quatre ans, m'a raconté : *"J'ai fouillé dans les décombres pour chercher mes enfants. J'ai trouvé des membres déchiquetés, des lambeaux de chair. Je n'ai trouvé que trois cadavres, en rassemblant les morceaux, et une jambe. Je n'ai pu trouver le cadavre de ma grande fille. Hier seulement le matin, j'ai pu trouver son corps, projeté à sept mètres de là dans un jardin. Son cadavre était enfoui dans un tas de cendres et c'est grâce aux autres qui sont venus dégager les décombres que j'ai pu le retrouver. Tout d'abord on a pensé que c'était une autre, mais j'ai regardé et j'ai constaté que c'était bien son oreille à elle — elle avait treize ans."*

Hoang Ban, quarante-quatre ans, m'a raconté : "*J'ai couru à la tranchée de la maison, au-dessous du lit et sur le trou il y avait un couvercle. Au bord de ce trou était étalé un demi-cadavre d'une petite fille de deux ans, ma nièce. J'ai pris ce demi-cadavre pour le poser dans la cour et je suis revenu pour fouiller le trou. J'ai tiré de là une de mes nièces de dix ans avec la tête éclatée à cause des débris du couvercle, elle avait le corps tout noirci. Et j'ai de nouveau apporté ce cadavre dans la cour et j'ai appelé au secours. Alors des miliciens et des gens sont venus et on a fait sortir une autre fillette de huit ans, la tête éclatée aussi à cause du couvercle. Après on a pu déterrer de ce trou deux autres fillettes âgées de cinq ans toutes deux, mes nièces qui habitaient à côté et qui étaient venues pour jouer. Celles-ci n'avaient pas été blessées mais asphyxiées. Six enfants sont morts. Mon frère, on n'en a trouvé que des restes. Dans la cuisine on a trouvé les deux bras, les deux jambes, les entrailles étaient accrochées au bambou du mur ; il restait aussi les os du thorax — mais pas la tête. Il ne reste plus que sa femme. Elle est comme folle. Elle est chez moi maintenant. Elle crie et pleure et personne ne peut lui parler."*

Je suis rentré à Hanoi par un bac. Pendant mon séjour dans des villages, les Américains avaient touché le pont de deux kilomètres qui enjambe le Fleuve Rouge.

"Ce qui nous permet de tenir, m'a dit un responsable Vietnamien, *c'est que nos provinces se suffisent en nourriture, en artisanat et en techniciens de toutes sortes. Nous ne voulons pas que cette guerre soit une guerre entre jaunes et blancs. Beaucoup d'Européens et d'Américains n'approuvent pas ces bombardements. Nous luttons pour notre indépendance nationale. Nous voulons vivre libres dans un pays prospère. C'est nous qui luttons pour la démocratie et pour la paix. Après tout ce n'est pas nous qui bombardons Washington après avoir occupé le Texas."*

1968 : POURQUOI LE NORD-VIETNAM TIENT-IL TOUJOURS ?

L'escalade n'a pas provoqué l'effondrement de la République démocratique du Vietnam, bien que les Etats-Unis, selon leurs propres sources, aient largué près de cent mille tonnes de bombes. Comment un petit pays agricole a-t-il pu, grâce à sa détermination et à son ingéniosité, résister à la nation technologiquement la plus avancée du monde ?

Les réponses à cette question ne peuvent être trouvées qu'à travers une connaissance des réalités de la campagne vietnamienne. Il y a des raisons historiques, dues aux structures de la société rurale vietnamienne et des raisons politiques dues aux structures organisationnelles que le régime a su mettre en place. C'est une vaste décentralisation au profit des campagnes, facilitée par les traditions communalistes du village et dotée d'un niveau technique remarquable qui permet au Nord-Vietnam de tenir. L'escalade, qui visait à affaiblir le Sud en frappant le Nord, s'est révélée un échec dont la récente offensive du F.N.L. démontre l'ampleur, tandis que l'importance des forces nord-vietnamiennes engagées à Khe-San prouve l'incapacité des bombardements aériens à interrompre les communications de la République démocratique du Vietnam au niveau du 17e parallèle et sa vitalité.

L'escalade commencée il y a trois ans (en février 1965) a provoqué la dispersion. Evacuation des usines non touchées en province, où elles sont reconverties en ateliers ; réorientation de la production en fonction de l'effort de guerre ; autonomie des provinces. Certes, la vie économique est frappée par les bombardements, notamment dans le domaine industriel et dans l'infrastructure routière. Mais elle est stimulée aussi par le climat psychologique de patrie en danger, de défense de l'indépendance nationale. Les communications détruites sont rétablies et démultipliées ; les ponts remplacés et doublés. La production agricole continue de croître bien qu'une partie de la main-d'œuvre rurale soit mobilisée pour d'autres tâches. L'escalade a cimenté la cohésion du Nord et accru son dynamisme social.

La dignité nationale recouvrée par l'indépendance est ressentie au Vietnam comme un bien sans prix.

On estime souvent que la R.D.V. peut tenir parce que c'est un pays encore non industrialisé, arriéré. Ce n'est exact qu'en partie. En fait, ce qui permet au Nord-Vietnam de résister, c'est le haut niveau organisationnel et technique du village et de la province. Quel pays "sous-développé" peut se targuer d'avoir dans chaque village une école et un poste sanitaire avec son médecin auxiliaire ? C'est le cas du Nord-Vietnam. Au niveau du district, il y a les écoles du deuxième cycle et les hôpitaux où l'on soigne des cas graves dépassant la compétence du poste sanitaire de village. Au niveau de la province, il y a les écoles du troisième cycle, les écoles professionnelles et l'hôpital où les interventions les plus complexes peuvent être pratiquées. La province se suffit, pour l'essentiel de ses besoins alimentaires, sanitaires et scolaires.

La guerre aérienne pose un problème particulier : il peut y avoir des blessés n'importe où, n'importe quand. Au Vietnam, où les moyens de communication et de transport sont rendus complexes à cause des bombardements, on a décidé de secourir sur place, partout. La difficulté c'est qu'il faut mettre en place un réseau médical très décentralisé, ce qui est en contradiction avec ce que l'on appelle le "sous-développement". Ce réseau, le régime n'a pas attendu l'escalade pour commencer à le mettre en place, contrairement à de nombreux pays nouvellement indépendants d'Asie et d'Afrique où l'on a hypertrophié la capitale au détriment des campagnes.

Au lendemain de l'indépendance, l'état sanitaire était déplorable. On manquait de médecins et l'on s'efforça de former en masse infirmiers, sages-femmes, médecins auxiliaires et médecins, qui furent envoyés à la campagne. L'effort porta tout d'abord sur la prophylaxie : prévenir avant d'avoir à guérir. L'eau était génératrice d'un grand nombre de maladies : à la moindre pluie, toutes les immondices étaient drainées vers les mares. On construisit des fosses septiques doubles : villages propres, rizières bien fumées ; on creusa des puits à margelle. En quelques années, avec la généralisation de la vaccination, la variole, le paludisme, la poliomyélite disparurent pour l'essentiel ; la typhoïde devint sporadique. Pour gagner du temps, on spécialisa les médecins auxiliaires dans les maladies les plus fréquentes dans les villages. En 1959, pour opérer par exemple l'entropion (dû au trachome), il fallait aller à Hanoi : il y avait des centaines de milliers

de cas de trachome. On apprit aux médecins auxiliaires à découper la paupière et à suturer, opération manuellement délicate mais techniquement facile. Aujourd'hui, soigné au village même, le trachome a pratiquement disparu.

Avec le développement de l'escalade, le nombre de chirurgiens et d'aides-chirurgiens a été multiplié. Chaque commune a un comité médical de trois à cinq membres, responsable de l'hygiène et de la prophylaxie. Elle a également dans son poste sanitaire une infirmière et un poste d'accouchement.

Il y avait, en 1967, 6 % d'écoliers de plus au Vietnam qu'en 1965. Et il est vrai que l'image des enfants allant chaque jour à l'école, désormais située hors des villages, ou en revenant est aussi familière que celle du paysan occupé à sa rizière. *Tous* les enfants de sept à onze ans suivent les cours du premier cycle. Le second cycle est de trois ans, ainsi que le troisième. L'alphabétisation des adultes a été réalisée il y a déjà plusieurs années. Cela a été possible parce que le Parti des travailleurs a adopté la langue nationale à tous les échelons de l'enseignement.

Depuis deux ans, on a, sans modifier en profondeur les programmes, simplifié certaines parties pour les centrer sur l'essentiel, les déplacements pour se rendre à l'école et les alertes diminuant le temps utile. Les instituteurs mettent au point des cours abrégés au cas où la guerre deviendrait plus dure encore. Les cours se font dans des classes où le passage entre les rangées de bancs a été transformé en tranchée. Il y a également des abris et des murets contre les bombes à billes construits par les coopérateurs et les professeurs. Les élèves portent d'épais chapeaux de fibres tressées contre les éclats et des trousses de secours. Les difficultés matérielles (cahiers, crayons, etc.) sont grandes, mais la volonté d'apprendre plus grande encore : les professeurs expliquent aux élèves qu'ils participent à la lutte en apprenant mieux et davantage. Tout ramène à la guerre ; jusqu'aux modelages dont le sujet presque unique est l'avion. L'instruction de second cycle, et de troisième cycle dans une certaine mesure, tout en donnant une culture générale et une formation politique, ne néglige pas les aspects agronomiques. On étudie le sol, les engrais, les semences, les problèmes hydrauliques, les instruments aratoires ; il y a des cours de technique agricole, avec des travaux pratiques sur le terrain expérimental appartenant à l'école. Les élèves reçoivent ainsi une éducation adaptée aux besoins de la société dont ils sont issus et, compte tenu de leurs

connaissances, vont concourir à hausser le niveau technique des campagnes. Après leurs études, ceux qui ne sont pas envoyés à l'université ou à l'école professionnelle se mettent sous la direction de l'équipe technique dirigeant la coopérative. Les professeurs viennent trouver les dirigeants de la coopérative pour les mettre au courant de la formation des élèves afin que ceux-ci soient utilisés au mieux de leurs compétences.

Des cours du soir existent, pour le perfectionnement des adultes, dans tout le pays, et ces cours sont pleins de monde. Au Vietnam, le prestige séculaire des lettrés a créé une tradition d'étude qui, malgré la guerre, est encouragée par l'Etat afin d'élever le niveau technologique de la nation. De nombreux villages ont aussi des écoles maternelles, animées par de jeunes institutrices. Plus rarement, mais en proportion non négligeable, existent des crèches.

L'aspect du village vietnamien a été deux fois modifié depuis la guerre de libération nationale. La paix avait apporté les puits à margelle, les fosses septiques, des maisons en dur parfois, des aires à battre devant le seuil de chaque maison. La guerre a amené les trous individuels sur les chemins qui mènent aux champs, des abris, des murets contre les bombes à billes, des tranchées creusées sous les lits.

"Il ne semble pas que l'on puisse beaucoup améliorer le sort matériel du paysan tonkinois : l'excessive densité de la population est un mal sans remède. Il est difficile d'apporter un supplément sérieux de ressources à une population qui compte plus de quatre cents habitants au kilomètre carré. Ces paysans tirent déjà de leur sol presque le maximum de ce qu'il peut donner ; les travaux d'hydraulique, les perfectionnements de la technique agricole ne peuvent augmenter la production au point de bouleverser les conditions de la vie matérielle. (...) *Par-dessus tout, il faut prendre garde de porter atteinte à la stabilité morale et sociale du paysan, à cet ensemble de traditions et d'usages qui permettent au paysan de supporter un état matériel remarquablement misérable. Si cette civilisation équilibrée et raisonnable s'effondre, que se produira-t-il ? Le paysan se trouvera face à face avec sa misère, sans les consolations que lui apporte la vie familiale et villageoise, c'est-à-dire, par bien des côtés, la vie religieuse. Que deviendrait un peuple qui verrait avec évidence sa pauvreté et concentrerait sa pensée sur elle, puisqu'il n'aurait plus d'autres préoccupations que matérielles ; qui, considérant l'aisance matérielle comme la seule forme possible du bonheur, contemplerait son infernale*

misère ; qui se convaincrait enfin de l'impossibilité absolue d'une amélioration de son sort, une transformation du régime politique ou social ne pouvant rien contre la surabondance de la population. (...) *En ce pays trop peuplé, où la terre ne saurait nourrir beaucoup plus généreusement qu'elle ne le fait aujourd'hui, il n'est pas permis d'espérer que l'aisance matérielle puisse un jour régner. Mais l'homme n'a pas que des besoins matériels : la civilisation traditionnelle a su donner au paysan un équilibre moral et social qui manque à bien des sociétés plus évoluées que des progrès exclusivement matériels ont plongées dans le désarroi. Cette civilisation traditionnelle, lentement adaptée à des nécessités nouvelles, peut seule donner à un peuple sympathique et irrémédiablement misérable la part du bonheur à laquelle il a droit ; en dehors d'elle il n'y a que désordre et désespérance."*

C'est en ces termes que l'éminent géographe Pierre Gourou concluait, en 1936, sa thèse consacrée aux paysans du delta tonkinois[13].

En trente ans, la densité du delta a doublé. Les trois quarts de la population — et de la production — agricole du Nord-Vietnam s'y trouvent concentrés. Pourtant, en comparant avec la minutieuse description qu'en donnait Gourou, on peut constater une amélioration et des changements considérables. Et ceci malgré près de trois années de bombardements.

Le paysage s'est modifié. Les rizières, naguère divisées en parcelles minuscules, s'étendent, depuis la collectivisation, en longues lignes droites aux délimitations rationnelles. Les digues et les diguettes ont été multipliées : le réseau des canaux est beaucoup plus dense. L'aménagement hydraulique, l'amélioration de l'irrigation et du drainage ont permis de passer d'une à deux et même trois récoltes par an sur de très nombreux champs.

Les stations de pompage ont remplacé les fastidieuses et dérisoires écopes. De jeunes arbres bordent les routes, des lilas du Japon, des longaniers, sous lesquels se dissimulent les camions militaires, des fusils Sam. Sur les sols latéritiques, des eucalyptus ; entre les rizières enrichies d'engrais vert — l'azolle — des *filaos* voisinent avec des lignes à haute tension qui relient les stations de pompage. Le rendement à l'hectare pour le paddy (riz brut), qui était de treize quintaux et demi il y a une quinzaine d'années, a dépassé les vingt quintaux, ce qui, avec deux récoltes au lieu d'une, donne plus de quatre tonnes à l'hectare ; la province de Thai-Binh vient d'atteindre cinq tonnes l'an dernier. La guerre aussi a créé son propre

paysage de bâtiments éventrés et de maisons rasées dans le moindre chef-lieu, de ponts détruits et de routes défoncées. Rien n'a été épargné, ni les hôpitaux et les écoles, ni les pagodes et les églises. Pourtant, après plus de mille jours d'escalade, le Nord-Vietnam tient toujours. Comment l'expliquer ? Il y a d'abord les structures organisationnelles que nous avons évoquées. Mais il y a aussi d'autres causes, plus anciennes. Les quatre semaines que j'ai passées dans les villages du delta sur les cinq pendant lesquelles j'ai séjourné au Vietnam en octobre-novembre 1967 me l'ont confirmé.

La structure sociale fondamentale au Vietnam, c'est la communauté du village parfois désignée sous le nom de communalisme vietnamien. Cette organisation sociale existe depuis l'origine de l'entité nationale vietnamienne. L'Etat percevait le tribut et prélevait des jeunes gens pour l'armée. Mais c'est la communauté du village, par le truchement de son conseil des notables, qui fixait, pour chaque famille, le montant de l'impôt et désignait les recrues. L'Etat se charge, entre autres, de l'organisation des travaux hydrauliques, vitaux dans le delta du Fleuve Rouge (delta du Tonkin), berceau de la nation vietnamienne. Autour du roi, une aristocratie de dignitaires, issus de la famille royale ou compagnons du roi-fondateur. Ces dignitaires jouissent du revenu de terres attribuées par le roi : mais ce n'est pas un fief, c'est un apanage qui continue à dépendre du roi, qui n'est pas suzerain mais souverain. Aussi ne peut-on pas parler de "féodalisme" au Vietnam.

"Les édits royaux cèdent le pas aux règlements du village", disait l'adage. Et il est vrai que la démocratie communaliste a donné au village vietnamien une cohésion sociale particulièrement solide. Mais lorsque dans une phase ultérieure, après le XV^{e} siècle, l'appropriation privée de la terre tend **à** prédominer, la centralisation royale aura un côté libérateur en soustrayant dans une certaine mesure les paysans à l'arbitraire des notables. La monarchie interdisait en effet qu'on touche aux terres communales qui persistèrent et furent maintenues durant la période coloniale.

Les données spécifiques qui constituent le caractère national vietnamien sont déterminées par la communauté du village, sa relative autonomie et sa solidarité particulière. Les incessants travaux d'hydraulique, d'importance vitale pour les rizières du delta, ont développé l'ingéniosité et les qualités de labeur minutieux qui caractérisent le paysan vietnamien. Enfin les

perpétuelles invasions chinoises, mongoles, etc., et la résistance que leur opposa le peuple vietnamien ont trempé ses qualités militaires, sa combativité, de même que son expansion ininterrompue vers le delta du Mékong. Ces particularités sont suffisamment importantes pour qu'il soit nécessaire de les rappeler, car il y a peu de nations en Asie — et ailleurs — capables, dans les conditions que l'on connaît, d'opposer une résistance de cette durée et de cette envergure à la nation la plus puissante du monde.

On voit en effet à quel point la décentralisation, la dispersion, l'autonomie provinciale et du village que l'escalade a suscitées épousent la structure historique de base de la société vietnamienne. Dans une situation où de nombreux pays auraient été désemparés, le Vietnam s'organise avec aisance. De surcroît, les luttes menées depuis les années trente (soviet de Nghe-tinh) et tout particulièrement la guerre de libération nationale ont trempé le peuple vietnamien et l'ont doté d'une très riche expérience révolutionnaire.

Mais la résistance actuelle ne saurait s'expliquer sans une appréciation des transformations que le régime a su instaurer. Dès 1956, la production dépasse le niveau atteint à la veille de la seconde guerre mondiale. Certes, des erreurs importantes avaient été commises en 1954-1956 lors de la réforme agraire. Inspirée du modèle chinois de façon mécanique, la réforme agraire vietnamienne avait été entachée de "gauchisme". Dans tous les villages on cherchait un certain pourcentage de propriétaires fonciers ; aussi des paysans aisés et même des paysans moyens furent-ils dépossédés de leur terre. Des propriétaires patriotes furent traités comme des collaborateurs de l'administration coloniale. Il est vrai que ces erreurs furent facilitées par la structure de la propriété au Vietnam, où il y avait très peu de grands propriétaires. La terre est rare (trois fois moins qu'en Inde par habitant). Etait considéré comme propriétaire celui qui employait de la main-d'œuvre même s'il ne possédait que trois hectares, généralement morcelés en petits lopins que le propriétaire s'était hâté de redistribuer aux membres de sa famille. En 1957, ces erreurs furent publiquement rectifiées, village par village, et les responsables, jusqu'au sommet, furent mutés.

Le régime n'a pas détruit la structure villageoise, sa cohésion, sa solidarité ; il les a épurées de ses contradictions internes les plus marquées (notables, propriétaires). La commune a servi de point de départ direct à la coopérative ; le parti des travailleurs a eu la clairvoyance de ne pas chercher

à créer des coopératives géantes groupant des dizaines de villages, en brisant leurs structures, en bouleversant leur cohésion et leur sécurité de groupe. On a éliminé les notables, dépossédé les propriétaires fonciers : les terres communales sont devenues coopératives. Mais l'autonomie de gestion de la coopérative-village subsiste dans une large mesure et a été renforcée par les conditions imposées par l'escalade. La solidarité et la cohésion particulières du village ont pour lien aujourd'hui le travail commun sur la terre collective. Notons, et ceci n'est pas sans importance, que les cadres du parti sont issus du village même. En fait, l'unité économique et culturelle du village est peut-être plus étroite qu'autrefois ; mais les dirigeants de la R.D.V. n'ont pas prétendu ériger sur la base de la commune traditionnelle un "socialisme vietnamien" reposant sur le mode de production ancien. Le socialisme est, en effet, une donnée moderne, différente dans son esprit et ses formes d'organisation de la commune traditionnelle ; et il faut modifier profondément les habitudes et l'esprit du paysan pour passer à un niveau d'organisation moderne du travail.

Jadis, l'Etat percevait sans rien donner. "On *pouvait traverser le delta sans rencontrer un seul moteur, une seule machine-outil"* (Gourou). Aujourd'hui, il y a échange économique. Les paysans vendent leur surplus de paddy à l'Etat, qui investit (stations de pompage, etc.) ; ils achètent des objets manufacturés (thermos, moustiquaires). Au Vietnam, l'entité nationale existe depuis des siècles. Mais l'esprit de solidarité villageoise prédominait ; le patriotisme était fondé sur les liens avec la terre. Il n'existait pas de marché national — créateur d'intégration nationale. Depuis l'indépendance, ce marché national a été introduit jusque dans le moindre village, qui est également relié au pays par la radio, la presse et l'action du parti. Aussi peut-on dire que, si l'escalade a renforcé l'autonomie de la province et du village, elle a aussi accru, à un niveau sans doute jamais atteint chez les paysans, le sentiment d'être partie intégrante d'un pays agressé. *L'esprit national et patriotique n'a jamais été plus fort qu'aujourd'hui au Nord-Vietnam.*

Une partie de la main-d'œuvre masculine a été mobilisée. Ce fait a accéléré la promotion des femmes. *"Cent filles ne valent pas même un testicule de garçon",* disait un proverbe vietnamien. Le nouveau régime avait lutté contre les mariages forcés, la polygamie, instruit les filles comme les garçons, mais les pressions de la guerre ont fait plus peut-être pour la promotion des femmes que les années de paix. Encouragées par le parti, les

femmes occupent une place plus importante dans la production ; les jeunes filles sont devenues des miliciennes sachant manier les armes. Les brigades qui reconstruisent les routes sont largement composées de filles qui quittent leurs parents pour plusieurs jours. L'attitude même des jeunes femmes, leur façon de penser, d'envisager la vie diffèrent profondément de celles des femmes de la génération antérieure. Elles veulent participer à tout, elles s'affirment sans crainte, elles veulent moins d'enfants et plus de responsabilités. On constate un avancement des cadres féminins, hier consciemment ou inconsciemment victimes d'une discrimination...

Aucune statistique nationale sur les rendements agricoles n'est publiée depuis 1965. Mais j'ai constaté, au cours de mon enquête auprès des paysans, que la quantité de paddy et le surplus commercialisé étaient plus élevés qu'en 1965. J'ai pu obtenir les statistiques agricoles de la province de Hung-Yen, province moyenne du delta. La production, qui a augmenté en 1966, a connu un nouvel accroissement.

Les années précédentes, certains paysans avaient stocké leur surplus afin de le revendre à un prix plus élevé à l'occasion de la fête du Têt (nouvel an vietnamien). En 1967, ce sont les coopérateurs eux-mêmes qui ont exercé leur contrôle sur les éléments qui tentaient de spéculer. Il est remarquable qu'au troisième trimestre 1967, les prix du marché libre[14] ont considérablement baissé par rapport aux deux années précédentes. Le paddy, par exemple, valait 1 dong 80. Naturellement, dans divers domaines, il y a pénurie. Du point de vue alimentaire, on manque de lait et de matières grasses. La ration de riz est de quatorze kilos par mois pour la population en général, de dix-huit kilos pour les ouvriers, dont les cadences sont particulièrement fortes, de vingt et un kilos pour l'armée. On touche cinq mètres de tissu par an en ville, trois à la campagne. Mais la dispersion a ramené vers la province et le village des dizaines de milliers de cadres de Hanoi et de Haiphong, ce qui a entraîné une débureaucratisation et une cohésion nationale accrue.

Que visait le gouvernement des Etats-Unis en commençant l'escalade ? Faire plier Hanoi pour isoler le Sud ; faire la démonstration qu'une guerre de libération nationale ne peut être victorieuse si le gouvernement américain s'y oppose ; enfin exploiter le conflit sino-soviétique en tirant parti de la marge d'action créée par la "coexistence pacifique". Néanmoins, la décision d'entamer l'escalade est la conséquence du piétinement américain au Sud-Vietnam : il s'agissait de détruire l'infrastructure routière

pour empêcher l'acheminement de l'aide, puis à une étape ultérieure de démanteler l'infrastructure économique et finalement de briser le moral de la population. Quels en sont les résultats ?

Selon les sources américaines elles-mêmes, les bombardements n'ont pas affaibli la capacité de défense du Nord, au contraire, le nombre de fusées et de canons ayant quadruplé depuis deux ans. L'Union soviétique a été amenée à accroître son aide malgré son peu d'empressement à être impliquée même de manière indirecte dans la guerre du Vietnam. Les capacités militaires du Nord sont actuellement plus élevées que jamais.

Naturellement, les buts des bombardements n'étaient pas purement militaires, ils visaient aussi à démoraliser la population afin qu'elle fasse directement ou indirectement pression sur le gouvernement pour l'amener à composer. Au Nord-Vietnam, les cadres politiques de province, qui sont en perpétuel déplacement, n'ont pas d'armes, tandis que les milices paysannes en ont et ce n'est nullement contre leur propre gouvernement qu'elles ont envie de retourner leurs armes. Ce que l'opinion publique américaine devrait comprendre, c'est que le peuple vietnamien combat pour son indépendance nationale. Dans la guerre limitée que les Etats-Unis mènent au Nord, l'objectif premier n'est pas le massacre des populations. Grâce aux mesures de protection civile mises en place par la R.D.V., le nombre des victimes n'est pas très élevé, mais on les chiffre sans nul doute par dizaines de milliers. *Délibérément, l'aviation américaine prend de temps en temps la population civile pour objectif afin de semer la terreur.* J'ai vu, comme les étrangers qui m'ont précédé, les chefs-lieux et les petites villes du Nord-Vietnam rasés ou partiellement détruits jusqu'à Tranh-Hoa, au 20e parallèle ; je ne suis pas allé plus au sud, où ont lieu les bombardements les plus intensifs.

Durant les semaines où j'ai séjourné dans le delta, j'ai pu, quelques heures après des bombardements, constater la destruction totale ou partielle de trois villages manifestement sans la moindre importance stratégique. Dans le premier, le village de Tuy-Hoï, district de Gia-Vien, bombardé le 8 octobre à 0 h 30 par les F-8, et que j'ai visité le lendemain, il y avait eu sept morts et huit blessés. Le pont le plus proche, celui de Gian-Khân, se trouve à deux kilomètres. Les avions avaient largué une quinzaine de bombes. Le village de Kim-Baï, district de Thanh-Oai, province de Ha-Tay, avait été bombardé la veille de mon passage, le 26 octobre à 11 h 45, par plusieurs vagues de F-105. Le village se trouve sur la route n° 22 Hanoi-Hoa-Binh.

La vingtaine de bâtiments en dur, fruit de dix années de travail des paysans, venaient d'être détruits : la garderie d'enfants, la poste, la pharmacie, le restaurant, l'atelier de confection d'instruments aratoires, le magasin de paddy. Il y avait dix-sept morts et vingt-deux blessés. J'ai visité le village de Daï-Laï, dans la province de Thai-Binh, le surlendemain du bombardement. Il se trouve à cinq kilomètres du pont le plus proche, dans un paysage plat. Deux avions étaient venus, par temps clair, le 2 novembre à 13 h, et avaient largué des bombes incendiaires et des bombes explosives. Il y a eu cinquante et un morts et trente-neuf blessés. Daï-Laï était un village de deux cent cinquante-cinq habitants. Sur les cinquante et une victimes, trente-neuf avaient moins de quinze ans. Daï-Laï, lorsque je l'ai visité, n'était plus qu'une grande place noire avec des ruines. Il restait trois maisons intactes.

Il y a aussi une autre manière de tuer les gens : c'est de réduire d'un coup à néant le fruit d'un patient et difficile travail. Dans un monde dont le problème fondamental est peut-être l'arriération et la dépendance des deux tiers de la planète, le gouvernement des Etats-Unis, quelles que soient les raisons qu'il invoque, est en train de détruire systématiquement l'infrastructure économique d'un des trois ou quatre pays sous-développés qui aient sérieusement tenté de jeter les bases de leur industrialisation. Il n'y a pas de commune mesure entre un pont ou une usine construite avec les moyens d'un pays industriel et le même ouvrage bâti par un pays encore agricole, qui compte d'abord sur ses propres forces. Aux yeux de nombreux pays des trois continents, c'est la soif d'indépendance, la dignité nationale et le refus de subir que les Etats-Unis sont en train d'étouffer au Vietnam.

Au Sud-Vietnam, les effectifs américains, qui étaient de vingt-trois mille hommes au début de 1965, sont de quatre cent soixante-dix mille au début de 1968, sans parvenir à écraser ni à affaiblir le F.N.L. qui est devenu, depuis l'effondrement du mouvement bouddhiste, l'unique solution pour les couches sociales et les sectes religieuses qui espéraient naguère la constitution d'une troisième force. Au Nord, le moral et le potentiel militaire sont plus élevés que jamais. Ni au Nord ni au Sud les Américains ne peuvent gagner la guerre. Ainsi que l'écrivait dernièrement Walter Lippmann : *"Ce n'est pas que nos troupes ne peuvent pas défaire les forces ennemies au combat. C'est que les combats qu'elles livrent ne peuvent pas décider de la guerre."*

La récente offensive du F.N.L. dans les villes du Sud et la bataille de Khé-Sanh montrent que cette opinion lucide restait encore en deçà de la réalité.

1968 : LA COLOMBIE NE PEUT DEVENIR UN NOUVEAU “VIETNAM”

Contrairement aux guérillas du Venezuela, du Guatemala et de la Bolivie, relativement récentes, le mouvement guérillero a une longue tradition. Dès 1930-1931, des groupes armés apparurent sur la base de revendications agraires. A l’époque le Parti communiste colombien créa une zone sous son contrôle, connue sous le nom de “Viota la rouge”, qui ne s’étendit pas car bientôt la politique du Parti communiste fut d’apporter son soutien au président libéral Alfonso Lopez, qui ne promulgua aucune réforme importante.

Cette tradition de la lutte armée, qui s’exprima à travers la violence entre 1948 et 1958, donna naissance, dans les zones où les libéraux dominaient, à la constitution de communes paysannes en état de rébellion contre le pouvoir central. Les paysans s’organisèrent en unités de travaux agricoles et en groupes d’autodéfense. Ils eurent bientôt l’assistance et l’influence du Parti communiste colombien, qui défendait la thèse selon laquelle il était possible de créer les conditions d’un développement pacifique dans le cadre d’un Etat répressif. Des zones d’autodéfense paysannes furent créées dans les départements de Tolima et de Huila (la Colombie a seize départements), zone où plus de trente mille paysans avaient été expropriés durant la violence (à Marquetalia, Rio-Chiquito, Sumapaz, El Pato, Goyabero). Le processus de la violence, brisant les cadres politiques et religieux traditionnels, avait, au fil des années, créé une solidarité de groupe, des obligations collectives, une conscience plus claire des intérêts de la paysannerie dans le Tolima.

Après avoir exprimé à travers la violence son malaise profond et sa frustration, on constate, au seuil des années soixante, l’apparition de mouvements et de guérillas aux caractéristiques révolutionnaires. Fondé en 1959, le M.O.E.C. (Mouvement ouvriers, étudiants, paysans), regroupant d’anciens communistes et de jeunes intellectuels, tente, en 1961, de mettre

sur pied une guérilla dans la Cauca, non loin de Marquetalia, en s'appuyant sur d'anciens guérilleros dégénérés en "bandoleros". Il échouera, décimé tantôt par les "bandoleros" tantôt par l'armée. Depuis, le M.O.E.C. a connu des crises graves (introduction de délateurs, cadres corrompus) ; il a fait son autocritique et tenu son dernier congrès (III^{e}) en 1966, mais il n'exerce à l'heure actuelle qu'une activité urbaine réduite.

Après les élections de mars 1964, le plan Laso, auquel on prétend que la C.I.A. aurait collaboré, fut mis en application afin de liquider les "républiques indépendantes" de Marquetalia. Le plan, dirigé par le général Ruiz Novoa, fut appliqué en trois temps :

1) Action psychologique visant à gagner des sympathies parmi les paysans de Marquetalia et à introduire des délateurs. Les cadres de l'Action communale et du "Corps de la paix" participèrent à ce travail.

2) Blocus économique et militaire de la zone visant à affaiblir la cohésion des paysans.

3) L'assaut fut donné après un bombardement intensif de l'aviation, le 17 juin, par seize mille "lanceros", les troupes d'élite de la contre-guérilla, dont les cadres avaient été formés par les spécialistes nord-américains de Panama. Le 22 juin, la zone est occupée, mais les guérilleros, sous la direction d'un paysan, Manuel Marulanda (que le Parti communiste nommera membre de son comité central), pourront se replier et échapper à l'anéantissement avant de passer à la contre-attaque. En juillet, un manifeste des guérilleros de Marquetalia déclare que l'autodéfense, en tant que stratégie, est abandonnée au profit d'une guerre populaire de mouvement. La théorie de l'autodéfense prônée par le Parti communiste a fait long feu.

Fondé en 1928 sous le nom de Parti socialiste révolutionnaire, qu'il conserve jusqu'en 1936 pour devenir le P.C.C., le Parti communiste de Colombie subit depuis quelques années des critiques de plus en plus nombreuses de la part de l'extrême gauche colombienne. On lui reproche ses compromis avec l'aile libérale de la bourgeoisie colombienne : dans les années trente avec le gouvernement Alfonso Lopez ; son opposition initiale à la candidature de Jorge Elicer Gaitan en 1945 ; son attitude au lendemain de la "Bogotazo" en 1948, où le P.C.C. appuya le "Front d'union nationale" qui se forma peu après l'assassinat du Dr Gaitan. L'extrême gauche colombienne formule à l'égard du Parti communiste colombien, qui est un parti légal (comptant, selon des sources nord-américaines, treize mille

membres), des critiques importantes sur les événements plus récents. D'abord d'avoir, par ses directives concernant l'autodéfense, laissé à la merci de la répression militaire les zones de Marquetalia et d'El Pato ; d'avoir introduit ses éléments dans les zones où les paysans avaient organisé leur propre mouvement de guérilla et d'avoir utilisé la lutte des guérilleros comme une arme politique pour négocier un compromis avec la bourgeoisie.

De fait, le mouvement de guérilla, issu des "républiques indépendantes" et qui s'appelle F.A.R.C. depuis 1966 (Forces armées révolutionnaires de Colombie), reçoit un soutien qui paraît essentiellement verbal.

Sous la direction de son secrétaire général, Gilberto Vieira — en place depuis plus de vingt ans — , le P.C.C. est un parti de stricte obédience soviétique. Aux yeux de tous les observateurs, il a accentué, ces deux dernières années, sa stratégie électorale. En mars 1968, le P.C.C. a accordé son soutien à Lopez Michelson, candidat libéral du M.R.L. (qui recueillit environ 10 % des voix). Le parti a déclaré que les voies légales étaient une forme adéquate de la lutte dans le cadre colombien ; cette année, les relations diplomatiques de la Colombie avec l'U.R.S.S. ont été rétablies. Ce qui renforce le point de vue des éléments qui déclarent que le P.C.C. est d'abord soucieux de soutenir la diplomatie soviétique. A titre anecdotique, au siège du P.C.C. à Bogota, on vend des brochures sur l'Ouzbekistan mais on n'en possède pas sur le problème de la terre en Colombie.

Dans les départements de Tolima et de Huila, quatre groupes — en principe liés au P.C.C. — opèrent à l'heure actuelle. La région est considérée comme une "zone d'insécurité", mais on y circule de jour — avec parfois des vérifications d'identité. Les quatre groupes sont ceux de Marulanda, Ciro Trujillo, Janurrio Valero et Cartagena. Leur implantation est ancienne, ils sont liés aux paysans des villages de la région, et leur connaissance du terrain est excellente. Aussi l'armée, malgré ses efforts, ne peut en écraser les noyaux, mais elle parvient à en empêcher l'extension. La paysannerie locale, qui a connu vingt années de violence, de guerre civile, de répression et de guérilla, connaît une situation difficile prise entre sa sympathie pour les guérilleros — le souvenir de Marquetalia demeure vivace — et sa crainte de la répression. Depuis l'accentuation de la stratégie électorale du P.C.C., il semble que le secteur des F.A.R.C., sous les ordres de Marulanda, soit très peu actif, attitude que les autres secteurs

n'auraient pas. Des divergences importantes existent de toute façon entre de nombreux cadres ruraux et la direction urbaine et légale.

Pour sa part, le Parti communiste considère l'alliance avec l'aile libérale de la bourgeoisie comme un objectif efficace dans le cadre légal. Il estime qu'une fraction de la bourgeoisie est à la fois opposée aux intérêts des latifundistes et des Nord-Américains. Les faits qui se sont déroulés ces dernières années en Amérique latine, montrent cependant que les conflits majeurs n'ont pas eu lieu entre les bourgeoisies "nationales" et les intérêts américains, mais entre les intérêts des masses populaires et ceux des classes au pouvoir, celles-ci se montrant, même lorsqu'elles étaient dotées d'un gouvernement libéral, incapables de promouvoir des réformes importantes. Au contraire, ces gouvernements ont brisé avec vigueur tout mouvement remettant en cause le statut tant au Venezuela, au Guatemala, au Pérou qu'en Colombie.

Deux fronts de guérilla opèrent au nord-est de Bogota, dans le département de Santander : l'armée de libération nationale (E.L.N.) qui les dirige a été fondée en janvier 1965 à Simacota. La région de Santander a été profondément bouleversée par la "violence". Le groupe initial (de dix-huit paysans) s'est formé autour de Fabio Vasquez après une période de six mois de reconnaissance du terrain, de préparation politico-militaire des paysans, de création de bases d'appui auprès de la paysannerie locale et la formation de groupes d'information et de liaison. Ce qui, signalons-le, est radicalement différent de la stratégie cubaine du *foco*.

L'E.L.N. fut d'abord ignorée du mouvement révolutionnaire latino-américain et les Cubains ne l'invitèrent pas à la conférence tricontinentale ; par la suite, l'attitude de La Havane se modifia radicalement. En effet, l'E.L.N. définissait une ligne hostile aux voies légales et pacifiques. Les tentatives faites par l'E.L.N. pour coordonner la lutte avec la F.A.R.C. semblent s'être heurtées à l'obstruction du Parti communiste colombien dès 1965. Aucune coordination n'existe à l'heure actuelle entre ces mouvements et l'E.L.N. est considérée comme "gauchiste" par le Parti communiste colombien.

La zone contrôlée par l'E.L.N. s'étend autour de San Vicente, dans le département de Santander. Le premier front est placé sous la direction de Fabio Vasquez, le second, qui porte le nom de Camillo Torrès, est dirigé par Medina Moron. Ces trois dernières années, l'E.L.N. a remporté un certain nombre de succès militaires et elle a pu ouvrir un second front ; mais son

contrôle de fait sur le département reste assez mesuré et il ne semble pas qu'il faille attendre à court terme un ample développement de son action. L'armée, de son côté, s'efforce de fixer l'abcès.

Issu d'une famille bourgeoise, et prêtre, Camillo Torrès[15] est une des figures révolutionnaires les plus remarquables d'Amérique latine. Titulaire de la chaire de sociologie et aumônier de l'université nationale, ses prises de position l'obligèrent à abandonner sa condition de prêtre à l'Université en 1964. Camillo Torrès parcourut diverses régions et villes de Colombie et tint de grandes réunions avec les masses misérables des villes et des campagnes.

Désavoué par la hiérarchie, incarcéré, puis libéré, Camillo Torrès défroque, tient d'autres réunions en province, est incarcéré à nouveau, libéré encore, et fonde le Front uni *(Frente unido)* l'été 1965. En novembre, il disparaît. Le 7 janvier 1966, Camillo Torrès, qui s'est intégré à l'E.L.N., lance un appel au peuple colombien : *"...Le peuple ne croit plus aux élections. Le peuple sait que les voies légales sont épuisées. Le peuple sait qu'il ne reste plus que la voie des armes. Le peuple est désespéré et disposé à jouer sa vie pour que la génération prochaine ne connaisse pas l'esclavage. Pour que ses enfants, pour qui il donne maintenant sa vie, soient instruits, logés, nourris, vêtus, et surtout dignes. Pour qu'ils soient indépendants du pouvoir américain..."*

Cinq semaines plus tard, le 15 février 1966, Camillo Torrès trouve la mort dans un engagement avec l'armée.

Camillo Torrès était parvenu à bâtir ce que peu d'autres révolutionnaires latino-américains ont pu réaliser : une base de masse urbaine importante, incluant des secteurs syndicaux, des étudiants et une base paysanne non négligeable. De mai à septembre 1965, là où Torrès parlait, les plus grandes places étaient pleines ; il parlait de l'expropriation des latifundistes, de la nationalisation des ressources naturelles, de la réforme urbaine, de gouvernement populaire, dans un langage extraordinairement adapté aux milieux auxquels il s'adressait. La hiérarchie ecclésiastique et la bourgeoisie colombiennes ne pouvaient que rejeter le message de Camillo Torrès. Son mérite est d'avoir abandonné les centres traditionnels d'agitation (université) pour gagner les masses urbaines inorganisées et des secteurs paysans, dépassant les positions du Parti communiste, qui cherche alliance avec l'aile "progressiste" des libéraux. Au terme de son itinéraire, la lutte armée était apparue à l'abbé Torrès comme la seule issue capable de

modifier les conditions sociales en Colombie. *Mais si Camillo Torrès avait réussi, grâce à son rayonnement personnel, à créer une base de masse, il n'avait pu encore créer d'organisation de masse. L'adhésion spontanée des masses à son message n'était soudée et soutenue que par sa présence.*

Un troisième foyer de guérilla a été créé en 1967 dans le Haut-Sinu, département de Cordoba, par des éléments "pro-chinois" issus du P.C.C., qu'ils abandonnèrent à cause de ses positions "révisionnistes". Le département de Cordoba est situé sur la cordillère occidentale, non loin du Pacifique ; c'est une zone qui n'a pratiquement pas été touchée par la "violence", près des rios San Juan et San Jorgé. Mais c'est une zone de latifundia. En 1966, des éléments du futur foyer guérillero montèrent dans la montagne, créèrent des écoles gratuites, des services médicaux, construisirent des ponts, gagnèrent la confiance des paysans et organisèrent des coopératives. Puis la lutte armée fut entamée ; l'armée n'a pas réussi à écraser ce noyau : elle l'a circonscrit pour l'empêcher de s'étendre.

L'exemple colombien, à travers les trois foyers que nous venons brièvement d'évoquer ne confirme nullement les thèses cubaines[16] du foyer stratégique mobile *(foco)* qui entame sans préparation politique la lutte armée et s'efforce ensuite, à travers la guerre de guérilla, d'entraîner les masses paysannes dans la lutte. La faiblesse initiale du foco c'est de n'avoir pas, pour un temps plus ou moins long, l'appui de la population. Il ne peut compter que sur sa propre mobilité. C'est la cause essentielle de la liquidation de plus d'une demi-douzaine de foyers en Amérique du Sud (Colombie : M.O.E.C. 1961, Paraguay et Equateur 1962, Pérou 1964, etc.).

On pourrait aussi évoquer le cas de la Bolivie : le *Journal* de Guevara reflète, du début à la fin, le tragique isolement des guérilleros, totalement coupés de la population paysanne au nom de laquelle ils luttent. Bien des luttes armées ont été entamées en Amérique latine sans une connaissance approfondie du terrain social dans lequel on entend s'implanter.

Des six pays d'Amérique du Sud où la guérilla existe déjà ou est possible : Brésil, Venezuela, Colombie, Equateur, Pérou, Bolivie, les trois derniers sont des pays à forte minorité ou à prépondérance indienne — ne parlant pas l'espagnol. Aucune victoire des guérilleros n'est possible sans l'adhésion de ces masses indiennes difficiles à gagner pour des raisons historiques. Dans le monde indien, écrasé de misère physiologique, l'Espagnol — le Blanc — n'éveille que la défiance. Un long travail de formation de cadres indiens paraît nécessaire. Au Sud-Vietnam, par

exemple, le F.N.L. a d'abord formé ses propres cadres pour gagner les minorités ethniques des régions montagneuses, traditionnellement hostiles, en faisant apprendre les langues locales ; puis les cadres vietnamiens sont montés vivre plusieurs années dans les villages des minorités afin d'y former des cadres locaux capables d'entraîner l'adhésion de leur propre communauté.

Il est douteux que le *foco* à la cubaine puisse être réédité, non seulement parce que Cuba, par rapport à la plupart des pays que nous avons mentionnés, est une société relativement homogène, mais surtout parce qu'aujourd'hui l'ambiguïté sociale de la lutte armée cubaine, qui connut le soutien — ou au moins la passivité de larges secteurs de la petite bourgeoisie et d'une partie de la bourgeoisie, n'est plus possible. Aujourd'hui, lorsqu'une lutte armée apparaît, la bourgeoisie tout entière exprime concrètement son hostilité, les Etats-Unis interviennent indirectement. Aussi importe-t-il d'avoir une base de masse paysanne qui permette de s'implanter solidement

Après l'échec de l'élan révolutionnaire autour de 1960-1962 et l'échec des gouvernements réformistes des années 1961-1963, ce qui caractérise la plupart des pays d'Amérique latine c'est la montée de gouvernements militaires soutenus par les Américains et qui ont presque partout provisoirement stabilisé la situation sans résoudre les contradictions profondes de leurs sociétés. Pourtant, l'Amérique latine est un continent riche, qui produit 25 % du cuivre mondial, 19 % du pétrole, 20 % de l'étain, 12 % du fer, 87 % du café, 22 % du coton. Ce n'est pas un continent surpeuplé, mais au contraire sous-peuplé (10 % de la population sur plus de 20 % des terres du globe) dont l'économie est stagnante parce que dépendante.

En réponse à la révolution cubaine et aux mouvements révolutionnaires latino-américains, les Etats-Unis ont mis en place à la fois l'Alliance pour le progrès et des forces latino-américaines adaptées à la lutte anti-guérilla.

L'Alliance pour le progrès devait promouvoir des réformes sociales et un développement économique. Peu de réformes furent entreprises — les couches dirigeantes latino-américaines y étant peu enclines ; le taux d'expansion depuis 1961, année où fut créée l'Alliance, jusqu'en 1967 a été de 1,5 % en moyenne par an (au lieu de 2,5 % prévus). L'accroissement démographique pendant un temps était de 3,2 % par an. L'Amérique latine régresse. Cette année, à cause de la guerre du Vietnam, les crédits sont

tombés de six cent vingt-cinq à deux cent soixante-dix millions de dollars. Entre-temps, les missions militaires nord-américaines et les écoles de contre-guérilla se sont multipliées. Bien que les fonds de l'Alliance aient dû originellement soutenir les gouvernements libéraux et réformistes, les deux tiers des sommes sont allés à des gouvernements militaires ou à des gouvernements civils contrôlés par des militaires. L'influence nord-américaine sur les armées d'Amérique latine a fortement progressé ces cinq dernières années. Le général Westmoreland est chargé de la coordination de ces forces — dont les cadres sont entraînés dans les écoles de contre-guérilla de Panama. Au Venezuela, en Colombie, au Guatemala, en Bolivie, les armées locales utilisent les méthodes nord-américaines.

D'une façon générale, ces méthodes se sont révélées assez efficaces. Elles ont permis d'écraser la guérilla péruvienne de Luis de La Puente et Guillermo Lobaton en 1965 ; de porter un coup d'arrêt à la guérilla bolivienne en l'isolant et en supprimant son chef. Au Venezuela, les F.A.L.N. (Forces armées de libération nationale) piétinent dans les zones quasi désertes du Falcon ; en Colombie les foyers ne peuvent être réduits mais ne peuvent s'étendre. Pourquoi ? Naturellement, chaque cas national requiert une analyse particulière ; nous reviendrons sur la Colombie, mais il semble qu'il existe un certain nombre de raisons communes à plusieurs pays latino-américains, notamment andins.

A peu près partout, l'attitude des partis communistes s'est révélée fidèle à la stratégie soviétique de la coexistence pacifique. Ces partis avaient parfois raison de ne pas juger mûres les conditions objectives de la lutte armée, mais il n'ont rien tenté, depuis dix ans, pour les préparer. Il apparaît qu'au contraire leur prétention d'être, par essence, l'avant-garde révolutionnaire a figé bien des situations. Parfois, et cela semble être le cas en Colombie, ils ont utilisé la lutte armée à des fins de négociations sur leur propre statut légal dans le cadre de la politique nationale. La survie de leur propre appareil dans un cadre légal leur a paru souvent être un objectif en soi.

La théorie du "foco" des Cubains, expression d'un cas très spécifique, a mené vers l'échec plusieurs tentatives de lutte armée. L'ultravolontarisme des théories cubaines a sous-estimé grandement les conditions spécifiques de la zone andine en général (problème indien) et les aspects *nationaux*[17]. A la limite, l'annonce de l'imminence apocalyptique de la révolution revient à brasser du vent. Sans doute Cuba restera-t-elle isolée encore de nombreuses

années, ce qui ne manquera pas de poser avec acuité le problème de l'équilibre et du développement de son économie.

Un des drames de l'Amérique latine c'est que la plupart de ses cadres de valeur sont issus de pays où il n'y a pas de perspectives révolutionnaires immédiates (Mexique, Argentine, Chili, Uruguay) tandis que des pays comme la Colombie, l'Equateur, le Pérou, la Bolivie, où des conditions existent pour entamer ou poursuivre la lutte, manquent cruellement de cadres — et surtout de cadres moyens capables de servir de relais entre les directions et les masses rurales. D'autre part, le phénomène du "machisme", qui est une des spécificités latino-américaines, fait que des cadres de tout premier plan dont la survie serait nécessaire à la lutte se sentent obligés, par pression sociale, par geste — on pourrait dire par donnée sociologique — , de s'exposer dans des combats qui ne requièrent pas nécessairement leur présence.

Mais la faiblesse fondamentale des mouvements de guérilla en Amérique latine, une fois la phase de l'implantation locale réussie, est leur incapacité politique à susciter des organisations de masses paysannes à l'échelle du pays et un appareil discipliné capable d'articuler la lutte rurale et la lutte urbaine. Nulle part en Amérique latine un tel appareil ne paraît à court terme en gestation. Le problème de fond n'est pas le débat fallacieux entre lutte armée et organisations de masse, mais l'articulation entre les guérillas et la mobilisation des masses rurales et des secteurs urbains sensibilisés à un changement radical. Les mouvements de masse sans détachements armés (Hugo Blanco au Pérou) sont une invitation à la répression ; les guérillas sans appui populaire (Guevara en Bolivie) sont affaiblies par l'isolement, sinon décimées. Il semble qu'à l'avenir ce sont des fronts multiples et des actions combinées à travers des organisations de masse qui tendront à voir le jour.

Pour l'instant, une des raisons profondes du piétinement de la lutte armée ou des échecs semble être le fait que la plupart des paysanneries d'Amérique latine *ne sont pas intégrées dans le cadre national.* C'est sans doute la différence majeure avec le Vietnam où la cohésion nationale est très forte. Aussi la plupart des foyers ne restent-ils pas locaux par hasard.

1969 : LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE ENTRE ISRAËL ET LES ÉTATS ARABES

Un camp d'entraînement d'El Fath, en Syrie, à une soixantaine de kilomètres de Damas. Deux grands bâtiments en rase campagne, dans une plaine pierreuse : à quelque distance, des collines nues. On y entraîne cent vingt hommes. Ils sont vêtus de tenues léopard et de pataugas ; en rangs serrés, ils courent, menés bon train par un moniteur à la foulée souple. Chaque matin, il y a deux heures d'entraînement physique : course de fond, parcours du combattant, jiu-jitsu et karaté. Le niveau est honorable et, malgré la rigueur du climat, quelques-uns des futurs fedayin sont torse nu. Le stage, qui dure deux à trois mois, est assez sévère : discipline stricte, horaire rigoureux, interdiction de consommer de l'alcool ; les repas sont pris debout. Parfois, un cadre interrompt le repas ; à son ordre, les stagiaires se figent immédiatement.

De longues marches de nuit jalonnent l'entraînement, quel que soit le temps ; le froid est rigoureux en cet hiver et le vent souffle aussi dur que sur les hauteurs des Aurès. Toutes les armes individuelles, généralement de modèle soviétique et de fabrication chinoise, comme le fameux "Kalachnikov", sont soigneusement graissées. Il s'agit, pour les cadres chargés de la formation militaire, de briser les habitudes héritées d'une société arriérée afin d'inculquer une discipline faite de précision, d'efficacité, de ponctualité. En ce sens, la formation des commandos introduit un élément de modernité au sein de la société traditionnelle. Les armes sont abondantes et le stage de commandos vise à former des combattants capables d'utiliser le fusil et le F.M., la mitrailleuse, le bazooka et la roquette. Des cours spécialisés confiés à un entraîneur initient aux techniques du dynamitage.

Les cadres sont tous palestiniens et n'ont guère plus de trente ans. La plupart sont d'une origine sociale aisée et ont fait des études dans les pays

arabes, en général. En dehors des instructeurs militaires — ils sont cinq — et du moniteur d'éducation physique, il y a un responsable de la discipline générale du camp et un commissaire politique. Les recrues sont jeunes : entre dix-sept et vingt-cinq ans ; tous sont Palestiniens, excepté deux Turcs et un Yougoslave. Les Turcs sont de gauche et se situent dans les milieux proches du "parti ouvrier turc" ; pour eux, la lutte du peuple palestinien est une lutte juste, c'est pourquoi ils y participent, dans le cadre de l'internationalisme et non par solidarité islamique. Le Yougoslave — un Serbe — a désiré ne pas être interrogé. En principe, le simple stagiaire a le droit de critiquer un responsable, mais il ne m'a pas été donné de vérifier de cas concret. La formation politique est d'un niveau beaucoup plus faible que la préparation militaire. Certes, il y a des livres politiques : Castro, Guevara, Mao-Ze-Dong, Giap, Rodinson ; les *Mémoires* du Général de Gaulle, et aussi *Mein Kampf*. Comme je m'étonnais de la présence de ce dernier ouvrage, le commissaire politique m'a répondu qu'il fallait avoir tout lu et que les Israéliens se comportant comme des nazis, il était utile de savoir ce qu'était le nazisme.

Le niveau général est médiocre et, si l'on veut bien ne pas considérer la présence de livres révolutionnaires comme l'expression d'une culture politique intégrée, on peut constater, au cours des discussions sur des points précis — et non des déclarations générales et des phrases toutes faites — , que les outils théoriques sont embryonnaires et l'idéologie confuse. De Fanon est utilisée la description de la psychologie du colonisé et la nécessité du recours à la violence ; de Guevara, les textes prônant la nécessité de la lutte armée ; de Mao, la conception de la guerre prolongée. De Debray — abondamment traduit en arabe — de l'inutilité du parti, *"le noyau guérillero étant le parti en gestation"*. Ne sont intégrés, en quelque sorte, que les éléments que peut intégrer un mouvement national, ce qu'est, en fait, El Fath. Par contre, le sentiment *d'identité nationale* est vif chez les cadres comme chez les militants palestiniens, et bien que les Palestiniens s'affirment comme partie intégrante du monde arabe, ils estiment que la plupart des régimes arabes — sinon tous — ont escamoté le problème palestinien tout en prétendant le régler.

Le passage de la frontière syro-jordanienne s'effectue avec facilité si on est accompagné par des militants d'El Fath ; peu ou pas de contrôle, ni de la part de la police portant un uniforme manifestement d'origine britannique et un casque à pointe, ni des bédouins de la garde royale en vêtement

traditionnel, portant à la ceinture un poignard droit. El Fath a aussi ses bureaux frontaliers. Le paysage de ce qui reste de la Jordanie est très beau : routes de montagnes sinueuses parmi des gorges, collines rongées par l'érosion, vallées étroites où pousse une végétation rare ; peupliers effeuillés, blancs et fragiles comme des bouleaux. Parfois, on côtoie un camp de réfugiés vivant sous des tentes par cet hiver de pluies lourdes et de vent. Le pays ressemble à une terre de transhumance, ponctuée de petites villes tristes jusqu'à Amman, qui n'est qu'un gros bourg désolé flanqué de maisons basses. La rue principale rappelle celle d'un western. C'est à l'écart du centre, dans un bâtiment gardé jour et nuit par des fedayin en armes, qu'El Fath a ses bureaux pour les relations extérieures : meubles modestes, cartes au mur. Des cadres d'El Fath, parlant l'anglais et le français, y reçoivent les visiteurs, répondent aux questions et, selon les demandes, organisent le programme. Pour ma part, excepté la participation à une opération de commando qui m'a été refusée, toutes mes demandes ont été agréées.

La rive orientale du Jourdain, l'actuelle Jordanie, est truffée de bases de la résistance palestinienne ; la plupart étant des bases d'El Fath qui, incontestablement, est la colonne vertébrale de cette résistance. Certaines des visites, pour plus de sécurité, sont faites de nuit, en Land-Rover. Souvent, lorsque la nature du terrain s'y prête, la base dispose d'une ou de plusieurs grottes qui servent aux réunions. Les munitions, toujours abondantes, y sont entreposées. Les fedayin comprennent un nombre non négligeable d'étudiants palestiniens revenus récemment des pays où ils poursuivaient leurs études. Nombreux sont ceux qui ont suivi des études de droit, de lettres ou de commerce. Ceux qui ont été formés en Europe occidentale m'ont semblé les moins enclins à considérer l'expérience nassérienne comme un exemple de socialisme, tandis que pour la plupart des autres les structures de la République arabe unie paraissent révolutionnaires.

Les jeunes fedayin qui se trouvent dans ces bases depuis quelques mois — après leur formation militaire — n'ont pas de commissaire politique attaché à la base ; un responsable vient parfois discuter ou expliquer, et repart. La vie quotidienne des bases paraît, après l'entraînement intensif auquel sont soumises les recrues, beaucoup moins éprouvante. Mais la discipline continue d'être rigoureuse. On constate, au cours des discussions avec les fedayin, l'importance du choc provoqué par

la défaite de juin 1967, par l'exode à travers la Cisjordanie qu'eux-mêmes ont souvent connu. Les conditions difficiles de la vie de la plupart des Palestiniens avant juin 1967, jusqu'alors subies avec une certaine résignation amère, sont aujourd'hui considérées et ressenties comme absolument intolérables. A plusieurs reprises, j'ai également pu constater que les fedayin des commandos, bras armé de la nation palestinienne, ne se considèrent nullement comme une élite dédaignant quelque peu la population des réfugiés. On n'a pas la mentalité de commandos ; la conscience et le sentiment de lutter pour les réfugiés et d'en être organiquement partie sont nets. Ce sentiment pourrait constituer pour l'avenir une garantie de leur liaison avec la masse des réfugiés.

Les bases les plus rapprochées des territoires occupés par les troupes israéliennes sont situées à moins de cinq kilomètres du Jourdain. On peut rouler de jour et les fréquents contrôles effectués par la police jordanienne n'affectent pas les voitures d'El Fath. En route, on croise des unités irakiennes qui ont dissimulé leurs tentes sous couvert, mais qui signalent leur présence en étalant leur linge multicolore au grand air à quelques pas. De nombreuses pompes, sur la route, n'ont pas d'essence, ce qui n'est qu'un des nombreux signes de la perturbation économique subie par la Jordanie depuis la dernière guerre. Non loin d'El Shona, gros village à peu près complètement détruit par l'aviation israélienne, on aperçoit à la jumelle, de l'autre côté du Jourdain, qui est en contrebas, Jéricho. Des voitures arrivent de Cisjordanie, après avoir franchi le pont Allenby que les autorités israéliennes ont laissé ouvert, permettant ainsi le libre passage aux Palestiniens de Cisjordanie qui peuvent aller et venir.

Hors de la route, sur le *no man's land* qui s'étend de ce côté-ci du Jourdain, tout est miné. Non loin, soigneusement abritée sous des arbres aux branches drues, une section de commandos d'El Fath a creusé des abris profonds — on peut y tenir debout — solidement charpentés. Ce camp a été installé il y a moins de quinze jours. Il sera bientôt abandonné afin de n'être pas repéré. Autour du camp, montées sur des jeeps, des mitrailleuses lourdes, tchèques et chinoises, pour la défense antiaérienne. La base dispose aussi de roquettes, comme toutes les autres bases que j'ai visitées. Une vingtaine de fedayin y vivent, qui suivent un entraînement physique chaque matin et qui participent à des opérations, la nuit. Celles-ci étaient réduites en ce mois de janvier, où des pluies torrentielles ont grossi les eaux du Jourdain, rendant son passage malaisé. Avant chaque opération, une

patrouille de reconnaissance est envoyée afin de limiter les pertes en cas d'embuscade israélienne. Les explications politiques fournies au visiteur insistent toujours, quel que soit l'interlocuteur, sur le fait que le combat mené par la résistance palestinienne n'est pas dirigé contre les juifs en tant que tels, mais contre l'Etat sioniste qui a lésé de ses justes droits le peuple palestinien qui vivait naguère et depuis des siècles sur le territoire aujourd'hui occupé par les Israéliens.

A part les bases et les camps d'entraînement, El Fath a créé deux camps pour préparer sur le plan politique et militaire de jeunes garçons, les *Achbal* (jeunes tigres), qui ont entre dix et quatorze ans. Nous avons pu visiter un de ces camps non loin du camp de réfugiés d'El Bakaah. Ce camp regroupe trois cent cinquante jeunes garçons, divisés en deux groupes, l'un venant le matin et l'autre l'après-midi, avec l'accord des parents, qui généralement ont un membre de leur famille déjà fedayin. L'autre camp de jeunes est fréquenté par cent cinquante garçons ; ouvert depuis sept mois, il est animé par deux moniteurs ; selon eux, bon nombre de parents se montrent réticents jusqu'à présent, et le nombre de jeunes garçons pourrait être plus élevé ; les moniteurs ne manquent pas. Les *Achbal* sont de jeunes garçons qui ne vont pas à l'école. On ne prend pas ceux qui fréquentent les classes de l'U.N.R.W.A. (organisme des Nations unies chargé des réfugiés) : ils doivent continuer leurs études. Au camp, on leur apprend à lire et à écrire. Aussi, compte tenu du triple programme sportif, politique et militaire, passent-ils la plus grande partie de la journée au camp avant de rejoindre les tentes des réfugiés où se trouvent leurs familles, pour y dormir. Les tout premiers *Achbal* qui ont commencé leur stage il y a sept mois continuent de s'entraîner et, en principe, vers quinze ans, ils rejoindront les fedayin. Entre-temps, au sein des camps de réfugiés, et notamment auprès des autres jeunes, scolarisés ou non, ils sont un ferment actif de nationalisme militant.

Récemment a été élu, au Caire, un comité de l'Organisation de libération de la Palestine composé de onze membres[18] qui marque le triomphe d'El Fath sur les autres mouvements de résistance palestiniens. Cette conférence a été boycottée par le F.P.L.P. (Front populaire de libération de la Palestine) et par l'A.L.P. (Armée de libération de la Palestine) qui protestaient contre la répartition autoritaire des sièges à la conférence (El Fath disposait de trente-trois sièges sur les cent cinq du Conseil national palestinien, tandis que le F.P.L.P. n'en avait que douze et l'A.L.P. cinq). Quoi qu'il en soit, pour l'essentiel, El Fath vient de s'imposer officiellement comme le

mouvement majeur de la résistance et de regrouper autour de lui une importante partie des forces palestiniennes dans un front national qui reprend le sigle de l'O.L.P. (Organisation de la libération de la Palestine). Cette organisation, créée à Alexandrie en 1964 par les Etats arabes, s'est révélée déficiente en tous points. Le premier geste de Yasser Arafat, élu président de l'O.L.P., a été de vendre les deux limousines mises à la disposition de son prédécesseur, M.Y. Hamouda[19]. Naturellement, cette unification est fragile et résulte de compromis laborieux. En principe, les organisations qui composent la nouvelle O.L.P. sont : El Fath, la Saika, organisation baasiste liée à la Syrie, l'ancienne Organisation de la libération de la Palestine (O.L.P.) et un certain nombre de personnalités indépendantes plus ou moins proches de l'un de ces mouvements.

Mais il est nécessaire de retourner en arrière afin de mieux dégager les composantes de la résistance palestinienne. A la veille du 5 juin 1967, il n'existait que trois organisations palestiniennes : l'O.L.P., créée par les Etats arabes, El Fath, et une petite organisation, les Héros du retour (Aptal El Aouda) un des noyaux du futur F.P.L.P., ainsi que la section palestinienne du Mouvement nationaliste arabe, noyau du même Front.

L'O.L.P. avait été fondée en 1964 par le "sommet" arabe d'Alexandrie, à l'époque où l'Etat israélien venait de manifester son intention de détourner les affluents du Jourdain. Créée à la fois par le président Nasser et le roi Faysâl, par le colonel Boumediene et le président Bourguiba, l'O.L.P., avec à sa tête Ahmed Choukeiri, était financée par la Ligue arabe. Elle était liée aux régimes arabes et ses bureaux dépendaient de tel ou tel Etat ; son armée, l'A.L.P. (Armée de libération de la Palestine) était partie intégrante des armées arabes et, en juin 1967, elle se trouvait à Bagdad. L'O.L.P. était considérée par les autres organisations palestiniennes comme un ministère des affaires étrangères sans Etat et on la désignait sans ambiguïté comme "une éponge pour aspirer les Palestiniens". Corruption et népotisme y étaient des composantes majeures.

Le désarroi fut grand dans l'A.L.P. après la défaite de juin 1967. Un mouvement de commandos fut créé en marge de l'armée classique, les Forces de libération populaire. Jusqu'au récent congrès, un membre du comité exécutif touchait sensiblement la même somme qu'un fonctionnaire des Nations unies ; les membres du bureau avaient train d'ambassadeur — payés en devises fortes. Ceux qui vivaient en République arabe unie venaient toucher leur salaire à Beyrouth pour le doubler par le

marché noir. De forts contingents de l'A.L.P. ne se trouvaient pas — ils ne se trouvent toujours pas — en Jordanie, mais en R.A.U. et dans d'autres pays arabes dont ils ne bougent qu'avec l'accord des régimes en question. Un officier de l'A.L.P. touchait soixante livres par mois (cent quatre-vingts dollars environ) agrémentées de diverses primes dont celles d'opérations pouvant aller jusqu'à vingt livres.

Après Ahmed Choukeiri, qui s'illustra par ses déclarations à la veille de la guerre de juin 1967, l'O.L.P. fut dirigée par Yahyia Hamouda. Tout en ayant une partie non négligeable de ses forces en Jordanie, l'O.L.P. n'y avait pratiquement pas de base de masse auprès de la population palestinienne. A l'intérieur de l'organisation se livrait une lutte sourde entre les partisans de Yahyia Hamouda, allié à ce que l'on appelait la fraction Choukeiri, qui constituait l'appareil officiel de l'O.L.P., et la fraction de Abou Gharbiya qui s'efforçait de nouer alliance avec les officiers de l'A.L.P. Ces derniers cherchaient à contrôler l'appareil de l'O.L.P. mais n'y parvinrent pas ; aussi l'A.L.P. refusa-t-elle de participer au congrès palestinien de février 1969.

Les forces de l'armée populaire atteindraient quinze mille hommes environ ; sans doute la nouvelle Organisation de la libération de la Palestine créée autour d'El Fath s'efforcera-t-elle, dans les mois à venir, de rallier la majeure partie des troupes de l'A.L.P. Mais il n'est pas exclu que certains Etats arabes continuent de financer une armée qui divise la résistance palestinienne. Longtemps, en effet, l'O.L.P. originelle fut un moyen de contrôler le problème palestinien.

El Fath est le premier mouvement proprement palestinien depuis l'exode de 1948. La société palestinienne qui trouve refuge en Jordanie n'a même plus d'organisation traditionnelle. Jusqu'en 1952, c'est le vide, l'attente d'un règlement des Nations unies — qui inviteront en 1949 les réfugiés à retourner dans l'ancienne Palestine, retour auquel les autorités israéliennes s'opposent dans la mesure où il met en danger le principe d'un Etat national à majorité juive. A partir de 1952-1953, des partis politiques issus du Proche-Orient arabe, tels le Baas, le Mouvement nationaliste arabe (Harakat, Al Komiyin Al Arab), ont leur branche palestinienne. De même, l'humiliation de la guerre de 1948 amène la constitution d'une section palestinienne des Frères musulmans et l'adhésion de Palestiniens au Parti communiste jordanien. Jusqu'à l'agression tripartite de 1956 contre l'Egypte, il n'y a pas d'embryon d'une organisation palestinienne nationale.

La bande de Gaza est occupée par les troupes israéliennes pendant plusieurs mois. C'est là que se constituera le noyau initial des futurs cadres dirigeants d'El Fath. Il s'agit d'étudiants ou de petits-bourgeois qui, peu à peu, vont prendre conscience que les Palestiniens doivent se charger eux-mêmes de leur propre cause. Le développement initial est lent et va à contre-courant. En effet, les slogans et les aspirations à l'unité, notamment sous l'égide nassérienne, se font sentir avec force dans les années 1957-1958 pour donner jour à l'unité syro-égyptienne, base de la République arabe unie.

Jamais sans doute n'a-t-on parlé autant d'unité arabe qu'entre 1957 et 1967, tandis que les rivalités entre régimes ne cessaient de s'aiguiser. Mais les aspirations à l'unité arabe sont à ce point populaires qu'elles constituent une réalité dont il importe de tenir compte. L'interaction et l'enchevêtrement des mouvements politiques eux-mêmes — quel que soit leur pays d'origine — sont également significatifs : courants nassériens, courants baasistes, mouvement nationaliste arabe, etc. Dans ce contexte, la question nationale palestinienne n'était pas simple à poser. D'autant plus qu'avec l'idéal de l'unité, l'existence d'Israël permettait à de nombreux régimes de détourner vers des objectifs et un ennemi extérieurs les aspirations populaires. Bientôt, certains Etats accusent les militants d'El Fath d'être des agents du pacte du Cento[20]. La clandestinité stricte des divers mouvements de résistance palestiniens, jusqu'en 1967, est moins due à l'adversaire israélien qu'à l'attitude des Etats arabes où les militants palestiniens connaîtront l'assignation à résidence, la prison et parfois pire. El Fath rappelle toujours que son premier "résistant" tué l'a été par un soldat jordanien en 1965.

Deux faits importants se produisent dans les années 1961-1962, qui vont donner un véritable élan au mouvement : l'éclatement de l'union syro-égyptienne (1961), l'indépendance de l'Algérie, arrachée après une longue lutte armée (1962). A cette date, de nombreux petits groupes nationalistes palestiniens émergent. Alors qu'El Fath, dans les années 1958-1861, s'est efforcé de créer le noyau d'une organisation politique au sein de l'intelligentsia palestinienne, le mouvement, à partir de 1962, va concentrer tous ses efforts pour la constitution d'une organisation militaire ; le noyau d'El Fath, Harakat Al Tahrir Al Falastin (Mouvement pour la libération de la Palestine) va susciter le noyau de l'organisation militaire Al Assifa (la Tempête). En 1963-1964, tandis que les Nations unies examinent le problème des réfugiés et que le premier "sommet" arabe décide de créer

l'O.L.P. après le premier congrès palestinien, tenu à Jérusalem (mai 1964), auquel participent des éléments d'El Fath, le mouvement — qui s'est rendu compte qu'il ne peut peser par des manœuvres d'appareils — décide de passer à l'action armée.

El Fath prend l'initiative de déborder le lourd appareil de l'O.L.P. en entamant la lutte armée en tant que mouvement national palestinien non dépendant des régimes arabes. La première opération de commandos a lieu le 1er janvier 1965. L'action armée, dans des conditions de clandestinité difficiles, est entreprise sans appui de masse, sans mobilisation de la population palestinienne, par un noyau réduit. Les Etats arabes sont opposés à cette action dans la mesure où ils ne s'estiment pas prêts à la confrontation militaire avec Israël — ou n'en veulent pas. Les masses palestiniennes demeurent passives et attendent que les Etats arabes, et notamment la R.A.U., apportent une solution à leur problème. El Fath est un mouvement isolé qui veut apporter la preuve que les Palestiniens peuvent se battre, poser eux-mêmes leur propre problème et échapper au contrôle des divers Etats arabes — du *statu quo.* Tout travail politique, compte tenu du contrôle policier jordanien sur la population des réfugiés, se révèle extrêmement ardu. Selon la terminologie cubaine, la résistance palestinienne commence par un *foco*, comme un noyau utilisant la violence armée sans préparation politique de la population que l'on entend entraîner. Mais, tandis que la stratégie du *foco,* appliquée dans le cadre de la *lutte des classes,* s'est révélée inopérante en Amérique latine, le noyau armé de la résistance palestinienne, grâce à l'effondrement militaire des Etats arabes, a été efficace dans le cadre d'un *mouvement national.*

Le 30 juin 1967, El Fath tient une conférence clandestine et décide de résister. El Assifa entraîne un grand nombre de volontaires dont le chiffre, au fil de mois, ne cessera d'augmenter : la lutte armée, dont les opérations reprennent dès septembre, va bientôt réveiller chez la population palestinienne les sentiments d'appartenance à une collectivité nationale. Les opérations d'El Fath sont d'abord dirigées vers les villes de Cisjordanie : Naplouse, Ramallah, Jérusalem. A l'intérieur des territoires occupés, il y a peu de soutien populaire ; tout s'est effondré après le choc de la défaite. Les commandos ne peuvent avoir de contact qu'avec des parents, des amis, d'anciens voisins. Mais très vite, la répression israélienne démantèle les embryons de réseaux. Les maisons des Palestiniens qui aident les commandos sont dynamitées. El Fath doit modifier sa stratégie, mais la

lutte crée le prestige et la répression, si elle décourage dans une première phase, va aiguiser la tension avec l'occupant que les mesures libérales des autorités israéliennes s'efforçaient de ne pas provoquer.

Pour limiter ses pertes, nombreuses à cause des opérations héliportées dans une nature pratiquement sans couvert, El Fath choisit dans une seconde phase de lancer des commandos de l'extérieur — c'est-à-dire de Jordanie — pour des opérations de harcèlement rapides, de façon à maintenir l'adversaire sur un constant qui-vive, le développement de ces opérations devant contraindre l'adversaire à une mobilisation de ses ressources humaines et à menacer, en partie, sa vie économique.

Le 21 mars 1968 a lieu la bataille de Karamé. Une importante colonne israélienne précédée de chars et disposant d'une couverture aérienne franchit le Jourdain. Les commandos palestiniens qui pouvaient refuser le combat reçoivent l'ordre de tenir — et ils tiennent douze heures. Les troupes israéliennes subissent des pertes non négligeables et laissent des chars sur le terrain. Selon les Israéliens, c'est une bataille de peu d'importance ; pour la résistance palestinienne, Karamé — aux centaines de maisons détruites que nous avons pu voir alignées sur plusieurs kilomètres, et rigoureusement déserte — est un tournant important. Vis-à-vis des Etats arabes (le roi Hussein s'est fait photographier sur l'un des tanks israéliens détruits) comme vis-à-vis des masses palestiniennes, Karamé est un acte de *propagande armée.* Les organisations de résistance palestiniennes, violant en connaissance de cause les lois de la guérilla, ont voulu démontrer la possibilité de se battre contre les vainqueurs de la guerre de six jours, sans tanks et sans avions. Les Israéliens, qui ne font de cette bataille qu'un bilan comptable sur le plan militaire, négligent l'importance psychologique auprès des masses populaires palestiniennes — qui sont un peuple vaincu — de cette victoire des fedayin, si modeste soit-elle.

C'est, semble-t-il, à partir de cette date que la propagande a été intensifiée auprès des réfugiés afin de faire redécouvrir la notion d'identité palestinienne. C'est à peu près à cette date également que la résistance a pu consolider — y compris vis-à-vis de l'Etat jordanien — ses bases militaires, afin d'en faire des bases relativement sûres. Et tout d'abord dans les montagnes de Gor où on a pu entraîner un grand nombre de combattants. Alors qu'El Fath avait mis sept ans (1958-1965) pour structurer un premier noyau politico-militaire, en moins de dix-huit mois, dans le vide créé par la défaite de 1967, le mouvement a pu former des milliers de combattants,

s’imposer dans le monde arabe, obliger Israël à tenir compte de son existence, commencer à mobiliser la population palestinienne, mettre sur pied l’embryon d’une infrastructure sanitaire et administrative.

La lutte armée, destinée à gagner les masses, a commencé à porter ses fruits. Rapidement, le retentissement dans l’opinion publique arabe de la résistance dépassait le rayonnement du baasisme et du nassérisme et s’imposait aux masses palestiniennes. Mais après ce changement opéré en peu de temps, le soutien spontané qui en résulte n’est pas encore organisé...

Dans la nuit, à quelques dizaines de kilomètres d’Amman, non loin d’un gros bourg, on gravit un sentier escarpé gardé par des sentinelles dissimulées derrière les rochers. Une grotte, vaste, est meublée de tables et de chaises et dispose d’un téléphone où arriveront une demi-douzaine d’appels en moins d’une heure. Yasser Arafat prend congé d’une assez nombreuse délégation. Sur la table, une “Kalachnikov”. Arafat est de petite taille, il a l’œil vif, le geste rare. Sa pensée est précise et souple : l’inflation verbale ne semble pas son fort. Au cours de notre entretien, il rappelle les difficultés de la résistance palestinienne à émerger en tant que force autonome ; il estime particulièrement positif que l’opinion publique mondiale, et non seulement l’opinion publique des pays arabes, commence à percevoir le fait national palestinien. C’est un fait que l’Etat d’Israël a voulu escamoter, car si la menace qui pèse sur Israël selon la propagande sioniste est destinée à sensibiliser une opinion qui se souvient à juste titre du nazisme, le peuple palestinien a *effectivement* été lésé par l’établissement de la colonisation sioniste. Les autorités israéliennes, dit en substance Arafat, désignent nos commandos sous le terme de “terroristes” mais toutes les résistances nationales ont été désignées ainsi — en France par exemple, du temps de l’occupation nazie. Nos objectifs sont militaires et économiques ; les représailles contre des civils quand elles ont eu lieu étaient des réponses à des exactions israéliennes : c’est après le bombardement d’Irbid et de Kafr-Hassa qu’une bombe a été placée à Jérusalem, après celui d’El Salt qu’a eu lieu l’attentat à Tel-Aviv. En ce qui concerne le développement des opérations de commandos, Arafat estime que celles-ci vont se multiplier dans un délai bref, lorsque la mobilité des commandos leur permettra de frapper plus profondément dans les territoires occupés. L’expérience des fedayin se développe ainsi que le niveau de combativité. Des opérations comme celles qui ont affecté l’usine de phosphate de Sdom, l’usine de plastique de Bersheba, la raffinerie de

pétrole d'Elath, l'usine de montage Dodge de Nazareth vont être multipliées. Ce qui fait la force d'Israël, selon Arafat, c'est que la guerre est pour lui décisive. Mais, ajoute-t-il, nous offrons à la population de rester en Palestine. Son point faible, c'est qu'il mène une guerre injuste — notre lutte est en train de le faire savoir au monde. Comme je lui demandais si la résistance palestinienne accepterait de se plier à un compromis imposé par les grandes puissances avec l'accord des pays arabes, qui pourraient alors exercer des pressions, Arafat désigne la mitraillette et répond : *"Nous continuerons la lutte."*

Avec la mobilisation organisée de la population palestinienne — qui reste à développer — , un des problèmes d'El Fath est de hausser le niveau politique des cadres moyens, demeuré faible. Actuellement, il s'efforce d'organiser les réfugiés, dans la hâte, car le facteur temps, en cette année 1969 où les grandes puissances doivent intervenir, est décisif. Parallèlement, le mouvement cherche à créer au sein de la population une atmosphère de mobilisation militaire permanente. Enfin, les démarches récentes en vue d'une unification des organisations palestiniennes visent à la création d'une armée nationale populaire. En effet, pour l'instant, la résistance ne se manifeste qu'au niveau des opérations de commandos et il faudra une action organisée — donc politique — pour atteindre une phase supérieure. Certes, le conflit est national et il est naturel qu'El Fath soit un mouvement national large où l'objectif de l'identité nationale soit le souci premier. Le contexte politique régional, d'ailleurs, ne saurait tolérer longtemps un mouvement d'une autre nature. Mais il semble que le mépris des tractations politiques, du verbalisme, se soit transformé auprès de nombreux cadres en un refus de toute politisation, laissant l'idéologie — consciente ou inconsciente — du mouvement imprégnée par celles, conservatrices, de la région. Officiellement, la nature du futur Etat est définie par une formule assez simple : *"La terre appartiendra à ceux qui la libèrent."*

Malgré les accusations des mouvements rivaux dénonçant son caractère droitier, El Fath est également composé de marxistes, non en tant que courant ou fractions, mais à titre individuel ; aucun, à notre connaissance, ne dispose de poste clé — sinon peut-être l'un des "indépendants" élu en février dernier au conseil exécutif de l'O.L.P. A l'égard des Etats arabes, la position d'El Fath est claire : aucune intervention dans les affaires intérieures des Etats aussi longtemps que les Etats n'interviennent pas dans

les affaires d'El Fath. Aussi, il semble douteux que le mouvement prenne l'initiative de remettre en cause pour l'instant le *statu quo* en Jordanie, d'autant plus qu'un tel geste ne manquerait pas d'inquiéter d'autres Etats arabes où des réfugiés sont hébergés et où stationnent des commandos assez considérables. Sans compter qu'il pourrait peut-être inciter l'Etat israélien à une éventuelle occupation de la rive orientale du Jourdain.

Sur la route menant vers le nord de la Jordanie, avec des membres de l'aile marxiste du F.P.L.P., on passe devant les ruines romaines de Jarash ; on aboutit à un camp de réfugiés, non loin d'Irbid. Les enfants — des jeunes garçons — entourent les fedayin et nous accompagnent tout près du camp où deux grandes tentes ont été dressées par le groupe des fedayin qui vit ici depuis plus d'un mois afin de mobiliser les réfugiés. C'est, à ma connaissance, le seul groupe qui vive avec les réfugiés et partage leur vie quotidienne. Composé de vingt-cinq fedayin pour six à sept mille réfugiés, ce groupe a cherché tout d'abord à améliorer — selon ses moyens — les conditions matérielles des réfugiés. Puis il a commencé à organiser et à entraîner les jeunes garçons du camp. Deux cents environ en deux groupes d'âge, qui marchent au pas, font de la culture physique, apprennent les rudiments du *close-combat,* répètent des slogans. Des cours leur sont donnés quotidiennement. C'est ainsi que s'établissent lentement des contacts avec la population, que se recrutent les combattants. En dehors de trois intellectuels, tous les combattants sont de jeunes réfugiés. Au cours de discussions que nous avons pu avoir, ils m'ont paru solidement formés sur le plan politique, ne se contentant pas de répéter une série de phrases stéréotypées. Les armes, par contre, sont peu nombreuses ; la fraction n'a pas de moyens financiers propres.

Nous reprenons la route pour gagner une base située à une dizaine de kilomètres du Jourdain. Le relief est particulièrement accidenté, il faut continuer à pied, dans un paysage de cascades et de peupliers, pour grimper dans la montagne, couverte d'une végétation dense pour la région. Il pleut à grosses gouttes lorsque nous atteignons une grotte dont l'entrée n'est pas visible du sentier étroit, après avoir croisé cinq sentinelles postées près des rochers. C'est une des bases principales du groupe, où l'on parfait l'entraînement militaire des combattants et dispense une formation politique assez poussée. Cette formation se divise en deux phases. Celle des débutants, où sont expliqués le problème palestinien, son histoire, sa situation et ses perspectives, les textes relatifs à la violence révolutionnaire

et aux problèmes de la lutte armée : Guevara, Castro, Mao-Ze-Dong, Giap. Chaque texte est replacé dans le contexte social et historique dont il est l'expression ou la théorisation. Aussi les combattants que nous avons pu interroger connaissent-ils assez bien les expériences cubaine, vietnamienne et chinoise.

La seconde phase, qui dure environ six semaines comme la première, aborde les problèmes relatifs à la révolution proprement dite : lutte des classes, phase de transition, etc. On étudie Lénine, *Que faire ? L'Etat et la révolution* ; des expériences d'édification (Chine, Vietnam). Des discussions sont menées sur des révolutions nationales n'ayant pas abouti à une transformation radicale de la société (Algérie). Des éléments d'économie sont expliqués à partir des ouvrages de M. Dobb, P. Baran, Ch. Bettelheim. La formation comprend une heure de lecture par jour.

Les animateurs du groupe portent tous un pseudonyme mais un certain nombre de personnalités qui lui sont liées ne conservent pas l'anonymat, tels Nayef Hawatmeh, Jalal Kichk, ou Mohcene Ibrahim et Mohamed Kichli de la revue *Hurriya* (Beyrouth).

C'est dès le mois d'août 1968, au cours du premier congrès — clandestin — du F.P.L.P. en Jordanie, que la coupure s'est établie avec la tendance Habbache (majoritaire).

D'une façon générale, le groupe estime que les Etats arabes, quels qu'ils soient — et la Jordanie en premier lieu — , ont empêché les Palestiniens de régler leur propre problème, et par conséquent de s'armer pour mener la lutte, et que cela est dû à la nature de ces régimes. Mais il juge que le problème palestinien ne saurait être séparé de celui des pays arabes et de la révolution sociale qui doit y être accomplie. Le groupe pense qu'il est illusoire de croire qu'en n'intervenant pas dans les affaires intérieures des Etats ceux-ci n'interviendront pas dans la lutte palestinienne. L'une des données du problème palestinien est justement les interférences des Etats arabes. A l'inverse, le groupe estime que plusieurs des régimes ont, bon gré mal gré, été déjà affectés par le problème palestinien. Aussi pense-t-il que ces Etats doivent être ouvertement critiqués, qu'il faut montrer en quoi ils sont des régimes soit liés à l'impérialisme, soit des régimes "petits-bourgeois", incapables de mener une lutte révolutionnaire contre Israël et contre l'impérialisme. Le groupe, qui est critiqué par El Fath comme sectaire, critique à son tour El Fath comme droitier et le qualifie de "tolérable pour les régimes arabes" ; il lui reproche de ne pas faire

suffisamment de travail de masse auprès de la population palestinienne et ne le croit pas capable de transformer l'actuelle lutte de commandos en une guerre populaire. Les critiques ne sont pas ménagées non plus — rejoignant celles des autres organisations palestiniennes — au Parti communiste jordanien (qui regroupe des Palestiniens et des Jordaniens) sur sa ligne réformiste, son suivisme vis-à-vis de la politique soviétique, sur le fait qu'il accepte la résolution du 22 novembre 1967, porte ouverte à un compromis qui lésera le peuple palestinien.

Sur le plan politique, le groupe s'est efforcé de créer un noyau de militants d'origine populaire politiquement formés, qui n'ont pas de grade ni de salaire. C'est un fait que les repas sont frugaux et que les conditions et les moyens sont modestes, comme nous avons pu le constater. Mais, sectarisme ou pas, il y a là un noyau armé qui, incontestablement, est de valeur. Certes, des erreurs de type "gauchiste" sont commises, comme l'agitation à l'Université d'Amman, à la mi-janvier 1968, où la participation d'éléments du groupe a été si active que le Palais y pouvait trouver prétexte à frapper, dans le cadre d'un rapport de forces défavorable. Il semble qu'El Fath ait pesé pour modérer cette agitation, en estimant néfaste une confrontation avec les troupes royales. Mais le groupe forme aussi des unités mobiles qu'il envoie vivre avec la population réfugiée, afin de leur donner la pratique du travail de masse ; il dispose d'éléments en Cisjordanie qui font de l'explication et de l'agitation politiques, et il envoie des commandos ayant pour objectifs les communications et l'économie israéliennes.

Pour former son noyau initial — quelques centaines de militants — , le groupe a dû mener des luttes idéologiques difficiles, où effectivement le sectarisme a pu, dans une première phase, le préserver de compromissions qui auraient assez rapidement effrité son homogénéité. Mais aujourd'hui qu'il est constitué de façon autonome, la maturité politique du groupe sera prise par son habileté tactique dans les conditions complexes — et contraires — dans lesquelles il se trouve. Ses moyens financiers sont pratiquement inexistants. Mais le handicap majeur du groupe, à notre sens, est qu'il s'est constitué trop tard. Il n'était peut-être pas impossible, dans le contexte palestinien, d'organiser un mouvement national à base populaire et à direction révolutionnaire ; cette liaison entre mouvement national et mouvement révolutionnaire aux objectifs sociaux s'est déjà réalisée, avec succès, dans d'autres pays. Il eût fallu sans doute émerger les premiers et

gagner rapidement les masses. Mais surtout — et de cela les marxistes palestiniens ne sont pas responsables — , il eût fallu être les seuls capables de mobiliser sur des objectifs qui, seuls, auraient paru satisfaisants. Or, tous les mouvements nationaux palestiniens proposent la lutte pour la reconquête de la patrie perdue. On oublie par exemple souvent qu'au Vietnam — et en Chine — le mouvement révolutionnaire s'est développé à cause de l'incapacité, des échecs et de l'élimination successive des autres mouvements nationalistes, qui ne purent apporter de réponses aux aspirations nationales et aux besoins sociaux. On peut alors se demander si le groupe s'est constitué trop tard ou s'il ne serait pas plutôt *prématuré* par rapport au niveau objectif de conscience des masses palestiniennes, qui sont aujourd'hui satisfaites par un mouvement national tel qu'El Fath.

C'est dans ce contexte que la guerre de juin 1967 a provoqué un nouvel exode affectant au moins trois cent cinquante mille réfugiés, tandis que trois cent cinquante mille personnes étaient déplacées des régions occupées dans le sud de la Syrie, sur la rive occidentale du Jourdain, dans la bande de Gaza. Pour la plupart de ces réfugiés, note le rapport de l'Office, les besoins élémentaires n'ont pu être satisfaits à grand-peine que dans les villages de toile. *"Les habitants des camps établis dans la vallée du Jourdain furent, de plus, exposés au danger physique d'actions militaires et s'enfuirent une fois de plus vers les hauts plateaux, loin de la vallée du Jourdain ; pour beaucoup d'entre eux, ce fut le quatrième déplacement en un an."* Après l'exode vers la Jordanie orientale, l'Office estime à environ deux cent quarante-cinq mille le nombre des réfugiés immatriculés résidant encore sur la rive occidentale du Jourdain. En plus des quatre cent quatre-vingt-quatorze mille réfugiés immatriculés en Jordanie orientale, les autorités jordaniennes ont recensé deux cent quarante-six mille personnes déplacées, ce qui porte le nombre total des réfugiés et personnes déplacées en Jordanie orientale à sept cent quarante mille. En 1968, cinq cent quatre-vingt-dix mille réfugiés recevaient des rations de l'U.N.R.W.A. ; cent cinquante mille réfugiés étaient sans aucun secours. Six villages de toile ont été aménagés sur les hauts plateaux de Jordanie orientale, regroupant une population de soixante-dix-huit mille quatre cents personnes.

Si l'idéologie sioniste est un des produits de l'antisémitisme moderne, on peut dire que les conditions qui ont permis la fondation de l'Etat d'Israël sont, en grande partie, la conséquence du nazisme et de sa domination en Europe. Le développement du nationalisme sioniste découle aussi, dans une

certaine mesure, de l'échec du marxisme stalinien vis-à-vis du problème juif[21]. Pour réaliser la création d'un Etat juif, en Palestine, sur lequel les juifs n'avaient pas de droit historique hors d'une idéologie messianique, le sionisme a profité d'une situation coloniale créée par l'impérialisme. Pour réaliser son objectif, il s'est appuyé tour à tour sur l'un ou l'autre des impérialismes de l'Occident. Certes, les colonies agricoles juives avaient acheté 6 % de la terre palestinienne, mais ce fait ne saurait à lui seul fonder la création d'un Etat au détriment d'une population qui n'était en rien responsable de l'antisémitisme européen et du nazisme allemand. Sans doute ne peut-on être insensible, en Occident, au fait qu'Israël a été édifié par des communautés qui ont, durant la dernière guerre mondiale, payé le prix le plus élevé pour avoir le droit de simplement survivre. Mais on peut aussi, en connaissance de cause, admettre que le peuple palestinien a été lésé de ses droits élémentaires, déraciné, et s'émouvoir de constater que le gouvernement israélien, si désireux d'être reconnu en tant qu'Etat, n'ait pas encore pour sa part reconnu le problème national palestinien dont il est la cause[22].

Sans doute les nations développées d'Occident sont-elles également sensibles aux réalisations effectuées par Israël dans le cadre de l'édification et qui ne sont pas dues à un "miracle", mais à trois facteurs essentiels : le fait d'être une "quasi-nation"[23] qui a pu rapidement se forger une homogénéité nationale, renforcée par un environnement hostile ; les capitaux étrangers, qui ont afflué ; enfin, et plus important peut-être, les juifs venant d'Europe apportaient avec eux un capital de *savoir,* qui d'emblée garantissait à Israël des possibilités de développement rapide. Cependant, peut-on omettre que la minorité arabe palestinienne est sujette à des mesures discriminatoires dans l'Etat sioniste (Etat religieux afin d'être exclusivement national), même si celui-ci leur offre une prospérité matérielle supérieure à celle de leurs compatriotes réfugiés et arabes ?

Le sionisme, qui s'efforçait à sa manière de résoudre le problème juif en créant un Etat national en Palestine — qu'il n'a pas résolu pour autant, l'immense majorité de juifs ne vivant pas en Israël[24] — , ne pouvait que se heurter au nationalisme arabe naissant. La pression qui dresse les masses arabes contre l'Etat d'Israël n'est pas que le produit, comme on le croit souvent, des propagandes gouvernementales, ou l'expression d'un simple antisémitisme de type européen. Certes, aujourd'hui, la frontière entre

antisionisme et antisémitisme paraît souvent mal tracée. Il est évident aussi que l'antisionisme de bien des gouvernements arabes sert à escamoter l'incurie et la corruption des classes dirigeantes, en canalisant les pressions vers un ennemi extérieur afin de faire oublier le chômage et la misère. Mais le ressentiment qu'Israël a suscité autour de lui est, qu'on le veuille ou non, aux yeux des masses arabes, le résultat d'une immixtion issue d'Europe, dépossédant les Arabes d'une partie de leur territoire, avec l'accord et souvent l'aide des impérialismes occidentaux.

Certes, l'Etat d'Israël n'est pas un Etat colonial dans le sens classique du terme. Les Israéliens ne constituent pas une catégorie dominante vivant de l'extraction de la plus-value produite par le travail des autochtones. Mais l'Etat d'Israël a usurpé, par la force, un territoire où vivait une communauté arabe fixée depuis des siècles. Dans ce sens, le conflit israélo-arabe et, plus étroitement, israélo-palestinien est un *conflit national.* Aussi est-il schématique de désigner Israël comme l'"agent de l'impérialisme" au Proche-Orient. Serait-il le seul ? De nombreux Etats arabes sont politiquement, économiquement et militairement liés aux Etats-Unis. Parmi les trois principaux pays arabes producteurs de pétrole — Koweït, Arabie Saoudite et Irak — les intérêts des monopoles américains s'élèvent respectivement à 50 %, 100 % et 25 %, tandis que les revenus pétroliers de ces pays représentent de 70 à 90 % de leur revenu global[25]. En Jordanie, la dépendance de la monarchie hachémite[26] vis-à-vis de l'aide américaine est plus grande que celle d'Israël, qui dispose, compte tenu de son développement économique, d'une marge d'autonomie politique importante, comme le montrent les récents événements du Proche-Orient...

Plus que tout autre peuple, peut-être, les Arabes ont été humiliés par la domination coloniale dans la mesure où ils conservaient une conscience aiguë de la grandeur de leur passé. La conservation de l'Islam, en tant qu'idéologie de résistance sauvegardant leur identité, est un moment de la conscience arabe et comme tel il implique, entremêlées, l'idéologie de la résistance et celle du conservatisme, obstacles à l'esprit scientifique et rationaliste nécessaire au démarrage économique[27]. L'exaltation passionnée de l'unité est la réaction contre la balkanisation imposée par la domination coloniale.

Des changements non négligeables sont intervenus depuis la fin de la domination directe au Proche-Orient, notamment par l'effondrement de la monarchie hachémite en Irak ; en République arabe unie, depuis 1956 et

surtout 1961 ; en Syrie depuis 1963-1965[28]. Mais aucun pas réel n'a été fait sur la voie de l'unité et aucun démarrage économique véritable n'a été amorcé, malgré quelques efforts en Egypte. Aucune révolution profonde n'est encore intervenue au Proche-Orient. La tragédie du nationalisme arabe, c'est que n'est apparue jusqu'ici aucune force sociale capable de renverser les obstacles sociaux, politiques et culturels auxquels se heurtent l'édification et la modernisation et l'objectif de l'unité. Les classes dirigeantes traditionnelles — féodaux, bourgeoisies marchandes — , incapables de remplir ce rôle, ont été remplacées dans plusieurs pays (R.A.U., Syrie, et ce processus est en cours en Irak) par des bourgeoisies administratives qui, à leur tour, se révèlent incapables — et la défaite de 1967 n'en est que la démonstration à chaud — de réaliser la transformation nécessaire de leur société, afin de sortir du sous-développement et de l'humiliation.

Le "socialisme arabe" aura été l'expression de la montée des petites bourgeoisies, capables de nationaliser tant bien que mal les hauteurs dominantes de l'économie (banque, commerce extérieur, industrie), de procéder à une réforme agraire relative (souvent génératrice d'une petite bourgeoisie rurale), mais incapables de mobiliser les masses, réduites au chômage ou au sous-emploi (voire à l'émigration), pour construire le pays, dans la mesure où ces petites bourgeoisies donnent l'image de la corruption et du népotisme et consomment une part importante du revenu national. A cet égard, leur nationalisme s'arrête à la survie du régime. C'est dans ce contexte que se pose, en cette année 1969, le problème palestinien.

Par l'action conjuguée d'Israël et des Palestiniens, certains des régimes du Proche-Orient se trouvent menacés. Il est néanmoins peu probable que la résistance palestinienne puisse, seule, modifier de façon radicale la situation de la région, compte tenu de la nature du mouvement national. Mais la lutte des Palestiniens dépasse ses promoteurs dans la mesure où elle mobilise les masses arabes ; aussi, certains nationalistes arabes ont-ils reporté sur la résistance palestinienne les espoirs qu'ils avaient mis naguère dans le nassérisme ou le baasisme. Pour l'instant, la résistance palestinienne ne peut avoir qu'une influence *indirecte* sur les pays arabes ; elle est un ferment, mais porte, parce que mouvement national, ses propres limites. Mais peut-elle, à cette phase, être autre chose qu'un mouvement national ? Le régime jordanien a tout à perdre du développement de la résistance palestinienne. Le moindre choc extérieur peut perturber le fragile équilibre

du groupe dirigeant syrien, entouré de clans rivaux. Le régime nassérien, représentant le pays arabe le plus important (celui où, entre autres, la cohésion nationale est le plus forte) a amorcé, depuis la défaite, un virage à droite. Le chef de l'Etat, dont le mythe s'effrite, s'efforce ainsi de n'être pas lui-même débordé sur sa droite. Il n'a pas d'autre choix. Cette situation est directement le fruit d'une politique délibérée, menée depuis plusieurs années et qui ne faisait que renforcer le poids social de la bourgeoisie et des couches moyennes. L'Irak baasiste est le seul régime à n'avoir pas subi la défaite de 1967, étant le produit d'un coup d'Etat effectué un an plus tard. Compte tenu de son relatif éloignement géographique et de la nécessité pour le régime de gagner en popularité, il est hautement probable qu'en même temps qu'une série de mesures de nationalisations, il cherchera à faire une surenchère nationaliste, d'autant plus payante qu'elle supplantera ainsi sa rivale baasiste amputée des hauteurs de Golan.

Tous ces éléments vont peser sur les organisations et la résistance palestiniennes — sans évoquer les pressions financières des Etats fournisseurs de subsides — dans le contexte des tentatives de conciliation projetées par les grandes puissances sur la base de la résolution du 22 novembre 1967. D'ici là, une opération de représailles d'envergure, menée par les forces israéliennes, ne doit pas être exclue. Néanmoins, la paix du monde ne paraît nullement en danger au Proche-Orient[29]. Dans la mesure où aucune des deux grandes puissances n'est directement impliquée dans le conflit et où elles ont les mêmes intérêts à maintenir le *statu quo ante* dans cette partie du monde, on voit mal pourquoi l'Union soviétique interviendrait davantage dans ce conflit qu'elle ne l'a fait au moment de l'escalade contre la République démocratique du Vietnam.

D'autre part, il faut souligner à quel point, à l'heure actuelle, le rapport de forces militaires est en faveur d'Israël. Naguère, ce sont les Etats arabes qui refusaient la médiation des grandes puissances : aujourd'hui c'est Israël. Les régimes arabes, et notamment la R.A.U., sont partisans d'un règlement négocié, car ils ont besoin de paix pour retrouver, si possible par la voie diplomatique, les territoires perdus par la guerre. Aussi le seul élément, en dehors d'Israël, qui soit opposé fermement à une intervention des grandes puissances est-il la résistance palestinienne.

Le souci d'Israël d'avoir des frontières sûres, sinon reconnues, lui confère à l'heure actuelle une attitude expansionniste dont il lui appartiendra, dans un proche avenir, de confirmer ou non si ce sont des

visées comme l'affirment les Etats arabes. Il est notoire que des tendances non négligeables au sein des couches dirigeantes pèsent en ce sens, en se nourrissant du besoin de sécurité de la population israélienne. Celle-ci est maintenue mobilisée par tous les moyens, car *"le maintien d'un climat de quasi-unanimité nationale est essentiel à la poursuite de l'œuvre sioniste"*[30], et c'est dans ce sens que la marge est étroite entre "faucons" et "colombes".

Le développement de la résistance palestinienne a réduit à néant toute possibilité de créer en Cisjordanie, comme certains dirigeants israéliens en manifestaient la velléité, un Etat palestinien contre la volonté de ceux qui se battent. La résistance palestinienne, uniquement envisagée sous l'angle militaire par les Israéliens, a été sous-estimée. Les autorités israéliennes, au début de l'année, ne pensaient pas avoir à faire face à des manifestations populaires palestiniennes à l'intérieur des territoires occupés. Après dix-huit mois d'un calme relatif, de larges grèves, des manifestations de rue ont éclaté contre l'occupation. Elles sont la conséquence *politique* de l'occupation et du retentissement de l'action armée des commandos. C'est le cycle habituel auquel toute occupation donne lieu. Les autorités israéliennes n'y échappent pas, malgré leurs efforts pour créer un certain mieux-être économique, négligeant que toutes les expériences ont démontré que le nationalisme se révèle un levier plus puissant que la prospérité. L'effet essentiel de la lutte armée est de restructurer une société déracinée, atomisée, qui avait perdu jusqu'au désir de lutter. En ce sens, la résistance recrée par son action une identité et éveille la conscience nationale palestinienne.

A court terme, les possibilités d'une solution négociée du conflit paraissent minces. Les buts ultimes de la résistance palestinienne paraissent irréalisables, compte tenu du rapport de forces. Mais un Etat palestinien verra le jour, produit d'un compromis, certes, mais non octroyé. La force de la résistance palestinienne réside, en dehors des Palestiniens eux-mêmes, dans le soutien sans partage que lui dispensent les peuples des Etats arabes. Aussi, les pressions qui pourraient être faites contre la résistance palestinienne par les gouvernements en place, pour réaliser un compromis qui se ferait au détriment du peuple palestinien, ont-elles peu de chances d'aboutir.

1970 : LE DOUBLE COMBAT DU F.P.L.P.

Qu'est-ce que le F.P.L.P. ? Que pensent les cadres, les militants de ce mouvement fondé à l'automne de 1967 mais issu d'un parti beaucoup plus ancien, le Mouvement nationaliste arabe et qui s'est révélé, avec une audace calculée, le catalyseur de la crise de juin ? C'est à quoi s'efforce de répondre l'enquête que nous avons menée durant le mois d'avril en Jordanie et qui est ici livrée à peu près brute.

Le F.P.L.P. est un mouvement palestinien qui s'est radicalisé à partir de 1968 et surtout au cours de l'année 1969 ; sans doute la scission sur la gauche opérée par le Front démocratique l'a-t-elle stimulé. La transformation d'un mouvement essentiellement nationaliste en organisation révolutionnaire n'est pas une chose impossible. Cela requiert des conditions objectives, une direction (même réduite) décidée à mener le processus de façon volontariste, l'élimination de certains cadres, la montée, après formation préalable, d'une couche nouvelle de cadres et de militants et ce dans la dynamique d'une action. Quelles que soient les contradictions au sein du F.P.L.P., notamment parmi les cadres supérieurs qui ont trop longtemps connu les pratiques des mouvements arabes nationalistes petits-bourgeois, il faut constater une graduelle transformation de ce mouvement. La formation de nouveaux cadres sur les bases du marxisme-léninisme et leur graduelle prise en main de l'appareil ne manqueront pas de conséquences. Le gauchissement et la radicalisation du F.P.L.P., de même que la création du F.D.P.L.P. — dont il faut dire que les cadres dirigeants sont, en général, d'un niveau supérieur à ceux du F.P.L.P. — se situent dans le cadre de la radicalisation progressive issue de la crise profonde provoquée par la défaite de 1967.

Nous sommes à une quarantaine de kilomètres d'Amman, au camp de formation de cadres du F.P.L.P. Le camp occupe une aire vaste, truffée de

trous individuels. Le responsable de l'école, qui parle un français excellent, est un élément de valeur, à l'esprit clair et à la pensée déliée.

Chaque promotion dure près de cinq mois, ce qui est considérable en comparaison avec les autres mouvements. La formation dispensée, tant politique que militaire, tend à créer des cadres capables de diriger les bases, de créer et d'animer des cellules clandestines, d'organiser une action de guérilla, tant urbaine que rurale.

Le programme s'étend sur dix-huit semaines, à raison de quarante-cinq heures par semaine. Les cours politiques ou militaires alternent selon les semaines. Le mouvement, après la scission qui donna naissance au Front démocratique (F.D.P.L.P.), manqua de cadres ; il y avait des politiques sans connaissances militaires, des militaires sans formation politique véritable. Aussi l'école a-t-elle été créée pour aider à la transformation du mouvement et à sa radicalisation. D'une certaine façon, les espoirs du F.P.L.P. de devenir un mouvement révolutionnaire bien structuré reposent sur les promotions de cette école. Aussi, pour n'avoir pas l'illusion d'avoir formé un cadre en quelques semaines, a-t-on voulu donner aux fedayin sélectionnés pour suivre les cours le temps d'assimiler ceux-ci.

Le programme politique est divisé en quatre parties, les cours étant composés d'exposés, d'explications, de discussions autour d'ouvrages lus individuellement ou collectivement. Le niveau des gens chargés des cours est variable. Certains viennent donner une conférence-débat et s'en vont, d'autres restent de façon permanente. La seule façon pour nous d'avoir une idée de leur niveau théorique a été une longue discussion à bâtons rompus. Le programme politique et militaire du Front qu'ils doivent assimiler porte sur les points suivants :

1) *Théorie marxiste-léniniste :*

Principes de philosophie marxiste : Politzer ;
Le Manifeste communiste : Marx, Engels, marxisme, Lénine ;
Socialisme utopique, socialisme scientifique : Engels ;
L'Etat et la révolution : Lénine ;
Les Origines de la famille, de l'Etat et de la propriété : Engels ;
Principes du léninisme : Staline.

2) *Nature de l'époque :*

L'impérialisme ;
Révolution et contre-révolution ;
Mouvements de libération nationale et néocolonialisme ;
Camp socialiste et tiers-monde ;
Révolution en Chine, Corée, au Vietnam, à Cuba ;
Le mouvement ouvrier en Europe ;
Le mouvement de libération national arabe ;
La classe ouvrière dans le monde arabe ;
Unité arabe et perspectives socialistes.

3) *Problèmes politiques :*

Le mouvement sioniste ;
Israël et sa nature ;
Impérialisme et réaction arabe ;
Stratégie de la guerre de libération populaire ;
Nature des régimes en Jordanie, Syrie, Irak, Egypte, au Liban ;
Problème palestinien et monde arabe.

4) *F.P.L.P. :*

Naissance et évolution du mouvement, etc.

Enfin, les cadres, pour terminer leur séminaire, doivent présenter un bref rapport sur des sujets divers tels que : analyse sociale d'un village jordanien ; étude sur une entreprise ouvrière ; rapport sur une base.

Le programme comprend un entraînement physique quotidien, du *close-combat,* des marches de jour et de nuit. Des cours de stratégie et de tactique de la guérilla. L'étude des chapitres jugés les plus significatifs de Clausewitz et de Giap. Utilisation des armes lourdes et légères, avec du matériel soviétique, américain et israélien, afin de connaître les armes les plus communément rencontrées au Proche-Orient. Spécialisation en mines et explosifs, T.S.F., topographie, camouflage, etc. Plusieurs cours portent sur l'armée israélienne et ses méthodes.

Des cours du soir, non obligatoires, ont été créés pour ceux qui veulent accroître leurs connaissances en mathématiques et en géographie. Le statut

juridique de la résistance (accords de Genève, etc.) est expliqué et un effort spécial est porté sur l'importance du secret, le fait de ne pas savoir le conserver étant considéré au camp comme une des faiblesses de la société arabe dans le cadre de la guérilla.

Nous sommes près d'une soixantaine, dont deux militantes, assis sous le couvert de quelques arbres. Chacun parle à son tour et répond aux questions, tandis que les autres écoutent attentivement. L'âge moyen est de vingt-cinq ans. La proportion d'ouvriers et de paysans pauvres ou sans terre est d'environ un tiers. La moitié sont des intellectuels ou semi-intellectuels, instituteurs et étudiants. Les autres sont des employés, des artisans ou de petits commerçants. Les trois quarts sont palestiniens, les autres irakiens, syriens et libanais.

"Quel a été mon itinéraire ? J'ai trente-six ans et je suis fils de petits paysans propriétaires.

J'ai rejoint le mouvement nationaliste arabe dès 1954. C'était à l'époque, pour moi, le seul mouvement qui parlait de reprendre la Palestine et qui parlait de l'unité arabe. Le colonialisme britannique avait encore des bases en Jordanie. En même temps, nous luttions contre les régimes jordanien et irakien qui étaient des obstacles à l'unité et dont les intérêts profonds étaient liés à l'impérialisme. Le contenu social de la lutte ne s'est pas cristallisé dans le mouvement avant 1961. C'était une lutte nationale, anticoloniale. Mais, en 1962, notre mouvement a tenu un important congrès. Durant ce congrès, le mot d'ordre de socialisme a été adopté car l'éclatement de l'union entre l'Egypte et la Syrie a radicalisé notre mouvement. Après 1962, le concept de lutte de classes a été peu à peu intégré dans le mouvement avec des résistances, des hésitations, mais ça a fini par s'imposer.

Personnellement, j'ai toujours milité en Jordanie et j'ai été arrêté six fois entre 1955 et 1966. Chaque fois pour plusieurs mois. J'ai été nassérien, comme beaucoup de gens, car Nasser était le dirigeant arabe qui avait fait 1956, 1961 et qui parlait de l'unité. Il a été un espoir pour les masses arabes et, à un moment, il a redonné une dignité aux masses arabes.

La défaite de 1967 a été un choc utile. L'opinion publique arabe croyait que les armées arabes étaient capables de vaincre et qu'il n'y avait qu'à s'en remettre à elles. La défaite a montré à pas mal de gens la nature de

classe des régimes arabes, basés sur le mensonge politique, méfiants vis-à-vis des masses. Ici, en Jordanie, le mouvement progressiste a été durant vingt ans réprimé et écrasé. Nous avons un vieux contentieux avec le régime. La défaite a montré aussi la division des armées arabes. Enfin, sur le plan culturel, la pensée confuse, non scientifique, qui s'est exprimée du côté arabe, a donné la mesure de notre sous-développement. On n'a même pas pu définir la nature et les caractéristiques de l'ennemi.

L'armée israélienne, par exemple, est une très bonne armée, bien entraînée, et qui lutte avec conviction. Croire que les Israéliens sont des lâches est non scientifique. Cette guerre n'est pas une guerre chevaleresque, c'est une guerre moderne : c'est important de comprendre ça."

"Pourquoi je suis membre du F.P.L.P. ? Pas pour les mêmes raisons que le camarade qui vient de parler. Moi, j'ai vingt-trois ans et je n'ai jamais été membre du mouvement nationaliste arabe. J'ai rejoint le Front en 1969 parce que c'est une organisation révolutionnaire, marxiste-léniniste, et moi je suis ouvrier.

Qu'est-ce que la lutte des classes ? Y'en a partout. Le marxisme-léninisme est la méthode révolutionnaire qui permet de trouver le chemin de la libération politique et économique. Les luttes palestiniennes dans les années trente ont été freinées par nos féodaux qui étaient des incapables. Qui aujourd'hui porte les armes ? Le peuple. C'est pourquoi il est nécessaire d'avoir une direction marxiste-léniniste."

"Est-ce que c'est Israël ou le sous-développement le plus grave problème des sociétés arabes ? A mon avis, c'est le sous-développement car Israël n'en est qu'un des résultats."

"Qu'est-ce qui caractérise les sociétés arabes aujourd'hui ? L'ignorance, l'analphabétisme, le retard. Nos régimes utilisent l'Islam comme un frein. Nos bourgeoisies sont non productives. Qu'est-ce que le sionisme ? C'est l'idée de créer un foyer national juif sur la terre occupée il y a deux mille ans par leurs ancêtres, à cause de l'antisémitisme européen."

"Qu'est-ce que je pense de l'Irak ? Ce n'est pas un régime marxiste-léniniste. Ils viennent d'accorder l'autonomie aux Kurdes, ce qui est juste. C'est tout."

"Que touchent les militants du Front ? Ça dépend. C'est selon leurs besoins familiaux, pas selon les fonctions. Le salaire minimum est de cinq dinars (un dinar égale trois dollars environ) *par mois. Ça, c'est pour un*

célibataire. Ici, le salaire le plus important c'est trente-huit dinars pour un cadre marié, père de quatre enfants, qui a ses parents à charge et qui doit payer un loyer."

En général, les fedayin du Front populaire de libération disent avoir rejoint l'organisation parce qu'elle est révolutionnaire. Les réponses, dans trois bases que nous avons visitées, sont à peu près similaires : le mouvement veut s'appuyer sur les paysans, les ouvriers et collabore avec la petite bourgeoisie. Il lutte contre le sionisme, l'impérialisme et la réaction arabe. Les définitions données de ces termes sont généralement claires. L'impérialisme est considéré comme l'ennemi global, le sionisme et Israël comme l'ennemi direct, et la réaction arabe comme l'ennemi susceptible de frapper le premier coup pour liquider la résistance palestinienne.

Au F.P.L.P., les critiques vis-à-vis des autres mouvements de résistance ne manquent pas. Le Fath est accusé d'être un mouvement à direction "bourgeoise" ne voulant pas lutter contre l'impérialisme, conservateur sur le plan social, ne souhaitant pas renverser le régime arabe en place. Un mouvement strictement nationaliste recevant, entre autres, une aide importante des Etats pétroliers (le F.P.L.P. reçoit une aide de l'Irak). Quant au Front démocratique, on lui reproche de condamner en bloc la petite bourgeoisie en oubliant *"qu'ils sont aussi des petits-bourgeois",* de prétendre que la classe ouvrière arabe est inapte à conduire la révolution parce que c'est un *lumpenproletariat,* de considérer la nature de l'époque comme étant impérialiste et non comme celle de la transition du capitalisme au socialisme. On reproche également au Front démocratique d'avoir adhéré à l'O.L.P. et au C.L.A.P. après avoir critiqué ces organismes.

Aucun des régimes arabes n'est considéré par les fedayin du F.P.L.P. comme étant "socialiste", sinon de façon verbale ; mais une distinction est faite entre régimes réactionnaires et régimes nationaux.

Les bases sont composées de quinze à vingt-cinq fedayin dont le programme quotidien, en dehors des patrouilles et des opérations éventuelles, est le même : une heure de conférence politique, une heure de lecture (ou d'alphabétisation pour ceux qui en ont besoin), une heure consacrée à l'autocritique et à la critique de la journée précédente, une heure de culture physique. Les opérations de commandos menées par la résistance en général sont considérées comme gonflées dans les communiqués et souvent mal préparées, tout en étant revendiquées par

plusieurs mouvements à la fois. Le F.P.L.P. estime être une des rares organisations où les responsables participent aux opérations.

A titre d'exemple, la base de X..., près du Jourdain, est composée comme suit : sur vingt-trois fedayin, seize Palestiniens, trois Irakiens, deux Syriens ; deux sont du Koweït. Ils sont en majorité fils de petits paysans, de petits commerçants, mais deux d'entre eux appartiennent à des familles de fonctionnaires et de sous-officiers, et cinq sont venus des camps de réfugiés.

Parmi eux, aucun analphabète : deux des fedayin y ont appris à lire et à écrire, cinq ont terminé l'école primaire, quatre l'école complémentaire, dix l'école secondaire ; deux ont été à l'université. Les salaires varient de cinq à vingt-trois dinars par mois selon les conditions familiales.

S'il se trouve toujours quelques cadres athées qui professent le matérialisme de façon tranchée, dans leur majorité, les combattants du F.P.L.P. restent fidèles à la religion, même si les pratiques sont quelque peu négligées. Comme toutes les autres grandes organisations, le Front possède une section féminine où le niveau des cadres est bon, mais dont les rapports avec la population féminine des camps et des villages sont difficiles tant est grand le décalage entre cette mince couche de jeunes filles et de femmes aux idées révolutionnaires et la mentalité des femmes appartenant aux masses populaires.

Toutes les bases s'efforcent, depuis la fin de l'année dernière surtout, de nouer des relations avec la population. Les contacts sont d'abord provoqués, comme dans les autres organisations de résistance, à travers une aide médicale apportée aux populations. Depuis quelques mois, le F.P.L.P. envoie des groupes de fedayin travailler avec les paysans et constitue, chaque fois que les relations le permettent, des organisations populaires — ou milices — parfois armées qui permettent de resserrer les liens avec la population et le recrutement de nouveaux fedayin. Des grèves sont organisées quand les circonstances s'y prêtent et, à plusieurs reprises, des organisations populaires ont pu obtenir des augmentations de salaire, soit dans des usines, soit dans des entreprises agricoles employant une main-d'œuvre salariée. Nulle part cependant n'a pu encore être mis sur pied un syndicat agricole. Jusqu'à présent, c'est dans certaines villes et régions industrielles que le mouvement est le mieux parvenu à s'implanter. A Zarka, par exemple, ville de quarante mille habitants avec une importante proportion d'ouvriers (usines de phosphate, de textiles, raffineries de

pétrole, etc.), et où la population est surtout composée de Palestiniens, le F.P.L.P. a constitué une section ouvrière, une milice, une organisation étudiante et une section féminine. Si l'agitation dans les usines a permis, durant la crise de février, d'organiser la grève, les miliciens n'ont pu encore créer de syndicat ouvrier.

"Un seul hectare de réforme agraire ça ne fait pas beaucoup, mais c'est toujours un début", dit le responsable de la base du F.P.L.P. en montrant un champ de tomates et d'oignons.

Nous sommes dans la région de Ghor, une rivière arrose une plaine étroite et de longues fleurs lilas poussent le long de ses rives. La vallée est cultivée, mais le vert meurt au pied des collines ocre rongées par l'érosion. Nous sommes à deux ou trois kilomètres du Jourdain.

Cette base du Front populaire a réalisé une expérience pilote extrêmement limitée mais qui, sans doute, est la première en Jordanie. La proximité du Jourdain et les bombardements sporadiques font que les champs les plus proches de la frontière ne sont pas toujours cultivés. Un gros propriétaire, toujours absent, avait une parcelle de dix *dounams* (un hectare) en friche : les fedayin le mirent en demeure d'accepter que les paysans, avec l'aide et la protection de quelques fedayin, cultivent sa terre — en lui donnant une petite partie de la récolte. Cela se passait au début de l'année ; quelques semaines plus tard, le propriétaire leur faisait don de sa terre. Il ne revint jamais plus.

Un comité de paysans a été alors formé, composé de trois membres, des paysans appartenant à l'organisation populaire du Front auxquels ont été adjoints deux fedayin. Chaque décade, il y a une réunion du comité, en présence du responsable de la base, où sont discutés les problèmes du travail. Une vingtaine de paysans viennent après leur travail participer à la culture du champ et toucheront leur part de récolte au prorata du travail fourni. Le produit de la récolte ira également au Front et aux membres du comité.

Ce n'est qu'une expérience modeste, mais elle est destinée à montrer aux paysans de la région qu'on peut passer de l'agitation politique à des mesures concrètes en leur faveur. Le village le plus proche compte près de mille cinq cents habitants, et la majorité des terres appartiennent à quatre familles, dont celle du cheik des Achaïrs. Il y a cent familles de paysans sans terre, alors que ces propriétaires ont chacun plus de trois mille *dounams* (trois cents hectares). Seule la famille du cheik n'est pas

absentéiste. Le but du F.P.L.P., localement, est de parvenir à constituer un syndicat de paysans pauvres et d'ouvriers agricoles afin de défendre leurs intérêts tout en essayant de leur donner une conscience de classe. Le Front estime que, dans la région de Ghor, les contradictions entre les "féodaux" et les commerçants d'une part et les paysans sans terre ou pauvres d'autre part sont suffisamment aiguës pour qu'un syndicat soulevant les problèmes de salaire, de travail et de commercialisation, puisse remplir une fonction politique plus efficace que l'agitation verbale.

Une des difficultés majeures, née peut-être de l'absence de traditions, semble bien être le peu de capacité de passer de l'agitation politique à la structuration d'organisations insérées dans la vie quotidienne des masses. Mais cette faiblesse n'est pas l'apanage du Front populaire.

J'ai évoqué certains de ces problèmes avec Georges Habbache, dirigeant du Front populaire de libération de la Palestine. Palestinien, il appartient, on le sait, à la minorité chrétienne. Durant les années 1952-1967, il a connu sous le régime hachémite la clandestinité et la prison, à cause de son activité au sein du Mouvement nationaliste arabe. A la fin de l'été 1967, il créait le Front populaire de libération de la Palestine, tandis que les diverses branches du Mouvement nationaliste arabe, implantées dans la plupart des pays du Proche-Orient, s'organisaient désormais selon les nécessités locales.

Nous recevant dans son bureau, il résume ainsi les positions principales de son organisation :

"Nous luttons contre l'impérialisme, notamment américain, dans la mesure où celui-ci est un frein à tout développement réel pour les sociétés arabes, qui actuellement restent, pour l'essentiel, sous sa dépendance.

Nous luttons contre le sionisme — et donc Israël — , qui est un des alliés de l'impérialisme, et, selon nous, le principal au Proche-Orient, et qui, après avoir usurpé par la force la patrie palestinienne, pratique une politique de discrimination et d'annexion.

Nous luttons contre la réaction arabe — et je m'abstiendrai de dresser la longue liste de noms qu'il faudrait mentionner ici — car les classes dirigeantes de nos pays sont soit liées à l'impérialisme, soit incapables de résoudre les problèmes vitaux de nos sociétés.

— Ne craignez-vous pas que certains de vos actes tels que les détournements d'avions ne nuisent à votre cause dans l'opinion mondiale ?

— En ce qui concerne nos détournements d'avions, excepté celui de Zurich qui a fait deux victimes (des nôtres d'ailleurs), nous avons toujours porté la plus grande attention à la sécurité des passagers. Aucun Occidental n'a été touché d'aucune façon. En d'autres termes, nos opérations ont été faites sans bavures, et dans l'ensemble elles attestent d'un niveau organisationnel honorable. Les lois internationales sont évidemment violées, mais il s'agit d'avions israéliens ou de compagnies ayant des liens particuliers avec Israël ou bien d'alliés notoires d'Israël. Où étaient les lois internationales en 1949, par exemple, lorsque Israël a tout bonnement refusé le retour des réfugiés palestiniens chez eux ? Et, pour remonter plus loin, où est la loi internationale qui permet à un peuple — ou plutôt à une minorité d'un peuple — de revenir s'installer sur un territoire qu'il n'occupe plus depuis deux mille ans ? Quelle est la loi internationale qui stipule qu'un peuple doit vivre sans patrie durant plus de vingt ans, sous des tentes, parce que la terre qu'il occupait depuis des siècles a été ravie par d'autres ?

S'ils ont déplu ou choqué en Occident, les détournements d'avions ont été populaires chez les Palestiniens et les masses arabes en général, et cela, pour nous, a de l'importance. La lutte n'est pas strictement militaire, loin de là, elle est aussi psychologique, et nous devons hausser le moral des masses tout en rendant les Israéliens inquiets.

— La scission avec Nayef Hawatmeh n'a-t-elle pas affaibli le Front que vous dirigez ?

— Quand nous avons décidé de changer, de transformer le Front en une organisation marxiste-léniniste, Nayef et son groupe ont dénoncé les raisons que nous avions pour nous transformer, disant que notre mouvement ne parviendrait pas à se transformer et qu'il valait mieux, pour les éléments révolutionnaires, quitter le mouvement en le faisant éclater. Quant à nous, en invoquant l'exemple de Cuba, nous avons dit qu'il était possible d'évoluer.

La scission nous a coûté cher, car nous avons ainsi perdu des gens très bien formés, des cadres de valeur. Mais, sans eux, on a pu tout de même se transformer. Avec eux, s'ils étaient restés, on aurait pu faire mieux. Ils étaient un peu infantiles, un peu gauchistes mais, s'ils étaient restés, on aurait pu aller plus vite. En bref, quels étaient nos points de divergence ? Le désaccord portait essentiellement sur le rôle de la petite bourgeoisie dans la lutte de libération nationale ; les relations du Front avec les autres

mouvements de résistance ; les relations avec les régimes arabes nationaux ; la question de savoir comment bâtir une organisation marxiste-léniniste et interpréter le "centralisme démocratique" ; l'évolution de la résistance palestinienne et l'évaluation du F.P.L.P. et du M.N.A.

Sur chacun de ces points, ils adoptaient la position la plus intransigeante. Je dois dire, sans malveillance, que depuis qu'ils se sont constitués en mouvement, devant la pression des réalités, ils ont dû, de-ci, de-là, en rabattre. (Ils sont rentrés à l'O.L.P., au C.L.A.P., etc.). Ils se sont rendu compte qu'on ne peut pas faire de stratégie sans tactique.

— Quel serait, dans votre conception, le statut politique de l'Etat palestinien ?

— La nature du futur Etat palestinien ne me paraît pas urgente à définir. Disons que, pour nous, au terme d'une guerre longue, le mouvement révolutionnaire arabe libérera la Palestine, qui redeviendra arabe. Il y aura une solution démocratique pour le peuple juif en Palestine. Mais la Palestine ne sera pas une mosaïque de nationalités. Tout citoyen, quelle que soit son origine ethnique ou confessionnelle, jouira pleinement de ses droits démocratiques.

Mais, actuellement, nous avons des problèmes plus urgents à résoudre, car les difficultés à l'étape actuelle ne manquent pas."

Les espoirs placés à l'extrême gauche dans la résistance palestinienne pour une modification des structures sociales au Proche-Orient restent incertains : aucune plate-forme solide n'a encore été jetée pour une révolution socialiste, malgré quelques efforts. Par contre, à la suite de la défaite, des régimes nouveaux plus nationalistes que les précédents sont apparus en Irak (1968), au Soudan et en Libye (1969) ; d'autres, notoirement conservateurs, ont été affaiblis comme en Jordanie. Peut-être la résistance palestinienne apparaîtra-t-elle comme un catalyseur ayant contribué non à bouleverser les rapports sociaux du Proche-Orient, mais, comme le dernier chaînon d'un processus commencé en 1952 en Egypte, à permettre à la petite bourgeoisie nationaliste arabe de se renforcer partout ou presque en tant que classe dirigeante. Un nationalisme verbalement révolutionnariste, basé sur des rapports sociaux empreints de conservatisme, continue de caractériser les régimes petits-bourgeois du Proche-Orient et, pour l'instant, on conçoit mal qu'ils puissent être débordés sur leur gauche grâce à l'influence des groupes les plus radicaux de la résistance palestinienne. En définitive, dans l'écrasante majorité des

pays arabes, la résistance palestinienne n'est tolérée que comme le défouloir émotif des masses déçues par les défaites et insatisfaites dans leurs besoins sociaux. Néanmoins le rapport de forces entre la résistance et les régimes en place pourrait se modifier à plus long terme si le conflit avec Israël devait se prolonger indéfiniment.

Or, sur le plan strictement militaire, la résistance palestinienne demeure très vulnérable. L'inflation verbale, çà et là, en donne une image déformante tandis qu'elle est, pour l'instant, bien en deçà de ce que furent, par exemple, les forces kurdes au nord de l'Irak. Mais elle pose un problème politique, celui d'environ deux millions de Palestiniens de part et d'autre du Jourdain. On peut de plus en plus difficilement escamoter ce fait national. Car il existe aujourd'hui, qu'on l'admette ou non, un fait national palestinien comme il existe, qu'on le veuille ou non, un fait national israélien. Le problème majeur de la résistance palestinienne, dans son ensemble, à court et à moyen termes, est moins de définir les formes du futur "Etat démocratique" que de n'être pas sacrifiée par les régimes arabes dans le cadre d'un règlement éventuel. Pour les groupes radicaux au sein de cette résistance, dans le cas où un compromis serait un jour élaboré autour du fait national palestinien, le problème serait d'éviter la liquidation physique.

On pourrait avec raison douter de l'avenir de la résistance palestinienne si le gouvernement israélien était prêt à faire les concessions nécessaires demandées par la R.A.U. pour arriver à un règlement pacifique. Mais il est douteux que l'actuel gouvernement de Jérusalem, avec la coalition qui le compose, puisse y consentir. La résistance trouvera ainsi le temps de se renforcer.

Sur le plan militaire, la supériorité d'Israël est éclatante et n'est pas, dans un délai concevable, réversible. Israël ne peut pas être vaincu par la guérilla — et encore moins par des opérations de commandos — et ne peut être battu par les armées arabes classiques, dans la mesure où une guerre classique, dans le monde moderne, exige de la part de ceux qui la font un certain type de rapports avec le temps et le travail, une rationalité qui n'est donnée que par l'industrialisation (Japon) ou par une idéologie révolutionnaire modifiant radicalement les structures traditionnelles et créant d'autres attitudes (Chine, Nord-Vietnam, Corée du Nord).

Forte de cette supériorité, la coalition qui compose le gouvernement israélien n'est nullement pressée de faire la paix ; ce fait est devenu plus clair aux yeux d'une partie de l'opinion publique internationale et, dans une

moindre mesure, de l'opinion publique israélienne depuis l'affaire Goldmann. Toute la propagande israélienne, tant intérieure qu'internationale, consiste à répéter que le président Nasser ne veut pas vraiment la paix, alors que celui-ci, dans ses déclarations publiques comme dans ses contacts privés (notamment, selon des sources généralement bien informées, durant sa rencontre avec M. Sisco), s'efforce de manifester le contraire. Le régime nassérien, qui s'est renforcé depuis dix-huit mois, aspire à regagner par la voie diplomatique le Sinaï, qu'il ne saurait reconquérir militairement, tout en mettant un terme à une guerre d'usure qui lui est préjudiciable sur les plans économique et politique. En outre, le prolongement de la guerre entraînera l'extension de la présence soviétique, ce qui ne peut qu'inquiéter le président Nasser, soucieux de renouer le dialogue avec les Etats-Unis tout en ne ternissant pas trop son prestige aux yeux des masses arabes.

Les exigences de la coalition gouvernementale dirigée par Golda Meir n'ont cessé d'augmenter au cours des années pour garantir des "frontières de sécurité". L'intransigeance israélienne a, sciemment ou non, laissé se développer une dynamique implicite de l'annexion. Faut-il rappeler que M. Sisco, lors de sa visite en Israël en avril dernier, a demandé aux autorités israéliennes de proclamer clairement leur intention d'évacuer les territoires occupés. Si l'idée de l'annexion a gagné du terrain auprès de l'opinion publique israélienne (33 % pour en 1967, 70 % pour en 1970), l'important est que, dans le cadre de la coalition gouvernementale, le minimum que l'on entend annexer n'a cessé de s'accroître et de rallier les diverses formations politiques qui la composent : les hauteurs de Golan, Charm el-Cheikh, la bande de Gaza ; quant à la Cisjordanie, elle devrait non seulement être démilitarisée, mais il serait souhaitable que des forces militaires israéliennes puissent en avoir le contrôle stratégique. L'actuelle coalition gouvernementale n'est pas un gouvernement de paix, celle-ci ne se fera pas avant son éclatement. Aussi les perspectives de paix sont-elles éloignées.

Certes, après l'affaire Goldmann, pour la première fois une opposition nouvelle — dont le Siah, la nouvelle gauche — a fait son apparition et a manifesté son hostilité à l'intransigeance du gouvernement, en s'élevant contre l'installation de familles juives à Hébron et contre la juridiction des "arrestations préventives" dont sont victimes les Palestiniens. Pour la première fois en Israël, une fraction relativement réduite mais non négligeable, et qu'on ne peut pas accuser de trahison (comme on le fait pour

le Matzpen), a publiquement posé la question : le gouvernement veut-il vraiment la paix et, si oui, fait-il tout pour y parvenir ? Mais l'annonce par le gouvernement israélien de la présence de pilotes soviétiques en R.A.U. a, en partie, réduit l'audience de ces courants en resserrant l'union sacrée des masses israéliennes. Cela n'empêche pas d'éminentes personnalités de repousser toute idée d'annexion, l'Etat d'Israël cessant dans cette éventualité soit d'être un Etat juif, soit d'être un Etat démocratique (avec 37 % d'Arabes). Mais, pour l'instant, tout tend à donner la victoire aux forces chauvines et, par conséquent, plus ou moins annexionnistes. Avec un autre gouvernement, cependant, cette dynamique ne serait pas irréversible.

L'intransigeance israélienne n'a pas que des atouts. Sur le front du canal de Suez, les pertes, qui étaient en mars dernier de neuf morts — et la moyenne était en dessous de dix depuis une année — , ont atteint le chiffre de vingt-sept en avril et celui de cinquante-neuf en mai, ce qui est très lourd. Le service militaire est de trois ans et les périodes sont passées de six à neuf semaines entre vingt-deux et quarante-cinq ans, tandis que l'âge des réservistes est monté de quarante-neuf à cinquante-cinq ans. La balance commerciale d'Israël a accusé au cours du premier quart de l'année un déficit considérable, selon la Banque d'Israël. Ce déficit a été, de janvier à avril, de 204 millions de dollars, contre 130 millions l'année dernière, tandis que les importations augmentaient de 21 %. La part du budget de la défense dans le produit national brut est passée de 9,4 % en 1966-1967 à 20,8 % actuellement.

Cependant, le produit national brut est monté de 3,86 milliards de dollars en 1967 à 5,4 milliards en 1970, et, entre-temps, cent mille émigrants se sont installés en Israël. La cohésion nationale y demeure solide, et c'est avec une relative sérénité que le gouvernement israélien attend des Etats-Unis, inquiets de la présence croissante de l'Union soviétique en R.A.U., qu'ils lui accordent un soutien moins mesuré.

En effet, dans la conjoncture globale du Proche-Orient, l'attitude des Etats-Unis sera déterminante. Peu avant la visite de M. Sisco, le général Dayan avait rappelé que les Américains n'avaient jamais encouragé les Israéliens à conserver leurs lignes sur le canal de Suez. Certes, d'une façon générale, le gouvernement américain, quel qu'il soit, fera tout pour assurer la sécurité d'Israël si celle-ci venait à être véritablement menacée. Mais ce n'est pas le cas ; aussi les Américains peuvent-ils actuellement refuser de livrer des avions Phantom et Skyhawk afin de montrer aux Etats arabes

qu'ils ne sont pas inconditionnellement aux côtés d'Israël. Conscients depuis l'automne 1969 que leurs positions dans le monde arabe se détériorent (élimination de la monarchie en Libye, etc.), les Etats-Unis veulent aussi montrer au gouvernement israélien que l'appétit croissant de l'Etat hébreu pour annexer des territoires ne recevrait pas le soutien des Etats-Unis.

De nombreux observateurs ont pensé ou continuent de penser que les Etats-Unis pourraient obliger le gouvernement israélien à se retirer des territoires occupés. Mais, si la politique américaine peut se permettre de marquer une certaine réticence vis-à-vis des positions défendues par le gouvernement israélien, elle a peu d'intérêt à prolonger cette attitude si elle n'en tire par ailleurs aucun bénéfice. D'autant plus que toute politique qui paraîtrait trop sévère à l'égard d'Israël rencontrerait une importante opposition de l'opinion publique américaine — et non seulement juive. Ajoutons que, comparée à l'influence de la communauté juive américaine, celle des pétroliers est réduite.

Continuer de refuser de livrer les Phantom n'a de sens que si les Soviétiques et les Etats arabes acceptent les positions américaines pour un règlement politique. Aussi, depuis une année, les Etats-Unis essaient-ils d'utiliser la médiation soviétique pour arracher des concessions à la R.A.U., tandis que l'Union soviétique pressait les Etats-Unis de persuader Israël de se retirer des territoires occupés.

Les intérêts américains au Proche-Orient sont multiples. Idéalement, les Etats-Unis souhaiteraient maintenir de bonnes relations avec Israël et les Etats arabes, conserver le contrôle des sources de pétrole et voir diminuer l'influence soviétique dans la région. Mais il est difficile de tout concilier. Les Etats-Unis sont placés devant un choix : inquiets devant la progressive détérioration politique au Proche-Orient (installation de régimes progressistes en Libye et au Soudan, crises en Jordanie et au Liban, etc.) et conscients qu'une dégradation plus grande pouvant atteindre l'Arabie Saoudite peut intervenir au cours des années à venir si le conflit se poursuit, ils peuvent presser le gouvernement israélien de retirer ses troupes de la majeure partie des territoires occupés en échange d'un statut juridique garanti ; ou bien, considérant Israël comme le seul allié sûr, tenant compte de la pression de l'opinion publique américaine et considérant la présence soviétique comme sérieuse, voire excessive, ils peuvent estimer que, dans leur compétition avec l'U.R.S.S., il est nécessaire de durcir leur position

afin d'obliger les parties adverses à davantage de concessions. Il est possible que les Etats-Unis essaient de mener simultanément les deux politiques, dans la mesure où il leur est difficile de mener l'une ou l'autre de façon tranchée. Mais leur logique interne aurait tendance à les pousser vers la seconde solution. Aussi les perspectives d'un règlement pacifique au Proche-Orient dans les mois — et probablement les années — à venir sont-elles hypothétiques. Cet état de choses profite, pour des raisons opposées, au gouvernement israélien et à la résistance palestinienne.

1972 : LES PALESTINIENS DANS L'IMPASSE

Nul doute que si le commando de "Septembre noir" avait à Munich conservé ses otages quelques heures — le temps d'obtenir du gouvernement fédéral le droit, face à la presse et aux télévisions mondiales, d'expliquer, en quelques minutes, le problème palestinien — il eût, en relâchant sans conditions ses otages israéliens, autrement servi la cause du peuple palestinien dans le monde.

Mais sans doute aurait-il fallu pour cela un autre niveau politique que celui de "Septembre noir" — qui reflète assez bien, à en juger par ses déclarations, le niveau général de la majeure partie du mouvement national palestinien. Il aurait fallu savoir tout d'abord, comme l'ont déjà fait remarquer certains observateurs, que l'Allemagne fédérale, pour des raisons historiques, est le dernier pays où il est possible d'exercer, publiquement, un chantage dont sont victimes des Israéliens (ou des juifs). Ensuite, il fallait compter avec le fait que le gouvernement israélien n'accepterait pas de négocier. En ce sens, le gouvernement de Golda Meir porte aussi la responsabilité de la mort des otages israéliens. Lorsque les tractations autour de l'enlèvement de Munich seront éclaircies, il sera sans doute possible d'établir les responsabilités d'autres Etats, y compris arabes. Mais la raison d'Etat étant une donnée intangible, force est de reconnaître que le gouvernement israélien ne pouvait pas céder ; qu'il était difficile à un gouvernement arabe de se prêter à une tractation revenant à libérer sans conditions les otages israéliens. Quant au chancelier Brandt, gageons qu'il a dû se sentir floué par l'intransigeance israélienne, le refus d'être impliqués des Etats arabes et peut-être par d'autres faits que nous ignorons. Les otages israéliens et les membres des commandos palestiniens sont morts par raison d'Etat(s) et ceci implique qu'on ait, en tant qu'acteur ou observateur, l'honnêteté et la lucidité de n'y point mêler un moralisme de surcroît à sens unique.

"Les terroristes arabes ont démontré leur inhumanité et ils portent atteinte à tous les espoirs de paix. La responsabilité du massacre de Munich repose sur les terroristes et sur les pays arabes qui leur donnent asile et assistance. Ce qui s'est passé à Munich restera comme une tache noire sur l'histoire de l'humanité."

Ces quelques lignes, extraites de la résolution adoptée à l'unanimité par la Knesset le 12 septembre 1972, peuvent, à bon droit, étonner : en effet, les terroristes palestiniens (et non arabes) ont-ils tiré les premiers et avaient-ils pour objectif la liquidation physique de leurs otages ? La paix dépend-elle des Palestiniens dont la moitié vivent dans des territoires occupés par les forces armées israéliennes ? Les gouvernements arabes qui ont peu fait pour le peuple palestinien devraient-ils aussi, à l'instar du roi Hussein, liquider physiquement les combattants palestiniens ? Ce qui s'est passé à Munich, où les responsabilités sont largement partagées, est-il plus grave que les représailles israéliennes au Liban[31] et en Syrie ? Surtout, est-ce plus grave que le fond du problème : celui du peuple palestinien pour l'essentiel dépossédé de sa terre, vivant en grande partie dans des camps de réfugiés depuis un quart de siècle et dont on ne reconnaît pas vraiment ni le fait national ni le droit à une patrie ?

Le droit à l'existence d'Israël n'est pas ici en cause. Il serait bon que ce type de faux problème cesse d'être agité (y compris par les Etats arabes, à l'occasion). Compte tenu du rapport des forces régionales et mondiales, l'existence d'Israël est assurée. D'ailleurs ce n'est pas ce qui inquiète les Israéliens. En juin 1967 déjà, le pays n'était pas menacé dans sa survie, ainsi que l'ont confirmé plusieurs généraux israéliens. La confiance de la population en *tsahal,* l'armée israélienne, et en sa supériorité est entière. On peut même ajouter, et ceci est une constatation, que l'attitude israélienne, en général, est vis-à-vis des Arabes (palestiniens ou non) celle de l'arrogance du vainqueur issu d'une société industrialisée, face à des voisins sous-développés. Ce que cherche Israël aujourd'hui, c'est à conserver le maximum possible de territoire, ce qui portera préjudice — une fois encore — au peuple palestinien. Il n'est pas étonnant que des vainqueurs cherchent à profiter de leur victoire (l'Histoire en a vu d'autres), mais on souhaiterait que les vainqueurs, de surcroît, ne cherchent pas à se faire passer globalement pour victimes. C'est pourtant la stratégie politique à usage extérieur d'Israël, véhiculée en Occident par tous ceux qui lui sont favorables et prenant appui à la fois sur les sentiments de solidarité de la

majeure partie de la diaspora juive et la mauvaise conscience des Occidentaux en général pour leur attitude passive à l'égard du génocide des Juifs d'Europe.

Les organisations palestiniennes (il s'agit en fait du F.P.L.P. de G. Habbache et de "Septembre noir", issu du Fath) utilisent le terrorisme, méthode que de nombreux mouvements nationaux ont employée (les organisations juives au temps du Mandat britannique, entre autres). Mais, il faut le constater, ce terrorisme depuis septembre 1970 n'est plus, comme dans les autres mouvements, l'appoint à une action de masse ; il semble être le principal de l'activité militaire de ces organisations. Depuis cette date, ce n'est qu'à partir du Sud-Liban (où il n'y a pas de réfugiés palestiniens pouvant servir de soutien populaire mais des villageois libanais qui ne se sentent pas directement concernés) que la résistance palestinienne pouvait jusqu'en octobre dernier lancer, de temps en temps, des opérations de commandos contre Israël. L'impuissance de la résistance palestinienne sur le terrain ne provient pas seulement de la supériorité militaire israélienne ; elle est aussi la conséquence de la liquidation du gros des forces armées palestiniennes par les troupes hachémites en septembre 1970.

Ce fait nous ramène au problème du niveau politique du gros de la résistance et tout particulièrement du Fath, le plus important des mouvements palestiniens, qui fut incapable de concevoir une stratégie politique cohérente au lendemain de juin 1967. Israël, en effet, ne pouvait pas être vaincu par la guérilla (y compris par la guerre populaire), mais la résistance n'a pas été capable de dépasser le stade des opérations de commandos. Prétendre l'inverse, même à long terme, était démagogique — tout en tablant sur un soutien que les régimes arabes étaient incapables de fournir. Aussi le Fath ne sut pas déterminer que la monarchie hachémite, qui règne sur une population aux deux tiers palestinienne, était l'ennemi *immédiat* du mouvement national palestinien. Dès juin 1970, lorsque le président Nasser renoua les relations avec le roi Hussein (en fonction d'éventuelles négociations avec Israël), celui-ci cessait d'être isolé au sein du Proche-Orient arabe et pouvait envisager la liquidation de la résistance palestinienne. La non-compréhension de ce qu'impliquait cette donnée par le Fath est à l'origine de l'impuissance actuelle des organisations palestiniennes. Quant aux autres mouvements (F.P.L.P., F.D.P.L.P.), ils n'ont pas pu (ou su) peser pour qu'un changement global de stratégie soit entrepris. Il aurait fallu sans doute une vision plus

politique du conflit (c'est-à-dire tenant compte du rapport des forces et des conditions réelles). Il aurait fallu avoir la lucidité de reconnaître qu'Israël ne pouvait pas être battu par la résistance palestinienne, qu'il n'y a pas et ne peut pas y avoir, par conséquent, de solution "juste" au conflit, mais que la liquidation du régime hachémite fournissait une base territoriale à la nation palestinienne. L'inflation verbale n'a pas permis de formuler publiquement cette ligne. L'échec sur le terrain a amené les Palestiniens, à travers le terrorisme, à donner un écho à des commandos qui n'ont plus que des contacts ténus avec leur base (plus des trois quarts de la population palestinienne est sous contrôle israélien ou jordanien).

Enfin, un dernier problème est soulevé, à travers le terrorisme, par les organisations palestiniennes les plus importantes (ceci exclut le F.D.P.L.P. de N. Hawatmeh, mais explique sans doute sa faiblesse numérique), lié lui aussi au niveau politique : c'est leur incompréhension fondamentale de l'Occident. (Or comment convaincre l'opinion publique des pays industriels sans cela ?). La méconnaissance de la mentalité de l'adversaire (ou de l'allié potentiel) est toujours une preuve de faiblesse politique ; c'est un reproche qu'on ne peut adresser à Israël. En effet, les combattants palestiniens (terroristes ou non) luttent, à leurs propres yeux, pour une cause dont la justice est évidente : ils ont été expulsés de leur terre par une immixtion étrangère, et vivent, à cause de cela, en majorité dans des camps. Les données du problème juif en Occident leur sont étrangères et l'appui que reçoit la cause israélienne des gouvernements et des opinions publiques occidentales leur paraît être une duplicité, interprétée comme un "complot" destiné à les maintenir dans leur condition d'humiliés et de dépossédés. Et comme cette vue manichéenne n'est pas entièrement fausse (elle est plutôt faussée), il leur arrive sans doute de penser que le veto américain au projet de résolution du Conseil de Sécurité en septembre dernier, condamnant les représailles israéliennes après Munich, a probablement pour but de gagner au président Nixon une bonne partie de l'électorat juif à l'occasion des élections présidentielles de novembre. Toutes les actions terroristes palestiniennes, extérieures au Proche-Orient, qui visent à combattre les intérêts "impérialo-sionistes" tout en voulant gagner l'approbation de l'opinion, publique des pays occidentaux (et l'incohérence politique s'exprime là encore), se retournent contre la cause qu'elles veulent défendre — au point que les adversaires des Palestiniens n'ont pas de peine à les accabler, en se gardant de rappeler le fond du débat. Auprès de ces

méthodes, la violence d'Etat exercée par Israël lorsqu'elle le juge nécessaire, le caractère techniquement remarquable de ses représailles, le fait de ne frapper qu'après avoir été provoqué (ou du moins de le prétendre lorsque c'est inexact) rencontrent auprès de l'opinion publique occidentale une compréhension d'autant plus immédiate qu'il s'agit d'un Etat moderne aux normes familières. Aussi le fossé ressenti à l'égard de leur cause — souvent mal défendue — s'élargit-il jusqu'à provoquer chez les combattants palestiniens une psychose de l'hostilité extérieure. Dépossédé par Israël, manipulé par les Etats arabes jusqu'en 1967, le mouvement national palestinien a produit des directions qui n'ont pu formuler une stratégie efficace visant à redonner une patrie à un peuple de réfugiés. La droite palestinienne a surestimé la solidarité arabe ; les éléments révolutionnaires (minoritaires) ont trop compté sur d'éventuels bouleversements sociaux à l'échelle du Proche-Orient.

Militairement vaincus en septembre 1970 par le roi Hussein, les combattants palestiniens, qui viennent aussi d'être évincés du Sud du Liban, utilisent le terrorisme à la fois comme recours dernier, comme tribune et comme moyen d'agitation. Il reflète, dans les faits, leur impuissance désespérée. Mais n'ayant pas, en dehors du nationalisme, d'idéologie modernisatrice capable de donner une explication du monde moins sommaire, n'ayant pas de direction capable de formuler une stratégie cohérente, les combattants palestiniens tournent en rond dans un univers dont ils n'ont pas les clefs. Cet état de choses fait craindre qu'ils ne soient pas à même de contribuer à résoudre, même partiellement, le problème national palestinien.

1977 : ÉRYTHRÉE, HAUT MAL DE L'ÉTHIOPIE

Karora. Du côté érythréen de la frontière avec le Soudan, l'entrée en territoire éthiopien ne pose guère de problèmes. Le Front populaire de libération de l'Erythrée, maître de la région, prend en charge le visiteur qui n'a pas même à descendre de sa Land-Rover pour décliner son nom et sa nationalité. Après avoir satisfait, en pleine nuit, à cette formalité, nous avons pu poursuivre sur la piste à 20 km/heure environ et sommes parvenus au matin au cœur de la province du Sahel, à la base arrière du F.P.L.E. Elle est entourée d'un paysage de vallées profondes et de massives chaînes montagneuses, entièrement érodées, ocre sous un ciel bleu, où des pasteurs nomadisent avec leurs dromadaires.

La base, qui s'étend sur une trentaine de kilomètres, comporte différentes sections dispersées et sous abri. Toutes les habitations sont creusées dans la montagne, étayées de pierres, invisibles à plus de cinquante mètres. Un millier de réfugiés environ vivent dans quatre villages reconstitués, dissimulés sous un bois d'eucalyptus. Les maisons souterraines construites par des guérilleros sont propres et garnies de lits en bois. Les adultes comme les enfants y suivent des cours d'alphabétisation, d'histoire et de géographie de l'Erythrée et d'éducation politique. Dans un jardin d'enfants, plusieurs centaines d'orphelins de combattants ou de civils sont divisés en deux classes d'âge. Tout près, dans une école, plusieurs centaines de filles et de garçons de sept à quinze ans suivent des cours des premier, second et troisième degrés en *tigrinya* et en arabe.

Dans une autre vallée, un millier environ de jeunes filles et de jeunes gens forment le *"camp de l'avant-garde"*. Ils sont tous alphabétisés, s'entraînent militairement, reçoivent des cours d'éducation politique et un enseignement général. Ils organisent une petite fête et nous présentent des danses d'origines diverses qui témoignent de la volonté d'intégrer toutes les ethnies de la mosaïque érythréenne. La plupart de ces jeunes ont rejoint le

Front populaire à partir de 1975, date à laquelle l'organisation, créée en 1970 par une scission de gauche du Front de libération de l'Erythrée (F.L.E.), trouva un second souffle. Presque tous ont gagné les maquis après la vague d'atrocités commises par l'armée éthiopienne à la fin de 1974 et au début de 1975 à Asmara et aux environs. Beaucoup l'ont fait à l'insu de leurs parents. Les jeunes filles tant musulmanes que chrétiennes sont très nombreuses, et nous les rencontrerons dans tous les secteurs d'activités. Contrairement à la plupart des mouvements de libération qui n'ont souvent qu'un contingent symbolique de militantes ou "d'héroïnes", le F.P.L.E. compte près d'un tiers de femmes. L'accent est mis, avec insistance, sur l'égalité des sexes et elle paraît assurée dans un climat marqué par un puritanisme qu'adoucit une sorte d'affection fraternelle.

La "base arrière" dispose d'une bibliothèque de cinq mille volumes avec un fichier où l'on trouve tous les classiques de la littérature politique en anglais, en arabe, italien et français, et diverses encyclopédies dont la *Britannica.* Tout près de là, le *"département de l'information"* polycopie quatre revues mensuelles qui sont diffusées à l'intérieur et expédiées à l'étranger. L'un des cinq hôpitaux du Front, qui dispose au total de quatorze médecins, de soixante infirmiers diplômés et de cinq cents auxiliaires médicaux formés par ses soins, se trouve également dans la base.

Des ateliers sont installés dans cette zone. Près d'un demi-millier de guérilleros-ouvriers y travaillent dans des grottes bien aménagées. Une section de métallurgie fabrique toutes sortes de pièces de rechange, tandis qu'une fonderie traite l'aluminium des avions abattus et le cuivre des balles. Même la limaille d'aluminium est recueillie. L'ingéniosité, le souci de ne rien laisser perdre et la volonté d'autosuffisance ont quelque chose de vietnamien. L'arsenal dispose d'un atelier de réparation de crosses, de montage et de révision du matériel récupéré sur l'adversaire : bazookas de 57 et de 81, mortiers de 60 et 75, fusils-mitrailleurs de M-60.

La menuiserie fabrique du mobilier scolaire et même des tables articulées pour interventions chirurgicales. Une section de couture, avec vingt-cinq machines à coudre et cinq surjeteuses, confectionne les uniformes à partir des milliers de mètres de tissu entreposés, tandis que des selliers fabriquent trousses et ceintures. Un autre atelier est spécialisé dans la radio, l'électronique et l'horlogerie ; des dizaines de postes émetteurs, de transistors et de montres sont disposés devant chaque établi. Professionnels

confirmés, ouvriers formés sur le tas au cours des dix-huit derniers mois et apprentis travaillent dix heures par jour.

Les nuits sont froides à Nacfa, en plein centre de la province du Sahel, sur les hauteurs de la chaîne septentrionale. La grotte où nous couchons est remplie de butin de guerre... et de puces. Au matin, le gros bourg, abandonné par sa population depuis le début d'un siège de près de six mois, apparaît dans son creux de vallée, long de trois kilomètres et large de deux, surplombé par deux collines et un mamelon.

Retranchés sur ces hauteurs, les Ethiopiens, au nombre d'un demi-millier, sous le commandement d'un colonel, ont opposé aux soldats du Front une résistance acharnée. Ils se terraient dans des tranchées et des trous individuels. Leurs positions sont tombées, malgré le ravitaillement aérien qui leur était assuré, et des troupes fraîches parachutées en renfort à une trentaine de kilomètres de là ne sont jamais arrivées à Nacfa. Beaucoup de ces parachutistes ont été faits prisonniers. Les lieux de la bataille ont été déblayés, quelques douilles de mitrailleuses et de M-14 traînent dans les tranchées. Dans un coin, une bible en *amharique.* Quelques jours après la bataille décisive du 22 mars, Radio-Bagdad annonçait la prise de Nacfa par le F.L.E., rival du F.P.L.E. que soutient l'Irak. Après plus de trois semaines de silence, le lieutenant-colonel Mengistu Haïlé Mariam, chef de l'Etat éthiopien, devait déclarer, pour sa part, que des tanks soudanais avaient submergé la position.

En une longue file, deux cents prisonniers éthiopiens en uniforme vert olive descendent de la montagne. Ils s'asseoient devant nous, entourés d'une quinzaine de guérilleros armés de Kalachnikov.

En *amharique,* un cadre du Front leur explique que nous tournons un film pour la télévision d'Allemagne fédérale. Mon compagnon dans ce reportage, Gordian Troeller, demande si quelqu'un parle anglais ou français et veut bien répondre à nos questions. Un prisonnier se lève et répond en français : *"Je suis le lieutenant Haïlé Shibeshi, de la base de Debré Zeit, Shoa. J'ai été fait prisonnier le 21 mars à trente kilomètres de Nacfa. On nous avait dit que nous allions combattre des bandits et que nous devions protéger la population. Nous avons découvert qu'il n'y avait dans les villages que des vieillards et des enfants et que les gens étaient contre nous.*

Je ne savais pas que l'Erythrée voulait son indépendance. Nous, on croyait que l'Erythrée appartenait à l'Ethiopie. On nous avait dit que les bandits étaient aidés par les Arabes, qui veulent la mer Rouge, et que c'est

un problème de religion entre eux et nous. Ici, j'ai compris qu'il s'agit de nationalistes. Nous sommes traités correctement et je n'espérais pas ça. Le gouvernement éthiopien ne reconnaît pas l'existence de prisonniers éthiopiens aux mains de l'ennemi. Notre situation est très délicate. Si nous venions à être libérés, je pense que nous serions traduits en cour martiale. "

Quand nous demandons au lieutenant Haïlé Shibeshi, qui est diplômé de Saint-Cyr, si les autres prisonniers partagent son avis, il traduit la question et tout le monde l'approuve. Un de ses camarades se lève : *"Lieutenant Hagos du 15e bataillon : je ne suis pas du tout rassuré. J'ai cinq enfants et je pense qu'on ne peut pas sortir d'Erythrée tant qu'il n'y aura pas des garanties. Nous serons considérés comme des traîtres."* Le caporal Getachew Tassew du 15e bataillon demande la parole : *"Même avec votre témoignage, le gouvernement éthiopien niera tout."*

La Croix-Rouge a été informée de l'existence de ces prisonniers mais n'a pas été autorisée à intervenir par le gouvernement d'Addis-Abeba. Ils demeurent donc à la charge du F.P.L.E. et les nombreux illettrés apprennent à lire et à écrire, tous reçoivent des *"cours d'explication du problème érythréen"*. Les exposés politiques sont faits par des femmes. Nous verrons, plus au sud, un autre camp de deux cents prisonniers. En tout, environ six cents militaires éthiopiens sont aux mains du F.P.L.E. dont l'ancien commandant d'Afabet, le colonel Abara Tabori.

Cette place forte — au sud de la province du Sahel — est, en effet, tombée le 6 avril dernier. C'est en vain qu'une vingtaine de rescapés de Nacfa avaient pu renforcer la garnison. Nous y arrivons trente-six heures après la chute de la bourgade. Quelques cadavres, épars, n'ont pas encore été enterrés, et l'odeur avivée par le soleil de midi est insupportable. Les guérilleros récupèrent du matériel dans les tranchées défoncées et parsemées de lettres, de photos, de livres, de chaussures, de containers vides, de sacs de grains de l'U.S. Aid. Ici et là, un bras ou une jambe jaillissent de la terre bouleversée. Autour des retranchements, on aperçoit des milliers de boîtes de conserve vides que les Ethiopiens disposaient pour déceler l'approche des guérilleros pendant la nuit. Ici, plus de deux cents assiégés ont été tués et cent soixante-dix faits prisonniers. Trois jours plus tard, les Ethiopiens abandonnaient, sans coup férir, Elabaret, poste militaire situé à vingt et un kilomètres de Keren et à soixante kilomètres d'Asmara. Ce départ donnait au F.P.L.E. le contrôle de la route stratégique Asmara-

Keren et la province de Sahel, l'une des neuf du pays, se trouvait entièrement "libérée".

Par une vertigineuse dénivelée, on grimpe de la zone où se rejoignent les provinces de Samhar et de Sahel vers le haut plateau érythréen, en pays Tigrinya. On quitte alors les basses terres, plaines chaudes et humides peuplées de pasteurs semi-nomades, musulmans, pour une zone située au-dessus de deux mille mètres, aux nuits froides, où les habitants, agriculteurs chrétiens en majorité, sont vêtus, comme souvent en Ethiopie, de toges blanches.

Cette région est très peuplée, à la différence de l'autre. De ces communautés où les allégeances tribales et religieuses restent fondamentales, le F.P.L.E. cherche à faire une nation où un projet commun unirait Tigrinyas et Tigrés, Saho et Bilen à quelques minorités. Ensemble, Tigrinyas et Tigrés forment 80 % des Erythréens. Toutefois, les chiffres sont sujets à caution. Les guérilleros assurent que le pays compte trois millions d'habitants, mais les projections établies à partir des recensements britanniques des années cinquante font état d'un chiffre plus proche de deux millions.

Comme dans les pays andins, végétations et climats se superposent. Au-dessus de mille mètres, sur les pentes d'un vert humide, les acacias et les cyprès abondent, dans un paysage aux allures d'Apennins qui séduisit sans doute les colons italiens dont les grandes fermes aux murs ocre et aux persiennes vertes sont aujourd'hui occupées par le F.P.L.E. Plantations de caféiers, champs de maïs, vergers de manguiers, d'orangers et de mandariniers, champs de légumes se succèdent. Les coopératives regroupent quatre mille hectares, dont mille cinq cents sont exploités par près de cinq cents militants ou militantes du Front qui évitent ainsi de dépendre de la population. Le reste a été distribué à des paysans sans terre qui se partagent la production.

Au soir, on aperçoit nettement les lumières du port de Massaoua. Des guérilleros communiquent par *walky-talky.* Tout est calme. Non loin de la ferme, un épais bosquet abrite un atelier de réparation des véhicules du Front. Une cinquantaine de militants, dont sept femmes, remettent en état cinq à six véhicules par jour, de la Land-Rover au camion de trente tonnes, qui relient les faubourgs d'Asmara à la frontière soudanaise en moins de vingt-quatre heures.

L'air est de plus en plus vif. Quand l'aube point, nous sommes à deux mille trois cents mètres d'altitude, à une vingtaine de kilomètres d'Asmara, en plein pays Tigrinya, terre ocre à la végétation rare, collines très douces, champs et terrasses minutieusement cultivés. Chaque village a son église, parfois ronde comme une tour de guet, avec son autel central entouré d'icônes. On y pénètre déchaussé, comme dans une mosquée. Contrairement aux provinces de Sahel ou de Samhar, celle de Hamassien est très densément peuplée.

Sur le haut plateau, les villages ont souvent de trois à cinq mille habitants. Les maisons traditionnelles, à toit plat et en terre battue, se fondent dans le paysage. La cuisine, où l'on fait entrer les invités, est entourée de banquettes de terre. Un triple four où trône le *magogo* pour la cuisson de grandes galettes fait face au *methan,* pierre plate inclinée avec deux déversoirs, l'un pour le liquide et l'autre pour le grain écrasé. Ici, le F.P.L.E. a procédé à des réformes limitées : la terre, traditionnellement bien collectif, était naguère, selon une pratique séculaire, redistribuée tous les trois, cinq ou sept ans dans le cadre de la communauté villageoise ou *shumagalle.* Les familles qui vivent au village depuis très longtemps sont appelées *restenya.* Celles qui y sont arrivées récemment sont les *magalaïailet.* Les deux catégories ont droit à la terre, mais seules les *restenya* ont voix au chapitre dans la gestion des affaires du village.

Le système de rotation des sols étant bloqué depuis près de trois décennies, le nombre des paysans pauvres contraints de quitter le haut plateau en quête de sols moins rares s'était accru. Le F.P.L.E. n'a dépossédé qu'une douzaine de gros propriétaires absentéistes et s'est efforcé, en menant une campagne d'explications et en consultant les intéressés, de redistribuer plus équitablement les terres, à la manière traditionnelle, sans créer trop de conflits. A deux reprises, au moins, les mesures prises ont été trop hâtives et ont nécessité des décisions qui ont rendu le Front prudent. Le responsable du département spécialisé est l'ancien directeur général de l'agriculture à Asmara. Il nous assure que son service vétérinaire a, en un an, vacciné près d'un demi-million de têtes de bétail dans l'ensemble de l'Erythrée.

Ici, les villages sont défendus par une milice armée mixte et sont organisés politiquement en plusieurs cellules d'une quinzaine de membres. Chacun possède trois classes de niveaux différents dispensant un enseignement régulier. La vingtaine d'écoles du Hamassien instruit environ

deux mille élèves. Nous avons assisté à des cours du soir pour adultes, dont un tiers environ de femmes, qui font alterner l'alphabétisation et l'éducation politique. Il y a là beaucoup de paysans qui ont bénéficié de la redistribution des terres. Que pensent ceux auxquels on en a enlevé ? Quelle influence ont-ils dans le village ? Nous ne le saurons pas.

Avec son organisation, sa discipline, sa cohésion idéologique, ses départements d'économie et de commerce, ses ateliers, ses écoles et son système hospitalier, le F.P.L.E. ébauche une structure étatique présente à tous les niveaux. Il contrôle totalement la province de Sahel et exerce une pression considérable sur les provinces du Haut Plateau, dans la région de Keren et de la mer Rouge. Le triangle du pays Keren-Asmara-Massaoua est un de ses points forts — notamment Keren, position stratégique essentielle. L'autre grand mouvement de libération, le F.L.E., contrôle, à l'exception des villes, les provinces de Barka et de Gash et ses unités sont présentes dans toutes les autres, sauf dans le Sahel.

Chacun des deux Fronts aligne de dix mille à douze mille combattants (avec peut-être un léger avantage pour le F.L.E.).

Le nouveau mouvement de Ousmane Sabbeh Saleh — avec lequel le F.P.L.E. a rompu en 1976 — (Front de libération de l'Erythrée, Forces populaires de libération) n'est encore présent qu'aux abords de la frontière soudanaise, dans le nord de la province de Barka. C'est là qu'il a tenu son premier congrès en mars 1977 ; les effectifs de ce Front ne dépassent pas deux mille hommes, recrutés parmi les réfugiés érythréens au Soudan, qui sont officiellement au nombre de cent mille, mais plus vraisemblablement cent cinquante mille. Puissamment soutenu sur le plan financier par la Libye et l'Arabie Saoudite, ce mouvement peut se développer et fera sans doute alliance avec le F.L.E. de A. Nasser et I. Totil. Par contre, le F.P.L.E. de I. Afe-Werki et R. Mohammed Nur, qui a tenu son congrès en janvier 1977, préconise la création d'un Front uni où chaque organisation conserverait son autonomie. Il refuse la fusion proposée par le F.L.E.

Le problème de l'unification du mouvement nationaliste domine les débats internes au F.P.L.E. Le voici posé, une fois de plus, dans une réunion d'un millier de paysans représentant vingt-cinq villages à laquelle nous assistons en pleine forêt. Les délégués présentent les "points négatifs" que le comité de conciliation, élu par les populations il y a quinze mois, a assuré avoir relevés dans les pratiques du F.L.E. : divisions sur des bases tribales et religieuses, importance des notables traditionnels, jeux d'influence, taxation

abusive de paysans, etc. L'assemblée compte plus d'une centaine de femmes, et les paysans, drapés dans leur toge blanche, haranguent tour à tour l'auditoire comme des orateurs antiques.

Certains se plaignent d'avoir été battus par des militants du F.L.E. qui s'efforceraient de démanteler l'infrastructure clandestine du F.P.L.E. dans les villages : *"Je suis pour l'unité,* dit un vieillard, *mais pas à n'importe quel prix. Les paysans ne doivent pas être déçus dans cette lutte. Il faut que l'unité comme l'indépendance profitent au peuple."* Une jeune fille, le fusil à la main, se lève : *"Il n'y a pas si longtemps, nous autres filles, nous n'avions pas le droit de parler, pas seulement dans une réunion comme celle-ci, mais même à la maison. Grâce au F.P.L.E., maintenant nous le pouvons. Nous ne voulons pas d'un mouvement qui remette en cause cette égalité.*" Puis c'est le tour d'un vieux prêtre : *"Debout ! Soutenons ceux qui nous représentent, ces jeunes qui, s'ils l'avaient voulu, auraient pu vivre une vie plus confortable et qui acceptent de mourir pour nous. Ne craignez rien, ils ne peuvent pas nous tuer tous, et on ne meurt pas deux fois.*" Après une demi-journée de discussions, la réunion se disperse, et de longues files de villageois et de villageoises s'étirent sur les sentiers.

Sur le chemin du retour, nous rencontrons le dirigeant du Front, Issaïas Afewerki, qui se rend précisément à une rencontre avec les représentants du F.L.E. pour débattre de l'unité : *"Certains Etats arabes, dont l'Arabie Saoudite,* nous dit-il, *ne nous aiment pas, ils cherchent à nous discréditer en nous disant chrétiens et marxistes. Nous voulons une révolution nationale démocratique sans discrimination ethnique ou religieuse. Nous entendons bâtir un Etat au service des populations et une nation indépendante. Nous ne voulons être les satellites de personne."*

Par une ironie fréquente dans l'histoire contemporaine, le F.P.L.E., formation authentiquement révolutionnaire luttant hier encore contre un Etat appuyé par les Etats-Unis, affronte aujourd'hui un gouvernement qui se dit marxiste-léniniste et est soutenu par l'Union soviétique. La découverte de la raison d'Etat, quelle que soit l'idéologie dont elle se pare, n'est-elle pas l'expérience la plus douloureuse des mouvements de libération ?

Il est peu probable que l'Ethiopie parvienne désormais — avec ou sans "marche populaire" — à rétablir son contrôle sur une Erythrée où elle ne tient plus que les villes principales. Les nationalistes semblent hors d'état en revanche de lui interdire le débouché maritime d'Assab, position relativement facile à tenir. Dans ces conditions, il serait raisonnable de

négocier. Mais l'actuel gouvernement éthiopien n'est pas de ceux qui pactisent.

1980 : LE COMBAT SANS FIN DES KURDES

1. VU D'IRAN

Tout indique, comme le prouvent les événements de l'Université de Téhéran, lors desquels les étudiants de gauche ont été sévèrement frappés, que le gouvernement de M. Bani Sadr entend, de plus en plus, mettre en œuvre une politique *"de loi et d'ordre"*. On répète à l'envi que les centres de décision politiques sont nombreux et difficiles à cerner aujourd'hui en Iran et cela est vrai. Mais, dans le cadre de la société hautement politique qu'est la société persane, fondée sur le double discours, il importe plus que partout ailleurs de s'attacher aux actes. A cet égard, il apparaît de plus en plus que M. Bani Sadr n'entend nullement accorder l'autonomie aux Kurdes. Une orientation en ce sens vient d'être définie concrètement avec la reprise des hostilités.

Il y a des mois que les Kurdes, par la voix du P.D.K.I. (Parti démocratique du Kurdistan iranien), ont fait savoir aux autorités iraniennes ce qu'elles réclament : une autonomie dans le cadre de l'Iran pour l'ensemble du Kurdistan, où les Kurdes auraient pour langue officielle, en plus du persan, le kurde, géreraient leurs propres affaires et assureraient la sécurité intérieure, tandis que l'armée iranienne continuerait de tenir garnison, comme dans le reste de l'Iran.

A la fin du mois dernier, l'ayatollah Kermani, émissaire personnel de l'ayatollah Khomeiny, reconnaissait publiquement le bien-fondé de ces revendications au cours d'une émission télévisée retransmise au programme régional kurde. Mais le gouvernement, pour sa part, continuait son dialogue de sourds par la bouche de M. Bani Sadr en sommant les Kurdes de déposer les armes avant de négocier. Un peu comme si le gouvernement américain exigeait la restitution des otages comme préalable à toute discussion avec les autorités iraniennes.

Dans les faits, tout indique que le gouvernement iranien entend écraser les autonomistes kurdes. Encore faut-il en avoir les moyens, et la politique martiale adoptée par M. Bani Sadr pourrait fort bien, à terme, provoquer sa chute.

Le problème du pouvoir et de l'Etat est loin d'être tranché en Iran. Penser qu'une unité peut être suscitée en menant une opération de police est une chose et piétiner indéfiniment sans parvenir à écraser un mouvement kurde qu'on a sous-estimé en est une autre.

Il est possible que l'offensive générale se fasse encore attendre, faute de cohésion du côté du gouvernement et de l'armée. Très nombreux sont les officiers qui ne sont pas favorables au pouvoir actuel et qui avant tout détestent les "Gardiens de la Révolution" *(pasdaran)*. Cependant, l'épreuve de force paraît désormais inévitable, car la volonté de négocier est absente. Dans la pratique, au cours des mois écoulés, le gouvernement s'est contenté de temporiser.

On répète souvent, dans la capitale, que le refus du gouvernement vient de sa crainte de voir d'autres minorités — notamment les Turkmènes et les Arabes — , demander à leur tour l'autonomie. Le vrai problème est que ceux qui parlent au nom de la révolution iranienne ont une attitude *"grand-persan",* comme on dit *"grand-russe",* et qu'ils demeurent impériaux. L'idée fédérative demeure inconcevable, sinon obscène. Ce sont les Kurdes, surtout, à l'heure actuelle, qui posent le problème de l'autonomie et qui de surcroît sont armés. Aussi la répression est-elle d'abord dirigée contre eux. Les Turkmènes sont peu nombreux, les Arabes du Khouzistan mal organisés et les Baloutches cumulent ces deux carences. Les Azerbaïdjanais, qui sont, de loin, la minorité la plus nombreuse (autour de treize millions), ont une bourgeoisie qui a été cooptée à l'époque du shah et qui est intégrée à l'Etat iranien. Quant aux masses azerbaïdjanaises, elles suivent l'ayatollah Shariat Madari dont la politique est conservatrice.

La situation militaire au Kurdistan ressemble à une partie de football américain : au coup de sifflet de l'arbitre, les joueurs s'immobilisent et conservent leurs positions jusqu'à ce que, le jeu reprenant, une nouvelle donne soit possible. Les positions immobilisées depuis bientôt cinq mois commencent à être disputées à nouveau. Depuis le cessez-le-feu de novembre dernier, les *peshmergas* contrôlent la majeure partie du Kurdistan, villes comprises, mais cela ne doit pas faire oublier que l'armée tient toujours garnison dans de nombreux centres urbains et contrôlent d'importants axes routiers. Les *"pasdaran"* sont également présents sur les routes et dans les villes, se montrant particulièrement agressifs dès que le rapport de forces local le permet (une vingtaine de paysans et de *peshmergas* ont été atrocement mutilés à la hache le mois dernier au village

de Galatan, près d'Oushnevieh). A Mahabad même, il y a une garnison militaire et un camp de *"pasdaran"* (encerclés) tandis que la ville est tenue par les *peshmergas*. Néanmoins, les tanks de l'armée iranienne tiennent les hauteurs qui dominent la cité. C'est tout ce fragile et provisoire "patchwork" qui se retrouve mis en cause ces jours derniers.

En effet, la politique du P.D.K.I. est nette. En aucun cas les *peshmergas* ne doivent déclencher l'offensive, afin de démontrer la volonté pacifique du mouvement autonomiste kurde, mais toute attaque contre des positions tenues par les Kurdes doit être contrée avec la dernière énergie. Ces quelque cinq mois de répit ont permis aux Kurdes de s'organiser sérieusement : le corps des *peshmergas* a été structuré et encadré, souvent par d'anciens officiers kurdes qui ont quitté l'armée iranienne au lendemain de la chute du shah. Des bases arrières en montagne ont été constituées en prévision de la guerre. Le plus frappant, pour l'observateur, est l'indiscutable popularité du mot d'ordre d'autonomie et du même coup du P.D.K.I.. Ce mouvement, qui a tenu il y a deux mois son quatrième congrès, compte environ trente mille membres et encadre à l'heure actuelle la majorité de la population. Mouvement national ayant un programme social, il rallie l'ensemble des couches de la population, sa base étant indiscutablement populaire, et regroupe plus des trois quarts des suffrages de la population kurde. A sa gauche, soutenu par l'imam Husseini, personnalité religieuse respectée, le Komala est de façon plus doctrinaire basé essentiellement sur la lutte des classes et recueille surtout l'appui d'une partie de la jeunesse bien que son implantation dans une ville comme Sanandaj soit loin d'être négligeable. Les circonstances ne lui laisseront sans doute pas d'autre choix que de lutter pour défendre l'option de l'autonomie. La situation au Kurdistan iranien fait que le problème national est aujourd'hui la question centrale. Quant aux "Fedayine-Khalq", mouvement à l'échelle de l'Iran qui a une section kurde, son implantation est beaucoup plus faible que celle du Komala, lui-même déjà très minoritaire.

La modification la plus importante au sein du mouvement kurde et qui semble jusqu'à présent avoir échappé aux observateurs, c'est que, pour la première fois, le mouvement national kurde a une direction *moderniste* et un dirigeant de valeur, connaissant à la fois sa propre société et le monde. De formation, A.R. Ghassemlou est un économiste qui a longtemps enseigné à Prague, qui s'est trouvé mêlé de bout en bout au mouvement kurde iranien et a vécu plusieurs années en France. Sous sa direction, en

quelques mois, le P.D.K.I. s'est assez sérieusement implanté dans la majeure partie du Kurdistan, malgré une pénurie de cadres moyens. Cerveau politique du mouvement, libre de tout dogmatisme et doté d'un solide sens des réalités, A.R. Ghassemlou est aujourd'hui pour M. Bani Sadr l'homme à abattre.

La force du mouvement kurde vient du soutien de la population, de l'ardeur et du nombre des combattants, de l'abondance relative des armes et de l'absence de cohésion de l'adversaire. Par contre, le mouvement n'étant soutenu par aucun Etat, contrairement aux allégations du gouvernement, prompt à voir l'étranger manipuler les opposants, manque singulièrement de ressources. A l'intérieur même du mouvement, le poids du Toudeh (communistes prosoviétiques) est mineur et l'on a, avec le P.D.K.I., un mouvement national aux revendications modernes : pas de sécession, autonomie et réformes sociales qui devraient être soutenues par quantité d'organisations non gouvernementales.

Quoi qu'il en soit, les conditions d'une guerre de guérilla prolongée sont réunies au Kurdistan iranien et les *peshmergas* ne sont pas aisément réduits. Comme combattants individuels, grâce à une tradition culturelle séculaire, la société kurde produit des guerriers remarquables, le modèle valorisé étant sans conteste celui du combattant héroïque. Mais cette tradition classique a le désavantage de privilégier l'héroïsme individuel au détriment de la cohésion de groupe. C'est le rôle de l'idéologie modernisatrice et de la discipline que de modifier ce comportement pour imposer et valoriser d'autres normes plus conformes à l'efficacité. C'est un des buts que devra s'assigner la direction kurde sur le plan politico-militaire.

En attendant, il faut dire que les capacités combatives, l'entraînement et la discipline des *"pasdaran"* sont médiocres et qu'en dehors de sa puissance de feu, l'armée ne paraît pas avoir le mordant nécessaire. Si la présente offensive devait dans les jours qui viennent prendre l'ampleur d'un assaut généralisé, ce dont nous sommes loin, les Kurdes se replieraient dans la montagne. Cette fois, il faudra bien se décider à leur donner la chasse. A pied, sur le terrain. Ce ne sera pas une promenade. Ni une brève opération de ratissage. Compte tenu de la multiplicité et de la complexité des problèmes auxquels il est confronté, je doute que le gouvernement dans l'immédiat veuille s'engager à fond dans la guerre. Il devrait plutôt s'agir d'une offensive localisée pour tester l'adversaire et lui faire part, cette fois

sans ambiguïté, de ses intentions futures. L'opération en cours est un épisode sanglant avant l'assaut qui viendra ultérieurement.

2. VU D'IRAK ET DE TURQUIE (1985)

La lutte pour l'autonomie menée par les Kurdes d'Irak commence en 1961. La révolution de juillet 1958, qui mettait un terme à la dynastie hachémite, a alors défini l'Irak comme le pays des *"deux peuples* arabe et kurde. Mais les rapports des Kurdes avec le régime du général Kassem se détériorent rapidement et Mustapha Barzani entame une lutte armée qui, entre 1961 et 1970, affronte successivement quatre régimes incapables de remporter la victoire.

Au cours de cette période, la direction kurde reste traditionnelle, les éléments modernistes, d'ailleurs peu nombreux, en étant exclus. Sur le plan militaire, par contre, la guérilla est solidement implantée et contrôle presque tout le massif montagneux du Kurdistan irakien. Le Parti démocratique du Kurdistan irakien (P.D.K.I.) est d'abord soutenu par l'U.R.S.S. et, localement, par le Parti communiste d'Irak. En 1970, le gouvernement irakien (M. Saddam Hussein est alors officiellement le numéro deux du régime baasiste au pouvoir depuis 1968) propose un plan pour l'autonomie. Les pourparlers achoppent et les hostilités reprennent en 1974. Entre-temps, le jeu des alliances a basculé.

L'Irak a signé avec l'U.R.S.S. un traité de coopération et d'amitié, et les communistes irakiens ne s'opposent plus au régime. Quant aux Kurdes, aide leur a été offerte par le shah d'Iran, désireux d'affaiblir l'Irak. En effet, celui-ci a des revendications sur la province arabophone et pétrolière du Khouzistan, et un contentieux oppose les deux pays sur le Chatt el-Arab. M. Barzani est également aidé, clandestinement, par les Etats-Unis — Nixon et Kissinger voulant appuyer un mouvement en lutte contre un allié de l'Union soviétique. Quant à Israël, il achemine sur place une aide discrète afin d'affaiblir un pays arabe appartenant au camp de ses adversaires militants. Bipolarisation et équilibre régional jouent à plein.

Toutefois, l'échec de Barzani, consacré par les accords d'Alger, n'est pas dû à la nature de ses alliances mais à sa dépendance logistique à l'égard de l'Iran. En effet, à partir de 1974, la guérilla a fait place à une guerre quasi classique où l'approvisionnement en matériel en provenance de l'Iran est

devenu vital. La fermeture des frontières provoque l'effondrement du mouvement.

Il ne s'agit pas du premier échec des Kurdes. Au lendemain de la première guerre mondiale, séparés jusque-là entre l'Empire ottoman et l'Iran, ils sont divisés en trois tronçons par le rattachement décidé par la Grande-Bretagne du *villayet* de Mossoul, région pétrolière (ce sont les débuts de la ruée sur le pétrole du Proche-Orient), à l'Irak sous mandat. Le traité de Sèvres (1920), qui paraissait devoir préparer l'indépendance d'un Etat kurde, ne sera jamais appliqué.

Au cours de la guerre d'indépendance menée par Mustapha Kemal, qui sauve le pays du désastre en créant la Turquie sur le modèle de l'Etat-nation à l'européenne, les Kurdes combattent aux côtés des Turcs en tant que musulmans. Mais le modèle centralisé et autoritaire institué en 1922-1923 par le kémalisme conçoit la Turquie comme une entité homogène : à partir de 1924, une loi interdit l'enseignement du kurde dans les écoles. Cette conception reste valable puisque l'article 38 de la loi 648 de juillet 1965 concernant les partis politiques stipule que ceux-ci *"n'ont pas l'autorisation d'affirmer que sur le territoire de la République turque il existe des minorités fondées sur des différences ethniques, politiques ou linguistiques."*

Trois grandes insurrections en 1925, 1930 et 1937 saignent le Kurdistan de Turquie. Plusieurs centaines de milliers de Kurdes sont déportés en Anatolie centrale et les Kurdes sont bientôt désignés par euphémisme de "Turcs montagnards". Aujourd'hui, il n'y a pas de chiffre officiel portant sur les Kurdes en Turquie (huit à dix millions), et leur seul droit est celui de s'assimiler, puisqu'ils n'existent pas officiellement en tant qu'entité distincte. Ce parti pris singulier de nier jusqu'à l'existence d'une communauté de plusieurs millions d'individus est unique au monde.

En Irak, divers soulèvements, durant le mandat britannique et après, entre 1919 et 1943, sont matés. Cependant, grâce à la puissance mandatrice, les droits culturels sont accordés aux Kurdes, et quelles que soient les conditions de la répression menée par ailleurs en Irak, au lendemain des accords d'Alger, ces droits sont maintenus aujourd'hui, même si c'est de façon restrictive.

En Iran, les Kurdes manifestent leur opposition à la politique centralisatrice de Reza Chah par des révoltes au cours des années vingt et trente. En 1945, dans un pays provisoirement privé de direction, les Kurdes,

à l'instar des Azerbaïdjanais, s'organisent avec l'appui de l'U.R.S.S. et proclament la République de Mahabad. Celle-ci dure un an, jusqu'à ce que les troupes du shah y pénètrent, tandis que Mustapha Barzani, qui était venu d'Irak apporter son appui, se réfugie jusqu'en 1958 en U.R.S.S.

Numériquement minoritaires, divisés, les Kurdes ont eu, jusqu'à une période récente, des élites politiques en retard par rapport à celles des sociétés qui les dominaient. Cela est particulièrement vrai de la Turquie et de l'Iran, vieux pays à traditions étatiques. De surcroît, les Kurdes n'ont pas eu la chance de pouvoir compter dans la région sur un pays ami qui joue *stratégiquement* le rôle de sanctuaire. Dans la pratique, au cours des deux dernières décennies, l'Iran et l'Irak se sont livrés à un jeu *tactique* d'utilisation des "Kurdes de l'adversaire" afin de s'affaiblir mutuellement.

1980 : QUE PEUVENT FAIRE LES RÉSISTANTS AFGHANS ?

Deux conclusions s'imposent à l'observateur qui enquête sur la résistance afghane. La première est que celle-ci est extrêmement populaire, massivement soutenue par la population et qu'on manque moins de bras que d'armes. La seconde est qu'en matière de *leadership,* d'organisation, de coordination, la résistance afghane est l'une des plus pauvres du monde contemporain.

En fait, pour un spécialiste des mouvements de libération nationale et des luttes armées dans le tiers-monde, l'Afghanistan est une sorte d'exception. La tâche principale des avant-gardes qui prennent la direction des mouvements de libération nationale, que ce soit au Vietnam, à Cuba, en Algérie, en Guinée-Bissau ou ailleurs, c'est de gagner patiemment, grâce à l'organisation d'une infrastructure politique clandestine, le soutien d'une partie plus ou moins importante de la population.

En Afghanistan, rien de semblable. La population s'est, à partir du printemps 1978, et plus particulièrement depuis l'intervention soviétique à la fin de l'année dernière, spontanément mobilisée pour lutter contre le régime soutenu par l'U.R.S.S. et contre la présence militaire soviétique. En dehors des villes, des grands axes de communication essentiels et d'une série de fortins tenus par le régime grâce à l'appui soviétique, le pays est en fait — en montagne tout particulièrement mais aussi dans les vallées, même en plein jour — , essentiellement aux mains de la résistance. Ceux qui se battent sont des gens du peuple, paysans pour la plupart, et leurs chefs locaux sont des chefs traditionnels ou des notables, religieux ou non.

A Peshawar, les divers mouvements qui composent la résistance — ils sont plus d'une demi-douzaine, dont trois principaux — n'ont pas de stratégie globale, pas de coordination, pas d'autre organisation que les liens tribaux, régionaux, familiaux ou de clientèle, classiques dans les sociétés traditionnelles. La résistance n'a guère de programme politique, pas de

projets sociaux, pas de vision d'avenir. Dans presque tous les mouvements de guérilla d'Asie ou d'Afrique, on a toujours à présenter à l'observateur quelque chose de nouveau : comité de village élu, intégration des femmes à la lutte, création de dispensaires ou d'écoles, magasins populaires nouvellement créés, ateliers de fabrication, afin d'assurer un minimum d'autosuffisance. En Afghanistan, on n'a rien de neuf à montrer. Aucune innovation politique ou sociale. A cet égard, on est plus près historiquement du mouvement des Basmachis, par lequel, au cours des années 1920, les musulmans de l'émirat de Boukhara résistèrent à la mainmise et aux innovations soviétiques, que de n'importe quelle guérilla moderne.

Mais le fait est que l'imposition du "socialisme" par des tanks étrangers soutenant un régime quasiment sans base sociale est violemment rejetée par les populations afghanes. Le recours au religieux est, qu'on le veuille ou non, une idéologie de résistance et d'identité, une fidélité à soi-même et à sa société. Le nationalisme afghan, lui-même si divisé en ethnies diverses, se manifeste — que ce soit chez les Pachtounes, les Tadjiks, les Hazaras ou les Nouristanis — contre l'occupation et peut trouver dans cette guerre une occasion de se cimenter. Peut-être même peut-on parler de processus de construction de la nation, ces choses-là se faisant moins par des alliances de raison que par une lutte populaire contre un ennemi commun, de préférence étranger. Il y a une farouche revendication de liberté et d'indépendance chez des populations aussi peu portées à se soumettre à l'Etat qu'à l'étranger. Les traditions guerrières aidant — chapitre sur lequel il n'est pas nécessaire de rafraîchir les mémoires britanniques — , on a en Afghanistan aujourd'hui un peuple qui, quelles que soient ses raisons, se bat spontanément pour la liberté d'être lui-même.

Les organisations qui représentent à Peshawar la résistance — il s'agit d'organisations pachtounes mais on y rencontre des membres de toutes les autres ethnies du pays — , bien qu'elles aient formé, à l'exception du Parti islamique de H. Gulbudin, une coalition[32], ne constituent pas un front mais un conglomérat d'organisations rivales cherchant à se disputer les aides et à gonfler, comme c'est classique, leur représentativité. Les deux organisations majeures qui composent la coalition sont le Front national pour la révolution islamique de l'Afghanistan, dirigé par S.A. Gailani, et le Front de libération nationale de H.S. Mojadidi. Tous deux appartiennent à de grandes familles de notables religieux et représentent une aile modérée, tandis que Gulbudin se déclare plus fondamentaliste. Les autres groupes

sont la Société islamique de l'Afghanistan, de Rabani, le Mouvement islamique révolutionnaire, de Mohamedi, le Parti islamique tendance Yunis Khalis (scission du mouvement Gulbudin), bien implanté dans la province de Nangrahar et dont le dirigeant a la particularité d'être, contrairement aux autres, sur le terrain. Dans la pratique, ces mouvements sont rivaux, sur le terrain comme dans l'arène internationale musulmane. On enregistre de plus en plus les signes d'une impatience croissante parmi certains combattants de l'intérieur à l'égard de ces divisions assez vaines, et il est possible que se dégage bientôt, de l'intérieur même des maquis, un embryon de représentativité d'un style nouveau.

On pénètre en Afghanistan après avoir franchi, entre Peshawar et la frontière, une demi-douzaine de barrages de la police pakistanaise. Ces barrages isolent le *tribal area* (Pachtounes) du reste du Pakistan et ne peuvent être franchis après 19 h. Les différentes organisations afghanes demandent aux étrangers qui veulent pénétrer dans le pays de porter le costume local afin de passer aussi inaperçus que possible. Il arrive que la police pakistanaise arrête des journalistes et les renvoie à Peshawar mais, en général, le franchissement des barrages n'est pas un gros problème.

Nous avons passé notre dernière nuit pakistanaise dans la petite ville de Miramshah avant de franchir la frontière de la province de Paktia, en direction de Tani, Khost et Gardez, soit un tour de deux cents kilomètres à vol d'oiseau. A cette saison, quand on approche de la ligne Durand qui marque la frontière afghane, on laisse derrière soi la moiteur de la mousson pour l'air plus frais des montagnes. Le paysage du Paktia, contrairement à celui des deux autres provinces frontalières, Nangrahar et Kunar, est boisé. Des dromadaires transportent d'ailleurs en caravane des charges individuelles de deux cents kilos de bois acheté mille cinq cents afghanis[33] et revendu, après une dizaine de jours de marche, quatre mille afghanis. Ainsi, peu à peu, la province se déboise et l'érosion gagne, comme dans le reste du pays.

Pas un moment de solitude sur ces sentiers escarpés où l'on chemine en longeant, en contrebas, des filets d'eau plus ou moins potable : on croise sans cesse d'autres groupes de moudjahidines, portant le large turban *pachtoune* à crête de coq, la longue chemise et le gilet assorti surmonté d'une cartouchière garnie de balles dans laquelle est passé le poignard droit des Pachtounes, des pantalons bouffants et des sandales de cuir à semelles taillées dans des pneus.

Les Afghans sont de bons marcheurs et les étapes journalières atteignent jusqu'à dix heures de marche, aussi le temps utile pour examiner le niveau de la guérilla est-il relativement court. On s'arrête parfois dans une *tchaï kahné,* maison de thé en terre battue. Le caractère de carrefour géographique de l'Afghanistan apparaît concrètement avec la double présence du thé vert de Chine et du thé noir indien. Les deux se prennent en abondance et fortement sucrés. C'est qu'on se déshydrate considérablement et qu'il faut pallier la déperdition d'énergie.

Si l'on n'est pas, en Afghanistan, dans la misère sans limite des populations pakistanaises, on y vit dans une sobriété proche du strict minimum : les repas se composent quasi invariablement de galettes de pain sans levain trempées dans une sauce. Ni légumes ni fruits. La viande est exceptionnelle.

Les nuits se passent soit dans des camps aménagés par les moudjahidines, soit dans des villages, où la réception des combattants est toujours cordiale : on offre le thé ou le petit-lait, et aussi à manger.

Sur le plan militaire, j'ai assisté, au cours de mon séjour, à un combat : l'attaque du poste de Leja occupé par l'armée afghane, non loin de Khost. Cette attaque, engagée à 18 h 30, a duré une heure quinze, sans résultat. Les opérations spectaculaires auxquelles les médias ont habitué les consommateurs de spectacle sont rares dans les guérillas. Plus encore les batailles décisives. Il s'agissait d'une opération de harcèlement dont la dimension première est psychologique plus que militaire ; opération de routine où l'on rappelle à l'adversaire qu'il est enfermé, isolé et incapable de contrôler le terrain.

Il n'y a eu aucune perte, de part et d'autre, autant que je sache, l'efficacité de la Kalachnikov contre un fortin et un tank, sorti de quelques mètres pour impressionner les combattants, étant nulle, tout comme le tir aveugle des canons et des mitrailleuses du fort contre des adversaires dissimulés dans les collines rocheuses. L'approche du camp retranché était rendue impossible par un champ de mines.

Ce combat est à l'image des moyens militaires de la résistance afghane : trop de fusils Lee-Enfield, des Kalachnikov *(made in Egypt),* quasiment pas d'armes lourdes. J'ai vu, au total, une mitrailleuse lourde chinoise, deux RPG-2 (armes anti-tank individuelles soviétiques) et un mortier. Dans la pratique, la capacité offensive des résistants afghans est limitée. Aucune prise de poste fortifié n'est possible. L'approche même en est interdite par

des ceintures de mines récemment posées. Reste, essentiellement, le harcèlement des communications, davantage grâce aux minages et aux explosifs qu'aux attaques à l'arme légère, inefficace contre les tanks et les hélicoptères.

Militairement, les pertes en matériel et en hommes que la résistance peut à l'heure actuelle causer sont très limitées, même si le sens homérique des Afghans tend à transformer les pertes modérées de l'adversaire en hécatombes. La situation réelle est celle d'un *statu quo* fragile : villes et postes fortifiés tenus par les Soviétiques et l'armée afghane sont imprenables. Les communications peuvent être perturbées mais les gros convois blindés avec couverture aérienne passent où ils veulent. En revanche, il n'est pas question pour les forces de l'ordre de donner la chasse aux résistants qui contrôlent la majeure partie des campagnes et la montagne sans partage.

Ce sont les tribus pachtounes, originaires du sud-est du pays, qui sont à l'origine de la formation de l'Etat afghan au milieu du XVIII^{e} siècle. En un siècle, l'ethnie pachtoune (40 % de la population) s'est approprié l'essentiel de la richesse du pays, terres à blé du nord, pâturages du centre, commerce des bazars et surtout l'appareil de l'Etat, administration, armée, police.

Les gens du Khalq (une des deux composantes du communisme afghan), qui avaient pris le pouvoir en avril 1978, sont aussi des Pachtounes. Mais les erreurs qu'ils ont accumulées, dans leur souci de modernisation, menée de façon mécanique, sans connaissance concrète du terrain, leur ont aliéné l'ensemble des populations dont les Tadjiks persanophones (environ 35 %). Les Nouristanis (3 %), les Hazaras (10 à 12 %) combattent pour sauvegarder leur relative autonomie locale, née de la nature alpestre de leur province. Les populations turcophones, surtout autour de la province du Badakhchan (Ouzbeks, Turkmènes, Kirghiz) combattent également. Tandis qu'en Iran l'opposition au shah est venue du secteur urbain, en Afghanistan l'opposition a été d'abord rurale et tribale et s'est cristallisée autour du refus de réformes maladroitement menées par les Khalqui. Mais maintenant le mouvement a atteint les villes.

La réforme agraire s'est basée sur la question de la propriété de la terre, exclusivement : propriété limitée à cinq hectares. Mais rien ne sert de distribuer la terre en Afghanistan si on ne répartit pas aussi l'eau et les semences[34]. De nombreux paysans se sont retrouvés propriétaires de terres qu'ils ne pouvaient ni ensemencer ni même irriguer. Ils sont allés remettre

leurs titres de propriété aux anciens propriétaires en échange de semences. Un autre décret a interdit la dot. Or, dans les sociétés traditionnelles, la dot, que le mari devait rendre en cas de divorce, jouait un rôle de frein puissant contre la répudiation. Un autre décret rendait l'instruction obligatoire pour les filles, mais l'Etat ne pouvait envoyer que des instituteurs, pas d'institutrices. Pratiquant en matière de marxisme un *"stalinisme de sous-développés"*[35], le régime ne pouvait que heurter une population sur laquelle ses cadres, peu nombreux, n'avaient guère prise. Très rapidement, le putsch de gauche qui avait porté les marxistes au pouvoir en avril 1978 se solda par un triple échec : échec de l'Etat incapable d'imposer un autre ordre, échec des réformes par méconnaissance des réalités locales, échec économique.

Le remplacement du Khalq par le Parcham (l'autre composante du communisme afghan), provoqué par l'U.R.S.S. et l'intervention soviétique, n'a pas résolu le problème. Le régime, quelle que soit sa volonté de réforme, bute sur la question nationale. Il ne lui est pas possible, avec la présence manifeste des troupes soviétiques, de lier le nationalisme et les revendications sociales. L'armée afghane, qui comptait quatre-vingt mille hommes, a fondu, par désertion ou ralliement à la résistance, de près des deux tiers et il ne doit pas y rester aujourd'hui plus de trente mille hommes. La tentative d'enrôler sous les drapeaux des jeunes urbanisés s'est soldée, en mai 1980, par un échec. La rébellion n'est pas localisée, comme c'est fréquemment le cas dans de nombreux mouvements de libération, aux provinces frontalières. A condition d'y mettre le temps, on peut se rendre au centre du pays dans le Hazarajat. Des médecins français se trouvent actuellement dans une province centrale, bien à l'ouest de Kaboul. Les provinces de Logar, Wardak, Ghazni, Parwan, Badakhchan sont en lutte. D'autres, comme le Hazarajat ou le Nouristan, compte tenu de leur caractère montagneux, ne sont pas occupées. Enfin, les villes manifestent : Hérat d'abord, Jalalabad et maintenant Kaboul, centre du pouvoir incertain de Parcham.

Pour l'U.R.S.S., la situation est plus compliquée qu'il n'y paraissait il y a quelques mois. Le régime marxiste a été sauvé, mais il n'est pas renforcé, au contraire, par l'occupation soviétique. La capacité offensive de la résistance n'est pas brisée, non qu'elle dispose de suffisamment d'armes mais parce que la résistance intérieure possède l'arme majeure des armées, qu'elles soient classiques ou non : le moral.

Depuis le milieu des années 1950, l'U.R.S.S. a été le fournisseur principal de produits industriels et d'équipement militaire de l'Afghanistan : deux milliards et demi de dollars jusqu'en 1973, un milliard de dollars de 1973 à 1978. Maintenant, l'Afghanistan leur coûte plus cher encore.

Si l'U.R.S.S. veut résoudre le problème de la résistance afghane, il lui faut du temps, des troupes et de l'argent. C'est le coût économique qui, des trois, est le point faible des Soviétiques. Ce coût sera d'autant plus lourd que leurs pertes en matériel seront plus grandes. Il faudrait seulement pour cela que les maquisards soient dotés des armes individuelles anti-blindés du type LAWS-66 (britanniques) ou RPG-2 et RPG-7 (soviétiques).

La faiblesse de la résistance afghane, à l'heure actuelle, est assez similaire à celle des Etats-Unis : c'est le manque de *leadership*. Il lui faut susciter l'émergence de cadres nouveaux, modernes, capables d'organiser et de coordonner en créant des hiérarchies parallèles à caractère étatique. Ces cadres supérieurs, issus de la résistance intérieure, lui sont indispensables. A cause de l'héritage historique afghan, la résistance est une réaction très traditionaliste au lieu d'être une revendication de changements économiques, sociaux et politiques en réponse aux blocages de la société afghane. Elle représente encore trop l'envers du modernisme brutal et mécanique du régime. Mais la guerre joue son rôle modernisateur. Des cadres plus jeunes vont sans doute émerger. Des revendications plus précises se feront jour à l'intérieur. Entre-temps, il importe que la résistance reçoive les moyens de se battre de façon efficace.

Il n'est que juste, en revanche, de dire qu'il n'y a pas en Afghanistan de génocide commis par les Soviétiques. C'est la guerre, avec son cortège d'exactions et de victimes. Le nombre de réfugiés, au Pakistan, dépasse huit cent mille. Il n'y a pas non plus, à ma connaissance, de preuve en ce qui concerne l'utilisation du napalm. Les Soviétiques sont là pour renforcer un régime, non pour décimer la population.

Il y a peu de chances que les Soviétiques se retirent. A quoi bon, en ce cas, être intervenus ? D'ailleurs, comment sauver la face ? Fondamentalement, la politique de force de l'U.R.S.S. repose sur l'acceptation par la victime de l'idée que cette force est invincible. Sans doute la nouvelle guerre afghane sera-t-elle une guerre prolongée dont l'issue ne dépend plus seulement des Afghans. Mais ce sont les Afghans qui, seuls, en auront pris la charge, d'emblée, au moment le plus difficile.

Ceux qui s'imaginent qu'il est possible de retourner au *statu quo ante,* c'est-à-dire à une neutralité de l'Afghanistan par voie diplomatique, se font sans doute des illusions. Pour l'U.R.S.S., l'Afghanistan fait désormais partie intégrante du glacis soviétique, même si Moscou déclare le contraire pour apaiser un Occident qui ne demande qu'à être rassuré.

1981 : L'AFGHANISTAN UN AN APRÈS

Nous venons de franchir le col de Doleï, à la lisière des provinces du Kunar et du Nouristan. La ligne "Durand", qui délimite la frontière, passe sur le chemin de crêtes. Altitude : environ trois mille mètres. Nous sommes six et soufflons un moment en contemplant la récompense du grimpeur : le paysage. Sur le versant pakistanais, à quelques dizaines de kilomètres à peine, il y avait d'admirables rizières irriguées en terrasses. Sur le versant afghan, de longues chaînes de montagnes se chevauchent, à demi perdues dans une brume légère : un paysage de peinture chinoise.

Redescendre est toujours un soulagement après une rude ascension. La nature alpestre du terrain, les hauts conifères serrés obscurcissant la lumière du jour, l'étroitesse des vallées ont quelque chose de sévère. Contrairement à la province de Paktia, où je me trouvais cet été, le relief, ici, est très raide. Nous descendons à bonne allure, heureux de la pente, hors de tout sentier battu, quand soudain un de mes compagnons me retient fortement par le bras : à deux pas devant moi, une mine, grosse comme un paquet de cartes à jouer, en plastique vert clair ; elle se fond assez bien sur le sol moussu. Walid, qui dirige le groupe et me sert de traducteur, prend une photo de la mine avant de la faire exploser en lançant un bloc de pierre. Elle éclate en fragments gros comme le poing, à une quinzaine de pas. Ces mines antipersonnelles emportent allègrement une jambe. Lancées d'hélicoptères, elles n'explosent pas en touchant le sol, mais lorsqu'on marche dessus. Nous en trouverons bientôt une seconde, que mes compagnons mettront hors d'usage. La présence de ces mines interdit les marches de nuit, notamment pour les caravanes de dromadaires. En revanche, le jour, n'étant pas enfouies, elles restent assez peu efficaces.

Contrairement à sa représentation cinématographique ou romanesque, la guerre de guérilla est une activité monotone. Il faut marcher, marcher, encore marcher. Se cacher, boire et manger un minimum, veiller à la forme

intestinale, visiter des camps de combattants, quelques villages. Assister à une embuscade, très rarement à un combat prolongé, exceptionnellement à un assaut. Tout cela de façon parcellaire, dans le cadre d'une réalité fragmentée qui se situe nulle part et partout.

Commencée un peu au sud de Barikot, notre randonnée s'est terminée à Chitral. La province du Kunar est aujourd'hui assez fortement dépeuplée ; j'y ai vu une douzaine de villages abandonnés. La récolte n'était pas faite en octobre et nous avons mangé des grains de blé mûr et des noix non gaulées. Avec des galettes de pain sans levain, c'est à peu près tout ce que nous avons trouvé, alors que les granges auraient dû être pleines. Chez les paysans, peu de surplus : du lait ou du yaourt. Du thé, le plus souvent sans sucre.

L'architecture de ces villages gujar est la même qu'au Nouristan, bien que, traditionnellement, les deux communautés soient en conflit ; en bois travaillé, agrippée sur plusieurs étages aux parois raides de la montagne, la maison est un nid d'aigle à caractère défensif. Le long de la rivière Kunar, il y a des villages comme ceux de Mergueï-Kasseï ou de Majbarah que tiennent un petit contingent de l'armée afghane (une cinquantaine d'hommes) et des miliciens villageois (environ trois cents). Ce cas n'est pas unique. Il y a une stratégie de ralliements tribaux que le Khalq[36] n'avait pas eu le temps de mettre en place et qui est maintenant systématique. En dehors des embuscades sur les voies de communication, les combats et escarmouches ont tous le même caractère. Attaques à l'arme légère de villages fortifiés, de fortins ou de postes militaires. Riposte de l'armée à la mitrailleuse lourde ou, plus souvent, au mortier. Résultat, sauf accident : nul des deux côtés. Mais l'armée afghane éprouve un sentiment d'isolement et d'insécurité qui donne aux résistants l'avantage de l'initiative.

Tous les accrochages n'ont pas ce caractère symbolique. Du 24 au 27 septembre, au Kunar, non loin du col de Bincheï, près des bourgs de Sao et de Shal, une forte colonne d'environ trois cents résistants a été repérée et encerclée par les Soviétiques. *"Après deux jours de tirs d'artillerie et de bombardements aériens, les hélicoptères ont déposé des parachutistes soviétiques, des"bérets noirs",* dit Walid, *très rapides, plus rapides que nous, très bons tireurs. Dès la tombée de la nuit, du sommet des collines, ils ont lancé des fusées éclairantes. On est restés deux jours sans manger, terrés ; pas moyen de tenir, ça pleuvait de partout, c'était l'enfer."*

Il n'y a pas eu beaucoup de rescapés. Une opération similaire a eu lieu en septembre dans la vallée du Panchir. A l'heure actuelle, les troupes soviétiques et l'armée afghane nettoient, outre la vallée du Panchir, les provinces de Baghlan, de Parwan, du Logar, de Wardak et du Paktia.

Où en est-on en ce douzième mois d'occupation ? Les Soviétiques, jusqu'à présent, ont bien manœuvré. Ils n'ont pas commis l'erreur des Français en Algérie ou des Américains au Vietnam de quadriller le pays avec un corps expéditionnaire de cinq cent mille hommes. Ils ont évité d'avoir une masse d'hommes plutôt inutiles, coûtant cher à ravitailler et dont le moral est médiocre. Les effectifs combattants représentent 10 à 15 % du total. Avec environ quatre-vingt mille hommes, les Soviétiques s'en tiennent (en partie, peut-être, pour des raisons politiques, voire économiques) à un contingent minimal assurant le contrôle des villes et des communications majeures. L'armée afghane, plus de quatre-vingt mille hommes en 1978, a progressivement fondu de moitié. Désertion ou ralliement à la résistance : les soldats ont emporté avec eux leurs armes et parfois leur matériel. Mais les effectifs restants permettent au régime de tenir la frontière pakistanaise grâce à un réseau assez dense de postes fortifiés imprenables. Les abords de ces camps retranchés ont été minés et l'armement des résistants n'autorise aucun harcèlement efficace. En revanche, les soldats afghans sont bien souvent condamnés à rester enfermés dans leurs murs.

Les Soviétiques se déplacent en colonnes blindées : il est très difficile aux combattants de les attaquer avec succès. Leurs mines et leurs explosifs sont de trop mauvaise qualité pour endommager les chars. Leurs armes antichars sont si peu nombreuses que les pertes soviétiques restent très modérées. En cas d'attaque, des hélicoptères blindés interviennent très rapidement et neutralisent les combattants afghans. Contrairement aux communiqués et aux dépêches publiés — la plupart du temps à New Delhi — , qui se réfèrent à de prétendues sources diplomatiques, les Soviétiques n'ont que des pertes humaines très limitées. Hors des grandes villes, et surtout de Kaboul, ils ne sont pas visibles. Ils se déplacent en véhicules blindés. L'état-major cherche à minimiser les risques. Dans les agglomérations, les troupes vivent le plus souvent cantonnées. En permission, toutefois, les soldats soviétiques sont vulnérables, et c'est là, notamment à Kaboul, que pourrait s'exercer un terrorisme urbain.

L'utilisation de troupes aéroportées est récente et demeure exceptionnelle. Mais, après une période d'essai, cette technique sera de plus en plus utilisée pour briser la capacité offensive des résistants. Il est temps que ceux-ci évitent les concentrations et les fortes colonnes et se dispersent en unités d'une quinzaine d'hommes bien armés pour couper les voies de communication et faire subir des pertes matérielles à l'adversaire.

Dans les provinces frontalières, les Soviétiques et l'armée afghane ont provoqué l'exode d'une partie importante de la population rurale. Le chiffre des réfugiés au Pakistan est passé, en un an, d'environ quatre cent mille à plus d'un million. Conséquence : les combattants se déplacent dans des régions dépeuplées où il est difficile de se nourrir ; et leurs difficultés logistiques ont été aggravées depuis que les Soviétiques ont arrosé les frontières orientales de mines antipersonnelles.

Pour surmonter ces problèmes, il faudra que les différents groupes de résistance aient l'intelligence de s'organiser au sein d'une population qui leur est favorable sur des bases tribales ou de clientèle. De très nombreux combattants plus ou moins décoratifs et à l'efficacité militaire limitée devront être dirigés vers d'autres tâches : production pour nourrir les véritables combattants, constitution de réserves alimentaires, déminage, renseignements, diffusion de rumeurs, etc.

Les Soviétiques et le régime afghan pratiquent une politique tribale très classique à la campagne. Ils cherchent à se gagner, en la payant, l'allégeance des chefs traditionnels qui, pour des raisons diverses, ne se sentent pas solidaires des groupes résistants. C'est le cas, effectif ou potentiel, des tribus Mohmands (Kunar), Chinvari (Nangrarhar), Mangal et Jergi (Paktia). Ces ralliements compliquent d'autant plus la tâche des résistants que, le sang ayant coulé une fois, la rupture est définitivement consommée.

L'effort principal des Soviétiques a été axé sur les villes, et principalement sur Kaboul. La tâche prioritaire a été d'épauler le Parcham[37], ou, parfois, de s'y substituer et d'administrer avec un minimum de lois et d'ordre. Parallèlement aux problèmes administratifs, compliqués par les rivalités Parcham-Khalq, les Soviétiques ont amélioré les voies de communication et lancé une série de projets économiques matérialisant l'intégration de l'Afghanistan au marché soviétique.

A Kaboul, depuis l'été dernier, une carte d'identité spéciale a été distribuée, notamment aux commerçants, pour renforcer les contrôles et

réduire les infiltrations de combattants qui venaient se ravitailler au bazar. En revanche, les réseaux de la résistance restent encore intacts jusque dans certaines unités de l'armée.

Telle est, dans ses grandes lignes, la stratégie des Soviétiques. Le coût en demeure très modéré en pertes matérielles, et surtout humaines. On est loin des bilans annoncés par la résistance ou les sources "diplomatiques" de New Delhi que "la presse occidentale" a repris même au conditionnel. On est loin des quinze cents tués soviétiques pour le seul mois de septembre ! Au Vietnam, en une dizaine d'années, face à un adversaire autrement mieux armé, les Américains n'ont perdu que cinquante mille hommes. Il faut ne rien connaître aux conditions de la guerre en Afghanistan pour annoncer, comme l'ont fait en juin 1980 de nombreux journaux, un assaut imminent contre Kaboul. De même, on dessert la cause qu'on prétend servir en qualifiant la guerre en Afghanistan de génocide.

Inversement, après avoir surestimé la guérilla afghane, il est devenu de bon ton de la traiter avec un certain mépris. Or, très peu d'organisations, en Asie, en Afrique ou en Amérique latine, combattraient dans de telles conditions d'inégalité. De surcroît, et c'est l'essentiel, la capacité offensive de la résistance n'est pas encore brisée. Elle n'a pas encore subi ces "saignées" dont, militairement, un mouvement se remet mal ou ne se remet pas du tout : opérations "Jumelle" en Algérie ou "Search and Destroy" et "Phœnix" au Sud-Vietnam. La première avait cassé les *willayas* algériennes et les secondes avaient rendu le F.N.L. exsangue. Le bilan de cette première année est incertain : la bouteille est à demi pleine ou à demi vide, selon qui la regarde.

Les bases sociales du régime demeurent extrêmement réduites en ville, où a porté son effort principal. Le régime reste peu capable de reconstituer une armée dont les effectifs tournent autour de quarante mille hommes. Les soldes sont pourtant substantielles : un sous-officier touche six mille afghanis et un milicien de trois à quatre mille afghanis. Etudiantes et étudiants ont manifesté à plusieurs reprises leur hostilité dans les rues. Plus grave encore, peut-être, la défection de nombreux hauts fonctionnaires qui ne veulent plus collaborer avec le régime. Une partie non négligeable des élites a quitté le pays, tandis qu'une autre partie a été victime, entre 1978 et 1980, de purges et de règlements de comptes. L'exode des cerveaux s'est essentiellement produit en direction des pays occidentaux. La résistance continue de manquer de cadres politiques et techniques.

Le 27 décembre 1979, l'intervention soviétique visait à empêcher l'effondrement du gouvernement communiste au pouvoir depuis le coup d'Etat d'avril 1978. En dix-huit mois, le nouveau régime, dominé par le parti Khalq, avait vu la situation intérieure se détériorer au point de ne plus contrôler que les villes. Le mouvement de résistance, largement spontané, populaire, multiforme, paralysait le pays et semblait près de l'emporter. L'intervention a modifié radicalement la situation.

En 1978, le nouveau régime ne se proclame pas ouvertement "marxiste-léniniste" et n'est pas impopulaire.

Le régime précédent, la République du prince Daoud, était profondément arbitraire, corrompu et inefficace. Les réformes promises, dont la réforme agraire, n'avaient pas été appliquées. Les ouvertures politiques en vue de démocratiser la vie politique du pays étaient restées lettre morte. Tandis que la campagne, après le coup d'Etat, reste passive, les villes, et surtout Kaboul, manifestent une certaine sympathie.

Mais, très vite, le nouveau régime, composé de deux mouvements "marxistes-léninistes", le Khalq et le Parcham, s'isole. L'union des couches progressistes et des éléments nationalistes ne dure que quelques mois. Dès juillet 1978, le Khalq se débarrasse des dirigeants du Parcham, qu'il envoie dans des ambassades lointaines. Babrak Karmal est relégué à Prague, d'où il rejoindra Moscou.

Le pouvoir est aux mains de Taraki et de Hafizullah Amin, principal organisateur du réseau des officiers sympathisants du Khalq et véritable artisan du coup d'Etat d'avril 1978.

Les réformes, hâtivement imposées en 1978, soulèvent rapidement des oppositions très diverses. La modernisation accélérée est surtout perçue par les populations comme un contrôle et une contrainte de l'Etat.

Contrairement à l'Iran, où l'opposition au shah venait du secteur urbain, l'opposition, en Afghanistan, est d'abord rurale et tribale et se cristallise sur un refus.

La population de l'Afghanistan est loin d'être homogène. Sur dix-sept millions d'habitants environ, les Pachtounes en représentent 40 % environ, les Tadjiks, de 30 à 35 %, les Hazaras — des chi'ites — de 12 à 15 %, et les Nouristanis, 3 %. A ces groupes s'ajoutent d'autres minorités, Ouzbeks, Turkmènes et Kirghiz. Les Hazaras, les Nouristanis et les Pachtounes sont à l'origine des oppositions violentes qui ont commencé à se manifester à partir de 1979.

Protégés par de véritables forteresses naturelles, Hazaras et Nouristanis ont principalement commencé la lutte armée pour ne pas laisser un régime trop centralisateur imposer son autorité.

La réforme agraire et ses erreurs, ainsi que les aspects “athées” du régime, ont suscité l’hostilité des Pachtounes. D’autres communautés, comme les Tadjiks, notamment dans la province du Badakhchan, combattent également.

Quel est le bilan de la résistance ? Elle conserve un potentiel humain quasi intact. Sans stratégie et sans organisation, elle continue d’être offensive. Mais cet état d’esprit, résultat d’un moral inentamé et d’une tradition guerrière, manque d’efficacité du fait d’un armement dérisoire.

Les Afghans n’ont jamais été colonisés, contrairement à la grande majorité des pays d’Asie et d’Afrique. Sauf à Kaboul, la société afghane demeure étonnamment traditionnelle. Elle découvre à peine les “distorsions” qui caractérisent les sociétés disloquées du tiers-monde. Ayant victorieusement résisté, au siècle dernier, à une tentative d’occupation britannique, les Afghans ont bénéficié de la rivalité entre les empires russe et britannique qui transforma leur pays en Etat-tampon. L’intervention de 1979 représente la première occupation étrangère.

Fiers de leur tradition d’indépendance, façonnés par une culture qui privilégie le modèle du guerrier, les Afghans combattent dans des conditions telles que la plupart des autres sociétés choisiraient de rester passives. Ils n’ont pas l’habitude de se soumettre, mais ils luttent de façon traditionnelle : ils “guerroient”. Il y a loin entre le geste, la bravoure individuelle, l’exploit public et l’opération de commando exécutée avec coordination et précision.

Les Afghans pratiquent la guérilla et non pas la guerre révolutionnaire, dont l’esprit, l’organisation et les méthodes impliquent un autre rapport au temps, au travail et à la “modernité”.

Néanmoins, les résistants demeurent actifs, et tout particulièrement sur deux grands axes géographiques. Selon une ligne est-ouest qui coupe le pays en son centre, de la frontière pakistanaise au Hazaradjat, au cœur même de l’Afghanistan. Et selon une ligne nord-sud qui englobe la moitié orientale du pays jusqu’en son centre. En dehors de ces régions montagneuses, on trouve aussi des poches de résistance, autour de Kandahar et de Hérat. Inversement, la résistance est inexistante dans le nord-ouest du pays et les zones semi-désertiques.

Les mouvements, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, ne sont pas coordonnés, mais au contraire concurrents.

Trois organisations se composent de "fondamentalistes" musulmans dans l'opposition depuis 1973 ou depuis la chute de la royauté : le Parti islamique dirigé par Gulbudin Ekmatiar, le Parti islamique de la tendance Yunis Khalis, et la Société islamique d'Afghanistan, dirigée par Burhanuddin Rabbani.

Il est intéressant de noter que, pour le régime de Babrak Karmal et pour les Soviétiques, le Parti islamique de Gulbudin est présenté comme la résistance même. C'est qu'il est le moins capable d'entraîner de larges masses parmi les mouvements de résistance, étant le plus extrême.

Les trois autres grandes organisations de résistance qui se sont, elles, constituées contre le régime communiste animé par le Khalq, en 1978-1979, sont :

— le Front national pour la révolution islamique en Afghanistan, dirigé par Sayed Ahmed Gailani ;

— le Front de libération nationale, dirigé par Sibgatullah Mojadedi ;

— le Mouvement islamique révolutionnaire ("Harakat"), dirigé par Mohammad Nabi Mohamedi.

Les Nouristanis et les Hazaras ont leurs organisations propres.

Les mouvements qui se réclament d'idéologie de gauche plus ou moins radicale ont la caractéristique d'être faibles et sans grand appui.

A l'heure actuelle, toutes ces organisations représentent non pas une alternative au pouvoir du Parcham, mais un refus. Refus de voir la société traditionnelle brutalement modifiée ; refus de voir l'Islam contesté ; refus de l'Etat centralisateur et, de plus en plus, refus de l'occupation étrangère.

L'imposition du "socialisme" par des chars étrangers soutenant un régime sans base sociale est violemment rejetée. Le recours au religieux est l'expression d'une idéologie de résistance au nom de l'identité. Beaucoup de cadres de la résistance qui, il y a seulement deux ans, à Kaboul, ne pratiquaient plus guère les rites religieux, se sont ostensiblement remis aux cinq prières quotidiennes.

Il n'y a pas, c'est un fait, de conscience nationale afghane. Jusqu'à aujourd'hui, le point de référence a été la religion et le groupe tribal pour la majorité de la population, mais le nationalisme, ici comme ailleurs, trouve un terrain de développement favorable lorsqu'il est avivé par la domination étrangère.

Deux problèmes majeurs se posent avec acuité à la résistance :

— parvenir à un meilleur niveau politique, organisationnel et stratégique ;

— se procurer des armes lourdes.

Des courants se font jour, à Peshawar, pour améliorer les aspects politique, organisationnel et stratégique de la résistance. Des cadres supérieurs sont désormais formés. Une meilleure appréciation des carences de la résistance et une estimation plus réaliste de l'adversaire sont en cours. Une vision plus moderne pourrait peu à peu s'imposer.

Tout sous-développé et rudimentaire qu'il était, le Khalq voulait, à travers la révolution sociale, déboucher sur la modernité. C'est aussi, par d'autres voies et d'autres moyens, le but du Parcham. L'argument final auquel croient les communistes afghans, c'est que l'Histoire et le progrès sont de leur côté, tandis que la résistance est du côté de la réaction et de l'obscurantisme.

C'est un débat qu'on n'écarte ni ne tranche d'un mot, et il est vrai que l'Asie centrale musulmane soviétique est plus moderne, plus développée économiquement que l'Afghanistan. La réponse de ceux qui veulent que le pays demeure un "conservatoire ethnologique" risque d'être un peu courte. Il est en tout cas possible qu'au fil des années une partie de la résistance se modernise sous l'empire de la nécessité ; il faudra un effort considérable et les freins sont puissants. Malgré tout, à l'ère des nationalismes, la résistance afghane, si déficiente qu'elle soit, lutte pour ne pas subir un destin imposé par l'étranger.

Le problème de l'armement est tout aussi capital. Entre mes deux séjours, en juin et en octobre-novembre 1980, il n'y a guère eu d'amélioration : fusils britanniques Lee-Enfield datant de la seconde guerre mondiale, ou Kalachnikov égyptiens, armes antiaériennes très rares, quelques mitrailleuses lourdes chinoises, quelques armes antichars, quelques rares mortiers.

L'avenir va dépendre de l'introduction d'une quantité suffisante de ces armes lourdes, ainsi que de mines et d'explosifs. Il est probable qu'avec la nouvelle Administration américaine, l'armement des résistants fera un bond qualitatif et quantitatif. Déjà, on parle à Peshawar d'Afghans se familiarisant avec des fusées SAM-2 sol-air.

Si une aide américaine, clandestine ou non, devait être fournie, le coût de l'intervention soviétique augmenterait considérablement. Cette aide pourrait

servir ensuite de monnaie d'échange pour les Américains, sa cessation amenant les Soviétiques à faire des concessions sur d'autres terrains, l'Afghanistan étant, dans la logique soviétique, probablement non négociable.

L'invasion n'a valu jusqu'à présent aux Soviétiques que très peu de difficultés internationales. L'opération a été peu coûteuse. La réponse de l'Occident à l'intervention, la première hors du glacis depuis le retrait de l'armée rouge de l'Azerbaïdjan iranien, en 1946, aura été d'une extrême retenue : boycottage très partiel aux jeux olympiques ; boycottage américain des livraisons de céréales que d'autres pays, comme l'Argentine, ont tourné ; arrêt de l'apport technologique américain aux effets très lents. Dans la mesure où l'Afghanistan n'entre pas dans la sphère géopolitique européenne, les différents pays d'Europe occidentale ont dénoncé l'intervention, tout en intensifiant les échanges économiques avec l'U.R.S.S. — la France tout particulièrement.

L'idée qu'en Afghanistan l'Union soviétique a des intérêts privilégiés est en fait acceptée, même si elle est déplorée chez les Européens. Pour sa part, l'Administration Carter avait finalement évalué l'intervention soviétique comme ne concernant que l'Afghanistan, et non comme un mouvement d'expansion à visées plus larges pour l'avenir. Attitude moralement injuste si l'on s'en tient aux critères de Jimmy Carter, et politiquement imbécile par rapport à ceux de Zbigniew Brzezinski. On voit mal, en effet, en termes de relations inter-étatiques, pourquoi il ne serait pas politiquement fondé de faire payer cette invasion un prix élevé aux Soviétiques.

Culpabilisés par le Vietnam, traumatisés par le Watergate, se refaisant une virginité morale durant la présidence Carter tout en subissant la chute du shah et l'humiliation de la prise d'otages de leur ambassade, les Etats-Unis demeurent impotents. Ils avaient déjà fort peu réagi après la prise de pouvoir du Khalq, et même à l'occasion de l'assassinat de leur ambassadeur à Kaboul, en 1979.

Entre-temps, tandis que sa puissance militaire globale se développait rapidement, l'U.R.S.S. comblait les "vides" en Angola et en Ethiopie, grâce au concours de son allié cubain. La chute du shah d'Iran modifiait l'équilibre au Moyen-Orient peu avant qu'un régime communiste arrive au pouvoir en Afghanistan.

On a beaucoup glosé sur la crainte de la contagion islamique qu'auraient les dirigeants de Moscou, pour expliquer leur intervention en Afghanistan.

Or, l'U.R.S.S. n'a pas peur de l'Islam ; c'est l'Occident qui projette là un de ses fantasmes. Elle craint, à long terme, la Chine.

L'empire soviétique est bien tenu et la menace d'un "éclatement" dans un avenir prévisible est quasi nulle. Du côté des Républiques musulmanes d'Asie centrale soviétique, l'investissement de l'Afghanistan paraît plutôt positif, augmentant la proportion de musulmans à l'intérieur des territoires contrôlés par Moscou.

Même si l'intervention soviétique a revêtu un aspect "défensif" dans la mesure où le régime communiste afghan risquait de s'effondrer, cette intervention directe s'explique d'abord par la continuité territoriale, qui a toujours déterminé les avances russes. En accroissant sa marge territoriale de sécurité, l'U.R.S.S. se trouve renforcée. Cette pratique de la "sécurité offensive" est classique. Même si le Pakistan et l'Iran ne sont pas aujourd'hui menacés par la présence des Soviétiques en Afghanistan, ceux-ci se trouvent dans la meilleure position possible pour peser sur ces deux pays si les circonstances le permettent.

La chute du shah a déterminé, en Asie et au Moyen-Orient, une nouvelle donne dont les Soviétiques ont directement profité en Afghanistan. L'instabilité régionale est accentuée par la guerre irako-iranienne, où les Etats-Unis, comme l'U.R.S.S., cherchent à s'attirer les bonnes grâces de l'Iran, compte tenu de sa position géostratégique et de ses ressources. Dans ce cadre global, l'enjeu afghan, quoique secondaire, n'est pas négligeable.

Au terme de cette première année, la guerre en Afghanistan n'en est qu'à ses débuts.

1982 : AFGHANISTAN : LA VALLÉE DU PANCHIR

Mon entrée en Afghanistan date de la fin de mai dernier. J'accompagne un groupe de quatre-vingts personnes du Jamiat Islami, mouvement fondamentaliste, qui convoie des armes lourdes vers le Panchir. Son chef, Ahmed Zia, vingt-quatre ans, est le frère de Mahsoud, principal dirigeant de la rébellion dans la vallée. Zia revient d'une tournée en Europe sous l'égide d'organisations françaises non gouvernementales.

Nous avons franchi la frontière quelque part dans le Paktya, province méridionale d'Afghanistan. En une dizaine de jours, nous avons parcouru environ trois cents kilomètres. Le terrain était assez montagneux. Nous sommes passés par les régions de Ningrahar, de Kaboul, de Kapisa et de Parwan, avant d'atteindre le réduit alpestre du Panchir, au nord de Kaboul, non loin du tunnel de Salang. La plupart du temps, nous nous sommes déplacés pendant le jour. Je n'avais jamais vu cela dans les autres guérillas. Sauf en Erythrée, en 1977, quand l'armée éthiopienne était en déroute.

Lors de mon entrée en Afghanistan, les troupes soviétiques et afghanes venaient de lancer leur cinquième offensive en deux ans dans la vallée du Panchir. D'après les rumeurs, l'attaque était d'envergure et particulièrement meurtrière. Les résistants tenaient bon, mais avaient un besoin urgent d'armes lourdes. Notre caravane leur en apportait. Sur nos chevaux et nos mules, il y avait cinq tonnes de matériel soviétique : armes antiaériennes DSCHK 12 mm, sept mitrailleuses lourdes SGM-M-49, SG-43 et PKS-M-65, quelques Ziguyak, très nombreuses armes antichars RPG-7, munitions diverses.

Deux ans et demi après l'intervention soviétique, les campagnes où vivent 85 % de la population ne sont toujours pas contrôlées par l'Etat afghan et le corps expéditionnaire russe. On s'y déplace en relative sécurité, si l'on connaît le terrain, les emplacements des postes fortifiés, les routines de l'adversaire, les arrangements implicites ou non entre garnisons et

moudjahidines. Les observateurs qui ne connaissent comme guérilla que l'Afghanistan ignorent ce qu'est une contre-insurrection, cette activité qui consiste à harceler sans relâche, avec une infanterie offensive (héliportée ou non), les lignes d'approvisionnement de l'adversaire, ses déplacements, ses regroupements et ses bases. Les forces soviéto-afghanes n'ont pratiqué, jusqu'à présent, que des coups de boutoir. Plus pour colmater des brèches que pour prendre l'initiative.

Dix-huit mois après mes deux premiers séjours, j'ai pu constater que l'Afghanistan vit en état de guerre limitée.

Les Soviétiques et le régime de Kaboul n'ont ni les moyens ni encore le dessein de porter sérieusement la guerre sur le terrain. Cela ne signifie pas qu'il n'y a pas de bombardements, de villages endommagés, de maisons détruites, de nombreuses victimes. Mais il n'y a pas de comparaison possible avec les guerres du Vietnam ou d'Algérie. Les Soviéto-Afghans conduisent leur guerre de façon sporadique. Ils mènent des offensives lorsqu'ils jugent excessive l'activité de leurs adversaires dans les provinces proches de la capitale, comme le Logar et le Parwan, les régions frontalières du Kunar, du Paktya, de Ghazni ou à Kandahar. Le Panchir, lui, est une région organisée, donc un danger, un défi, un symbole à l'échelle du pays, qu'il faut abattre et, si possible, anéantir.

Même s'ils n'ont pas les effectifs nécessaires pour occuper le terrain, les Soviétiques disposent de forces aériennes suffisantes pour frapper très fort. Mais, contrairement aux idées reçues, ils font preuve de retenue. Leur politique est-elle délibérée ? Conservent-ils l'espoir de gagner au régime une partie des populations rurales sans provoquer l'irréparable ? Leur stratégie est-elle momentanée ? Répond-elle à des considérations politiques régionales et internationales, la situation militaire étant de toute façon sans danger pour Moscou ? La guerre demeure-t-elle limitée parce que l'ère de Brejnev touche à sa fin et qu'aucune décision ne peut être prise ?

Les Soviétiques ont certainement sous-estimé l'ampleur du refus afghan et la détermination des combattants. Mais ils se sont installés dans la longue durée. Peut-être pour nous faire prendre conscience que l'Afghanistan leur appartient. A moins qu'ils ne temporisent pour observer l'évolution de la situation régionale, notamment en Iran.

La résistance m'a semblé être dans sa phase ascendante. Son moral est élevé. Elle commence à s'organiser. Ses armes sont plus nombreuses et de meilleure qualité. Les populations demeurent toujours très hostiles au

régime. En dix jours, notre colonne connaît quelques alertes, mais il n'y a pas d'affrontements. Le long de la frontière, je vois des maisons abandonnées, rarement détruites. On cultive les champs. Les blés sont mûrs et on les moissonne. Ici, la notion de réfugié est ambiguë. Les tribus ont toujours considéré la "ligne Durand" comme une abstraction ne les concernant pas. De l'autre côté de la frontière, on se sent plus en sécurité, mieux pris en charge, et les conditions sanitaires sont bien meilleures. Le cordon n'est pas coupé entre l'Afghanistan et le Pakistan. On peut parler non pas d'exil des populations, mais de repli momentané, ponctué de navettes fréquentes.

En route, nous faisons deux marches de nuit : le passage à gué de la rivière Kaboul et la traversée de la route Jelabad-Kaboul, à proximité d'un poste de l'armée afghane et d'un fortin tenu par les Soviétiques. Une fois seulement, dans la journée, un hélicoptère nous survole, mais le bruit de l'engin nous a avertis et laissé le temps de dissimuler les chevaux et de nous cacher.

La deuxième nuit, tandis que brillent les feux de l'aéroport de Bagram, qu'on aperçoit les lumières de la ville de Charikar et, beaucoup plus au nord, celles de Jabal-us Siraj nous franchissons la rivière froide et tumultueuse de Darya-Panchir par groupes de cinq ou six. Nous avons de l'eau jusqu'à la ceinture et nous nous tenons par la main. Un homme seul pourrait aisément être emporté.

En chemin, nous avons moins craint l'armée afghane enfermée dans des fortins ou les convois soviétiques que les mouvements rivaux. Un soir, vers 22 h, à la fin d'une longue étape, nous sommes brutalement arrêtés par des hommes en armes du mouvement Harakat. Ils nous prennent pour des gens du Hezb Islami de Gulbudin Hekmatyar. Il semble impossible de les convaincre de leur méprise. Heureusement, personne n'a de geste inconsidéré. Ahmed Zia souhaite rencontrer le responsable de la région, le mollah du Harakat, qu'il connaît. Le lendemain, à 6 h, l'entrevue a lieu et on nous autorise à repartir. De tels incidents — dont un échange de coups de feu — se sont produits quatre ou cinq fois pendant mon séjour. Pourtant, le Hezb Islami de Gulbudin a perdu du terrain dans la résistance. Le tournant s'est produit dans le Parwan, en août 1981, quand ce mouvement essaya, selon son habitude, de terroriser des mouvements rivaux et que plus d'une centaine de ses militants furent tués par le Harakat.

La vallée du Panchir est longue de quatre-vingt-dix à cent kilomètres et large seulement de quelques kilomètres. Elle comprend une quinzaine de sous-vallées et compte un peu moins d'une centaine de milliers d'habitants. Elle est difficile à investir et à boucler. Elle a commencé à devenir célèbre après l'échec de deux offensives soviéto-afghanes en 1980. La première avait mobilisé deux colonnes de chars et sept mille hommes. La seconde davantage. Mais il n'y eut pas d'effet de surprise. Le chef de la région, Mahsoud, avait eu vent des opérations. En 1981, deux nouvelles attaques, mais, là encore, les Soviéto-Afghans ont dû se retirer avec des pertes substantielles, malgré des bombardements aériens pendant près d'une semaine et l'utilisation de l'infanterie héliportée. La seconde offensive s'est arrêtée au bout d'une dizaine de jours, alors qu'elle semblait pouvoir réussir. Les moudjahidines m'ont expliqué que les Soviétiques ont décroché après que l'hélicoptère du général soviétique commandant l'opération a été abattu.

Le secret de la capacité de résistance du Panchir, c'est l'organisation. Celle-ci est due à un homme exceptionnel, Ahmed Shah, dont le nom de guerre est Mahsoud. Agé d'une trentaine d'années, il est le fils d'un officier supérieur aujourd'hui retraité. Ancien élève du lycée français Istiqlal et du polytechnicum soviétique de Kaboul, où il fit des études d'ingénieur, il a rejoint, en 1973-1974, le mouvement fondamentaliste afghan au Pakistan, pour combattre le régime de Daoud, qui venait de renverser la royauté. En 1975, Mahsoud a participé à une tentative de soulèvement du Panchir, vite écrasée par l'armée afghane. Au Pakistan, parallèlement à sa formation militaire et contrairement à la majorité des autres militants fondamentalistes, il lit Mao et Giap avec profit. Quand il arrive, en 1978, dans le Panchir, avec moins d'une dizaine d'hommes et à peu près sans armes, la vallée est aux mains du Hezb et du Harakat. Quatre ans plus tard, il en est devenu le chef incontesté.

Le modèle organisationnel qu'il a mis en place s'inspire directement de Lénine et de Mao. Tout part du village. Le responsable politique décide de tout. Le responsable militaire, chargé de l'instruction des milices locales, est nommé d'en haut, c'est-à-dire par Mahsoud lui-même ou par son entourage direct, qui se compose de quelques cadres remarquables, comme l'ingénieur Ichak. Les responsables de la justice et des finances, en revanche, sont élus par les populations. Un impôt de 5 % est prélevé sur les salaires et un autre de 10 % sur les récoltes et l'exploitation des gisements

d'émeraude. La section financière prend en charge la nourriture et l'équipement des combattants. Un bureau de relations extérieures a noué des liens avec Kaboul et Peshawar. Sur le plan sanitaire, la vallée dispose d'un hôpital à Rukha, où se relaient tous les trimestres des équipes de médecins français. Au printemps de 1982, ils formaient treize "médecins aux pieds nus". La vallée dispose aussi d'écoles primaires. Dans une petite imprimerie, on édite un hebdomadaire : *La Voix de la guerre.*

Sur le plan économique, la vallée dispose d'une faible superficie en terres fertiles, où poussent du blé et des fruits. Il y a du bétail comme partout. Il faut ajouter à ces ressources celles qui sont saisies au cours des embuscades. A la veille de l'offensive de mai 1982, une trentaine de véhicules roulaient dans la vallée : un service d'autobus, une quinzaine de camions, cinq Jeep, deux Volga et deux Toyota.

Mahsoud a créé une petite école de cadres. Une vingtaine de dirigeants y reçoivent une formation. De retour dans leurs villages, ils sont chargés de former chacun cinq responsables locaux. Les sujets d'enseignement sont essentiellement politiques, idéologiques et organisationnels : le monde contemporain ; comparaison entre capitalisme, communisme et islam ; rivalité Etats-Unis/U.R.S.S. ; l'U.R.S.S. en Afghanistan ; pourquoi l'idéologie la meilleure est-elle l'Islam ; comment bâtir une infrastructure clandestine au village ou en ville ?

De jeunes cadres dévoués et dynamiques cumulent déjà les fonctions de responsables politiques, militaires et religieux. Ce n'est pas que les mollahs aient été rejetés ou les maleks liquidés. Mais chaque fois qu'il y a eu résistance aux changements jugés nécessaires pour faire une guerre de longue durée, on a destitué avec souplesse et sans humiliation, ou aiguillé vers des fonctions honorifiques ceux qui paraissaient inaptes à s'adapter.

La vallée du Panchir vit, sans le savoir, un phénomène qu'on peut qualifier de *détournement de léninisme.* En connaissance de cause et dans le cadre d'une idéologie toute colorée d'islamisme, Mahsoud utilise l'apport organisationnel léninien : avant-garde de professionnels qui s'efforcent, par la propagande et l'organisation, de mobiliser et d'encadrer la population. S'inspirant de Mao-Ze-Dong, qui sut greffer le parti d'avant-garde sur la paysannerie, Mahsoud débouche, par des voies et dans des circonstances spécifiques, sur le concept de base défensive dans une perspective de guerre prolongée où il faut savoir aussi être mobile.

Ses troupes se composent, pour la première fois en Afghanistan, de deux catégories de combattants : des groupes mobiles *(moutarik)* et des groupes locaux *(sabbet)*. Les *moutarik* représentent quatre unités de soixante-quinze hommes et quelques unités légères de vingt-cinq hommes. Il s'agit de combattants à temps plein, les premiers du pays, et non plus de guérilleros occasionnels. Ils portent un treillis, des rangers d'origine tchèque, et sont armés de Kalachnikov. Chaque groupe dispose d'un mortier, d'une arme antiaérienne DSCHK, de trois mitrailleuses PK et de trois armes antichars RPG-7. En cas d'embuscade, il représente une force redoutable par sa puissance de feu, sa discipline et sa cohésion. Les familles des combattants sont prises en charge par l'organisation politique et perçoivent le nécessaire en nature ou en argent. Car les militaires quittent souvent la vallée pour un mois ou plus, leur rayon d'action pouvant dépasser une centaine de kilomètres.

Chaque groupe est dirigé par un commandant et doté d'un commissaire politique, d'un mollah et d'un infirmier. Le commissaire politique supervise les relations entre les guérilleros et la population, l'éducation politique des recrues, les relations avec les autres mouvements de résistance et les liaisons avec Mahsoud. Le responsable religieux s'occupe des prières et de l'observation des interdits : pas d'usage de haschisch, pas de relations sexuelles...

L'action la plus remarquable des groupes de Mahsoud a été, en mai dernier, la destruction de l'aéroport de Bagram, où se trouvaient une vingtaine d'avions et une quinzaine de blindés. L'attaque s'est produite à 2 h du matin. Le commando était composé de quatre-vingt-dix hommes armés de cinq mortiers de 82 mm M-37 et d'une vingtaine de roquettes. Il s'est replié en bon ordre à l'aube. Compte tenu de la nature du terrain, plat comme la main, et de la puissance du feu soviétique autour de la piste d'atterrissage, c'est un authentique exploit. Le même mois, un autre groupe mobile a réussi à incendier un arsenal en plein Kaboul.

Les unités locales *(sabbet)* sont responsables de l'autodéfense du Panchir. Il y en a vingt-deux. Leur importance varie, selon les villages, de cinquante à cent hommes. La plupart sont dotées d'un mortier de 76 mm, de mitrailleuses lourdes PK et de PRG-7. A l'échelle de la vallée, il y a environ cinq mille combattants, dont sept à huit cents à plein temps, qui ne disposent que d'une dizaine de DSCHK et de trois Ziguyak. Contre des avions ou même des hélicoptères volant à altitude moyenne, c'est

l'impuissance. Et ce n'est pas demain que le Pakistan tolérera l'introduction chez lui de missiles sol-air ou de fusées SAM-7.

Quand nous débouchons enfin dans la vallée du Panchir, la guerre en est à sa cinquième semaine. Comme précédemment, on savait l'offensive imminente. Mais, cette fois, les combattants ont été surpris. L'adversaire n'était pas attendu ce matin-là. Des commandos héliportés ont été déposés au fond de la vallée et ont réussi à prendre le contrôle de nombreux villages. Les médecins français ont été systématiquement recherchés. Des troupes sont arrivées de Salang, à l'ouest, et du Nouristan, à l'est. Une colonne de chars est entrée dans le centre de la vallée. Les Soviétiques ont avancé vers Khendj, dans la partie orientale. La ville de Rukha a été investie. Les communiqués de victoire ont fusé à Radio-Kaboul, contrebattus par Radio-Kaboul libre, qui continuait à émettre quotidiennement, de 20 h à 20 h 30. Des avions ont lancé des tracts dans lesquels il était dit que les bandes de Mahsoud étaient en déroute et que le chef "immoral" s'enfuyait avec "ses femmes, des putains françaises", et des émeraudes dont il avait fait profiter les Pakistanais, les Chinois, les Français et les Américains. La population était conviée à collaborer avec les forces du "gouvernement démocratique".

Le troisième jour, les moudjahidines sont passés à la contre-offensive et ont cherché à prendre de vitesse les Soviéto-Afghans qui voulaient s'assurer le contrôle des crêtes. De durs accrochages se sont produits. Malgré les bombardements et les difficultés qu'ils rencontraient sur le terrain, les guérilleros ne lâchaient pas pied.

Pendant la semaine que j'ai passée dans la vallée, j'ai assisté à de nombreux bombardements. De l'aube au coucher du soleil, une demi-douzaine de SU-24 et de Mig-21 se sont relayés. J'ai vu des maisons détruites, mais je n'ai pas vu de villages rasés. La population a quitté la vallée principale, s'est regroupée dans les sous-vallées et a construit, pour se protéger, des maisons rondes comme des igloos, au toit recouvert de feuilles.

Il n'est pas simple, même avec de bonnes jumelles, de suivre une offensive en montagne, dans une vallée aussi morcelée et aussi étendue. A mi-pente, les troupes afghanes disposent de plusieurs camps retranchés qui sont entourés de mines. Ces positions sont difficiles à prendre. Il faut attendre, si l'on contrôle les crêtes, que les soldats aillent se ravitailler pour les abattre. Encore faut-il que le ravitaillement n'ait pas lieu par hélicoptère, ce qui complique la situation.

Autour de nous, des cadres du Laghman et du Takhar, des Tadjiks et des Ouzbeks, sont venus étudier l'organisation du Panchir pour la reproduire chez eux. Elle produit, me dit-on, un effet de tache d'huile dans des régions voisines, à Maza-i-Sharif, notamment, mais aussi dans le Shamali, le Parwan, le Laghman, le Takhar, et dans le Salang.

Tandis que l'offensive se poursuit, les forces du Hezb ne bougent pas. Mais on voit affluer des combattants de différentes ethnies, de différentes provinces et de différents partis. Plusieurs centaines de Hazaras attaquent la région du tunnel de Salang et parviennent à boucler la route nord-sud. Des convois soviétiques sont arrêtés dans le Baghlan. Les résistants du Parwan passent à l'offensive. Des combattants du Laghman et des militants du Harakat confluent pour obliger l'adversaire à desserrer son étau et disperser ses forces. Cette esquisse d'unité sur le terrain est peut-être le plus beau succès politique de Mahsoud et des combattants du Panchir.

Lorsque j'ai quitté la vallée à la mi-juin, les combattants tenaient bon. Leur moral était à toute épreuve. Ils étaient en pleine contre-offensive. On disait que les Soviétiques commençaient à se retirer. Je n'ai pas pu le vérifier. Mais une chose est certaine : le Panchir a tenu et, tout au long des trois cents kilomètres du retour, à chaque rencontre, à chaque halte, on n'a cessé de nous demander des nouvelles du Panchir.

La stratégie de la base défensive est-elle tenable ? Oui, dans la mesure où la campagne n'est pas âprement disputée. Mais le Panchir, en tant que seule région bien organisée et seule position stratégique, est devenu une cible privilégiée. L'immensité chinoise garantissait la relative inviolabilité du Yunnan à une époque où l'aviation n'avait pas l'importance d'aujourd'hui. Le fait que la vallée du Panchir soit à dix minutes de vol de l'aéroport de Bagram représente une première faiblesse structurelle. Une seconde est due à ce que la logistique en armes et munitions des Panchiris se trouve à dix journées de marche de la vallée, au Pakistan. Or la politique du Pakistan est coincée entre l'aide qui vient de l'Ouest et la menace des troupes soviétiques. Elle ne peut qu'être ambiguë à l'égard de la résistance afghane.

Où en sont les Soviétiques, après deux ans et demi d'occupation ? Ils contrôlent les deux grands aéroports du pays (Bagram, au nord de Kaboul, et Chindand, à cent kilomètres de Hérat), un réseau assez dense de fortins, où sont retranchées des troupes afghanes, les villes et les axes routiers. Cependant, la géographie du pays exige, pour contrôler les voies de communication, de tenir les vallées. D'où le danger que constituent les

forces du Panchir pour la seule route nord-sud de la partie orientale de l'Afghanistan. D'où la menace que fait peser la rébellion de la vallée du Kunar pour la route Kaboul-Jelalabad.

Les jeunes cadres du régime, qui ont été formés à Moscou, se heurtent à l'hostilité générale des ethnies. Quant à la politique de ralliement, elle n'a pas, jusqu'à présent, produit de résultats tangibles. Dans les villes, les progrès des Soviétiques et du régime de Babrak Karmal paraissent également minces. Hérat, par exemple, est à peine contrôlé et, en janvier dernier, l'armée rouge a dû bombarder Kandahar pour y rétablir l'ordre. Même à Kaboul, place forte du régime, les querelles continuent de déchirer les factions rivales du Parcham et du Khalq. De hauts fonctionnaires, qui désertent toujours en grand nombre, dénoncent le poids prédominant des conseillers soviétiques dans les ministères. Le pouvoir n'a pas réussi à constituer autour du Parti démocratique du peuple afghan (P.D.P.A.) une large alliance dont il aurait été l'élément dirigeant. Sa politique conciliatrice en matière politique, sociale et religieuse ne semble pas avoir porté de fruits. Quant à l'armée, malgré de grands efforts de recrutement, des soldes et des primes très élevées, elle n'arrive pas à atteindre quarante mille hommes. Sur le plan international, le régime n'a pu établir des contacts et des accords de coopération qu'avec les démocraties populaires.

Cependant, dans l'évaluation de la situation actuelle, il ne faut pas négliger un facteur essentiel : le temps. Les Soviétiques n'ont pas encore montré ce dont ils sont capables sur le plan militaire. Ils raccrochent peu à peu l'économie afghane à leur système. Ils sont en Afghanistan pour y rester, et les résistants n'ont pas d'autre perspective que de les combattre le plus efficacement possible.

En plus de ses faiblesses, de ses divisions et de son manque d'organisation, la résistance manque cruellement de moyens de télécommunication, d'armes lourdes, de mines et d'explosifs. Les aides extérieures restent très limitées. Celle de la France officielle s'est bornée jusqu'à présent à des mots. L'idéal, pour la résistance, forte aujourd'hui de cent mille combattants, serait de s'organiser sur le modèle du Panchir. Mais il est illusoire de penser qu'un phénomène dû à un dirigeant exceptionnel puisse se reproduire aisément. L'avenir dépend en grande partie des jeunes cadres qui vont naître dans la lutte et sauront inventer les réformes politiques et l'unité qui s'imposent.

1982 : AMÉRIQUE CENTRALE : LA GUERRE SANS VAINQUEURS

San Salvador. Une majorité d'hôtels fermés ; beaucoup d'autres quasiment vides. Au Ritz, six chambres occupées sur cinquante, un unique client au restaurant. La nuit, un bon conseil : ne pas flâner. D'ailleurs, on n'en a pas envie. Il fait sombre à peu près partout, comme s'il y avait le couvre-feu ; quelques rares passants ; des patrouilles de soldats en Jeep ; des militaires, mitraillette au poing, aux carrefours. Au second semestre de 1982, pourtant, c'est le calme dans la capitale. Il y a quelques mois, les attentats étaient quotidiens. Au matin du 25 août, après une nuit "normale", le journal *El Mundo* relate, en page vingt-huit, qu'un agent de la police nationale a été tué, boulevard Los Heroes. A l'hôpital militaire, on a identifié le cadavre d'un soldat assassiné dans des circonstances non éclaircies et celui d'un civil mort par balles, rue Varela. Trois autres morts, victimes d'un accident de la route, sont encore mentionnés. Pour les habitants de la capitale, il ne s'est rien passé dans la nuit du 24.

A la campagne, la seule voie à peu près sûre est la Panaméricaine qui va du Mexique à Panamá. Tout autre itinéraire comporte des risques. Sur les routes sinueuses d'un pays montagneux, les embuscades sont faciles, et fréquentes ; des voitures sont parfois mitraillées. Les voyageurs des autobus sont souvent invités à payer la "taxe de guerre" ; ce moyen de locomotion reste cependant le plus sûr : les guérilleros n'ont pas pour objectif de malmener les populations. Si la route San Salvador-Managua (Nicaragua) n'est plus utilisée, un service d'autobus continue, trois fois par semaine, à relier Salvador à Tegucigalpa (Honduras). Les voyageurs sont contrôlés cinq ou six fois sur un parcours d'environ trois cents kilomètres.

La situation est à peine plus sûre au Guatemala. Dans le centre de la capitale, Guatemala Ciudad, il y a un militaire, mitraillette au poing, à chaque carrefour, même de jour. On se promène encore sans être trop isolé jusqu'à 22 h et sans le risque, assez fréquent à San Salvador, d'un

banditisme agressif qui profite de l'insécurité. Même des centres touristiques majeurs, comme l'admirable lac Atitlán, n'accueillent quasiment plus de touristes. Deux ou trois personnes par hôtel : des étrangers. Les riches de la capitale, qui venaient naguère y passer le week-end, ont renoncé.

Le Nicaragua est sur le pied de guerre. Il subit une série de pressions qui l'obligent à mobiliser la population, ce qui accroît ses difficultés économiques. Opérant à partir du Honduras, soutenus et ravitaillés par les Etats-Unis, les partisans de l'ancien président Somoza harcèlent la frontière, de même que des commandos d'Indiens Meskito hostiles aux sandinistes, qui n'ont pas su gagner leur adhésion. Le régime, quelle que soit sa bonne volonté, combine héritage impérial hispanique et jacobinisme. Le Nicaragua se proclame "Etat nation" : c'est d'emblée imposer aux Indiens l'intégration et écarter toute revendication particulariste. Quant au débat sur la pluralité politique relative du régime ou le degré de son caractère "marxiste-léniniste", il est assez vain. Comme les Etats-Unis s'opposent aux sandinistes en tant que marxistes-léninistes, ceux-ci ne peuvent se défendre qu'en faisant appel aux adversaires de Washington : Cuba et Union soviétique. Ils viennent en aide, par ailleurs, aux insurgés salvadoriens. Voilà pour la politique extérieure. Quant à la politique intérieure, elle a sa logique propre. Les difficultés économiques et politiques, locales et régionales, poussent à la centralisation des décisions et à la radicalisation du processus révolutionnaire, sous peine d'effondrement. Le parti français d'un régime démocratique révolutionnaire — voire pluraliste — est caduc. L'aide en armements de nos socialistes est un beau geste symbolique. Pratiquement, les besoins militaires du Nicaragua sont satisfaits par l'U.R.S.S. La seule aide française cohérente et efficace, dans la perspective d'une autonomie du Nicaragua à l'égard de l'Union soviétique, aurait été une aide économique. Mais, là encore, la France n'a pas les moyens de sa politique.

Déjà menacé au nord, le régime sandiniste est d'autant plus isolé qu'il a des relations tendues avec le Costa Rica. On est loin de l'époque où le Honduras et le Costa Rica fournissaient aide et assistance aux insurgés sandinistes.

Il n'est cependant pas certain qu'on assiste à une intervention en règle contre le Nicaragua. Les motifs et l'envie ne manquent pas du côté américain. Mais l'entreprise est malaisée. Et bien des facteurs s'y opposent.

Le climat de patrie en danger servirait le régime et la mobilisation populaire pourrait bien mettre en échec une intervention même massive. Le Congrès et l'opinion publique américains n'y sont pas favorables. Le Mexique, le Venezuela et la Colombie ont fait discrètement savoir qu'ils partageaient le même point de vue.

Le Honduras, qui abrite les commandos antisandinistes, subit à son tour les coups indirects que lui porte le Nicaragua en alimentant — de même que Cuba — une guérilla hondurienne. Celle-ci a largement dépassé le stade embryonnaire, et l'on entendra bientôt parler du Front révolutionnaire Lorenzo Zelaya et du Mouvement de libération populaire Cinchoneros. Ces groupes se sont déjà signalés par une série d'attentats dans la capitale, y compris contre l'ambassade des Etats-Unis et des conseillers militaires américains. Deux opérations importantes ont eu lieu à San Pedro Sula, la deuxième ville du pays. L'une avec l'assaut de la radio, d'où les insurgés ont émis pendant une demi-heure. L'autre, en septembre dernier, avec la séquestration des ministres des Finances et de l'Economie, du directeur de la Banque d'Etat, et de quatre-vingts hommes d'affaires parmi les plus importants du pays.

La campagne, depuis quelques mois, devient moins sûre. Les forces armées quadrillent les axes stratégiques du pays et interviennent à la frontière salvadorienne contre les insurgés du Front Farabundo Marti. Elles possèdent trois aérodromes bien aménagés et se renforcent régulièrement, grâce à l'appui d'une centaine de conseillers militaires américains — le Salvador n'en compte officiellement que cinquante-cinq. Le Honduras glisse-t-il vers la guerre civile ? La situation reste encore indécise. Les élections, en 1980 et 1981, de l'Assemblée constituante, du président et de l'Assemblée législative ont étonné par leur régularité, alors que la fraude est classique dans la région. La participation populaire a dépassé 80 %. Les jeunes officiers qui sont restés à la tête du pays jusqu'en 1975 ont mené une politique réformiste qui a porté ses fruits. Les tensions sociales à la campagne ont été réduites par l'octroi de trois cent mille hectares à quarante mille familles ; un début de politique industrielle a vu le jour. Le nombre de producteurs de café, le principal produit d'exportation, a augmenté. Mais le cours de cette denrée n'est pas à la hausse et le climat politique demeure très conflictuel.

La situation régionale se caractérise par une crise généralisée qui exclut dans une large mesure le Costa Rica et le Panamâ, mais s'installe dans la

durée. Il n'y a pas de perspective de victoire à court terme pour l'un ou l'autre bord. La théorie des dominos, hier avancée par les anticommunistes à propos du Vietnam, a été reprise par l'extrême gauche à propos du Nicaragua. Dans la mesure où les sandinistes l'avaient emporté, la révolution n'allait pas tarder à triompher au Salvador, puis au Guatemala. Dans la pratique, l'Amérique centrale apparaît aujourd'hui comme un abcès de fixation, et l'impasse militaire risque d'y durer longtemps avec son cortège de victimes et sa violence.

De la fin des années cinquante à celle des années soixante-dix, l'Amérique centrale a connu une croissance économique notable : 5 % par an en moyenne. Cependant, la paysannerie, majoritaire, n'en a guère profité. La crise internationale s'ajoutant à la modernisation technique et à une croissance démographique de plus de 3 % par an, les problèmes se sont multipliés : inflation, hausse des prix, chômage accru, baisse des salaires, insatisfaction croissante des classes moyennes et des paysans. Les conditions d'une crise politique et sociale étaient largement réunies, particulièrement dans les pays aux structures sociales et politiques les plus sclérosées et les plus conservatrices.

Les Etats-Unis se sont satisfaits jusqu'en 1977 de la stabilité de régimes que dominaient des militaires, qui, d'une façon générale, bloquaient toutes les réformes et gouvernaient en combinant corruption, fraude électorale et mesures répressives. Après une brève période d'ouverture durant le mandat du président Carter, la politique américaine recouvre un style de guerre froide.

Pour l'Administration Reagan, l'Amérique centrale représente un test de volonté politique. Les militaires sont les garants de l'ordre et doivent être soutenus même s'il est souhaitable qu'ils élargissent leur base sociale en appliquant des réformes.

Les mouvements de guérilla sont influencés par le marxisme-léninisme et Cuba, et servent, en définitive, les intérêts soviétiques, d'où la nécessité de les éliminer. En attendant, l'aide économique doit permettre de résoudre les problèmes les plus urgents. Quoi qu'on pense de cette stratégie, elle permet pour le moment d'affirmer, compte tenu du rapport global des forces sur le terrain, que l'exemple nicaraguayen a peu de chance de se répéter.

Trois facteurs ont permis aux sandinistes de l'emporter :

— l'adoption d'une stratégie politique qui misait sur un patient travail de mobilisation et rompait avec le "foyer guérillero" cher à Che Guevara au

cours des années soixante ;

— l'isolement social à peu près total de l'Etat Somoza, soutenu quasi exclusivement par sa garde prétorienne ;

— le retrait du soutien américain.

Les conditions, aujourd'hui, sont différentes au Salvator et au Guatemala. Non que les régimes y soient populaires, il s'en faut, mais ils ne sont pas privés de base sociale. Il y a, dans ces pays largement urbanisés, de nombreuses catégories sociales qui craignent plus un changement du type sandiniste que les régimes actuels. Il ne s'agit nullement des plus favorisées ; celles-ci, bien souvent, sont déjà à l'abri, à Miami. Ce que souhaitent surtout les classes moyennes, ce sont le rétablissement de la sécurité, la reprise de l'activité économique et des réformes. Dans les campagnes, un grand nombre de paysans sont regroupés, réfugiés ou réprimés, quand ils ne sont pas massacrés par l'armée. Dans les villes, les groupes paramilitaires ont assassiné, tant au Salvador qu'au Guatemala, des milliers de personnes, de l'extrême gauche aux libéraux. Si la guérilla et l'armée ont atteint une sorte de point d'équilibre au Salvador, il n'en est pas de même au Guatemala. Tout indique que les guérilleros vont encore progresser. Les déclarations optimistes du régime sur la liquidation prochaine de la guérilla ne sont que rodomontades d'une équipe de militaires dont l'arrogance le dispute à l'absence d'envergure. Leur faible niveau est attesté par une action psychologique qui consiste à tracer en gros caractères sur les routes des slogans du genre : "On ne critique pas, on travaille."

La nouveauté au Guatemala, où la guérilla est endémique depuis vingt ans, c'est la participation des Indiens, désormais majoritaires dans la population. Marginalisés, méprisés et considérés comme des sous-hommes, les Indiens ont pris conscience de leurs conditions d'existence et d'eux-mêmes. Ils sont très nombreux dans la guérilla. Le problème de leur identité a surgi, que résumait ainsi un jeune cadre politique : "Nous ne sommes pas seulement des pauvres, nous sommes aussi des Indiens." Peut-être s'agit-il là de l'événement politique le plus important de la décennie dans cette partie de l'Amérique centrale, où, du Yucatán et du Chiapas mexicains au Honduras, en passant par le Guatemala, les Indiens sont devenus majoritaires. L'espagnol y restera la langue impériale, mais il n'est pas certain qu'à terme la suprématie du *latino* ne soit pas remise en question.

En octobre 1980, cinq organisations[38] s'unissent pour former le Front Farabundo Marti de libération nationale. Chacune des organisations combattantes s'articule avec un mouvement politique qui lui sert de relais.

Dans une première phase, actions militaires et luttes revendicatrices sont étroitement liées. Les zones d'insécurité font tache d'huile. L'année 1981 marque peut-être une seconde phase d'équilibre des forces. En janvier, le Front lance une "offensive finale" destinée à renverser le gouvernement. Quelques villes d'une certaine importance tombent aux mains des insurgés, qui les contrôlent pendant plusieurs jours, telles Zacatecoluca et San Francisco Gotera. Mais l'appel à l'insurrection générale n'est pas entendu par la majorité de la population ; l'incitation à l'insubordination auprès des soldats et des officiers donne peu de résultats. L'objectif est au-dessus des forces de la guérilla, qui, cependant, démontre sa capacité militaire, sa coordination à l'échelle d'une partie importante du pays et ses possibilités logistiques.

Rapidement, les Etats-Unis livrent soixante-cinq millions de dollars d'aide militaire au gouvernement salvadorien. Malgré la proclamation du couvre-feu, de nombreux attentats ont lieu tout au long de l'année, y compris dans la capitale. A partir de l'échec de l'offensive finale, le Front accentue sa pression militaire — apparemment au détriment du travail politique. Une offensive régionale est déclenchée en juin dans le département de Chalatenango ; en août, la ville de Perquin (province de Morazán) est occupée pendant dix jours.

Bientôt, l'un des objectifs majeurs de la guérilla devient la paralysie économique et administrative du pays : destruction du grand pont du fleuve Sucio, et, surtout, du pont d'Or, en octobre 1981, pour isoler l'est et l'ouest du pays. L'armée a de plus en plus de mal à contrôler les communications. Elle manque d'hélicoptères, de pilotes et de matériel de transport. Elle manque d'esprit de corps et de discipline. La garde nationale paraît beaucoup mieux aguerrie. Au cours des deux dernières années, trois bataillons d'élite — soit trois mille hommes — ont été formés aux Etats-Unis. Près de cinq cents officiers ont ainsi été recyclés. L'objectif des instructeurs américains est de créer une nouvelle catégorie, rare en Amérique centrale, d'officiers qui vont au combat à la tête de leurs troupes. Il s'agit de changer le comportement d'une armée surtout perçue comme une filière d'ascension sociale, offrant des passe-droits et des prébendes sans risques pour sa peau. Dans la région, les coups d'Etat entre militaires

s'opèrent, en général, en douceur. La violence est réservée aux populations et aux opposants politiques de gauche. A la fin de 1981, le nombre des assassinats était évalué entre treize et seize mille hommes, dont 45 % de paysans. En ville, les victimes étaient essentiellement des syndicalistes, des professeurs, des intellectuels, des étudiants ou des prêtres.

A la campagne, la répression est d'une grande férocité. La population, qui en est souvent l'enjeu, subit de nombreuses exactions : ce qu'elle donne aux uns l'expose aux représailles des autres. Aussi les campagnes ont-elles tendance à se dépeupler : deux cent cinquante mille paysans environ ont fui le pays. La stratégie de la guérilla n'a pas toujours arrangé les choses. En détruisant des centrales électriques, des cliniques, des locaux, des services publics d'adduction d'eau, des autobus, elle n'a pas seulement paralysé l'administration, elle a rendu plus difficile la vie quotidienne de populations passablement malmenées.

Les élections de mars 1982 ont représenté un net succès pour les Etats-Unis et le régime salvadorien. Le mot d'ordre de boycottage du Front Farabundo Marti n'a guère été suivi. Sans fraude grave, près de 80 % de la population a voté (l'abstention avait été de 50 % aux élections de 1972). Au-delà du désir de paix et de sécurité d'une importante partie de la population, la guerre civile a polarisé les extrêmes. Les Etats-Unis, qui souhaitaient que se renforce le centre, plus enclin aux réformes, sont néanmoins satisfaits que la guérilla ait perdu la face. Celle-ci, à l'avenir, devra réviser sa stratégie et s'installer dans la longue durée. Dans ce pays à forte densité, les zones contrôlées par les guérilleros, compte tenu de l'intensité des combats, ne sont pas les plus peuplées, une partie de la population ayant fui les affrontements. D'après des estimations difficilement vérifiables, les guérilleros seraient entre cinq et sept mille. De quinze à vingt mille miliciens et miliciennes les épauleraient, notamment en cultivant la terre pour subvenir aux besoins des combattants.

Le bilan de 1981 de la guérilla indique une intense activité : deux cent trente-cinq occupations de villages, de bourgs ou de villes ; sept cents attaques de postes militaires ; cinq cents embuscades ; huit cents sabotages divers. Pour faire face, les forces de sécurité disposent d'environ vingt-cinq mille hommes, dont seize à dix-huit mille pour les forces armées. C'est peu, d'autant plus qu'ils paraissent plus aptes à massacrer les civils qu'à combattre. En fait, le pays est — comme au Guatemala — sous-administré.

Et la rigueur de la répression trouve peut-être une de ses explications dans cette sous-administration, qu'il faut bien compenser par la terreur.

L'équilibre des armes implique un conflit de longue durée — les négociations paraissant exclues — et pose le problème des conditions économiques, qui se dégradent rapidement. Le train des réformes promises il y a trois ans a été singulièrement modeste dans son application. Dans le même intervalle, la fuite des devises a été évaluée à douze milliards de dollars, tandis que l'inflation avoisine les 20 %. Il y a 30 % de chômeurs urbains. Malgré l'aide américaine, la situation s'est encore détériorée au cours des dix-huit derniers mois. La production des biens et services a chuté d'un tiers. La production industrielle, notamment dans le secteur textile, a diminué de 20 à 25 %. En quatre ans, le P.N.B. (Produit national brut) a décru de 20 % ; les recettes caféières (50 % des revenus du pays) ont baissé d'un tiers. Le commerce extérieur, qui était bénéficiaire de cinq cents millions de dollars en 1979, était déficitaire de cent vingt millions en 1981. Les résultats de l'année 1982 seront sans doute encore plus décevants.

Pour la population, tous ces phénomènes ont des conséquences pratiques. En deux ans, entre 1979 et 1981, le prix du riz fut le seul à ne progresser que modestement. Les haricots rouges, autre denrée de base, ont augmenté de 105 %, les pâtes de 41 %, le lait de 52 %, le sucre de 20 %, le savon de 140 %, le kérosène de 120 %, les transports urbains de 150 %... Entre-temps, les salaires à la campagne baissaient de 12 %, et en ville de 7 %. L'objectif de l'Etat pour les années à venir est donc double : contenir et affaiblir la guérilla, et lutter contre la paralysie de l'appareil productif. Le montant de l'aide américaine sera un facteur décisif, et il semble que les Etats-Unis soient prêts à faire face aux nécessités d'une situation incertaine.

Dans de vastes régions, c'est la stagnation. La réforme agraire limitée que les militaires ont promulguée s'est heurtée à l'opposition des propriétaires. 15 % environ des terres ont été redistribuées et deux cent mille agriculteurs en ont officiellement bénéficié — l'objectif étant de créer et de renforcer une couche de paysans moyens favorables au régime. Les experts de l'ambassade américaine estiment, à tort ou à raison, que plusieurs militaires de haut rang sont conscients de la nécessité des réformes pour élargir leur base sociale. Les faits trancheront, mais, pour l'instant, le processus reste bien timide.

Depuis plus de quinze ans, le système politique au Guatemala est une démocratie de façade où les forces armées dominent. Au cours de la

dernière décennie, on a vu se développer une “bourgeoisie bureaucratique” de militaires qui se sont taillé une solide assise économique. Cela n’empêche pas la bourgeoisie agraire d’être toujours forte et active. Pour répondre à la menace des guérillas, les groupes d’extrême droite n’ont pas cessé d’être encouragés. Objectif : les opposants de gauche et les Indiens. Résultat, le Guatemala s’est progressivement enfoncé depuis trois ans dans une situation de guerre civile : répression accentuée de l’armée et de groupes paramilitaires, renforcement des forces révolutionnaires, dégradation de la situation économique.

Après une critique des années soixante où les Forces armées rebelles (F.A.R.) avaient piétiné, la guérilla s’est discrètement réorganisée à partir de 1975 autour de deux nouvelles formations : l’E.G.P. (Armée de guérilla des pauvres) et l’O.R.P.A (Organisation révolutionnaire du peuple en armes). Ces organisations ont cherché à améliorer les liaisons entre l’action militaire et le travail politique. Elles se sont rapprochées de la paysannerie, indienne dans sa majorité ; elles veulent la faire participer à la vie politique du pays, ce qui constitue une innovation.

A la fin des années soixante-dix, l’E.G.P. et l’O.R.P.A. commencent à attaquer des postes isolés, puis, avec des fins plus politiques que militaires, occupent temporairement des fermes et des villages, où des meetings sont tenus. Après cette phase de propagande armée, les diverses organisations passent, chacune dans son aire régionale, à l’offensive militaire en 1980-1981 : sabotages des voies de communication, destructions d’édifices administratifs et d’équipements agro-industriels, assassinats d’agents de la force publique et de gardiens d’haciendas... Les organisations de guérilla se reconnaissent comme marxistes-léninistes.

L’E.G.P. voit les deux forces motrices de la révolution dans la lutte des classes et dans l’effort d’intégration nationale des Indiens, le Guatemala étant “un territoire avec des groupes qui n’ont pas d’homogénéité ethnique et culturelle”.

Depuis deux ans, les activités de la guérilla couvrent la majorité des provinces du pays. On compte en moyenne, chaque mois de cette année, une centaine d’actions : embuscades, attaques de postes militaires, prises de villages et de bourgs... L’armée et les groupes paramilitaires répondent en accentuant la répression : douze mille assassinats en 1981. Le nombre de victimes en zone indienne doit être, cette année, en augmentation. Quant aux réfugiés, ils sont estimés à environ deux cent cinquante mille.

Le régime militaire dispose d'une armée de près de vingt-cinq mille hommes. Il ne paraît pas pour l'instant menacé par les cinq à six mille guérilleros qu'appuient de vingt-cinq à trente mille miliciens locaux. L'aide américaine, un moment suspendue, a repris, et les Etats-Unis accordent une importance toute particulière au Guatemala, l'Etat le plus peuplé et le plus riche de la partie septentrionale de l'Amérique centrale, dont la frontière jouxte le Mexique. Comme au Salvador, avec les conditions qui lui sont propres, le Guatemala est engagé dans une guerre à durée indéterminée.

Les diverses situations en Amérique centrale — et tout particulièrement pour le Guatemala, le Salvador, le Honduras et le Nicaragua — sont étroitement dépendantes. Si les Etats-Unis aident les trois premiers Etats et cherchent à affaiblir le Nicaragua, ce dernier épaule les insurgés salvadoriens et reçoit une aide multiforme des Cubains et des Soviétiques : conseillers de toute sorte, équipement militaire, aide économique (modeste). Cuba soutient également les guérillas salvadorienne, guatémaltèque et hondurienne. En principe, compte tenu de tensions sociales moindres, la propriété de la terre étant moins mal répartie, le Honduras devrait être relativement stable au cours des années à venir, bien qu'il soit appelé à connaître sans doute un développement de la guérilla. Mais, selon toute vraisemblance, il restera la pièce centrale du dispositif américain. Le Nicaragua subira une pression constamment alimentée par les Etats-Unis, afin de l'obliger à une mobilisation permanente qui affaiblira une économie déjà bien précaire.

Au sud, le Panamá et le Costa Rica restent pour l'essentiel préservés de la violence, mais ressentent avec acuité les effets de la crise.

Le Costa Rica représente une exception en Amérique centrale. C'est un Etat aux solides traditions démocratiques, quasiment sans forces armées et sans grandes propriétés. La terre est pour l'essentiel aux mains de petits fermiers. Le peuplement est surtout d'origine européenne. Le niveau de scolarisation est élevé. Le pays a connu une succession ordonnée d'élections et de présidents élus dans le cadre d'une relative prospérité, comparable à celle des pays d'Europe méridionale. Les libertés sont garanties, le gouvernement est *desarollista* (soucieux de développement) et, en même temps, attentif aux problèmes sociaux. Mais les trois dernières décennies de stabilité touchent à leur fin. La crise est là : la hausse du pétrole et la baisse des cours du café en sont responsables. Et, d'économique, cette crise risque de devenir politique. En mai dernier,

compte tenu d'une dette extérieure de quatre milliards de dollars, le gouvernement s'est engagé dans une politique d'austérité. Celle-ci était nécessaire. Mais une substantielle dévaluation, accompagnée d'une hausse des prix de près de 90 %, a détérioré le climat social. En septembre, une grande manifestation de protestation a eu lieu à San José. Les perspectives économiques — qui peuvent aboutir à une agitation sociale moins pacifique — sont médiocres. Ce mois-ci, le Costa Rica négocie avec le Fonds monétaire international un crédit de cent quarante millions de dollars. Gageons qu'il lui sera accordé, l'équilibre de cet îlot étant plus que jamais nécessaire dans une Amérique centrale installée dans la guerre.

La stabilité en Amérique centrale n'est pas seulement le souci des Etats-Unis ; il est aussi celui des deux autres puissances régionales : le Mexique et le Venezuela. Ces deux producteurs de pétrole estiment que le bassin caraïbe représente une zone vitale de sécurité. Aussi aident-ils considérablement les pays d'Amérique centrale en leur vendant l'or noir 30 % en dessous du cours mondial. Leur aide globale atteint sept cents millions de dollars.

Ces deux dernières années, profitant de sa récente richesse pétrolière, le Mexique a voulu jouer un rôle de grande puissance régionale, comme l'Iran des années 1975-1978. Il a mené une diplomatie offensive, souvent tournée contre Washington, et a manifesté la volonté d'agir en partenaire quasi égal de son grand voisin. Mais les Etats-Unis représentent son principal investisseur et créditeur et absorbent les deux tiers de ses exportations. La crise économique et monétaire qu'il vient de subir en août dernier a mis fin à ses ambitieuses velléités. Le géant mexicain a montré qu'il était fragile et que sa force reposait, dans une large mesure, sur une imposture historique. Contrairement à ce qu'il prétend depuis bientôt un demi-siècle, le Parti révolutionnaire institutionnel (P.R.I.) n'a pas réalisé les objectifs de la révolution. Il n'a su ni moderniser les structures du pays ni apporter la justice sociale. La corruption, déjà si caractéristique du système politique, s'est encore accrue depuis le boom économique pétrolier. Quant au peso, bien qu'il eût été sauvé de l'effondrement par la volonté des Etats-Unis, sa chute n'est que le reflet de la plus grave crise qu'a connue le Mexique depuis quarante ans. Il ne faut certes pas sous-estimer la solidité du système, ni l'implantation de l'appareil du P.R.I. Le gouvernement domine la Confédération des ouvriers mexicains et la Fédération nationale paysanne, mais il n'a plus rien d'autre à offrir que l'austérité, alors que le

problème de la terre est loin d'être réglé. Le nouveau président, Miguel de la Madrid, qui commencera son mandat le premier décembre prochain, est invité à lutter contre la corruption et à répartir les richesses de façon plus équitable. Il est douteux qu'il entreprenne un tel programme, et l'austérité pour les moins privilégiés (classes moyennes comprises) pourrait bien être l'expédient de la prochaine présidence. Il n'y a, face au P.R.I., qu'une opposition faible et divisée. Paradoxalement, c'est là une faiblesse pour ce parti qui est institutionnalisé au point de considérer le pouvoir comme sa propriété privée. Dans la mesure où aucun autre véritable parti n'existe pour canaliser le mécontentement croissant des classes moyennes et des déshérités, l'avenir dépendra de la patience — ou de la passivité — des Mexicains. Il serait risqué de tabler, au cours des années à venir, sur un Mexique aussi stable qu'autrefois. En marge d'une démocratie — qui est, à sa façon, réelle — la répression d'Etat ou paraétatique *(Brigada blanca* de la III^{e} armée) s'est déjà manifestée avec une relative discrétion, dans les années 1976 et 1977, au sud du pays, dans les provinces de Guerrero, San Luis Potosí, Oaxaca, Yucatán, Chiapas. Presque toujours pour réprimer des revendications de terres et presque toujours en milieu indien. Il y a environ douze millions d'Indiens sur soixante-dix millions de Mexicains. La proximité du Guatemala et la présence de nombreux réfugiés indiens dans le Chiapas et le Quintana Roo rendent la situation particulièrement délicate. En ce sens, le Mexique est désireux de faire aboutir une solution politique en Amérique centrale. De toute façon, le temps des vaches maigres est bien commencé pour lui aussi, et il devra se considérer comme privilégié s'il échappe à l'instabilité sociale.

La région des Caraïbes est, avec raison, considérée par les Etats-Unis comme une Méditerranée dont le contrôle lui est indispensable. L'isthme de Panamá est une ligne de communication essentielle. Outre Panamá, où dix mille soldats américains sont consignés dans la zone du canal, la flotte des Etats-Unis a pour point d'appui Guantánamo (Cuba), Trinidad et, bien sûr, Porto Rico. Si l'attitude de Washington à l'égard de Cuba n'a guère varié depuis plus de deux décennies, c'est que l'existence d'un régime lié à l'Union soviétique est contraire dans cette zone à ses intérêts. Depuis l'arrivée au pouvoir des sandinistes et la dégradation de la situation au Salvador, l'Amérique centrale est un sujet de préoccupation croissante pour les Etats-Unis, car la preuve est faite que les régimes révolutionnaires choisissent de s'allier à l'U.R.S.S. — ou n'ont d'autre choix que de le faire.

D'où l'adoption, en février 1982, du plan Reagan. Les sommes consacrées aux programmes économiques de la région ont été majorées de trois cent cinquante millions de dollars. L'aide économique y est devenue cinq fois supérieure à l'aide militaire.

A l'inverse, l'Administration Reagan a mis fin, dès janvier 1981, à l'aide alimentaire dispensée au Nicaragua et s'est opposée aux prêts des institutions internationales.

Les massacres d'Indiens du Guatemala, dans la mesure où ils n'engagent pas directement les Etats-Unis, n'ont pas suscité l'écho du carnage des camps palestiniens au Liban. Apparemment, pour l'Occident, les événements ne prennent toute leur importance que lorsqu'un pays industrialisé y est mêlé. Cela dit, les guerres civiles d'Amérique centrale vont durer. Mais, malgré des moments de dramatisation, il est très peu probable que l'on assiste à la chute des régimes salvadorien et guatémaltèque. Les Etats-Unis ont une telle supériorité régionale que personne ne pourra arracher de victoire militaire s'ils sont décidés à s'y opposer. En fait, la crise d'Amérique centrale ne remet pas en question la sécurité internationale. Ce sont les Etats-Unis qui pourraient choisir de transformer la situation présente en crise internationale, par exemple en intervenant directement là où ils le jugeront utile. Néanmoins, malgré sa rhétorique agressive, sa gesticulation martiale et son style de guerre froide, l'Administration républicaine n'a pas l'intention de miner son crédit auprès d'une opinion publique opposée aux aventures extérieures. Selon toute vraisemblance, la crise d'Amérique centrale gardera des proportions limitées. Trois facteurs y concourent :

— l'équilibre relatif des forces militaires au plan local ;

— le fait que l'U.R.S.S. ne désire pas soutenir d'autre Cuba dans la région ;

— la volonté américaine de réaffirmer sa prééminence politique.

En marge d'affrontements localisés dont les populations sont les principales victimes, tout se passe comme si l'U.R.S.S. jugeait les conditions propices pour entretenir une crise sur le terrain même de l'adversaire.

L'impasse militaire actuelle est d'abord un abcès de fixation que l'Union soviétique est trop heureuse d'exploiter, tout en sachant que, pour elle, la partie n'est pas essentielle et la victoire point nécessaire. C'est une façon de répondre aux difficultés alimentées de l'extérieur, auxquelles elle doit elle-

même faire face en Afghanistan, cette région qui, à ses yeux, appartient à sa mouvance géopolitique. Gageons, compte tenu de ces données, que la *Pax americana,* quelles qu'en soient les modalités, restera le destin à moyen terme de l'Amérique centrale.

1984 : POURQUOI L'AFRIQUE DU SUD TIENT TOUJOURS...

L'Afrique du Sud — blanche — est un Etat, comme Israël, menacé à terme dans sa survie. Ce qui n'est le cas d'aucun autre pays au monde. Toute défaite serait définitive. L'Apartheid n'en est pas plus acceptable pour autant. Mais cette vulnérabilité inhérente à l'histoire et à la géographie explique l'obsession de la sécurité intérieure et extérieure de Pretoria, comme d'Israël.

L'Afrique du Sud vient de connaître trois mois d'agitation raciale ponctuée d'émeutes, de boycottage des écoles, de grève générale dans la province du Transvaal. Ces événements se sont produits — l'Histoire a de ces ironies — au plus mauvais moment possible. D'une part, l'Afrique du Sud connaît la crise économique la plus sérieuse depuis celle du début des années trente, ce qui n'est pas sans effet sur la situation sociale. D'autre part, ces émeutes surviennent au moment même où l'offensive diplomatique sud-africaine, capitalisant sur une nouvelle constitution cooptant symboliquement les "colorés" (mulâtres) et les Indiens, commençait à produire quelque effet. Enfin, le désordre intérieur ainsi que les difficultés économiques (baisse de l'or, chute sévère du *rand,* 12 % d'inflation) contrebattent l'extraordinaire succès militaire et politique des accords de Nkomati et de Lusaka.

Quels que soient ses problèmes à l'intérieur, l'Afrique du Sud vient de réaffirmer sa position de superpuissance régionale menacée au moment de l'effondrement du colonialisme portugais et de l'installation de régimes se réclamant du marxisme-léninisme au Mozambique et en Angola, soutenus par les Soviétiques et les Cubains.

En utilisant une stratégie — reprise par les Etats-Unis au Nicaragua à partir de 1980 — de coercition violente fondée sur une aide considérable aux mouvements armés opposés aux régimes de Maputo (Mozambique) et de Luanda (Angola), et en intervenant elle-même militairement à l'intérieur

même de l'Angola (où elle occupe une fraction du territoire) et au Mozambique, l'Afrique du Sud a réussi à déstabiliser ces deux régimes et tout particulièrement celui du Mozambique. Les accords signés avec ce dernier stipulent que le Mozambique cesse d'être un sanctuaire pour les commandos de l'African National Congress (A.N.C.), principal mouvement anti-Apartheid illégal en Afrique du Sud.

L'Afrique du Sud, en cette fin de 1984, se trouve régionale-ment dans une excellente situation militaire, y compris en Namibie. Par contre, économiquement, elle est dans une mauvaise passe, et socialement (c'est-à-dire d'abord racialement) elle fait face à un mécontentement croissant qu'elle est en mesure cependant de contrôler pour une durée indéterminée.

En fait, la stabilité fondamentale du système n'est pas menacée, aussi paradoxale qu'une telle affirmation puisse paraître.

L'Afrique du Sud est un pays singulier. Politiquement, le pouvoir est entre les mains du Parti national, qui est afrikaner, et la première réalité dont le visiteur doit prendre conscience est l'épaisseur du nationalisme afrikaner. Vaincus par les Anglais au cours de la guerre des Boers (1899-1902), humiliés, les Afrikaners ont repris le pouvoir en 1948 et entendent bien ne pas le perdre. L'Apartheid n'est qu'un des moyens de conserver ce qui constitue le seul objectif des Afrikaners : leur hégémonie politique.

Les réformes entreprises dans le cadre de la nouvelle constitution sont surtout formelles. Elles constituent une entorse légère à la cohérence de l'Apartheid en offrant des parlements séparés sans droits politiques notables aux "colorés" et aux Indiens. Ceux-ci représentent respectivement 10 % et 3 % de la population totale, composée pour 72 % de Noirs. Cette recherche d'alliés politiques par-dessus la barrière raciale a déterminé une scission à l'intérieur du Parti national qui demeure cependant hégémonique. L'aile conservatrice *(verkrampte,* littéralement les "crispés") d'André Treunicht, qui a une bonne partie de son électorat chez les Afrikaners ruraux, constitue désormais l'opposition de droite. Il est important de rappeler, si l'on veut comprendre l'Afrique du Sud, que l'actuel président, élu pour cinq ans cet automne, Pieter Wilhem Botha, est un modéré de centre-droit par rapport à son électorat. Lui seul paraît capable, compte tenu des pesanteurs historiques, d'amorcer un minimum de réformes dont le but est d'amener progressivement l'Afrique du Sud vers une domination fondée, comme partout ailleurs, sur les classes plutôt que sur la race, étant bien entendu que les Afrikaners détiendront le pouvoir politique et d'une façon générale les

Blancs le pouvoir économique, tandis que la majorité des pauvres seront noirs.

On a souvent prédit l'imminence de l'apocalypse pour le système sud-africain. Quand on traite des réformes en Afrique du Sud, celles-ci sont considérées comme venant trop tard. En réalité, elles sont plus pusillanimes que tardives car, en Afrique du Sud, les horloges de l'histoire (qui n'égrènent pas partout le temps au même rythme) sont en retard.

Retard sur l'adaptation à l'esprit du temps (il y a trente ans, l'Afrique du Sud choquait peu les sensibilités occidentales) ; retard économique d'un capitalisme archaïque par bien des aspects (on fait extraire l'or et on vend sur le marché ; on est protectionniste ; peu compétitif ; l'Etat est l'employeur principal) ; retard dans la productivité, dû à une absence de main-d'œuvre qualifiée, elle-même conséquence du racisme. Mais on aurait tort de sous-estimer les élites blanches et notamment afrikaners, comme c'est souvent le cas. Provincialisme mis à part (mais quelle classe politique n'en est atteinte ?), dans l'armée comme dans le civil, on assiste, depuis une dizaine d'années, à la montée d'éléments modernistes et qui pensent la domination en fonction de la survie. Car, contrairement aux pieds-noirs d'Algérie, il n'y a pas de métropole de repli pour ces Africains blancs.

Politiquement, le principe démocratique "un homme, une voix" représenterait le suicide de la minorité blanche. Fondée sur ce constat, la domination des Afrikaners — et des Blancs en général — joue, en les accentuant autant que possible, sur les divisions des non-Blancs.

Rien n'est simple en Afrique du Sud. On peut remarquer avec Heribert Adam[39] que, sur vingt-huit millions d'habitants, il y avait environ un millier de prisonniers politiques en 1983 et que, la même année, onze personnes seulement ont été bannies. On est loin, comme l'indique Adam, des chiffres des régimes philippin, chilien ou soviétique. Seul Etat au monde qui se proclame raciste, l'Afrique du Sud est aussi un pays où on a tué moins de Noirs entre 1948 et 1984 qu'au Zimbabwe progressiste depuis quatre ans, sans parler de l'Ouganda depuis la chute d'Amin Dada. Rien de tout cela n'excuse ou ne justifie le racisme, mais cela permet de resituer un contexte et surtout de comprendre *comment* un tel système s'est révélé viable jusqu'à aujourd'hui et paraît pouvoir encore durer.

Pour le visiteur qui, comme moi, revient après un intervalle de cinq années, l'*apparence* de la ségrégation à Johannesburg est nettement moins accusée. Naguère, les rues étaient — sauf à l'heure de la sortie du

travail — essentiellement arpentées par les Blancs. Aujourd'hui, la présence noire est aussi visible qu'à New York. Les squares et parcs publics, autrefois "blancs", sont occupés fréquemment par des couples noirs, ce qui, cinq ans avant, eût été impensable. Cette affirmation de soi, dont la "conscience noire" de 1976 avait été la première manifestation, est nouvelle.

Mais l'Apartheid légalisé reste toujours aussi rigoureux. Une série de lois régit la catégorie raciale à laquelle on est censé appartenir, oblige à produire un *dompas* (document régissant les déplacements et installations). Pour séjourner légalement en ville, par exemple, il faut y être né ou y avoir travaillé chez un employeur unique durant dix ans ou avoir travaillé sans interruption durant quinze ans. Cela permet d'expulser ou de menacer d'expulsion tous les Noirs qui séjournent illégalement en zone urbaine dans des bidonvilles, les maisons en dur étant réservées aux urbanisés légaux. En jargon sud-africain, ce processus de refoulement s'appelle *influx control*. Au cours de la période 1960-1982, on a réinstallé, notamment dans les *homelands* (foyers), trois millions et demi de Noirs tandis qu'un million sept cent mille sont à l'heure actuelle menacés d'expulsion.

Les cités noires se trouvent toujours bien à l'écart de la ville blanche. En moyenne, entre quinze et vingt-cinq kilomètres. Cela oblige les travailleurs à passer une heure ou deux en autobus chaque jour. Les cités noires sont des agglomérations composées de séries de petites maisons d'un étage tracées au cordeau. Dans la pratique, on peut les considérer comme de vastes *hameaux stratégiques* aisément contrôlables, un poste militaire se trouvant d'ailleurs toujours à proximité des concentrations importantes.

Tout, dans l'Apartheid, est codifié : appartenance à telle catégorie raciale, droit au lieu de domicile, accès à telle école ou à tel hôpital, à telle plage. Tout, jusqu'aux relations sexuelles (il est illégal pour un Blanc d'avoir des rapports sexuels avec une Noire en Afrique du Sud. L'hypocrisie calviniste, qui en vaut bien d'autres, tolère le bordel interracial, à Sun City, le mini-Las Vegas du Bophuthatswana "indépendant").

Le trimestre écoulé qui s'est soldé par (officiellement) cent cinquante morts environ a débuté en septembre à Sharpeville pour culminer en novembre dans le Transvaal à Sebokeng (à une soixantaine de kilomètres au sud de Johannesburg). Une grève générale a été suivie à 85 % au Transvaal. Cela est nouveau : les syndicats noirs, tolérés depuis quelques années, étant jusqu'à présent "apolitiques". Citoyens industriels, mais non citoyens

politiques, selon l'expression d'Hermann Giliomee, les Noirs viennent à l'échelle d'une province de montrer pour la première fois leur force[40].

Les villes noires où se sont déroulées les émeutes sont largement inconnues hors d'Afrique du Sud : Kathehong, Tembisa, Rotandu, Tokahi Duduza, Evaton, Boi Patong, Lekoa, Residensia, etc. Elles ne figurent même pas sur la majorité des atlas d'Afrique du Sud, qui ne mentionnent que les villes blanches.

Les causes premières de cette explosion spontanée — dont les autorités ont, comme d'habitude, tendance à attribuer l'origine à des agents extérieurs, comme s'il n'existait pas assez de raisons pour exprimer son mécontentement ou sa frustration lorsqu'on est Noir en Afrique du Sud — sont économiques.

Le pays connaît une crise importante et on compte plus de 50 % de chômeurs parmi les Noirs du triangle urbain du Vaal (autour de Johannesburg-Pretoria). La hausse des loyers et du prix de l'électricité dans les *townships,* décidée par les conseillers municipaux noirs désignés par les autorités de Pretoria, est la cause directe des premières émeutes. Difficultés économiques et frustration politique sont les raisons d'une agitation qui a nécessité l'intervention de l'armée en tant que force de police (sept mille hommes quadrillent le *township* de Sebokeng, deux cent vingt-cinq mille personnes y sont contrôlées, cinquante-huit individus sont arrêtés).

Les traits distinctifs de ces émeutes sont d'être circonscrites aux *townships* noirs[41], de s'en prendre directement aux membres des autorités municipales noires désignées par Pretoria (plusieurs d'entre eux ont été lynchés, leurs maisons incendiées), puis de retourner la violence à l'intérieur même de la cité, parfois jusqu'à détruire les cliniques, après avoir pillé des débits de boissons.

D'une façon générale, l'intervention de la police ou de l'armée n'a lieu qu'après qu'elles ont laissé pourrir la situation, de façon à ramener un ordre que peut-être une partie de la population commence secrètement à souhaiter.

Toutes les émeutes ont eu lieu dans quatre zones de très forte urbanisation : le triangle Pretoria-Witwatersrand-Vereeniging ; Durban-Pinetown ; Port Elizabeth-Uitenhage ; et, dans une moindre mesure, Le Cap.

La majorité des Noirs urbanisés (six millions et demi officiellement ; peut-être deux ou trois millions de plus compte tenu des illégaux) sont

concentrés autour des trois premiers centres urbains, la province du Cap étant surtout “colorée”. Cela explique les trois moments forts des protestations du dernier quart de siècle : manifestation de Sharpeville (soixante morts) en 1960 ; émeutes de Soweto et de nombreux centres urbains en 1976 (sept cents morts environ) ; et les trois mois d’émeutes sporadiques de septembre-novembre 1984.

L’avenir conflictuel des quinze prochaines années, compte tenu de l’urbanisation croissante, des mauvaises conditions de logement, de l’éveil des consciences, du développement des syndicats, etc., ne peut que se situer dans ces zones. On peut même prévoir à coup sûr que les deux fractions les plus actives seront les jeunes sans travail de quinze à vingt-cinq ans, et sans doute une bonne partie des syndiqués.

Pour l’instant, le secret de la domination blanche tient à l’*atomisation* et au *contrôle* des dominés plus qu’à l’usage direct de la force brutale. Celle-ci est en général très sélective : frapper les meneurs, liquider les figures potentiellement charismatiques, tel Steve Biko, “suicidé” en prison (comme une quarantaine d’autres détenus entre 1960 et 1977).

La création de foyers “indépendants” (il y en a quatre à l’heure actuelle) ou non encore “indépendants” (six autres) vise à transformer en étrangers les Noirs sud-africains qui y vivent, de gré ou non. La moitié des Noirs se voient ainsi transformés en étrangers dans leur propre pays. Ils sont libres d’y *“administrer leur pauvreté”* (H. Adam).

Les clivages, en dehors de ceux entre Blancs (Afrikaners et anglophones), colorés et Indiens, sont accentués entre urbanisés, légaux ou non, et ruraux, et entre une dizaine de groupes ethnolinguistiques (le plus important des groupes ethniques étant celui des Zoulous avec six millions). Quant aux femmes noires, elles sont sous-payées sur le marché du travail et représentent la colonne vertébrale de la société noire dont les mâles, comme dans toutes les sociétés déstructurées, sont largement enclins à l’irresponsabilité dans le domaine familial.

Le contrôle tient à la fois au rôle considérable de l’Etat comme employeur — il y a un million d’employés d’Etat sur une population active de moins de dix millions. Toute une clientèle plus ou moins corrompue de Noirs et de colorés vit des postes alloués par l’Etat en échange de leur docilité.

L’autre aspect du contrôle est fondé sur un formidable réseau d’informateurs.

Grâce à ce système de division et de contrôle fondé sur la coercition et la reproduction de l'inégalité (il y a vingt-deux mille non-Blancs dont seulement onze mille Noirs à l'université, sur cent quarante et un mille étudiants au total), Pretoria tient la situation en main.

Que veut faire le président P.W. Botha ?

— Coopter les colorés (qui ont *l'afrikaans* pour langue maternelle) et les Indiens afin d'élargir son assise politique. Il y faudra des modifications substantielles au niveau de l'Apartheid social. Ce qui n'ira pas sans heurt avec les *verkrampte* d'André Treunicht et peut-être d'autres éléments du Parti national.

— Peut-être, dans un second temps, coopter les classes moyennes noires (réduites en nombre) de façon qu'elles jouent un rôle tampon avec les Noirs urbains déshérités. En effet, P.W. Botha a affirmé devant le nouveau Parlement, dès la séance d'ouverture, que la constitution *"ne répondait pas aux aspirations de toutes les composantes de la société sud-africaine"*.

— Contrôler, autant que faire se peut, les autres Noirs à travers les collaborateurs (tant dans les *homelands* qu'au-dehors) et les informateurs soutenus par une police qui paraît prendre un rôle accru sous la direction du ministre Le Grange.

Aucune de ces perspectives n'est simple ni facile pour Pretoria. Toute transition pose au début plus de problèmes qu'elle n'en résout.

Mais le rôle des oppositions l'est encore moins. Ni l'opposition, dirigée par le dynamique Van Zyl Slabbert, ni l'Union of Democratic Forces (U.D.F.), coalition récemment formée qui milite pour le principe d'"un homme, une voix", ni les partis noirs illégaux tels que l'African National Congress (A.N.C.) n'ont de chances de s'imposer dans un avenir prévisible.

L'African National Congress vient de subir un terrible revers dans la mesure où ses forces ont été, pour l'essentiel, expulsées du Mozambique vers Dar-es-Salam (Tanzanie). Privé de sanctuaire à proximité de l'Afrique du Sud, il est condamné à exercer un terrorisme sélectif de faible intensité, surtout fondé sur le sabotage. Longtemps, l'idée que la libération viendrait de l'extérieur a prévalu en Afrique du Sud. C'est un espoir qu'il faudra abandonner pour lutter de l'intérieur.

En 1974, l'effondrement du colonialisme portugais, puis la montée au pouvoir en 1975-1976 de régimes se réclamant du marxisme-léninisme, appuyés par les Cubains et les Soviétiques, avaient paru ouvrir des perspectives radicalement différentes.

De surcroît, la lutte armée du S.W.A.P.O. (South West African People Organization) en Namibie et celle des Nationalistes noirs au Zimbabwe, débouchant en 1980 sur l'indépendance, nourrissent les espoirs.

Il est vrai que que la politique régionale de l'Afrique du Sud paraissait compromise au lendemain du retrait des Portugais. Mais les dirigeants blancs de la Rhodésie (aujourd'hui Zimbabwe) avant la passation des pouvoirs proposaient aux Sud-Africains une petite force d'un demi-millier de Mozambicains. Ceux-ci étaient membres d'un mouvement opposé au Frelimo au pouvoir à Maputo et opéraient à partir de la Rhodésie. Recueillie par les Sud-Africains, cette force était portée à dix mille hommes et peut-être davantage. Capitalisant sur les difficultés du Mozambique (départ massif des Portugais, installation d'un appareil bureaucratique sans expérience, nationalisations paralysantes, sécheresse, etc.), la Résistance nationale mozambicaine (R.N.M., aussi appelée Renamo) parvenait à déstabiliser sérieusement le pays grâce à l'aide de l'Afrique du Sud, qui n'hésitait pas à envoyer ses forces aéroportées frapper les faubourgs de Maputo (1983). L'aide soviétique étant très modeste, à l'exception de l'aide militaire, M. Samora Machel n'avait guère d'alternative. Il lui fallait consentir à expulser les commandos sud-africains de l'A.N.C. en échange d'une cessation de l'aide sud-africaine à ses opposants du Renamo.

Les accords de Nkomati, signés l'an dernier, marquaient la victoire de l'Afrique du Sud.

A l'heure actuelle, les forces de la Renamo, convenablement équipées et disposant de tous les moyens nécessaires, sont à l'*intérieur* du Mozambique où elles posent un problème crucial de sécurité. A la fin octobre, les délégations du Frelimo et de la Renamo se rencontraient à Pretoria. Le but de Pretoria est d'obliger le gouvernement de coalition (étant entendu que Samora Machel en reste le chef) en échange de la paix civile et d'une aide économique.

En ce sens, les accords de Nkomati ne seraient qu'un début de normalisation telle que l'envisage Pretoria. Reste que la tentation de pousser trop loin l'avantage et la quasi-impossibilité de fournir l'aide qu'attend Maputo sont des obstacles sérieux à cette stratégie. Si pourtant elle devait aboutir, l'Afrique du Sud envisage plus ambitieusement, afin d'asseoir sa domination régionale sur des bases plus stables, de forcer aussi la main du régime angolais.

Puissamment équipé par Pretoria, le mouvement opposé au régime de Luanda, l'Unita, qui dispose d'une solide base ethnique, a remporté de sérieux succès dans la moitié méridionale du pays. L'Afrique du Sud occupe elle-même une fraction du territoire angolais. En Namibie, sous contrôle sud-africain, l'armée combat, depuis une quinzaine d'années, le mouvement de libération namibien S.W.A.P.O.

Le S.W.A.P.O. est reconnu par les Nations unies comme le représentant légitime des populations de Namibie (le mouvement est surtout l'émanation de l'ethnie la plus importante du pays). Pour les Etats-Unis, diplomatiquement actifs, la solution la plus conforme à leurs vœux serait un retrait des troupes cubaines d'Angola lié à l'accession à l'indépendance de la Namibie, l'influence soviétique se trouvant très affaiblie par le retrait cubain. Mais les ambitions de l'Afrique du Sud paraissent plus importantes. Le retrait de Namibie ne semble pas sérieusement envisagé pour les quelques années à venir, et Pretoria, jouant la carte de l'Unita, espère forcer Luanda à accepter des concessions politiques plus grandes. L'armée, dans l'ensemble de cette stratégie, a été fondamentale. Et une partie de sa force vient de la faiblesse de ses adversaires. Pretoria espère, compte tenu de l'affaiblissement des positions soviétiques en Afrique australe qu'elle a provoqué par sa détermination, monnayer sa politique régionale de contrôle militaire et économique auprès de l'Occident et principalement des Etats-Unis. Car ses moyens financiers ne lui permettent plus à l'heure actuelle d'exploiter ses succès militaires. Cependant, le soutien politique à l'Afrique du Sud au lendemain des événements du dernier trimestre est plus délicat que jamais.

L'attribution du prix Nobel à l'évêque anglican noir Desmond Tutu indique où se situent les opinions publiques. Mais il est douteux que des pressions sérieuses sur l'Afrique du Sud, dont seuls les Etats-Unis seraient capables, soient exercées. Cependant, désormais, les Etats-Unis doivent compter sur la pression active des Noirs et des libéraux. Mais l'enjeu régional est considérable du point de vue politique, stratégique et minier, et le régime sud-africain le seul garant régional d'un ordre globalement conforme aux intérêts de l'Occident. Reste que des luttes politiques de plus en plus âpres se manifesteront progressivement à l'intérieur. Il faut pour cela définir des stratégies mieux adaptées que le boycottage en comptant d'abord non sur l'extérieur mais sur ses propres forces. Tâche complexe, nécessitant la formation de cadres solides et réalistes, une élévation du

niveau de conscience chez les Noirs, afin de devenir les interlocuteurs dont Pretoria devra tenir compte. Cela prendra du temps et ce processus ira sans doute de pair avec l'accentuation des actions de sabotage et d'émeutes urbaines plus ou moins spontanées. Une part importante de l'avenir dépend de l'état de l'économie sud-africaine. Cependant, à terme, l'évolution des esprits et la démographie des Noirs poseront des problèmes cruciaux.

L'avenir immédiat paraît plus favorable au grignotage du *statu quo* qu'à l'explosion raciale. Les aiguilles de la pendule sud-africaine restent obstinément à minuit moins cinq depuis un quart de siècle. Et pourtant, elles tournent...

1985 : LE PÉROU ENTRE ALAN GARCIA ET LE SENTIER LUMINEUX

En dehors du circuit touristique — Lima, Cuzco, Machu Pi-chu — , souvent effectué en avion et en train, le Pérou andin est d'accès malaisé. De Puno, au bord du lac Titicaca (qui est à près de quatre mille mètres d'altitude), à Ayacucho, à peine moins élevé, il y a environ huit cents kilomètres. Il faut plus de 60 h d'autocar pour les parcourir. Journées chaudes mais nuits glaciales : l'été des pays tempérés est la saison de l'hiver austral. Autocars parfois en grève, souvent complets, toujours en retard, toujours bondés de paysans et de paysannes lourdement chargés de victuailles qu'ils vont vendre ailleurs. On est debout dans le couloir étroit, au milieu de gens et de ballots ; entrer ou sortir du véhicule est une entreprise considérable. Il faut surveiller ses affaires : on vole énormément au Pérou (ce n'était pas le cas il y a une quinzaine d'années). Comme en Bolivie, mais à un moindre degré, on a le sentiment que c'est la guerre de tous contre tous. Une ambiance de *picaro,* c'est-à-dire de mésaventure permanente où l'incurie et l'insécurité le disputent à la misère. Les causes de la marginalisation des Indiens remontent à la conquête espagnole. Contrairement au Mexique où l'héritage précolombien a été assumé, le Pérou, comme la Bolivie, est demeuré culturellement créole. Le monde des Indiens — et en général des paysans — est resté jusqu'à une époque toute récente ignoré. Une des causes fondamentales de la crise du Pérou réside dans *l'absence d'intégration nationale.* Même si l'on ne peut parler d'une discrimination raciale, comment ne pas voir qu'au Pérou le modèle est blanc comme le prouve quotidiennement la télévision ?

Le *Sentier lumineux* — de son vrai nom Parti communiste péruvien (ML) — s'est implanté au cours des années soixante-dix dans la Sierra méridionale, précisément parmi les populations rurales laissées en marge des importantes réformes accomplies par le régime militaire du général Velasco au début des années soixante-dix.

Non que le Sentier lumineux soit un mouvement “indigéniste”. Il est fondé sur la “lutte des classes”. Mais il s’appuie, dans les régions rurales, sur des populations de Cholos (métis) et aussi d’Indiens — ses militants parlent souvent *quechua* — et, en ville, sur des urbanisés récents.

La petite ville d’Ayacucho, dans la province du même nom, est le symbole de la guérilla du Sentier. Si le voyageur arrive par autocar, il aura été contrôlé près de dix fois au cours des dernières vingt-quatre heures. Surtout s’il est étranger. L’armée est omniprésente et les étrangers de passage à Ayacucho se comptent sur les doigts de la main et sont aussi repérables qu’un Blanc en brousse. Au coin des rues, des sacs de sable derrière lesquels se tiennent, à chaque carrefour, deux ou trois militaires armés de mitraillettes. Le dimanche, sur la place d’Armes, défilé militaire, musique martiale. Aux quatre coins de la place, des groupes de jeunes armés, vêtus de chemises noires : les *Sinshis,* unités de Services spéciaux anti-guérilla. Long discours où un officier supérieur parle d’ordre.

Ayacucho n’est pas, compte tenu de la densité militaire et policière, le lieu où prendre contact, surtout quand on est étranger, avec des gens — civils ou prêtres — pouvant mener à l’infrastructure clandestine du Sentier. A ce jeu, on peut rapidement disparaître. Le cadavre, retrouvé plus tard, sera attribué — à tort ou à raison — aux exactions du Sentier lumineux.

La guérilla du Sentier commence en mai 1980 par une série d’attentats mineurs ne provoquant pas de victimes, tant dans la province d’Ayacucho qu’à Lima. Le mouvement, qui vient de décider de passer à la lutte armée, entend d’abord aguerrir ses militants et ne poursuit que des objectifs limités. Le premier poste de police est attaqué en octobre 1981. Cette phase est celle de la propagande armée. Elle a été longuement préparée depuis près d’une décennie par les membres du Parti communiste péruvien marxiste-léniniste se réclamant de la “pensée de Mao-Ze-Dong.” Ce groupuscule, dirigé par Abimael Guzman, qui enseignait la philosophie à l’Université d’Ayacucho, est devenu en dix ans une organisation redoutable.

Animé par des hommes d’origine provinciale et modeste qui n’étaient jamais sortis du Pérou (en dehors, pour certains, d’une brève visite à Pékin du temps de la révolution culturelle), le Parti, au cours des années soixante-dix, a préparé patiemment des cadres moyens, étudié le terrain pour entamer la lutte armée dans les conditions les plus favorables.

La Sierra est sous-administrée et la plupart des partis n'y ont guère d'implantation. Ce vide politique andin, le Sentier l'a mis à profit. Selon la technique politique la plus classique (imitée du modèle chinois des années trente et quarante), le Sentier a gagné progressivement la sympathie d'une partie de la population du département d'Ayacucho et des départements voisins jusqu'à la fin de 1982. Il a créé, parallèlement, une série d'organisations de masses. Les transformations s'effectuaient alors avec un minimum de violence : lutte contre le brigandage, obligation faite à ceux qui s'étaient arrogé des terres aux dépens des communes de les rendre, obligation faite aux commerçants pratiquant le prêt usuraire d'annuler les dettes, destitution des hommes qui exerçaient un pouvoir local jugé oppressif. Le Sentier s'est constitué ainsi une base d'implantation dans les zones rurales dont il a écarté ou liquidé les "exploiteurs". D'autant plus qu'il était, durant toute cette période, le seul pouvoir présent.

Pendant ce temps, l'Etat ne faisait rien. Le pouvoir était revenu en 1980 aux mains des civils plus conservateurs que les militaires qui les avaient précédés au début des années soixante-dix. Le président Belaunde n'avait guère de programme social. Son projet de conquête future de la Selva sous-peuplée ne répondait à aucune des urgences de l'heure. Sous son mandat, la corruption s'est largement développée et l'inflation a presque atteint 200 %.

Son gouvernement décide, vingt mois après les premières actions du Sentier, de faire intervenir l'armée. Celle-ci passe à l'offensive au début de 1983. Il était grand temps. Le Sentier lumineux, se jouant des forces de police, accroissait son contrôle et réussissait des coups spectaculaires comme l'assaut, en mars 1982, de la prison d'Ayacucho : libérant deux cent quatre-vingt-dix-sept de ses militants, le Sentier parvenait à tenir en respect durant une partie de la nuit les forces de l'ordre. La même année, par deux fois, le Sentier privait Lima, la capitale, d'électricité.

Jusqu'à la fin de 1982, le nombre des victimes — selon les chiffres publiés par le ministère de l'intérieur péruvien — reste modeste. Pour près de deux mille actions attribuées au Sentier, il s'élève à cent quarante-deux morts, dont une soixantaine de civils. Pourtant, le Sentier lumineux est passé de la propagande armée au sabotage systématique puis à la généralisation de la guérilla. Combinée avec l'intervention de l'armée qui entreprend de nettoyer les zones tenues par le Sentier, cette nouvelle tactique va multiplier le nombre des victimes. Deux mille morts en 1983. Et il devient difficile de distinguer civils et militaires : l'armée, qui par ailleurs

n'applique aucune réforme, fait très peu de différence entre un guérillero armé tué au cours d'un accrochage et la liquidation de paysans considérés à tort ou à raison comme membres ou sympathisants du Sentier. Les six à sept mille hommes des forces de l'ordre ratissent large et cherchent en même temps à terroriser les paysans en montrant ce qu'il en coûte d'appuyer le Sentier. Or, au Pérou, la violence est au cœur des relations sociales depuis des temps immémoriaux. Les exactions se multiplient dans les deux camps. Et l'armée, qui dispose de moyens plus considérables que le Sentier, tue davantage. *Des deux côtés, on essaie de supprimer les partisans de l'adversaire.*

Le 26 janvier 1983, huit journalistes péruviens sont assassinés près du village d'Uchuraccay. L'armée accuse le Sentier. Le Sentier rejette l'accusation sur l'armée. Une intense guerre psychologique commence à se développer. Par la suite, une commission d'enquête à laquelle participe le romancier Mario Vargas Llosa attribue le massacre aux paysans qui auraient pris les journalistes pour des membres du Sentier. En réalité, il paraît établi aujourd'hui que le massacre a été téléguidé par les *sinshis* pour discréditer les insurgés.

De son côté, le Sentier encercle et élimine, en avril 1983 au village de Lunamarca, soixante-dix paysans ayant rallié les forces de l'ordre ; trente-cinq d'entre eux sont exécutés après un "jugement populaire".

La tension montera encore en 1983 quand le Sentier voudra obliger les villages à ne plus vendre leurs productions afin de gêner l'approvisionnement des villes. Les communautés des hautes altitudes — indiennes — souffriront de la fermeture des marchés imposée durement par le Sentier qui liquide des contrevenants pour l'exemple.

A la veille de l'arrivée au pouvoir d'Alan Garcia, au début de l'été 1985, la situation pouvait se résumer ainsi :

— les pertes du Sentier lumineux depuis le début de son offensive ont sans doute dépassé une centaine d'hommes. Quelques centaines de ses membres sont prisonniers — le total des prisonniers politiques condamnés atteint environ sept cents en incluant toutes les organisations d'extrême gauche. Les "disparus" se chiffrent officiellement à huit cents environ[42]. Dans l'ensemble, comparé par exemple au Guatemala, le nombre global des victimes au Pérou est relativement limité ;

— la solidité de l'organisation du Sentier, son appareil militaire et politique, sa discipline et son efficacité indiquent qu'il est exclu d'en

prévoir l'effondrement ;

— son triomphe paraît également exclu, tout particulièrement depuis la venue au pouvoir d'Alan Garcia. Non seulement celui-ci capitalise une immense popularité, mais l'armée péruvienne est une force non négligeable tandis que l'idéologie, le programme, les assises sociales du Sentier sont loin de répondre aux réalités de la société péruvienne.

Pour le Sentier, le Pérou est un pays "semi-colonial" et "semi-féodal". Ce double héritage, mécaniquement emprunté à Mao et au marxiste péruvien Mariategui, ne rend plus compte d'un Pérou dont les mutations au cours des dernières décennies ont été importantes. La réforme agraire, par exemple, a été instaurée. Lima, que j'ai connue il y a quinze ans, était alors une ville d'environ trois millions d'habitants, essentiellement blanche. Un énorme exode rural andin l'a transformée en une vaste métropole, surtout métisse, de plus de six millions d'habitants. Les quartiers résidentiels de San Isidro, de Miraflores et de Barranca restent les seuls îlots blancs.

L'insécurité règne dans les quartiers périphériques pauvres et le centre est investi d'uniformes. Durant mon séjour d'une semaine à Lima, il y a eu trois attentats commis par le Sentier. C'est à Lima, au terme d'une série complexe de contacts, que j'ai pu rencontrer X., cadre moyen de l'infrastructure clandestine urbaine du Sentier lumineux.

X. a une trentaine d'années. Il est métis, fils de paysans pauvres ayant quitté la campagne il y a une douzaine d'années pour s'installer à Lima. Son style est caractéristique du militant aux convictions entières. De cette conversation où mon interlocuteur a surtout restitué les enseignements idéologiques qu'il a reçus, on peut retenir trois points essentiels :

— la roideur idéologique de l'organisation, seule détentrice de la ligne juste, est inspirée du maoïsme de guerre et de la révolution culturelle. Est-il inquiet de la "trahison" chinoise ? Non. En Chine, la ligne de Mao a été trahie parce que celui-ci ne contrôlait ni l'Etat ni l'armée. Le président Gonzalo (c'est ainsi qu'il désigne le dirigeant du Sentier) cumule tous les pouvoirs. En effet, le président Gonzalo, pour les senderistes, n'est rien moins que la "quatrième épée du marxisme", après Lénine, Staline et Mao. On voit mal comment pareilles conceptions pourraient ne pas déboucher sur la terreur d'Etat, modèle Khmer rouge ;

— l'organisation senderiste est composée de militants idéologiquement motivés et fortement disciplinés dont un bon nombre de femmes (il y a cinq femmes parmi les dix responsables principaux du mouvement). La base du

mouvement est composée de paysans. Les militants, sur le terrain, parlent souvent le *quechua,* mais la langue principale de l'organisation est l'espagnol. Stratégiquement, les campagnes restent décisives, elles permettront de faire tomber les villes, mais sont menées parallèlement une campagne active de terrorisme urbain sélectif[43] et une guerre psychologique. La guerre révolutionnaire au Pérou ne sera pas forcément prolongée. A l'étape actuelle, on assiste au développement de la guérilla rurale, du terrorisme urbain sélectif sous la direction du Parti qui est l'expression de la "République de démocratie nouvelle en construction" ;

— il n'y a rien à attendre du gouvernement d'Alan Garcia qui est bourgeois et réformiste. Aucune négociation n'est possible. Le Sentier continuera jusqu'à la victoire finale.

La situation qui régnait sous le gouvernement précédent confortait le Sentier lumineux. Le mouvement était favorablement perçu, non seulement dans une partie des Andes mais aussi auprès de certaines couches récemment urbanisées et misérables de la capitale. Cependant, depuis la fin du mois de juillet, la situation politique du Pérou s'est considérablement modifiée.

Le nouveau président de la république, Alan Garcia, s'est attaqué avec sérieux à une série de problèmes de fond : lutte contre les trafiquants de drogue (le Pérou est, avec la Bolivie, un des producteurs majeurs de l'Amérique latine). Une cinquantaine de généraux — dont plusieurs ayant couvert des massacres de civils — et plus de deux cents colonels ont été mis à la retraite anticipée. Une purge des forces de police ainsi qu'une réorganisation de certains secteurs de l'administration sont en cours. Avec la lutte contre les trafiquants de drogue, générateurs de corruption, on assiste, dans tous les corps constitués et à un échelon élevé, à une indiscutable moralisation de la vie publique.

Contrairement à son prédécesseur, Alan Garcia, âgé de trente-six ans seulement mais politicien chevronné, gouverne et gouverne bien. Son parti, l'A.P.R.A., est d'ailleurs le seul à être implanté partout. Elu avec un peu plus de 50 % des suffrages, le président péruvien, grâce à son sens du contact avec les foules, s'est acquis une immense popularité. Celle-ci a été également confortée par de substantielles améliorations : l'inflation, notamment, a été considérablement réduite. Sagement, tout en étant réaliste, Alan Garcia a réduit les coûteux achats d'armements dont il est douteux que le Pérou ait besoin (entre autres, les avions mirages français). La tension

chronique avec le Chili sur des problèmes de frontières remontant au XIX^{e} siècle s'en trouve diminuée.

Dans la tradition nationaliste latino-américaine, le discours d'Alan Garcia est "anti-impérialiste". Les Américains commettraient cependant une erreur en étant hostiles au premier dirigeant latino-américain ouvert aux réformes, nationaliste sans sympathie pour l'U.R.S.S. et dont le charisme peut rivaliser, à l'échelle continentale, avec celui d'un Fidel Castro. En matière de dettes, le nouveau président a annoncé que le Pérou rembourserait 10 % de ce que les exportations rapportent annuellement soit trois cents millions de dollars environ sur une dette qui se chiffre à quatorze milliards. Faut-il rappeler que le gouvernement de son prédécesseur plus libéral en remboursait beaucoup moins ?

Démarche peu habituelle pour un président péruvien, Alan Garcia s'est rendu dans les régions andines. A Cuzco, la vieille capitale de ce qui fut l'empire indien, le geste symbolique d'échanger sa veste contre un poncho andin qu'on lui offrait a été interprété comme un premier signe d'une reconnaissance. Un budget d'urgence a été affecté aux départements andins où précisément le Sentier lumineux trouve ses appuis.

Reste bien sûr que le régime de Garcia sera jugé à terme sur sa capacité de redresser l'économie. Il est encore trop tôt pour se prononcer sur les résultats éventuels de ce redoutable défi. Le volontarisme n'y suffira pas et les pesanteurs sont considérables. Mais il faudrait beaucoup de mauvaise foi ou de blocages idéologiques (on n'en manque ni à Washington ni dans l'extrême gauche péruvienne) pour nier que l'expérience entreprise par Alan Garcia est la meilleure chance du Pérou.

Le défi lancé par le Sentier lumineux est une des préoccupations majeures du gouvernement depuis que le mouvement a accentué sa stratégie de terrorisme urbain. Contrairement à son prédécesseur, le président Alan Garcia réagit par une riposte militaire et policière, en s'efforçant de ne pas tomber dans les exactions reprochées au gouvernement de Belaunde, et surtout multiplie les crédits en faveur des secteurs les plus défavorisés de la population. Sa tâche n'est facile ni à Lima surpeuplée, ni dans les départements andins si longtemps marginalisés. C'est un fait qu'en huit mois, davantage a été fait pour le département d'Ayacucho que depuis une dizaine d'années. Mais le Sentier lumineux, comme d'autres mouvements tel le groupe Tupuc Amaru, n'est pas de ceux qu'on peut convaincre par la voie des réformes. La partie de bras de fer engagée entre le gouvernement

d’Alan Garcia et le Sentier lumineux est appelée à durer. Reste que pour Alan Garcia, en dehors de l’hypothèse nullement exclue d’un assassinat, le véritable danger réside moins dans l’impact en définitive limité du Sentier lumineux que dans les réalités économiques.

1986 : L'ÉQUATION ANGOLAISE

Il y a vingt ans, l'idée de pénétrer dans un maquis autrement qu'à pied eût paru saugrenue. Depuis, tant le Front populaire de libération de l'Erythrée (F.P.L.E.) que le Polisario ont introduit la motorisation au cours de la seconde partie des années soixante-dix. Mais l'Unita (Union pour l'indépendance totale de l'Angola) est la première à faire pénétrer (à partir d'un pays africain qui n'est ni l'Afrique du Sud, ni la Namibie) les observateurs par avion.

Nombre de visiteurs se sont rendus à Jamba, le quartier général du mouvement, et ont pu y constater la perfection de la mise en scène de l'Unita : défilés, spectacles, danses, mobilisation de la population. Le tout dans l'ordre, la discipline et l'électrification. Mais l'intérêt d'un séjour ne se limite pas à ces démonstrations, certes impressionnantes mais qui pourraient faire croire à un numéro bien rodé. En fait, en parcourant environ deux mille cinq cents kilomètres au cours de quatre semaines, nous avons pu constater que l'Unita est un mouvement très solide.

Partis de la proximité de la frontière de la Namibie, ex-colonie allemande, du nord de la bande de Caprivi — qui fut le chancelier succédant à Bismarck — nous atteignons en camion soviétique *Oural* la zone du chemin de fer de Benguela. La voie ferrée coupe d'ouest en est le pays en deux parties égales. A trente kilomères de la petite gare de Munhengo, nous abandonnons le camion et nous nous mettons en marche, Alain Guillo, moi-même et vingt militants de l'Unita.

Dix-huit heures de marche, aller et retour, à partir d'une heure du matin par une nuit pleine lune. On traverse la savane arborée, parfois coupée de petits cours d'eau bordés d'herbes spongieuses où l'on patauge comme dans des fondrières. Après trois passages de hautes collines au moment où le jour déjà se lève, nous atteignons la plaine où les Portugais, grands créateurs d'infrastructures, avaient construit la ligne de chemin de fer qui va de la Zambie à la mer.

Le soleil est déjà chaud, malgré le début de l'hivernage ; les dernières pluies, déversées durant notre voyage vers le nord, ouvrent la bonne saison — qui est aussi celle des offensives militaires. La petite gare de Munhengo est coquette, et tout à fait portugaise avec ses bâtiments couleur pastel, ses bougainvillées et ses arbres fruitiers. Du Cap-Vert au Brésil, de Madère à Macao, quelque chose de portugais est présent. Il y a longtemps que ce chemin de fer ne fonctionne plus — au moins sur le tronçon à l'est de Huambo : en effet, au milieu des rails ont poussé de longs roseaux. Pour l'Unita, le fait de parvenir à stopper ce chemin de fer est, symboliquement, la preuve de son efficacité. Pour nous, le fait d'être véhiculés de jour comme de nuit, de base en base, jusqu'au centre du pays — nous longeons la province de Bie au retour, cœur géographique de l'Angola — est une preuve que le sanctuaire que s'est constitué l'Unita est sûr. Vingt et une heures après notre départ à pied, nous rentrons à la base.

L'Unita contrôle effectivement près d'un tiers du territoire angolais. Il est vrai que c'est la partie la moins peuplée et la plus pauvre du pays. Mais sa base ethnique principale est située dans le haut plateau central et regroupe 40 % de la population du pays avec pour centre Huambo, deuxième ville d'Angola, théâtre de fréquents actes de sabotage. A l'abri de ce sanctuaire — pas un bombardement en un mois sur un territoire vaste comme la Grande-Bretagne, la dernière offensive gouvernementale remontant à l'été dernier a été repoussée — l'Unita s'est remarquablement organisée et lutte, avec l'appui indirect de l'Afrique du Sud, contre le Mouvement populaire de libération de l'Angola (M.P.L.A.) au pouvoir à Luanda, directement appuyé par vingt à vingt-cinq mille Cubains ainsi que par les Soviétiques.

Un système de transmissions sophistiqué couvre l'ensemble du pays, les unités de guérilla de l'Unita opérant à peu près dans toutes les provinces angolaises. Chaque soir, au cours du voyage, le bruit caractéristique de la dynamo qu'on tourne ponctue la halte avant les premiers mots codés. Toutes les informations sont centralisées à Jamba et répercutées aux services cartographiques qui suivent régulièrement la progression et la situation des unités. Le domaine de la logistique est sans doute la réalisation techniquement la plus impressionnante. Une base située dans la province de Cuando Cubango répare le train des véhicules de l'Unita (plusieurs centaines de camions).

Des générateurs (deux pour le jour et deux pour la nuit) fonctionnent en permanence. Des camions soviétiques Oural ont leur moteur, fragile et chauffant trop sous les tropiques, remplacé ingénieusement par des moteurs Benz. Toutes sortes de pièces sont réparées ou refaites. En même temps, sont formés sur le tas des élèves mécaniciens. Les trois pannes en chemin de notre camion soviétique ont été rapidement réparées. Ce centre logistique, dirigé par un remarquable organisateur d'une trentaine d'années, programme le transport et l'acheminement des troupes et du matériel à une vitesse moyenne de 30km/heure jusqu'aux limites du sanctuaire, après quoi, tant au nord qu'à l'ouest, on continue à pied.

Physiquement, le paysage alterne entre savane arborée et forêt à densité moyenne au long des deux provinces sanctuarisées et truffées de bases camouflées. Certaines des bases militaires sont des points d'appui redoutablement équipés : mortiers de 60, 61 et 82 mm ; canons de 75, 76, 82, 108, 122 (orgues de Staline) ; mitrailleuses antiaériennes 12,7, 14,5 et 23 mm. Il y aurait, mais nous n'en avons pas vu, quelques SAM-7. La supériorité militaire des forces gouvernementales (quarante à cinquante mille hommes et douze à quinze mille combattants cubains) est surtout due à l'aviation, grâce notamment aux hélicoptères soviétiques MI-24 et aux appareils suisses PI-7 (Pilatus) à large autonomie de vol.

Les troupes de l'Unita sont vêtues d'uniformes fabriqués dans ses propres ateliers ; les chaussures sont réparées sur place. Les activités des ateliers tendent à rendre le mouvement autonome. Il n'en dépend pas moins étroitement de l'Afrique du Sud pour le matériel lourd : armes, carburant, etc.

Composée d'un petit groupe d'hommes, survivants de la lutte anticoloniale, regroupés autour de Jonas Savimbi, l'Unita est aujourd'hui créditée d'une force de vingt-cinq mille hommes. C'est peu pour un pays qui a deux fois et demie la superficie de la France, mais considérable en termes africains, surtout si l'on ajoute qu'il s'agit de troupes motivées, disciplinées et aguerries. Il est indéniable (et les récits des techniciens ou prêtres, occidentaux ou non, enlevés par l'Unita jusque dans les provinces les plus septentrionales du pays en témoignent) que la guérilla opère quasiment partout sur le territoire angolais. De nombreux postes sont ravitaillés par air faute de routes sûres. Cependant les forces gouvernementales tiennent toutes les agglomérations hors du sanctuaire et, dans les conditions présentes, l'Unita n'a aucune chance de l'emporter

militairement. A l'inverse, il n'y a pas non plus de solution militaire pour les forces gouvernementales compte tenu du développement atteint par l'Unita.

L'organisation militaire de l'Unita compte, en dehors des milices villageoises, quatre niveaux :

— à la base, les groupes de guérilla de cinquante à cent hommes, dotés de Kalachnikov, de RPG-7 et d'une mitrailleuse légère (RPD soviétique) ; la quantité de munitions allouée permet deux accrochages sérieux ;

— au niveau suivant, on a ce que l'Unita appelle les "colonnes compactes" de cent cinquante à deux cents hommes dotés, en plus des armes individuelles, de trois mortiers de 60 mm et de plusieurs mitrailleuses légères ;

— à l'échelon supérieur, on a des bataillons dits semi-réguliers d'environ un demi-millier d'hommes dotés de sept canons 82 mm ;

— enfin, au niveau le plus élevé, le mouvement, depuis peu, forme des bataillons réguliers d'environ mille cinq cents hommes dotés d'une puissance de feu considérable.

L'ensemble de ces forces opère sur les six fronts qui divisent l'Angola tout entier.

Mais, comme toute guérilla inspirée du modèle organisationnel léninomaoïste — même si l'idéologie du mouvement est antimarxiste — , l'Unita fait un travail considérable de formation en matière scolaire et sanitaire. Le sanctuaire comporte des centres d'enseignement regroupant plusieurs milliers d'élèves, de la maternelle à la terminale ; tous les cours sont en portugais. Un centre forme des cadres techniques : deux à trois mille garçons et filles de quinze à vingt ans y restent pensionnaires. Une école de cadres politiques fonctionne depuis quelques années déjà, avec deux sessions annuelles d'une durée de deux mois. Nous avons pu assister à un des cours, dispensé par le dirigeant du mouvement, Jonas Savimbi. Chaque session comprend environ cent cinquante participants dont 20 % de femmes. Le niveau général paraît bon et la motivation grande.

Avec les populations, les rapports, du moins dans les villages modèles que nous avons visités, semblent excellents. Il s'agit d'ethnies minoritaires tels les Chokwe ou les Ganguelas et Luchazes que l'Unita (surtout composée d'Umbundu) a organisées. Les deux autres ethnies importantes sont les Kongo et les Kimbundu. Malgré les déclarations volontaristes du gouvernement de Luanda qui répète que l'Angola est composé "d'un peuple

et d'une nation", les problèmes ethniques, ici comme ailleurs en Afrique tropicale, restent fondamentaux. Malgré une situation très complexe où s'imbriquent à la fois un conflit Est-Ouest, un conflit régional dû au poids de l'Afrique du Sud, la guerre a aussi une dimension proprement angolaise. Derrière les terminologies manichéennes, deux mouvements, qui tous deux ont une légitimité anticolonialiste mais — qu'ils le veuillent ou non — une base ethnique initiale différente, se disputent le pouvoir.

L'Unita, contrairement aux techniques habituelles des partis d'inspiration marxiste-léniniste, ne cherche pas à démanteler les structures traditionnelles à l'échelon du village. Aux chefs et aux notables sont laissées les fonctions de prestige, mais ceux-ci sont encadrés avec souplesse par les représentants du parti et de l'administration qui vivent au village. Le mouvement reçoit des surplus alimentaires et organise la milice, échange le sel, les étoffes et autres produits de première nécessité contre des vivres et amène, de façon classique, l'infirmier et l'instituteur, nouveaux notables qui font cause commune avec le parti et l'administration. Le rôle des chefs traditionnels se restreint aux affaires strictement locales ; la guerre et l'organisation qui en découle à large échelle sont prises en charge par l'Unita qui, en ménageant les chefs traditionnels, évite les conflits.

Il est impossible de comprendre le conflit angolais sans quelques connaissances du passé. La lutte anticoloniale y a été menée par trois mouvements[44] :

— le Mouvement populaire de libération de l'Angola aujourd'hui au pouvoir (M.P.L.A.). Mouvement initialement urbain, encadré par une majorité de métis et s'appuyant sur l'ethnie Kimbundu tout en se voulant national ;

— le Front national de libération de l'Angola (F.N.L.A.), dirigé par Holden Roberto qui constitue un gouvernement en exil. Ce mouvement ethnique, fondé sur l'ethnie Kongo, s'est effondré. Son dirigeant est à Miami, plusieurs de ses hauts cadres ont rallié le gouvernement de Luanda ; quelques maquis (mille à mille cinq cents hommes ?) subsistent dans la province de Zaïra ;

— l'Unita enfin, surtout Umbundu mais également à vocation nationale.

Au lendemain du retrait portugais, une guerre civile (1976) défait le compromis d'Alvor qui prévoyait un gouvernement de coalition. Le M.P.L.A. avait failli être éliminé, pris en tenailles entre les troupes zaïroises et une colonne de blindés sud-africains dont l'intervention avait été

encouragée par Henry Kissinger, alors artisan de la politique étrangère américaine. L'arrivée massive de troupes cubaines qui passaient de mille à sept mille hommes permettait au M.P.L.A. de prendre le pouvoir sans partage. L'Unita traverse alors, en 1977, une très dure phase et parvient, au terme d'une longue retraite, à échapper à l'anéantissement après avoir perdu tous ses effectifs : il reste à la fin de cette "longue marche" soixante-neuf survivants dont Jonas Savimbi. Il n'y aura pas d'autre choix pour l'Unita exsangue que d'accepter l'aide massive d'une Afrique du Sud décidée à ne pas tolérer d'Etat marxiste-léniniste à sa périphérie.

Aujourd'hui, la guérilla menée par l'Unita est un élément central de la complexe équation angolaise. Si l'on sait avec certitude l'importance de l'enjeu angolais pour l'Afrique du Sud — comment interpréter autrement la présence de commandos sud-africains jusqu'à Cabinda sinon par la volonté de l'Afrique du Sud d'influer sur le destin de la région ? — , il est plus difficile de mesurer l'importance de l'Angola aux yeux des Soviétiques. Quel prix ceux-ci sont-ils déterminés à payer pour maintenir, avec l'aide des Cubains et secondairement des Allemands de l'Est, un M.P.L.A. en proie à de très grosses difficultés économiques et à une dure situation militaire ?

La stratégie de l'Unita consiste, à partir d'un sanctuaire dont elle assure la sécurité en portant l'offensive sur le terrain de l'adversaire, à progressivement paralyser économiquement et politiquement le gouvernement de Luanda. Pour atteindre ces objectifs, il lui faut frapper à la fois les mines de diamants de la province de Luanda, essayer de frapper (lui-même et non par commandos sud-africains interposés) les installations pétrolières de Cabinda. Enfin de créer par le sabotage un climat d'insécurité dans la capitale. De juillet à novembre 1985, une importante offensive a été lancée par le M.P.L.A. comme à chaque saison sèche. Elle a été repoussée. Il s'en prépare une autre pour cet été 1986. Elle échouera aussi, le gouvernement n'ayant pas plus les moyens d'écraser l'Unita que cette dernière de remporter une victoire militaire.

Le but ultime, selon Jonas Savimbi, est d'obliger le pouvoir à négocier et à accepter la formation d'un gouvernement de coalition. Nul ne peut, avec certitude, désigner l'issue de cette partie de bras de fer où sont impliqués, outre le M.P.L.A. et l'Unita, l'Afrique du Sud, l'U.R.S.S., Cuba et les Etats-Unis pour ne citer que les acteurs principaux.

En fait, l'issue de la guerre en Angola dépend plus largement aussi de la situation à l'échelle de l'Afrique australe. L'Afrique du Sud, seule puissance régionale qui, malgré ses difficultés économiques et l'ampleur des manifestations contre l'Apartheid auxquelles elle fait face depuis août 1984, paraît militairement et politiquement déterminée à ne rien lâcher en matière de sécurité extérieure.

Aucun pronostic n'est possible dans cette complexité, sinon que la guerre d'Angola va durer encore plusieurs années et que, pour l'instant, à juger par l'évolution des trois dernières années, l'Unita se renforce et que le gouvernement de Luanda ressent durement le poids des difficultés économiques et militaires.

1986 : AFRIQUE DU SUD : L'ÉROSION DU POUVOIR BLANC

Le voyageur qui n'est pas retourné en Afrique du Sud depuis deux ans va d'étonnement en étonnement. Johannesburg était une ville blanche — totalement, lors de ma première visite en 1979 — et plus blanche que New York en 1984. Aujourd'hui, la présence noire est considérable dans tout le centre. Mieux, le samedi matin, tandis que les fonctionnaires et businessmen blancs restent chez eux, les supermarchés, les boutiques, les rues sont quasi exclusivement noires. Le poids démographique noir, naguère comptabilisé en chiffres — moins de 15 % de Blancs, près de 74 % de Noirs (9 % de métis et presque 3 % d'Indiens) — , est maintenant physique. C'est moins le résultat immédiat de la suppression des passeports intérieurs qui interdisaient aux Noirs la libre circulation dans leur propre pays que l'affirmation de soi-même née des événements récents. Par contre, la disparition progressive de la ségrégation dans les lieux publics est sensible dans beaucoup d'endroits où jadis on ne voyait guère de gens de couleur — à commencer par les avions de South African Airways : 20 % des passagers n'étaient pas des Blancs. Autre changement : l'abolition des lois interdisant les relations sexuelles interraciales a amené le développement d'une prostitution d'un type nouveau, où les Blancs peuvent satisfaire leurs phantasmes jusqu'alors interdits sur le territoire de la république.

Une série de changements avaient eu lieu, discrètement, avant 1979, où l'Etat n'intervenait pas. Ceux-ci étaient de nature économique et sociale : déségrégation dans certaines entreprises étrangères ou non installées en Afrique du Sud, dans certains lieux publics. A partir de 1979, l'Etat intervient, conscient qu'il est nécessaire dans le monde d'aujourd'hui de procéder à des réformes. But : moderniser l'Apartheid en essayant de le transformer en domination de classes, tout en ne perdant pas le pouvoir. Cette quadrature du cercle vient d'échouer, du moins à cette étape. Car il

reste encore des cartes dans les mains du gouvernement de Pretoria. Les réformes effectuées, droit du travail, droits syndicaux, droit à la propriété (dans le cadre de la ségrégation territoriale), abolition de l'interdiction des mariages (et des relations sexuelles) interraciaux, et surtout suppression des passeports intérieurs, ne sont nullement négligeables. Mais elles apparaissent insuffisantes aux Noirs urbanisés — surtout les jeunes — qui ont ressenti la constitution offerte par le gouvernement de P.W. Botha cooptant les métis et les Indiens comme une exclusion inacceptable. Les émeutes chroniques qui durent depuis bientôt deux ans (elles ont commencé fin août 1984) ont entièrement modifié le climat politique sud-africain.

Trois réalités sous-tendent le système de l'Apartheid dont les origines remontent en matière de ségrégation au début du siècle :

— le classement de tous les Sud-Africains dans l'un des quatre groupes raciaux : blanc, indien, métis, noir ;

— la ségrégation territoriale où les Noirs disposent des 13 % de la superficie du pays, divisés en dix foyers dont quatre proclamés "indépendants" au cours des dix dernières années ;

— la ségrégation autour des grandes villes et centres industriels des Noirs dans les cités et les bidonvilles.

La cohésion de l'Apartheid — un système raciste créé pour endiguer une majorité noire croissante puisque la proportion des Noirs passe de un à trois à un à cinq au cours du siècle (et atteindra un à six d'ici dix ans) — tenait à sa rigueur : ségrégation tranchée ; supériorité blanche maintenue par le système d'éducation ; circulation de l'information et des idées contrôlée par l'Etat ; expulsion de trois millions et demi de Noirs des centres urbains vers les foyers nationaux ; contrôle des cités noires par un appareil administratif noir coopté par le pouvoir et un réseau d'informateurs.

C'est ce système, dont les réformes ont brisé la cohérence — ce que la droite afrikaner reproche au parti nationaliste (Afrikaner) au pouvoir — , que les Noirs urbanisés combattent et qu'ils ont en partie mis à mal.

Il est difficile de comprendre ce qui se passe en Afrique du Sud et la complexité de ses réalités sous l'apparente simplicité du "pour ou contre" l'Apartheid sans évoquer quelques données essentielles :

— le pouvoir politique est, depuis 1948, aux mains des Afrikaners (60 % des Blancs), descendants des Boers qui jadis rompirent tout lien avec la Hollande, furent vaincus par les Anglais au début du siècle et ont réussi à

reprendre — légalement — le pouvoir en se promettant de ne plus jamais le perdre ;

— l'Afrique du Sud est non seulement un Etat industrialisé, puissant et très riche du point de vue minier, mais encore un Etat qui, directement ou indirectement sur le plan économique, en matière de transports ferroviaires et du point de vue militaire, pèse sur le destin de tous les pays d'Afrique australe : la Namibie qu'elle occupe, l'Angola et le Mozambique où elle soutient des mouvements hostiles aux régimes "marxistes-léninistes" au pouvoir ; le Zimbabwe, le Botswana, la Zambie où elle intervient militairement ;

— les Noirs, malgré des intérêts communs, sont fortement divisés à l'heure actuelle : urbains et ruraux, divisions ethniques, notamment entre les Zoulous et les autres groupes ethniques (il y en a dix au total dont quatre sont importants numériquement), divisions politiques — en plus de l'A.N.C., il y a au moins deux ou trois partis non négligeables : le Pan African Congress, l'Azapo, opposés au multiracialisme de l'A.N.C., sans oublier l'Inkatha du chef G. Buthelezi, réformiste. Enfin, le pouvoir blanc dispose d'un appui sérieux auprès des Noirs cooptés dans le système administratif.

Pretoria continue d'être une ville blanche, très protégée, et il est possible, tant les Noirs en sont absents (ce qui était naguère le cas des autres grandes villes), d'y perdre tout contact avec les réalités physiques du pays. Pourtant, la partie engagée depuis deux ans se joue dans quatre centres urbains : le périmètre Johannesburg, Pretoria, Durban, Port Elizabeth, Le Cap.

Tout a commencé comme d'habitude par une mesure apparemment sans grande conséquence : l'augmentation des loyers. Rien ne permettait de prévoir que les émeutes dans les cités noires dureraient aussi longtemps jusqu'à devenir chroniques. Les résultats de ces émeutes sont multiples, mais le plus important tient au fait qu'au-dehors l'Afrique du Sud et l'Apartheid font désormais partie de la politique intérieure des pays occidentaux et qu'au-dedans les jeunes Noirs urbanisés et le mouvement en général, regroupé autour de l'U.D.F. (Front démocratique uni qui regroupe des organisations très nombreuses et qui a des liens avec l'A.N.C.) ont modifié le *climat psychologique* du pays. Des Blancs, de plus en plus nombreux, doutent de la légitimité du système sur lequel repose leur statut et les Noirs urbanisés ont de plus en plus confiance en eux-mêmes et la

certitude que rien ne peut être vraiment changé en Afrique du Sud sans violence.

L'état de siège qui vient d'être à nouveau instauré donne des pouvoirs discrétionnaires à la police tout en interdisant aux médias internationaux de se rendre sur les lieux des affrontements. La garde à vue a été étendue à deux semaines et le nom des suspects n'a pas à être communiqué.

Les affrontements ont essentiellement eu pour théâtre les cités noires où les jeunes Noirs nationalistes ont liquidé, souvent dans des conditions atroces (un pneu arrosé d'essence autour du cou est mis à feu), les agents noirs de l'administration : maires, policiers, informateurs, etc. ; un boycott des consommateurs noirs a vivement affecté une partie des commerces blancs qui vivent de la clientèle noire ; le refus de payer les loyers a été général ; les grèves organisées par les syndicats noirs (ou métis) ont été nombreuses et dures.

Au total, en près de deux années, on compte quelque mille sept cents victimes — certaines dans les conflits inter-Noirs — et, du côté blanc, peut-être trente-cinq victimes. Jusqu'à présent, cette guerre civile larvée est restée une affaire de police. Près du Cap, à Crossroads où se trouvent des bidonvilles que la population se refusait à évacuer, une épreuve de force a tourné à l'avantage des policiers noirs dénommés les "camarades". Le système des *vigilentes* où les Noirs de l'administration contre-attaquent est encouragé par la police en général.

Les efforts de conciliation déployés par un comité dépêché par le Commonwealth se sont heurtés au refus du gouvernement de Pretoria d'accéder aux demandes des délégués : libération de Nelson Mandela, légalisation de l'A.N.C. et ouverture de négociations. Pour l'instant, le gouvernement de P.W. Botha a opté pour la manière forte. Peut-être tentera-t-il dans un proche avenir quelques ouvertures afin d'élargir sa base électorale aux anglophones et aux libéraux, et peut-être essaiera-t-il de coopter les Noirs qu'il estime modérés. Ces Noirs existent. Mais leurs chances d'être suivis semblent diminuer au fil des mois, tandis qu'on assiste peu à peu à une montée des extrêmes.

Le gouvernement a pour l'instant perdu l'initiative. Revenir au *statu quo ante* est impossible. Les options — en dehors de la répression — vont se réduire rapidement entre une droite blanche qui, elle aussi, peut user du terrorisme, et des Noirs urbanisés qui ne peuvent se contenter des offres du gouvernement Botha.

Les sanctions ont eu essentiellement un effet moral. Plus douloureusement ressentie a été l'attitude des banques étrangères qui n'ont pas renouvelé leurs prêts, ainsi que le retrait de près de quarante firmes américaines dont General Electric et USG Corp. (deux mille cinq cents employés). L'effet global de ces mesures est de réduire la marge de manœuvre qu'une économie prospère peut donner à une solution réformiste. Mais jusqu'où P.W. Botha peut-il et veut-il pratiquer une politique réformiste ?

Aucun gouvernement sud-africain ne peut de bon gré consentir à accorder le suffrage universel aux Noirs dans le cadre d'un Etat unitaire. Or la fin de l'Apartheid est loin d'être en vue : la ségrégation territoriale et la division par race continuent d'être en vigueur, préoccupent les Blancs mais intéressent moins les Noirs que les droits politiques.

Ce qui intéresse l'A.N.C. et les jeunes Noirs qui ont animé les émeutes des *townships* et qui ont commencé à s'organiser, ce n'est plus la fin de l'Apartheid, c'est le pouvoir noir. Rien, bien sûr, n'est simple dans un pays aussi divisé où les antagonismes sont si divers et si bien entetenus. Il n'en demeure pas moins que le processus menant aux affrontements est amorcé. La dynamique de la situation repose sur la conjonction d'une économie stagnante (le *rand* baisse, le chômage augmente), de jeunes Noirs des villes décidés à continuer à contester l'ordre établi, de Blancs relativement secoués dans leur bonne conscience et leur moral, d'une opinion publique internationale hostile et d'une armée militairement invincible que l'on n'a pas encore vue sérieusement sur le terrain.

La décennie à venir en Afrique du Sud a toutes les chances d'être dure. La volonté des Afrikaners de défendre leur pouvoir ne fait pas de doute. Pas plus que l'hostilité croissante des Noirs à l'égard d'un système qui les nie jusque dans leur dignité d'êtres humains.

1987 : VERS LA GUERRE CIVILE AUX PHILIPPINES

Triomphalement élue présidente jusqu'en 1992, symbole de la démocratie retrouvée, Cory Aquino doit faire face à trois obstacles sérieux : la droite ultra-conservatrice présente tant chez les civils que dans une bonne partie de l'armée, une situation sociale et économique très difficile et une insurrection communiste dont elle a hérité et qui n'a jamais été aussi forte.

Depuis l'indépendance (1946), le pays a été dominé par quelques centaines de familles qui ont graduellement coopté ceux qui parvenaient à faire fortune. La réforme agraire, promise depuis trente-cinq ans — du temps de la première insurrection communiste, celle des "Huks" au lendemain de la seconde guerre mondiale — reste une revendication majeure. Les quelques modifications apportées dans ce domaine durant le long régime de Marcos (1965- 1985) n'ont produit que peu d'effet. On est loin, aux Philippines, des réformes de structure qui ont permis à Taïwan ou à la Corée du Sud de moderniser le pays. Manille, plus que d'autres capitales d'Asie du Sud-Est, frappe par le décalage entre le luxe des uns et l'extrême misère d'une bonne partie de la population. Les bidonvilles de la capitale — agglomération gigantesque passée de deux à huit millions d'habitants en vingt ans — sont les plus immondes que je connaisse. Selon les statistiques officielles, 60 % des Philippins vivent au-dessous du seuil local de pauvreté, soit sept cents francs par mois pour une famille de six personnes. A la campagne, où vivent les deux tiers de la population, la situation de la majorité des paysans, sans terre, sans routes et parfois sans eau potable, est misérable.

Depuis quelques années, la situation économique n'a cessé de se détériorer, une première fois après le second choc pétrolier (1979), une seconde fois après l'assassinat de Benigno Aquino (1983) : baisse des exportations, sous-emploi en hausse de 10 à 40 % ; balance des paiements de plus en plus déficitaire ; pas d'investissements privés mais au contraire

fuite des capitaux. Le niveau de vie de la population a baissé de 15 % en trois ans et il était déjà très bas. Les ressources des Philippines sont limitées : du cuivre surtout, quelques minerais de moindre importance ; du riz, nourriture de base de la population, du sucre et de la noix de coco dont les cours sur le marché mondial sont bas.

C'est au moment où les Philippines connaissent leur crise la plus grave depuis la seconde guerre mondiale que Cory Aquino est portée au pouvoir, soulevant des espoirs qu'elle ne peut satisfaire.

Le voudrait-elle qu'elle ne pourrait faire les réformes que sa droite récuse. Et il n'est pas sûr qu'elle veuille, y compris de façon limitée, contraindre une catégorie sociale dont elle-même et sa famille font partie. Son propre frère est un gros propriétaire terrien. Cory Aquino est une dirigeante populiste plus portée aux gestes généreux qu'aux réformes radicales.

Malgré l'aide de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, celle des Etats-Unis (trois cent vingt-cinq millions de dollars pour 1987, plus de six cents millions d'aide militaire surtout en équipement) et du Japon surtout (un milliard de dollars), le gouvernement de Cory Aquino a beaucoup de mal à redonner confiance aux investisseurs privés. Plusieurs tentatives de coup d'Etat en moins de six mois, une insurrection communiste dont on commence à se rendre compte qu'elle est sérieuse. La Thaïlande par exemple est un pays plus sûr. Tout en effet dans la situation philippine indique qu'on va vers une extension de la guerre civile.

L'archipel philippin, plus petit que la Grande-Bretagne (300 000 km^2) mais peuplé de cinquante-cinq millions d'habitants et s'étendant sur plus de mille huit cents kilomètres, est d'une grande diversité : rizières en terrasses et rizières de plaine à Luçon, la grande île du nord ; au sud, Mindanao, la seconde île du pays où 4 % de musulmans mènent sur la côte ouest une lutte armée pour l'autonomie depuis bientôt quinze ans. Entre ces deux pôles, les Vizayas, ensemble de huit îles principales où poussent surtout la canne à sucre et le cocotier. Rien de plus difficile que de mener une lutte armée, sans aide extérieure, dans un archipel aussi morcelé. Les "Huks" en avaient fait l'expérience entre 1948 et 1954 : isolés dans Luçon-Centre, leur insurrection avait progressivement dépéri. Aujourd'hui, la Nouvelle armée populaire, bras armé du parti communiste, est présente dans toutes les provinces du pays et pose, à sa manière, sa candidature au pouvoir.

Comment en est-on arrivé là ?

En 1969, un dirigeant communiste nommé José Maria Sizon — nom à retenir, il ne tardera pas à être célèbre — qui a rompu quelques mois auparavant avec le mouvement communiste orthodoxe philippin et fondé un nouveau parti communiste, déclenche avec Bernardino Buscayo, ex-chef militaire des "Huks", et avec soixante hommes, la lutte armée qui, dix-huit ans plus tard, émerge largement de l'ombre. Le modèle du nouveau mouvement est la Chine, et plus particulièrement la Chine de la révolution culturelle. Mais la Nouvelle armée populaire serait restée un mouvement sans doute très limité si, à partir de 1972, la loi martiale édictée par Marcos n'avait poussé à la lutte armée nombre d'étudiants et de jeunes cadres urbains. Comparé au vieux mouvement "Huks", surtout paysan, le nouveau parti ne manque pas d'intellectuels mais ceux-ci sauront s'implanter en milieu paysan par un travail patient. Quelque temps, la Chine aide le mouvement.

Sizon, dans un de ses écrits militaires, préconise, tout en maintenant une unité de la ligne politique et de la stratégie, une *décentralisation* opérationnelle et tactique. L'idée est simple mais nouvelle. Au lieu de vouloir tout contrôler, la direction laisse carte blanche aux dirigeants locaux en matière d'opérations militaires. Il s'agit d'ailleurs de ne pas rester cantonnés à Luçon mais d'investir Mindanao, au sud, et de porter la lutte dans la demi-douzaine d'îles intermédiaires afin d'obliger l'armée à se disperser.

Cet objectif est atteint vers 1980 et bénéficie indirectement des effets de l'insurrection musulmane à Mindanao. Entre-temps, l'armée et les forces de police, qui comptaient cent mille hommes en 1973, passent à deux cent cinquante mille en 1983. Durant la loi martiale (1972-1980), la corruption et les forces armées ont connu les développements les plus spectaculaires.

La période la plus faste pour la N.A.P. a été celle qui a suivi l'assassinat de Benigno Aquino (1983). Le rejet du régime Marcos est allé croissant durant trois ans jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Cory Aquino, et le mouvement insurrectionnel en a largement profité. Crédité de moins de dix mille personnes en 1983, il est estimé à quelque vingt-trois mille en 1986. Entre-temps, le parti communiste, dont la N.A.P. avait initialement constitué le bras armé, forme selon une technique classique son front : le Front national démocratique en 1973 — comprenant une douzaine de

petites organisations satellites — et, tout récemment, un parti populaire : le Ng Bayan, qui est une coalition d'organisations de masse à vocation légale.

Le terrain se prête admirablement à la guérilla. Sur le versant oriental, de la grande île de Luçon, la Sierra Madre court du nord au centre ; de l'autre côté, la Cordilliera couvre la partie occidentale et centrale. Les montagnes relient entre elles plus d'une dizaine de provinces. Déjà, sur ce même terrain, durant la seconde guerre mondiale, les forces japonaises qui avoisinaient cent cinquante mille hommes y avaient été décimées par les guérillas Huks. Au sud, Mindanao est encore plus montagneuse et boisée que Luçon.

En quatorze ans (1972-1986), la rébellion *moro* des musulmans, divisés en quatre factions concurrentes et recevant de l'aide de l'Arabie Saoudite et de la Libye, a mobilisé le tiers des effectifs de l'armée. Bilan : soixante mille morts dont peut-être huit mille soldats ; deux cent cinquante mille réfugiés en Malaisie ; près d'un million de sans-abri. Cory Aquino a voulu négocier avec la principale des factions musulmanes, le Front national de libération Moro auquel elle consentait à accorder l'autonomie. Les autres factions ont aussitôt intensifié leurs opérations et maximisé leurs demandes. Quant aux communistes, ils défendent, pour l'instant, le droit à l'autodétermination des *moros* et autres minorités.

On pénètre la guérilla philippine par une série de relais politiques qui s'établissent à Manille. Cela prend en général du temps. Il faut que l'organisation s'assure de la sécurité, trouve un accompagnateur — souvent une jeune femme — , avertisse à l'autre bout de la chaîne de la venue du visiteur. On se sert du téléphone qui fonctionne plus ou moins bien ; les rendez-vous sont tenus avec une exactitude relative.

Au camp de X., au sud du pays où le contact a été indirectement établi par un des notables de la ville, nous rencontrons, Alain Guillo et moi, une unité de la Nouvelle armée populaire : jeunes presque tous sauf le responsable ; un tiers de jeunes filles.

L'armement est modeste : mitraillettes, mitrailleuses, toutes américaines, saisies sur l'adversaire. Pas d'armes antiaériennes ni d'armement lourd. Par contre, la motivation est très grande et presque tout le monde — ils sont une cinquantaine — a suivi à un moment où l'autre un cours de formation politique.

Rio, 26 ans, responsable d'origine paysanne chargé de la propagande politique auprès des populations, explique : *"J'appartiens aux unités de*

contact qu'on envoie d'abord pour enquêter sur la situation du village. Faut comprendre ce *qui se passe, de quoi* se *plaignent les gens, qui travaille avec les propriétaires. Ça prend du temps : on reste parfois des semaines, ou bien on va et on revient, on ne couche pas là. On cherche des sympathisants. Une fois qu'on a ramené un rapport sur la situation, la N.A.P. envoie une autre équipe qui reste au village le temps qu'il faut pour former des sympathisants. Il faut, quand c'est possible, transformer le village en* bario revolucionario *(village révolutionnaire). On fait baisser le taux d'usure, au lieu de recevoir un tiers de la récolte (le propriétaire en reçoit normalement les deux tiers), on impose un meilleur partage : cinquante/cinquante. Quand on peut, on fait la réforme agraire à petite échelle. Et puis c'est nous qui percevons l'impôt y compris des grandes compagnies qui travaillent à la campagne. C'est ça qui déplaît le plus au gouvernement et à l'armée. Mais on a le soutien des villageois."*

De façon rigoureusement classique, en créant des hiérarchies parallèles — élection de nouveaux responsables de village, milices, levée d'impôts, etc. — , la N.A.P. cherche à se substituer à l'Etat.

On est revenu de la révolution culturelle, surtout après l'expérience un moment populaire au sein de la N.A.P. des Khmers rouges du temps où ils étaient au pouvoir au Cambodge. Aujourd'hui, les exemples suivis avec le plus d'intérêt par le mouvement sont le Nicaragua et la guérilla du Salvador. On n'oublie pas que, derrière l'armée, il y a les Etats-Unis et que les Philippines sont essentielles dans la stratégie américaine d'aujourd'hui.

Selon l'armée, les statistiques militaires pour l'année 1985-1986 sont : pertes de l'armée : 835 ; pertes de la N.A.P. : 1145 ; pertes civiles : 794. Si ces chiffres sont exacts, il faudrait à ce rythme une dizaine d'années pour affaiblir sérieusement une guérilla qui recrute sans mal. Jusqu'à présent la combativité de l'armée est, selon l'expression des experts, "modérée". On sort peu dans les zones dangereuses et en tout cas jamais de nuit. Quelques grosses opérations de bouclage, mais pas de chasse systématique. Mal payé, le soldat est peu motivé, aisément corruptible et il pille volontiers. Quant aux officiers, ils ne combattent que très rarement à la tête de leurs troupes : on est officier pour en tirer avantage, non pour prendre des risques inutiles.

Le responsable de la N.A.P. à Luçon-Nord, rencontré clandestinement à Manille, résume la situation militaire : *"L'armée de terre compte soixante mille hommes dont moins de dix mille* rangers. *Ce sont les seuls qui se battent. Tout le reste joue le rôle de force de police. Nous, nous sommes*

mobiles ; nos unités régulières sont d'environ cent cinquante hommes ; nos unités semi-régulières de trente à cinquante hommes et, à l'échelle du village, la milice d'autodéfense fait du renseignement. Quand l'armée rentre dans un village, ils font de grands discours, distribuent des tracts que personne ne lit (ils sont trop longs) ou bien des dessins qui nous décrivent comme des assassins. Mais les paysans savent bien que nous ne sommes pas des assassins. Il y a des années que nous sommes là pour essayer d'améliorer leur vie."

Parfois l'armée, quand elle peut investir un village révolutionnaire, veut rétablir l'ordre ancien qui est favorable aux propriétaires. Cela n'aide pas à la rendre populaire auprès des paysans. Le plus souvent, elle distribue un peu de riz et passe. Et les guérilleros reviennent. Les villages les mieux tenus par l'armée sont ceux où a été constituée une "milice civile de défense" favorable à l'Etat.

D'un côté comme de l'autre, on s'est réorganisé au cours de la trêve de décembre 1986-février 1987 qui a permis au Front national démocratique de se faire connaître tant aux Philippines qu'à l'étranger. L'affrontement est inévitable tant les positions respectives sont inconciliables. Cory Aquino ne peut arbitrer malgré ses efforts. La réalité immédiate des Philippines débouche sur une guerre civile. Celle-ci prendra de l'ampleur et il y a fort à parier que la Nouvelle armée populaire, modifiant sa tactique, recourra bientôt au terrorisme urbain sélectif afin de forcer l'armée à desserrer son étau.

Voyageur, poète, écrivain politique, Gérard Chaliand n'appartient à aucune institution. Il a séjourné douze années dans le tiers monde, dont dix-huit mois dans des guérillas. Il est notamment l'auteur de *L'Atlas stratégique* (avec J.-P. Rageau), de *Stratégies* de *la guérilla* et de *Terrorismes et guérillas.* Il enseigne à l'E.N.A.

Notes

1
Je ne traite pas ici du terrorisme d'Etat qui, de loin, est celui qui fait le plus de victimes.

2
Faber and Faber, Londres, 1971, p. 35-38.

3
Robert Thompson, *Defeating Communist Insurgency,* Chatto and Windus, Londres, 1967.

4
Voir Guzman Campos et Fals Borda, *La Violencia en Colombia,* Editions Tercer Mondo, deux tomes, Bogota, 1962 et 1964.

5
Pour une critique de la théorie du *foco,* du vivant de Guevara, voir G. Chaliand, "Compte-rendu de Révolution dans la révolution", dans *Revue internationale du socialisme,* Rome, juillet-août 1967, modifié et complété dans *Esprit,* Paris, novembre 1967.

6
Maspero, Paris, 1962.

7
Guevara, "Cuba : cas exceptionnel ou avant-garde ?" *Partisans,* n° 2, novembre-décembre 1962, Paris (texte publié originellement dans *Verde Olivo,* 9 avril 1969).

8

Sur cette période, Claude Julien, *La Révolution cubaine,* Julliard, Paris, 1961.

9
A. Labrousse, *Les Tupamaros,* Le Seuil, Paris, 1971.

10
Maspero, 1958.

11
Hector Bejar le reconnaît avec honnêteté dans *Les Guérillas péruviennes de 1965,* Maspero, Paris, 1968. Voir aussi Roger Mercado, *Les Guérillas del Peru,* Fondo de Cultura Popular, Lima, 1967.

12
Abordée par le seul Hugo Blanco, voir *Land or Death : the Peasant Struggle in Peru,* Pathfinder Press, New York, 1972.

13
P. Gourou, *Les Paysans du delta tonkinois,* Les Editions d'Art et d'Histoire, Paris, 1936.

14
Au prix d'Etat, le paddy vaut 0,40 dong le kilo.

15
Ecrits et paroles de Camillo Torrès, Le Seuil, Paris, 1968.

16
Cf. Régis Debray, *Révolution dans la révolution,* Maspero, Paris, 1967, et Che Guevara, *La Guerre de guérilla,* Maspero, Paris, 1962.

17
L'absence d'analyses sociales se reflète dans les documents préparatoires à la conférence de l'O.L.A.S. qui, dans la plus mauvaise tradition de la sociologie américaine, sont davantage un recueil de statistiques qu'une analyse des sociétés latino-américaines.

18
Le conseil exécutif comprend : Yasser Arafat (président, Fath), Mohamed Najjar (Fath), Farouk El Kaddoumi (Fath), Khaled El Hassan (Fath), Youssef El Bourji (Saika), Ahmed El Chehabi (Saika), Ibrahim Bakr (indépendant, pro-Fath), Kamal Nasser (indépendant, pro-Fath), Hamed Abou Sette (indépendant, pro-Fath), Yasser Amr (indépendant, pro-Saika), Abd El Mejid Chouman (trésorier, indépendant).

19
Le *Jour,* 7 février 1969.

20
Qui a remplacé le pacte de Bagdad et qui regroupe des Etats musulmans non arabes liés aux Etats-Unis (Turquie, Iran, Pakistan).

21
Sur la thèse marxiste concernant la question juive, voir A. Leon, *La Conception matérialiste de la question juive,* E.D.F., 1968, présenté par Maxime Rodinson.

22
M. Gideon Raphael, directeur général du ministère des affaires étrangères ne déclarait-il pas récemment : *Les organisations terroristes sont en réalité les troupes irrégulières des gouvernements arabes qui poursuivent ainsi avec le minimum de risques la guerre contre nous. Le Monde,* 23-24 février 1969.

23
L'expression est de Maxime Rodinson.

24
Si Israël est ressenti par une partie importante de la diaspora comme la garantie matérielle que des persécutions contre les juifs ne pourraient plus se renouveler grâce à son existence, il semble en fait que ce n'est pas l'Etat d'Israël qui soit utile aux juifs établis dans les différents pays du monde, mais qu'à l'inverse ce sont les juifs de la diaspora et leur sensibilisation qui sont utilisés par Israël. L'Etat sioniste, d'autre part, spéculant sur le sentiment de solidarité, s'érige en porte-parole de tous les juifs du monde,

même de ceux qui ne souhaitaient pas sa création et n'approuvent pas sa politique.

25
Cf. Simha Flapan : "La guerre israélo-arabe du 6 juin", article publié en réponse à l'excellente étude de Isaac Deutscher intitulée : "Sur la guerre israélo-arabe", *Temps modernes,* n° 258, novembre 1967.

26
Le budget jordanien pour 1969 comporte un déficit de quatorze millions de francs sur un budget total de quatre-vingt-neuf millions de dinars (environ un milliard de francs).

27
Sur la crise de la pensée arabe contemporaine, voir l'ouvrage remarquable de Abdallah Laroul : *L'Idéologie arabe contemporaine,* préface de M. Rodinson, Maspero, Paris, 1967.

28
Sur cette période : Patrick Seale, *The Struggle for Syria, a Study of Post War Arab Politics (1945-1958)*, Oxford University Press, 1965. Malcolm Kerr, *The Arab Cold War, a Study of Ideology in Politics (1958-1964).* Michael Ionides, *Divide and Lose. The Arab Revolt,1955-1958*, Geoffry Bles, 1960.

29
On ne peut s'empêcher de constater à quel point l'intérêt particulier porté par l'opinion occidentale au conflit du Proche-Orient est lié à l'européocentrisme.

30
Machower : "Pour un Etat judéo-arabe", *Le Monde,* "Libres opinions", janvier 1969.

31
Toutefois, rappelons qu'au Sud Liban, un char centurion israélien a délibérément écrasé une voiture civile avec ses occupants. Bien que l'acte fût infiniment plus cruel que le dénouement de Munich, on en a peu parlé.

32
Qui s'est donné le nom d'Alliance islamique pour la libération de l'Afghanistan et que préside Abdoul Sayaaf.

33
Un afghani égale dix centimes.

34
Cf. l'article d'Olivier Roy, *Esprit,* mai 1980.

35
L'expression est de Maxime Rodinson.

36
Khalq : mouvement communiste ayant pris le pouvoir en avril 1978.

37
Parcham : mouvement communiste remis au pouvoir par l'intervention soviétique de décembre 1979.

38
F.P.L. : Front populaire de libération de Gaetano Carpio, créé en 1971 ; E.R.P. : Armée révolutionnaire du peuple, créée en 1975, à composante catholique ; F.A.R.N. : Forces armées de révolution nationale, scission du mouvement précédent ; P.C.S. : Parti communiste du Salvador ; P.R.T.C. : Parti révolutionnaire des travailleurs, trotskiste.

39
Modernizing Racial Domination, Yale University Press, 1970.

40
La Federation of South Africa Trade Union compte cent trente mille adhérents.

41
De même, les crimes, nombreux, sont commis à l'intérieur du groupe racial, phénomène bien classique.

42
Mille cinq cents selon les familles des disparus.

43
En effet, les attentats sont pour l'instant sélectifs.

44
John Marcum, *The Angolan Revolution,* Cambridge, Mass, 1969 et 1977 (2 vol.). René Pélissier, *Les Guerres grises. Résistances et révoltes en Angola,* Ed. Pélissier, Orgeval, Montamets, 1978 (2 vol.).

Dessin de couverture d'après une caricature de Gérard Chaliand
parue dans le *O Estado de São Paulo,* 13 mars 1983.
© ÉDITIONS DE L'AUBE, 1988
ISBN 2-87678-008-9

Participant d'une démarche de transmission de fictions ou de savoirs rendus difficiles d'accès par le temps, cette édition numérique redonne vie à une œuvre existant jusqu'alors uniquement sur un support imprimé, conformément à la loi n° 2012-287 du 1er mars 2012 relative à l'exploitation des Livres Indisponibles du XXe siècle.

Cette édition numérique a été réalisée à partir d'un support physique parfois ancien conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal. Elle peut donc reproduire, au-delà du texte lui-même, des éléments propres à l'exemplaire qui a servi à la numérisation.

Cette édition numérique a été initialement fabriquée par la société FeniXX au format ePub (ISBN 9782402042918) le 13 octobre 2015.

La couverture reproduit celle du livre original conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal.

*

La société FeniXX diffuse cette édition numérique en vertu d'une licence confiée par la Sofia – Société Française des Intérêts des Auteurs de l'Écrit – dans le cadre de la loi n° 2012-287 du 1er mars 2012.

Avec le soutien du

CNL Centre national du livre